

Eugène Varga

Articles publiés en 1925 dans *La Correspondance Internationale*

Douze articles sur : *La situation économique au IV^e trimestre de 1924*

1. 14 février 1925, n°11, pp. 91-93 *La France*
2. 18 février 1925, n°12, pp. 100-102 *l'Angleterre*
3. 21 février 1925, n°13, pp. 111-112 *La crise du capitalisme continue I*
4. 25 février 1925, n°14 pp. 122-124 *La crise du capitalisme continue II – Aspects généraux [I]*
5. 28 février 1925, n°15 pp. 131-132 *Aspects généraux [II]*
6. 4 mars 1925, n°16 pp. 137-139 *Aspects généraux [III]*
7. 7 mars 1925, n°17 pp. 144-145 *Les réparations, le commerce, le fer*
8. 11 mars 1925, n°18 pp. 152-153 *Les Etats-Unis*
9. 14 mars 1925, n°19 p. 161-162 *Les Etats-Unis (suite) – La Chine – Le Japon – Les pays agricoles d'Outre-Océan*
10. 18 mars 1925, n°20 p. 172 *Tchécoslovaquie*
11. 21 mars 1925, n°21 p. 175-176 *L'Allemagne*
12. 24 mars 1925, n°22 p. 180 *L'Allemagne (fin)*

Dix articles sur : *La situation économique mondiale au 1^{er} semestre [ou trimestre] 1925*

13. 20 mai 1925, n°53, pp. 434-435 *Jusqu'à quel point le capitalisme peut-il se stabiliser ?*
14. 27 mai 1925, n°55, pp. 446-448 *L'Allemagne*
15. 30 mai 1925, n°56, pp. 458-459 *L'Autriche et le projet de Confédération Danubienne – La Tchécoslovaquie – L'Europe orientale – La Pologne*
16. 3 juin 1925, n°57, pp. 464 *Vue d'ensemble (1)*
17. 6 juin 1925, n°58, pp. 472-474 *Vue d'ensemble (2)*
18. 10 juin 1925, n°60, pp. 498-500 *Vue d'ensemble (3)*
19. 13 juin 1925, n°61, pp. 509-510 *Vue d'ensemble (4)*
20. 17 juin 1925, n°62, pp. 518 *Les Etats-Unis*
21. 20 juin 1925, n°63, pp. 521-522 *La France*
22. 24 juin 1925, n°64, pp. 533-534 *L'Angleterre*

Douze articles sur *La situation économique mondiale au II^e trimestre 1925*

23. 12 août 1925, n°79, p. 656, *Vue d'ensemble I – Accentuation de l'état de crise*
24. 15 août 1925, n°80, p. 663-664, *Vue d'ensemble II – Les changes*
25. 19 août 1925, n°81, p. 667-668, *La France*
26. 22 août 1925, n°82, p. 670, *Vue d'ensemble – Le mouvement des prix*
27. 24 août 1925, n°83, p. 676, *Vue d'ensemble – La crise du charbon*
28. 29 août 1925, n°85, p. 715, *Vue d'ensemble – La crise de l'industrie métallurgique*
29. 2 septembre 1925, n°86, p. 722-724, *Vue d'ensemble – La crise de la navigation mondiale – L'Allemagne*
30. 5 septembre 1925, n°87, p. 727-729, *L'Allemagne (suite) – L'Angleterre*
31. 9 septembre 1925, n°88, p. 734-738, *Italie – Autres pays d'Europe – Les possibilités sans borne de l'Asie – Le problème chinois*
32. 12 septembre 1925, n°89, p. 747-748, *La prospérité des Etats-Unis*
33. 16 septembre 1925, n°90, p. 755-756, *Le Japon*
34. 19 septembre 1925, n°91, p. 762, *Les Indes*

Sept articles sur *La situation économique mondiale au cours du III^e trimestre 1925*

35. 20 novembre 1925, n°114, pp. 969-978 : I. *La Conférence de Locarno* ; II. *La situation économique générale.*
36. 25 novembre 1925, n°116, pp. 987-988 : III. *La situation économique de la France*
37. 2 décembre 1925, n° 118, pp. 1005-1007 : IV. *La situation économique de l'Angleterre*
38. 9 décembre 1925, n° 120, pp. 1019-1021 : V. *La situation économique de l'Allemagne*
39. 12 décembre 1925, n° 121, pp. 1032-1034 : VI. *La situation économique des Etats-Unis*
40. 16 décembre 1925, n° 122, pp. 1035-1037 : VII. *La situation économique en Chine*
41. 19 décembre 1925, n° 123, pp. 1048-1049 : VIII. *La situation économique du Japon*

1. (*La CI*, 14 février 1925, n°11, pp. 91-93)

La situation économique au IV^e trimestre de 1924

par E. Varga

I

La France

Pendant le IV^e trimestre de 1924, la situation économique a été, en France, excellente. Le chômage avait pratiquement cessé, bien que des ouvriers étrangers affluassent encore. La production houillère et métallurgique de 1924 a surpassé celle de 1923. Nous reproduisons quelques chiffres :

Production annuelle (y compris l'Alsace-Lorraine) :

	Charbon	Minerais	Fer	Acier	Coton	Sucre
	en millions de tonnes			en kgs par 100 t. [?]		
1913	40,13	—	756	582	3 221	785
1924	45,56	29,00	646	580	2 600	800

La consommation de charbon a passé de 63 millions de tonnes (1913) à 71 millions (1924). Par contre, la production de la houille et la consommation du coton filé sont au-dessous de celles de 1913.

Le revirement de la fin d'année : appréhension de crises.

Vers la fin de l'année, les milieux financiers appréhendent une crise. L'augmentation du taux de l'intérêt, porté à 7% (décembre), inquiète les capitalistes. *Le Temps* du 1^{er} janvier 1925 prévoit une restriction des crédits, qui affaiblirait l'activité de l'industrie dans les premiers mois de 1925. *La Journée Industrielle* constatera bientôt (10 janvier 1925) que la vente des produits industriels a baissé dans le Nord et que plusieurs fabriques ont du restreindre leur production. Les équipes y chôment un jour par semaine.

L'industrie textile et la métallurgie de l'Alsace-Lorraine et du territoire de la Sarre souffrent de la cessation des importations libres en Allemagne.

Les travaux de reconstruction des régions dévastées sont arrêtés faute de moyens financiers. L'Etat est paralysé.

Sont-ce les indices d'une crise véritable ? On ne peut encore l'affirmer. En tout cas, il n'y a pas lieu de réviser notre pronostic formulé il y a 9 mois : l'essai de réalisation du plan Dawes amènera une crise sérieuse dans tous les pays capitalistes de l'Europe occidentale. L'aggravation de situation en France, en Allemagne et en Angleterre, tend à le montrer déjà.

Changes, prix, commerce à l'étranger, circulation de valeurs

Le change français s'est montré relativement stable depuis que le gouvernement français a obtenu la prolongation du crédit Morgan. Le gouvernement put — la stabilisation effectuée —

disposer assez librement de cette somme (100 millions de dollars). Elle fut versée, par une opération financière assez compliquée, à la Banque de France, où on l'emploie à régler le change du dollar. La stabilité du change français nous semble être assurée par le fait aussi que le commerce français a pour la première fois depuis longtemps une balance active.

Le tableau ci-dessous enregistre parallèlement les fluctuations du change (1), le mouvement des prix (2) [des importations (3)] de l'exportation (4) [et de la balance commerciale (5)] :

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
le 30 sept.	—	496	3,16	3,18	0,02
le 31 oct.	5,24	507	3,40	3,53	0,13
le 30 nov.	5,10	514	3,41	3,43	0,02
le 31 déc.	5,43	518			

Le bilan du commerce extérieur en 1924 se clora par un excédent d'exportations d'à peu près 1,5 milliards de francs-papier.

La stabilité du change est, par contre, menacée par le déficit des finances de l'Etat et par la tendance à l'inflation. La circulation des billets de banque a atteint, dans la période dont nous nous occupons, le maximum de 41 milliards. Le gouvernement a dû se résigner à des mesures désespérées : augmentation du taux de l'intérêt, suspension des travaux de la reconstruction, emprunt intérieur à taux usuraire afin de préserver le franc d'un désastre nouveau.

Les finances de L'Etat : emprunts usuraires

Il nous semble, malgré la diversité des chiffres publiés, que la situation s'est améliorée. Le montant des contributions et, en général, le montant des revenus de l'Etat est supérieur à celui de 1924. Les ressources de l'Etat ont été, en millions de francs :

Septembre 1924	2 010
Octobre	3 047
Novembre	2 473
Décembre	2 851
En 1924, total	27 582

Excédent relatif à 1923 : 5 633 millions de francs.

Ces revenus se détaillent, comme suit :

	<i>En millions de francs</i>
Contributions indirectes, douanes et monopoles	19 703
Contributions directes	5 807
Excédent sur les prévisions budgétaires	2 376
Ressources imprévues et bénéfiques des entreprises de l'Etat	1 747

D'après ces chiffres, c'est presque uniquement le prolétariat qui porte, en France démocratique, le poids des contributions.

D'ailleurs, on est enclin à douter de l'exactitude de ces données. Il est absolument impossible d'apprécier le déficit de 1924 qui, selon le *Times* (4 décembre 1924), fut de 4,18 milliards de francs.

(Le chiffre de 5 807 millions pour les contributions directes est extrait du *Temps* du 17 janvier

1925. Le 13 janvier, d'autres journaux publiaient un rapport officiel du Ministre des Finances, fixant à 8 614 millions les rentrées de ces contributions pour 1924.)

On peut prédire que les petits rentiers cesseront de soutenir, par la signature d'emprunts toujours renouvelés, les finances de l'Etat. Le résultat des derniers emprunts est un avertissement.

Le souscripteur d'un titre nominal de 100 francs doit « recouvrer » dans dix ans 150 francs, de sorte que le taux général moyen n'est pas inférieur à 8,62%. C'est à peu près le taux de l'emprunt allemand Dawes. De fait, le gouvernement français paye pour le nouvel emprunt plus de 20° d'intérêts. Voyons : On a récemment souscrit 4 920 millions de francs. De cette somme. 3 920 millions reviennent, selon le Ministre des Finances, — par le rachat des bons de la défense et bons du trésor — aux établissements financiers. L'Etat ne touche réellement que 1 000 millions. L'Etat doit payer 8,62% pour 5 milliards, ce qui fait 430 millions pour un an : il épargne, sur les anciennes valeurs remboursées à 4%, 160 millions ; il lui reste à payer pour les 1 000 millions obtenus 250 millions d'intérêt par an, *soit plus de [un chiffre coupé... 20 ou 25%. ?]*

Rien ne prouve mieux la lassitude des petits rentiers que le fait qu'après les souscriptions au nouvel emprunt le montant des épargnes s'est fortement baissé et que les papiers à taux fixes ont perdu en Bourse. Les valeurs étaient cotées à la Bourse de Paris, le 17 janvier :

Rente 3%	46,40
4% de 1913	50,00
5% de 1920 amortie	67,80
6% de 1920	69,85

Les dettes et le bilan financier de la France

D'après le rapport du sénateur Bérenger, les dettes de la France étaient au 1^{er} janvier 1924 :

I) **Dettes intérieures** (*en millions de francs-papier*)

a) Dette flottante :

Bons du trésor	2 557
Bons de la défense nationale	55 848
Divers	5 253
Total	63 658

b) Dette à courte échéance (expirant dans 15 ans au maximum) :

Obligations du Crédit National	11 000
Bons du trésor	28 975
Total	39 975

c) Dettes non-remboursables et à longue échéance :

Rentes	110 526
Obligations aux chemins de fer nationaux	1 277
Obligations du Crédit National	12 978
Divers	19 004
Total	143 785

d) Acomptes de la Banque de France : 23.300

Total général :	270 718
------------------------	----------------

II) Dettes à l'étranger (en millions de franc-or)

a) Dettes politiques :

Angleterre	15 275
Etats-Unis	15 194
Arriéré d'intérêts	3 070
Total	33 539

b) Dettes commerciales :

Angleterre	1 954
Etats-Unis	3 187
Divers	474
Total	5 255
Total général	38 794

III) Créances de l'Etat français sur l'étranger (en millions de francs)

Russie	6 490
Belgique	3 790
Yougoslavie	1 743
Roumanie	1 232
Pologne	895
Grèce	813
Tchécoslovaquie	542
Autres	446,5
Total	15 951,5

Les dettes ont augmenté depuis. Vers la fin de 1924 le Ministre des Finances dressait un bilan passablement fantastique de la richesse de la France. Il capitalisait à 5% les contributions payées, multipliant, par conséquent, par 20 les sommes réellement perçues. Il faisait de même pour les dépenses. Ses évaluations donnaient le résultat ci-dessous :

1. *Passif*:

	<i>En millions de francs-papier</i>
Dettes intérieures	277,9
Dettes politiques à l'étranger	(mémoire)
Dettes commerciales à l'étranger	19,5
Pensions	64,5
Valeur capitalisée des charges permanentes et temporaires	298,5
Total	660,4

On observera que :

a) les dettes intérieures ont augmenté au cours de l'année de 7,7 milliards,

b) les dettes interalliées n'entrent pas en ligne de compte... Ce qui a vivement intrigué les Etats-Unis. Le Ministre des Finances a du s'en expliquer.

2. Actif:

	<i>En millions de francs-papier</i>
Trésor	93,4
Impôts capitalisés	599,5
Créances sur l'Allemagne	103,9
Total	706,8

L'« actif net » de la France serait donc de 136 milliards de francs-papier. Niaiserie, bien entendu, mais niaiserie caractéristique, car elle met en pleine lumière les moyens par lesquels la France espère obtenir de nouveaux crédits. Le bilan est deux fois faux : d'abord les dettes à l'étranger n'y figurent pas ; ensuite les 104 milliards dus par l'Allemagne sont loin d'être payés...

Les dettes interalliées

Remarquons, tout d'abord, qu'après la conférence de Paris, on a publié une correspondance de M. Clémentel avec lord Churchill, d'après laquelle l'Angleterre s'en tiendrait toujours à la note de Balfour et n'exigerait de ses débiteurs, y compris l'Allemagne, que ce qu'elle aura elle-même à payer aux Etats-Unis.

Se plaçant sur cette base, le *Temps* du 17 janvier dernier dressait le tableau suivant :

	<i>en milliards de francs-or</i>
Montant actuel de la dette anglaise aux Etats-Unis	14,2
Montant actuel de la part de 22% des versements allemands revenant à l'Angleterre	8,2
Restent	6,0

La moitié des créances anglaises sur les Alliés est dette française. Donc, dette française 3,0.

De cette somme seraient à déduire 1,2 milliards de francs-or, transmis au cours de la guerre à la Banque d'Angleterre. Et la dette de la France à l'Angleterre serait lestement réglée. Il est probable que les britanniques traiteront la question avec moins de prestesse...

2. (*La CI*, 18 février 1925, n°12, pp. 100-102)

La situation économique au IV^e trimestre de 1924

par E. Varga

II

L'Angleterre

Les conservateurs au pouvoir.

Après les élections de novembre 1924, le parti conservateur (M. Baldwin) prit le pouvoir avec une majorité parlementaire presque sans contrepois. Il pouvait compter sur « la confiance des milieux commerciaux » (*The Economist*, 28 novembre 1924). La lutte électorale avait été menée, on le sait, sur une plate-forme de lutte des classes — peut-être pour la première fois dans l'Histoire de l'Angleterre. Le parti libéral, parti bourgeois, qui nia longtemps l'existence des classes, subit des pertes désastreuses et perdit toute son influence parlementaire. L'organe libéral *The Economist* dut constater que le nouveau parti conservateur était trop réactionnaire, ce qui déterminera sans doute un développement du socialisme, une effervescence dans la jeunesse, une sensation plus aigüe de l'opposition des classes entre elles. Les leaders du *Labour Party* abhorrent la lutte des classes, c'est entendu. Mais que faire ? Le gouvernement conservateur trouvera-t-il des marchés aux produits de l'industrie britannique ? Réussira-t-il à réprimer le mouvement des peuples coloniaux ? Pourra-t-il réfréner l'essor et limiter la supériorité économique des Etats-Unis ?

Naïf qui le croirait !

Chômage.

En octobre-novembre 1924, la vie économique s'est peu à peu améliorée au Royaume-Uni. La victoire des conservateurs a rassuré les capitalistes. La fin de leur malaise s'est traduite par des commandes aux ateliers de construction de chemins de fer, par la consolidation des crédits, par une amélioration du change anglais. Le nombre des chômeurs baissa. Hélas ! La trêve ne dura pas la durée d'un rêve...

Le nombre des chômeurs augmenta au mois de décembre. Donnons des chiffres :

Chôment au	Total	Augmentation relative à la semaine précédente
22 décembre 1924	1 109 100	10 625
29 décembre 1924	1 271 885	104 785
5 janvier 1925	1 307 800	33 015

En trois semaines, toute l'avance de 1924 était perdue ! Le 5 janvier 1925, le nombre des

chômeurs dépassait de 40 000 le nombre des chômeurs du 7 janvier 1924 ! Cinquième hiver de chômage pour les sans-travail anglais !

A ce mal social, aucun remède. L'Angleterre, dit-on, devait retourner à l'agriculture... Il y a surpopulation... Le malthusianisme doit triompher en Angleterre... Attendons.

La production

Le tableau ci-dessous résume les chiffres de la production dans les branches d'industrie les plus importantes :

	Charbon	Fer	Acier
	Moyenne hebdomadaire <i>en millions de tonnes</i>	moyennes mensuelles <i>en 1000 tonnes</i>	
Septembre 1924	5,11	569	645
Octobre 1924	5,11	586	670
Novembre 1924	5,25	583	674
Décembre 1924	4,94	580	551

Si on compare ces chiffres avec les chiffres de l'année précédente, on verra que la production du charbon a baissé de 400 000 t. par mois. La moyenne de la production du fer fut, en 1923, de 610 000 t. et celle de l'acier de 685 000 t. par mois.

Hodges, le secrétaire général des mineurs, a évalué le nombre des mineurs chômant en décembre à 114 000. Les salaires sont très au-dessous des salaires réels d'avant-guerre. Dans les trois dernières années le salaire d'une journée de travail a varié entre 9 et 11 shillings, plus qu'en Allemagne ; le rendement du travail est également plus haut qu'en Allemagne, sans toutefois contrebalancer les différences de salaires. Les salaires des mineurs anglais sont aussi plus élevés que ceux de leurs frères français. Aux Etats-Unis les salaires sont plus forts, mais les frais moindres, car les gisements de houille sont moins profonds, plus praticables et on se sert pour les travaux de recouvrement de puissantes machines. Aussi le prix du charbon est-il toujours moindre aux Etats-Unis, qu'en Angleterre. Précisons d'après *Wirtschaft und Statistik* (N° 24, p. 773).

Prix par tonne, en marks :

	Charbon		
	Allemagne	Angleterre	Etats-Unis
1913/14	12, —	10,97	5,46
Novembre 1924	15, —	14,78	7,10
	Coke		
	Allemagne	Angleterre	Etats-Unis
1913/14	18,50	—	11,30
Novembre 1924	24, —	31, —	14,62

Le charbon anglais va donc être refoulé des marchés mondiaux. L'utilisation du mazout dans la navigation y contribue encore.

La situation de l'industrie houillère anglaise apparaît comme irrémédiablement compromise. La grande idée du *Labour Party*, la nationalisation des mines qui remédiait à l'anarchie du travail et à une technique insuffisante, a été enterrée par la victoire des conservateurs. Les capitalistes exigent

la prolongation des heures de travail et un labeur plus intense. Les ouvriers exigent un salaire de 12sh. par jour et le maintien des heures de travail actuelles. Une lutte assez vive ne manquera pas de mettre aux prises, cette année, le patronat et les capitalistes.

Aciéries. — La situation de la métallurgie reste grave. Les moyennes mensuelles de la production ont été (en 1 000 tonnes) :

	Fer	Acier	Total
1913	855	639	1 494
1923	620	707	1 327
1924	610	685	1 295

La production de 1913 était de 200 000 tonnes plus élevée par mois. La conjoncture sur les marchés mondiaux est excessivement défavorable. L'exportation des objets métalliques baisse; l'importation en Angleterre augmente.

Les chantiers maritimes traversent une crise égale. L'amélioration y a été illusoire. On a construit, en 1000 tonnes : (du *Lloyd Register Economist*, du 10 janvier 1924),

	Chantiers anglais	Pourcentage du tonnage mondial construit	Tonnage lancé en Angleterre	Pourcentage du tonnage mondial construit
1913	1957	59	1932	58
1922	1469	50	1031	42
1923	1395	57	646	39
1924	1297	53	1440	60

On voudrait nous faire croire que la participation de l'Angleterre au tonnage mondial est loin d'être menacée. Des données plus précises sur les bateaux en construction en 1924 contredisent cette affirmation.

1924	Tonnage en construction (en 1000 t)	Pourcentage du tonnage mondial en constr.
1er trimestre	228	53
2e trimestre	375	60
3e trimestre	253	58
4e trimestre	195	40

La diminution du tonnage mondial n'adoucirait pas la crise anglaise. Le nombre des chômeurs est décisif. A ce point de vue, ont chômé dans les chantiers :

en 1922	37,6% des travailleurs
en 1923	40,0%
en 1924	31,6%

Une amélioration évidente se produit dans l'industrie du coton. La semaine de travail a passé de 26¹/₂ heures à 32 h. et au 1er décembre à 39¹/₂. La bonne récolte et l'importation en Orient ont amené cette conjoncture favorable. La Chine, malgré ses guerres intestines, est devenue un bon client des manufactures britanniques.

L'agriculture laisse beaucoup à désirer, quoiqu'il n'y ait pas de « ciseaux ». La surface ensemencée a diminué depuis la fin des hostilités.

Elle était :

en 1914	de 27 114 000 acres
et en 1924	de 25 873 000 acres

Dans certaines contrées, les lords chassent les petits farmers et transforment en pâturages des terres ensemencées. Les hauts prix du lainage les y encouragent.

Commerce extérieur

Le commerce extérieur est plus important pour l'Angleterre que pour les pays continentaux.

On comptait, en 1911, en Grande-Bretagne, 22 millions de personnes « vivant de leur travail ». Chômeurs et improductifs compris, tels que propriétaires fonciers, propriétaires d'immeubles, rentiers, fonctionnaires, etc., il reste 18,5 millions de participants directs à la production.

L'exportation de l'Angleterre se monta, en 1924, à 935 mill. livres = 18,5 milliards de shillings, soit 1 000 marks par an et par tête.

Comptons à 45 sh. le salaire hebdomadaire moyen, soit pour un travailleur 2 250 par an et, avec 50% de plus value, 3 375 sh., disons, rondement, 4 000 sh. On pourrait dire dès lors que le quart de la production annuelle est exporté. Déduisons maintenant les industries, dont les produits ne sont et ne peuvent pas être exportés (agriculture, bâtiments, chemins de fer, etc.) et nous aurons une idée de l'importance du commerce extérieur pour l'Angleterre, c'est-à-dire la dépendance des industries anglaises du marché mondial.

Eh bien le commerce extérieur anglais a été passif au cours de l'année écoulée. Nous avons, en millions de livres-sterling, les chiffres suivants :

	Importation	Exportation	Excédent des importations
Septembre 1924	100,9	72,8	28,1
Octobre 1924	120,5	81,5	39,0
Novembre 1924	118,7	80,5	38,3
Décembre 1924	131,6	81,4	50,2
Total 1924	1 280,5	935,5	345,0

Ce déficit de 345 millions de livres-sterling est causé par les grands achats de vivres et matières premières effectués dans le dernier trimestre de 1924.

Ont augmenté, en comparaison avec 1913 :

	en millions de livres-sterling
L'importation des vivres de	64
L'importation des matières premières de [?]	75
L'importation des articles manufacturés	43

Par contre, quant à l'exportation :

L'excédent est en :	
Vivres	12
Articles d'industrie	38

Conclusion :

L'exportation des articles manufacturés a baisse de 5 millions de livres-sterling contre 1923. L'importation de vivres et de matières premières a, par contre, augmenté de 158 millions de livres-sterling !

On se console de *la crise* de l'économie anglaise en se répétant les vues de l'*Economist* (17 janvier 1925) : que l'importation en matières premières augmentera les ressources nationales, ce qui améliorera plus tard le bilan du commerce. On se demande toutefois si le bilan est passif ou non, si « l'exportation invisible » de l'Angleterre suffira à contrebalancer cette passivité, ou non. Les vues sont assez divergentes

La restauration du change

La victoire des conservateurs a fortifié le cours de la livre-sterling ; la différence par égard au dollar (et à l'or) est de moins de 2%. Rien ne justifie cette amélioration, elle est UN résultat politique. D'après le bilan de commerce, on se serait attendu à une dépréciation du change anglais.

Les journaux attribuent l'affermissement de la livre-sterling au retour des capitaux qui s'étaient évadés lors de l'avènement du *Labour Party* au pouvoir. On l'attribue encore aux capitaux que l'Amérique a empruntés à des taux surélevés.

Le rapport - d'abord secret - du gouverneur de la Banque de l'Angleterre, M. Montagu Norman, présenté à New-York (Janvier 1925) traite de cette question. Lorsque les dominions (Australie, la Nouvelle Zélande, Afrique du Sud) auront rétabli les paiements en or, l'Angleterre fera de même. Elle sera peut-être soutenue par la *Federal Reserve Bank* américaine si le taux de l'intérêt est le même à New-York et à Londres. Dans ce cas, les capitaux américains se retireraient d'Angleterre (depuis le 22 janvier 1925, la livre sterling est acceptée par les postes anglaises et américaines *au pair*.)

L'Allemagne et la Pologne ont réussi à rétablir leurs changes *au pair*. Pourquoi l'Angleterre ne réussirait-elle pas ?

La victoire du protectionnisme

On prévoit le renouveau des expériences protectionnistes. M. Baldwin a annoncé, dans son discours du 18 janvier 1925 :

« Sans la restauration de la paix en Europe, a-t-il dit, les finances de l'Angleterre ne se rétabliront pas. Outre les mesures secondaire telles que les subventions aux constructions navales, à la construction des routes, à la sylviculture, à l'électrification, à la culture de betteraves, etc. il est nécessaire de protéger l'industrie. »

« Les industries qui ont droit à notre protection, doivent être de première importance... Elles doivent être menacées par une concurrence extraordinaire. »

Ces conditions sont tellement abstraites, que toute branche de l'industrie pourra prétendre les réaliser.

Le cabinet Baldwin se prépare à représenter les résolutions de la Conférence d'Empire qui

furent repoussées par le Parlement après les avant-dernières élections. Sans que les droits sur les vivres soient nettement introduits, on protégera les colonies par des mesures détournées. Il va sans dire que ces mesures ne pourront porter de fruits si les exportations industrielles ne s'améliorent sous peu. Et ce qui, précisément, est le plus douteux.

3. (*La CI*, 21 février 1925, n°13, pp. 111-112)

La situation économique au IV^e trimestre de 1924 – III

LA CRISE DU: CAPITALISME CONTINUE

I.

**Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ? Qu'est-ce qu'une crise économique ?
— Ce qu'il y a de changé dans le monde depuis la fin de la guerre — Pourquoi nous
n'admettons pas qu'une ère de prospérité soit commencée ?**

par *E. VARGA*.

Nous avons toujours été d'avis que la société capitaliste est entrée, avec le début de la guerre mondiale, dans une longue période de crise. Six années se sont écoulées depuis la fin de la guerre. L'espoir que les conséquences de la guerre et les effets de la révolution russe amèneraient, du moins en Europe, l'effondrement du régime capitaliste, n'a pas été justifié. Le régime a survécu aux bouleversements de l'après guerre ; il a même repris des forces. Des politiques bourgeois et social-démocrates déclarent, d'accord, qu'il entre dans une longue période de prospérité. Examinons de plus près cette allégation.

Que devons-nous comprendre par une période de crise ? Quand les forces productrices ont à peu près atteint leur plus haut degré de développement possible en régime capitaliste, les contradictions internes du régime et les antagonismes de classes aggravés au plus haut point, le mécanisme de coercition des classes dominantes débilite, la chute de l'ordre bourgeois, l'établissement de la dictature prolétarienne sont objectivement possibles.

Des conditions subjectives y sont également nécessaires. Ce sont : l'existence d'un parti communiste résolument révolutionnaire, bien organisé, sachant non seulement canaliser en action révolutionnaire la confuse effervescence révolutionnaire de la grande masse du prolétariat, mais aussi se faire des classes opprimées non prolétariennes (et en premier lieu de la paysannerie laborieuse) des alliées dans la lutte contre les classes dominantes, une crise subjective des classes dirigeantes, déterminée par leur situation économique.

« Si les couches inférieures de la population, a écrit Lénine, ne veulent plus vivre dans leurs ancienne situation et si les couches supérieures ne le peuvent plus — mais alors seulement — la révolution pourra vaincre. En d'autres termes : la révolution ne peut être que le résultat d'une crise étendue à tout le pays et atteignant les exploités aussi bien que les exploités. »

Qu'il y ait une période de crise, ne veut naturellement pas dire que la conquête du pouvoir puisse être tentée avec succès n'importe à quel moment, en n'importe quel endroit. Ni que les conditions objectives et subjectives resteront invariablement favorables à la révolution pendant toute la durée de la longue période que nous appellerons « de désagrégation ».

En ce sens général nous pouvons dire que la crise du capitalisme dure encore ; les possibilités

de conquête du pouvoir par le prolétariat sont actuellement moins grandes qu'il y a quelques années. Les conditions économiques objectives ne se sont pas essentiellement modifiées, mais les classes dominantes ont presque entièrement surmonté leur malaise psychologique. En ce qui concerne le prolétariat, les conditions subjectives sont meilleures au point de vue de l'organisation (formation de partis communistes) mais le mouvement de révolte des masses a fléchi.

Dans des études publiées antérieurement, nous avons essayé de faire ressortir les traits les plus caractéristiques de la période de désagrégation du capitalisme. Au point où en sont actuellement les choses, nous devons apporter des retouches au tableau. Des traits caractéristiques en ont disparu (passagèrement peut-être). Ainsi : le resserrement de la production dans le monde capitaliste paraît s'être arrêté l'année précédente. L'augmentation de la production industrielle dans quelques Etats est contrebalancée, il est vrai, par une récolte déficitaire. Mais celle-ci est surtout due au mauvais temps.

L'augmentation de la production rend probable une nouvelle accumulation du capital. On en observe déjà des symptômes directs. Les nouvelles émissions d'emprunts, l'augmentation des dépôts en banque, etc. en Amérique et en Grande-Bretagne d'abord signifient une accumulation de capital argent, tandis que les investissements industriels et autres signifient une accumulation en valeurs réelles. Par contre, nous ne savons pas encore si nous sommes déjà, en Europe centrale et orientale, en présence d'une accumulation proprement dite ou s'il ne s'agit que d'une concentration de capitaux entre les mains des classes dirigeantes au détriment des classes moyennes ? Le taux très élevé de l'intérêt est un signe de manque réel de capitaux et de détresse générale.

La dépréciation des changes s'est arrêtée — du moins temporairement — ainsi que la tendance au retour à des formes économiques antérieures au capitalisme. Le relèvement du marché financier en résulte.

La disparition temporaire de ces signes de désagrégation est due à des tendances inhérentes au capitalisme et aux efforts conscients de groupements économiques qui se sont assignés pour fin de surmonter la crise de l'économie capitaliste. L'inflation a rendu possible l'augmentation de la production et des exportations dans des pays dont la production était tombée au-dessous du niveau normal. Une partie de la population ayant perdu la valeur réelle de ses capitaux placés en emprunts de guerre, obligations nationales, etc., et n'en possédant plus que la valeur nominale exprimée en unités monétaires à cours déprécié, s'est trouvée réduite à travailler. L'inflation a concentré des « fortunes nationales » diminuées entre les mains de la grosse bourgeoisie, et créé ainsi, les bas salaires aidant, les possibilités d'une stabilisation nouvelle du change. La stabilisation du change, due presque partout au concours du capitalisme des pays « riches », a fait disparaître les phénomènes de désagrégation qui résultaient de l'inflation.

Les prêts accordés par le capital américain et anglais en vue de stabiliser les changes et de relever la vie économique des pays dont la production était tombée, s'expliquent par une tendance, en partie spontanée et en partie consciente, au nivellement des pays « riches » et des pays « pauvres ». Le capital est exporté des pays où le taux du profit est peu élevé, vers des pays où le taux de l'intérêt et les bénéfices sont supérieurs.

Nous pouvons constater, en général, que les tendances à la stabilisation de l'économie mondiale capitaliste, tendance dont nous avons signalé il y a plus de trois ans le sourd travail, ont obtenu quelque succès. La bourgeoisie doit ces succès à la victoire momentanée qu'elle a remportée sur le prolétariat révolutionnaire dans plusieurs pays.

4. (*La CI*, 25 février 1925, n°14 pp. 122-124)

La situation économique au IV^e trimestre de 1924

par EUGENE VARGA

LA CRISE DU CAPITALISME CONTINUE

II.

La période de désagrégation continue

Tout en constatant que les dernières années ont apporté des améliorations de la situation capitaliste, nous ne pouvons adopter le point de vue optimiste de la social-démocratie, d'après lequel l'économie capitaliste mondiale s'acheminerait, ayant surmonté toutes les difficultés, vers une prospérité durable. Nous persistons à affirmer que la période de crise n'est pas close, qu'en dépit de la stabilisation partielle de l'économie capitaliste il y subsiste toujours des foyers de perturbations et des antagonismes fondamentaux qui, à défaut du progrès de la révolution sociale, amèneront une nouvelle guerre mondiale, dont résulteront de profonds bouleversements sociaux.

Les principaux indices de la durée de la période de désagrégation sont les suivants :

I/ L'Union soviétiste demeure.

La bourgeoisie mondiale n'a pas réussi à détruire les soviets ou à les désarmer en les isolant. L'Union Soviétiste, dont l'existence seule signifie le commencement de la transition au communisme a acquis au cours des dernières années de nouveaux territoires (Extrême-Orient, Mongolie et Boukhara) et s'est fait reconnaître par un nombre croissant d'Etats capitaliste. Le relèvement économique de la Russie et l'amélioration constante des conditions d'existence du prolétariat russe réfute la théorie socialiste suivant laquelle la dictature du prolétariat serait synonyme de famine. L'existence de l'U.S. rappelle aux masses ouvrières de tous les pays capitalistes que le régime de la production capitaliste n'est pas éternel, qu'une Société sans exploiters, dirigée par le prolétariat, peut vivre et même progresser lentement dans les situations les plus précaires.

II. Déséquilibre de l'économie mondiale.

En dépit de ses progrès, le capitalisme n'a pas encore réussi à rétablir un équilibre économique mondial. Le déséquilibre est caractérisé par un excédent simultané de capital et de main d'œuvre, d'où le chômage chronique et la paralysie de vastes entreprises industrielles.

Le déséquilibre se manifeste aussi par la disproportion entre la production des principaux pays capitalistes. Les faits les plus importants à retenir à cet égard sont les suivants :

a) Hypertrophie de la production des Etats-Unis d'Amérique et, par voie de conséquence, crise de ventes. Les Etats-Unis ont jusqu'ici écoulé leur excédent de production sur le marché mondial ; gorgés d'or, ils ne peuvent plus exporter leurs richesses qu'en accordant des crédits ou en plaçant des capitaux à l'étranger.

b) Crise des pays industriels de l'Europe occidentale. Par suite de l'industrialisation des pays agricoles et de l'appauvrissement de l'Europe centrale et orientale, l'industrie de l'Europe occidentale ne peut plus écouler ses produits.

Il convient de faire ressortir qu'en dehors des fermetures d'entreprises, de l'émigration des ouvriers et du développement artificiel de l'agriculture dans les pays industriels, le monde capitaliste ne réagit pas devant ces graves phénomènes de crise. La politique économique des Etats bourgeois contribue même directement à l'aggravation de la crise. Tous les pays s'efforcent de fermer par l'augmentation des tarifs douaniers, leurs frontières au produits étrangers. La victoire de M. Coolidge aux élections présidentielles des E.U. est celle du protectionnisme, de même que la victoire des conservateurs anglais. L'Allemagne et la France, comme d'autres pays européens, élèvent leurs tarifs douaniers très élevés. Mêmes tendances se font remarquer aux Indes et en Australie. La tendance des pays à se suffire à eux-mêmes détruit de plus en plus le principe de la division du travail dans les échanges mondiaux et éternise la crise spéciale des pays industriels de l'Europe.

III. Hypertrophie de l'industrie lourde.

L'économie mondiale est encore caractérisée par le développement excessif de l'industrie lourde et la surproduction relative de produits alimentaires.

L'industrialisation de pays agraires et la transformation des usines fondées pendant la guerre pour la production de matériel de guerre, en entreprises industrielles normales, ont eu pour effet de donner à la métallurgie une extension incompatible avec les possibilités de la vente. Le résultat en est que la moitié des hauts fourneaux ne fonctionnent pas dans les principaux pays industriels et que les chantiers maritimes et les usines métallurgiques ont dû réduire leur production.

Nous voyons dans les principaux pays européens se former des cartels nationaux dont une réduction concertée de la production est le but (le nouveau trust de l'acier allemand a débuté par une réduction de la production de 20 %). Les mêmes tendances se font remarquer sur l'échelle internationale. Les pays européens producteurs de fer négocient la fondation d'un cartel européen du fer destiné, d'une part, à organiser la réduction de la production et, de l'autre, à organiser la conquête des marchés. La lutte pour la conquête des marchés se manifeste tantôt sous une forme « pacifique » par les négociations des traités de commerce, tantôt par des actions « militaires » comme l'occupation de la Ruhr et les armements qui se font de plus en plus francs en dépit des phraséologies pacifistes¹.

¹ La presse de l'industrie lourde pousse aux armements avec autant de zèle qu'avant la guerre mondiale. Les journaux capitalistes américains insistent sur le développement de la flotte, demandent de nouveaux croiseurs, de nouveaux sous-marins, des avions, des canons, des munitions, la construction de nouvelles bases navales sur les côtes du Pacifique. L'Angleterre construit une base navale à Singapour et fait manœuvrer ses escadres dans l'Atlantique contre une flotte américaine imaginaire. La presse anglaise et la presse japonaise poussent autant aux armements que la presse américaine. journaux capitalistes américains insistent sur le développement de la flotte, demandent de nouveaux croiseurs, de nouveaux sous-marins, des avions, des canons, des munitions, la construction de nouvelles bases navales sur les côtes du Pacifique. L'Angleterre construit une base navale à Singapour et fait manœuvrer ses escadres dans l'Atlantique contre une flotte américaine imaginaire. La presse anglaise et la presse japonaise poussent autant aux armements que la presse américaine.

IV. la crise mondiale de l'agriculture.

La crise mondiale de l'agriculture n'est pas surmontée par l'augmentation du prix des céréales. Les prix élevés des produits alimentaires entraînent une réduction forcée du *standard of life* (condition d'existence) de la classe ouvrière. Les capitalistes ne voient d'autres moyens de combattre la crise du commerce que la réduction des salaires, la prolongation de la journée de travail et le relèvement de rendement du travail ; la lutte entre le capital et le travail ne peut que devenir plus âpre.

Résumons-nous. La situation du capitalisme mondial s'est améliorée depuis la fin de la guerre; mais il ne saurait être question de considérer comme close la période de désagrégation du régime et d'admettre le commencement d'une nouvelle ère de prospérité.

ASPECTS GENERAUX

Amélioration problématique

La conjoncture dans les pays capitalistes les plus importants montre, au dernier trimestre 1924, une tendance ascendante. C'est depuis longtemps la première fois qu'on constate une amélioration simultanée de la situation économique aux Etats-Unis et en Angleterre, en Allemagne et dans nombre de pays capitalistes moins importants.

Cette bonne conjoncture, disons-le, s'est considérablement affaiblie vers la fin de 1924. En Angleterre, le nombre des chômeurs a tout à coup augmenté dans la dernière semaine de décembre de 103 000, augmentation presque sans précédent. En Allemagne, on constate une augmentation lente, il est vrai, du nombre des chômeurs. En France, on doute de la durée du bon moment. Ce n'est qu'aux Etats-Unis que la situation reste favorable, quoique certains signes y annoncent un fléchissement prochain.

Nous avons déjà démontré que le Plan Dawes loin d'avoir des effets heureux pour le relèvement de la vie économique, aboutira forcément à une nouvelle crise générale. Les expériences du dernier semestre 1924 ne nous permettent pas de nous former une opinion exacte à ce sujet. Nous ne sommes pas non plus en mesure de dire si l'arrêt général des affaires qui s'était fait remarquer fin 1924, peut ou non être considéré comme le début de la nouvelle période de crise par nous prévue.

L'affluence de capitaux américains en Europe et surtout en Allemagne a été un des résultats du Plan Dawes. Le Plan Dawes a créé en Allemagne la sécurité politique et sociale nécessaire aux placements américains et anglais. Ces placements contribuent au relèvement des affaires; mais on constate aussi l'aggravation des conflits entre le travail et le capital. Un Plan analogue au Plan Dawes semble devoir s'imposer à la France à l'occasion du règlement des questions relatives aux dettes interalliées. D'autre part, les négociations d'un traité de commerce entre la France et l'Allemagne ont pris une tournure critique et amené un conflit douanier entre les deux pays. On peut dire que l'état de tension entre les pays capitalistes s'est aggravé. Les armements de tous les pays impérialistes sont en augmentation constante.

Mieux marchaient les affaires et plus la condition de la classe ouvrière empirait. Le dernier semestre de 1924 a été caractérisé par une hausse permanente des prix de blé et des produits alimentaires. Les indices officiels n'expriment que dans une faible mesure le renchérissement de la

vie. Bornons-nous à signaler que les salaires-or sont restés à peu près stationnaires pendant toute la période qui nous occupe. (Les quelques augmentations de salaires accordées en Allemagne ne correspondent nullement au renchérissement de la vie. En Angleterre, France, Italie, les salaires des plus importantes catégories d'ouvriers sont restés tout-à-fait stationnaires ; aux Etats-Unis, les salaires ont été plutôt réduits qu'augmentés.) En général, les salaires réels ont diminué. Des luttes économiques de grande envergure sont par conséquent probables en 1925.

I. Le mouvement des devises

Le marché des changes a été très ferme. Les devises européennes ont montré une tendance ascendante par rapport au dollar. Les valutas [devises] tchécoslovaque, italienne, belge, française, allemande et polonaise sont restées stationnaires; les valutas suédoise, suisse et hollandaise sont cotées au pair. Le cours du change anglais n'a cessé d'augmenter par rapport au dollar, en décembre, et n'a été, au début de 1925, que d'environ 1,5 % au-dessous du pair.

L'Angleterre payant régulièrement les annuités de ses dettes à l'Amérique, ayant importé de grosses quantités de blé à des prix très élevés, et sa balance commerciale devenant de plus en plus passive, on eut été plutôt fondé à s'attendre à la chute de la livre sterling. Les journaux américains donnent les raisons suivantes de la hausse du change anglais :

a) le retrait des capitaux anglais placés aux Etats-Unis lors de l'avènement du gouvernement travailliste ;

b) placement de capitaux américains en Angleterre attirés par le taux d'intérêt plus élevé qu'aux Etats-Unis et par la hausse attendue de la livre sterling ;

c) la baisse du cours du dollar par rapport aux autres devises.

Cette dernière raison nous paraît la plus importante. La baisse du dollar est évidemment une conséquence de la politique de crédit des Etats-Unis qui a pour but d'éviter, par l'exportation de l'or, les mauvais effets de la surabondance de l'or dans le pays.

Dans ces derniers temps, on a enregistré un fléchissement de la lire, conséquence de la crise du fascisme. Le franc français a été suffisamment protégé par les 100 millions de dollars empruntés à Morgan.

II. Le mouvement des prix

La hausse des céréales et des produits alimentaires a suscité une hausse générale des prix du commerce de gros.

Voici les indices des prix du commerce de gros comparés. Les prix de 1913-1914 sont supposés égaux à 100 :

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1923 Décembre	144	150	183	210	170	210	459	577	126	---	---
1924 Septembre	141	153	169	206	176	235	481	580	127	112	164
Octobre	145	162	169	213	180	231	477	602	131	116	164
Novembre	147	162	---	214	180	232	486	621	128	117	168
Décembre	--	--	---	214	180	234	518	640	131	---	---

(1) Etats-Unis ; (2) Suède ; (3) Suisse ; (4) Japon ; (5) Angleterre ; (6) Danemark ; (7) France ; (8) Italie ; (9) Allemagne ; (10) Pologne ; (11) Union Soviétiste.

On constate dans presque tous pays la disparition des « ciseaux ». C'est une conséquence de la hausse accentuée des produits agricoles. Les prix des produits agricoles ont à peu près atteint le niveau des prix des produits industriels.

Nous donnons ci-dessous un tableau comparé des prix des produits alimentaires et des produits industriels :

Prix de gros des produits alimentaires et des produits industriels

	Jun	Juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Allemagne (bureau de statistique)							
vivres	103	102	111	121	129	124	127
produits industriels	144	139	138	139	135	137	139
Allemagne (Gazette de Francfort)							
vivres	138	117	—	—	141	135	137
objets fabriqués	140	139	—	—	139	140	138
Angleterre							
vivres	167	166	169	175	181	—	—
produits industriels	158	161	158	161	166	—	—
France							
vivres	450	445	440	449	454	448	—
produits industriels	526	511	508	516	532	572	—
Suisse-							
vivres	177	169	172	175	181	—	—
produits industriels	204	187	180	175	170	—	—
Etats-Unis							
vivres	144	141	145	143	140	—	—
habillement	200	188	190	186	188	—	—
meubles	176	171	171	171	171	—	—
ensemble des marchandises	151	177	150	149	152	—	—

Il ressort de ce tableau que les prix des produits industriels étaient en Allemagne, en décembre dernier, supérieurs à ceux des produits alimentaires. Même cas en France, en novembre. Aux Etats-Unis, les prix se sont à peu près égalisés. En Angleterre, les prix des vivres continuent à être supérieurs à ceux des produits industriels.

La disproportion entre les prix de revient et les prix de commerce augmente. Nous trouvons dans *l'Annuaire de l'Agriculture* des Etats-Unis pour 1923 des chiffres intéressants montrant l'écart

entre les prix de revient et les prix de commerce, calculés sur le prix d'une livre de pain :

	Sept. 1913	Sept. 1923
Commerce au détail	20,55	22,22
Salaires, (frais de distribution et autres bénéfiques)	37,25	35,93
Boulangerie (salaires, frais de fabrication, bénéfiques)	7,05	13,88
Matériaux divers, sauf la farine	3,08	3,21
Meunerie	7,76	5,31
Transport	1,93	1,70
Elévateur	0,97	1,38
Prix payé aux producteurs de blé	21,41	16,37

Il est à noter que le producteur de blé ne reçoit même pas le sixième du prix du pain.

Voici un autre exemple, pris en Allemagne (*Gazette de Francfort* du 13 novembre 1924) :

Prix payés au producteur (pour 50 kilos)

	Seigle	Pomme de terre	Beure	Viande de porc
1913	8,22	2,00	128	46,85
1924 oct.	11,24	1,95	191	65,42

Prix au détail

	Seigle	Pomme de terre	Beure	Viande de porc
1913	16,00	3,50	140	75
1924 oct.	24,70	3,80	268	138

Écart entre les prix payés au producteur et les prix de commerce au détail (%)

	Seigle	Pomme de terre	Beure	Viande de porc
1913	94,6	75	9,4	62,1
1924 août	132	112	44,5	128,5
1924 sept.	106	94	46,6	109,6
1924 oct.	121	95	40,4	111

III. Le renchérissement de la vie

Le coût de la vie a constamment augmenté au dernier trimestre 1924. Les indices officiels ne peuvent être considérés comme probants, puisqu'ils ne correspondent pas à l'augmentation réelle du coût de la vie. Ainsi, l'indice officiel, en Allemagne, est passé de 116 en juillet à 123 en décembre (augmentation d'environ 6%). Or, d'après des données également officielles, l'indice des prix de gros des produits alimentaires est passé dans la même période de 102 à 130.

Indice du coût de la vie

(L'indice de 1913 supposé égal à 100)

		Allemagne	Angleterre	France	Italie	Pologne	Suède	Etats-Unis.
1923	Déc.	125	177	345	499	-	164	177
1924	Juil.	116	170	366	512	127	159	171
	Août	114	171	-	511	135	163	172
	Sept.	116	172	367	516	141	165	176
	Oct.	122	176	-	546	150	172	180
	Nov.	123	180	-	563	-	-	181
	Déc.	123	181	377	-	-	-	-
1925	Jan.	-	180	-	-	-	-	-

IV. La situation de la classe ouvrière empire

On n'a pas enregistré d'augmentation de salaires, excepté en Allemagne où elles ne correspondent pas au renchérissement de la vie.

Voici les chiffres pour les principaux pays industriels :

Etats-Unis : indice officiel des prix par rapport à la période d'avant guerre (dite 100)

Juillet	171
Novembre	181
Janvier (chiffre approximatif)	185

Au dernier semestre, *il n'y a pas eu d'augmentation de salaires*, mais dans plusieurs branches de l'industrie des réductions de 10 à 15 %.

Angleterre : indice officiel des prix

Juillet	170
Décembre	181

Des données officielles, il ressort que le total des salaires hebdomadaires a diminué de 42 000 livres sterling entre juillet et novembre 1924.

Allemagne : Dans ce pays, les calculs sont plus difficiles puisque des augmentations de salaires partielles ont été accordées dans certaines branches de l'industrie et que, d'autre part, le Bureau de Statistique du Reich a cessé la publication de ses données sur les salaires réels.

En reprenant les méthodes de calcul nous obtenons les chiffres suivants :

Indice des salaires hebdomadaires réels par rapport à la période d'avant-guerre :

	Ouvriers qualifiés	Manœuvres
Juillet	87,1	98,3
Novembre	86,0	95,2

La hausse considérable des prix des vivres en Allemagne a très probablement amené, en décembre, une nouvelle baisse des salaires réels.

Pour conclure, nous donnerons des chiffres très intéressants, quoique considérablement dépassés en ce moment, publiés par le *Bureau International du travail* sur les salaires réels dans les principales villes du monde par rapport aux salaires réels à Londres (supposés égaux à 100):

	1924	
	Février	Juillet
Amsterdam	98	88
Berlin	51	65
Bruxelles	62	64
Christiania	90	72
New-York	219	213
Ottawa	186	155
Paris	88	73
Prague	78	61
Stockholm	86	79
Vienne	48	51

Ces chiffres, quoique assez inexacts, montrent l'écart entre le *standard of life* de l'ouvrier européen continental et celui de l'ouvrier anglais et américain.

V. Le chômage

Le chômage a diminué en général en octobre et en novembre, mais s'est de nouveau aggravé en décembre. Les chiffres de décembre nous manquent encore, sauf pour l'Angleterre où le nombre des chômeurs a augmenté de 100 000 dans la dernière semaine de ce mois.

Pourcentage de chômeurs syndiqués :

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1923 Déc.	9,7	10,7	3,6	15,9	16,0	14,1	14,0	28,2	42,0	99
1924 Août	7,9	10,6	3,1	8,7	5,4	6,6	4,1	12,4	27,5	87
1924 Sept.	8,6	10,8	3,0	8,9	5,5	7,0	4,8	10,5	17,5	90
1924 Oct.	8,7	11,1	2,9	8,8	6,5	8,4		8,4	12,2	91
1924 Nov.	8,6	11,0			8,6			7,3	7,5	
1924 Déc.	9,2	10,9			13,2					

1 Angleterre ; 2 Angleterre (de tous les ouvriers) ; 3 Belgique ; 4 Hollande ; 5 Danemark ; 6 Suède ; 7 Norvège ; 8 Allemagne ; 9 Allemagne (chômeurs partiels) ; 10 Etats-Unis (pourcentage des travailleurs occupés).

En Angleterre, le nombre des chômeurs était, fin 1924, de 1 272 000 (inférieur de 13 000 seulement à celui de 1923) On peut estimer qu'il y a actuellement 1 500 000 chômeurs en

Angleterre.

En Allemagne, après une diminution en octobre et en novembre, on enregistre une nouvelle augmentation du nombre des chômeurs. Le nombre des secourus est de plus de 500 000, celui des chômeurs en général étant environ 1 000 000.

Le nombre des chômeurs est grand en Italie, en Tchécoslovaquie et en Autriche. Il a diminué aux Etats-Unis

VI. La navigation mondiale

La navigation mondiale a pris jusqu'à la fin Octobre un grand essor dû aux transports de blé. Après une stagnation en décembre, les achats de blé en Argentine et en Australie ont fait naître, en janvier, une conjoncture favorable.

La situation critique de l'économie mondiale se manifeste par la diminution des constructions navales. C'est ce que nous apprend le tableau ci-dessous, en janvier 1924 :

	Tonnage en 1000 tonnes	
	en construction	achevé
1910	1699	1798
1913	3331	3333
1922	2954	2467
1923	2445	1643
1924	2470	2170

Le tonnage total mondial est dans la marine commerciale supérieur de 15 000 000 de tonnes à celui de 1914.

Les chiffres suivants, publiés par la revue anglaise *The Economist*, montrent l'augmentation des indices des tarifs de transports maritimes et fluviaux en 1924 :

Moyenne annuelle en 1923	109,7
Moyenne annuelle en 1924	113,4
Juin 1924	103,8
Août 1924	104,4
Sept. 1924	110,5
Oct. 1924	115,6
Nov. 1924	112,8
Déc. 1924	111,2

Il convient de noter que les anglais ont réussi à s'emparer en achetant les actions des principales Compagnies de navigation hongroises et autrichiennes, de la navigation du Danube.

5. (*La CI*, 28 février 1925, n°15 pp. 131-132)**La situation économique au IV^e trimestre de 1924***par EUGENE VARGA***ASPECTS GENERAUX (suite)****Le marché du blé**

Contrairement à nos prévisions, la hausse du prix du blé a continué sur le marché mondial. Le tableau suivant montre le mouvement du prix du blé, calculé en franc-or, par *bushel* :

	Déc. 1923	Oct. 1924	Nov. 1924	Déc. 1924	Jan. 1925
Canada : Winnipeg (Manitoba)	17,8	29,9	31,8	31,2	
Etats-Unis : Chicago (Winter)	20,4	27,8	28,1	29,7	(32,2)
Minneapolis : (Northern)	21,5	27,8	28,0	29,3	
New-York : (Winter)	23,1	30,8	31,2	32,8	(36,9)
Indes : Karakhi (blanc)	19,8	27,8	28,2	28,1	
Argentine : Buenos-Aires (Barletta)	21,9	29,6	30,1	30,1	

Prix du blé importé à Londres

Manitoba	22,9	34,5	34,6	35,4	
Winter	-	32,1	32,0	32,9	
Karakhi	23,3	32,9	33,5	32,4	
Plata	22,7	32,9	33,3	33,5	

Prix du blé indigène:

Allemagne, Berlin	-	30,4	25,9	(26,4)	(28,5)
Belgique, Anvers	21,9	30,4	31,1	31,2	
France, Paris	27,9	31,5	33,9	34,9	
Angleterre, Londres	21,7	28,6	28,8	28,1	
Italie, Milan	20,6	31,9	34,0	36,3	
Hollande, Rotterdam	24,6	34,1	34,1	33,6	

Quelle est la cause de cette forte hausse ? Il se peut que le déficit de la récolte mondiale ait été plus élevé qu'on ne le supposait, il se peut aussi que la consommation de blé soit plus grande qu'on ne l'a d'abord cru.

Sur la récolte mondiale, voici les données de l'Institut Agricole de Rome :

Récolte mondiale de blé et de seigle (en millions de quintaux)

	1910-23	1923	1924
Pays importateurs d'Europe	344,6	381,2	335,3
Pays exportateurs d'Europe (sans la Russie)	63,2	75,9	70,8
Europe: total (sans la Russie)	407,8	467,1	406,1

Le grand bloc des pays importateurs d'Europe

Allemagne	83,7	95,8	86,4
Belgique	7,9	8,9	8,4
France	78,3	84,3	86,9
Grande-Bretagne	17,7	16,1	14,5
Italie	49,8	62,8	47,8
Total	237,4	267,9	243,0

Le grand bloc des pays exportateurs (sans la Russie)

Etats-Unis	258,7	229,9	253,6
Canada	93,8	134,9	77,6
Inde britannique	89,6	101,4	99,1
Argentine	54,9	68,3	52,9
Australie	30,1	34,2	38,1
Total	527,1	568,7	521,3

La récolte dans les pays européens aussi bien que dans le grand bloc des pays exportateurs est donc inférieure à celle de 1923. La Russie n'est pas en état d'exporter du blé cette année, il en résulte un certain déficit pour le grand bloc des pays importateurs de l'Europe occidentale.

L'Institut de Rome publie les chiffres qui lui sont communiqués par le gouvernement. Ceux-ci, surtout en Europe orientale, ont un intérêt évident à surestimer la récolte pour obtenir des crédits. Notons aussi que, tandis que l'Institut constate une légère augmentation de la récolte aux Etats-Unis, le Ministère de l'Agriculture de Washington estime qu'il y a eu au dernier trimestre de 1924 un certain déficit de céréales panifiables. Il se peut aussi que le gouvernement américain ait sous-estimé la récolte en vue d'amener une nouvelle hausse des prix. Indiquons enfin qu'une grande partie de la récolte européenne ne peut être mise en vente à cause de sa qualité inférieure.

Sur la consommation mondiale de blé, constatons l'augmentation des importations de blé en Chine et au Japon. La minoterie a pris à Changhaï et dans les autres ports chinois un essor remarquable. Le blé expédié d'Amérique vers ces ports y coûte moins cher que ceux qu'on fait venir de l'intérieur du pays. Pendant la dernière saison, 15 millions de tonnes de blé américain ont été exportées vers l'Extrême-Orient

Au premier trimestre de l'exercice économique 1925, on constate une augmentation notable des importations de céréales panifiables et de farine. Le tableau suivant l'indique :

(en millions de quintaux)

	1919/20 à 1923/24	1923/24	1er semestre 1923/24	1 ^{er} semestre 1924/25
Importations des pays importateurs d'Europe	159,3	164,8	37,7	43,5
Importations du grand bloc des pays importateurs : d'Europe:				
Allemagne	17,2	12,0	3,0	4,7
Belgique	10,3	11,4	2,5	3,1
France	15,5	14,9	4,4	4,1
Grande-Bretagne	56,6	62,4	16,0	18,1
Italie	26,0	21,2	3,7	3,0
[Total]	125,6	121,9	29,6	33,0
a) exportations des-pays exportateurs d'Europe sans la Russie			2,0	4,6
b) exportations du grand bloc des pays exportateurs :				
Etats-Unis	66,2	35,7	16,3	30,2
Canada	58,7	95,0	15,6	12,7
Inde britannique	4,6	5,5	1,0	2,5
Argentine	41,2	47,5	5,7	17,3
Australie	24,4	22,4	3,8	3,7
Total	195,1	206,1	42,4	66,4
Total a)+b) (Russie) [?]		3,0	-	-

On remarquera la forte augmentation des exportations d'outre-mer qui ont dépassé de 50% au premier trimestre celles de l'année précédente (à la même époque).

Ces données donnent l'impression que la récolte a été en Europe inférieure aux chiffres publiés par l'Institut agricole de Rome.

Les effets de la hausse du prix du blé sur la vie économique des Etats-Unis

L'amélioration de la conjoncture, qui commença aux Etats-Unis au troisième trimestre 1924, a continué dans une plus forte mesure au dernier trimestre, sans que toutefois la production est atteint son niveau de fin 1923. Les chiffres suivants peuvent en donner une idée générale.

	Indice de la production	Indice du travail	Indice du commerce de gros
Juillet	94	87	147
Août	94	87	150
Septembre	103	90	140
Octobre	109	91	152
Novembre	-	-	153
Décembre	109	92	157

L'écart entre les chiffres relatifs à la production et au travail montre le progrès de la concentration dans l'industrie américaine et l'augmentation du capital constant au détriment du capital variable.

La victoire du parti républicain aux élections présidentielles a eu pour conséquence immédiate une amélioration des affaires, accusée par la hausse des valeurs en Bourse. La victoire du parti conservateur rassurait les capitalistes américains. Elle garantit aux Compagnies de chemin de fer l'ajournement *sine die* des projets de contrôle ou même de nationalisation des Chemins de fer et aux cartels et trusts les bénéfices du protectionnisme douanier. La raison politique de la hausse des valeurs apparaît clairement si l'on songe que cette hausse a déjà atteint un degré nullement justifié par l'amélioration générale de la situation économique.

Les journaux capitalistes affirment que la hausse des prix de céréales a été la cause principale de l'amélioration. Ce n'est vrai qu'en partie. Les ouvriers industriels, par exemple, dont les salaires ont plutôt diminué qu'augmenté, sont obligés par la hausse des prix des produits alimentaires de restreindre leurs achats de produits industriels. Néanmoins, on peut dire en général que la hausse des prix des produits agricoles a contribué aux Etats-Unis au rétablissement de l'équilibre entre la production et la consommation.

Des chiffres publiés par le Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis, il ressort que la valeur totale des produits ruraux aux Etats-Unis n'a été que de 9% supérieure à celle de 1921. Ce chiffre nous paraît être trop bas par rapport à la hausse des prix. Mais il faut retenir que la récolte de maïs a été, en 1924, extrêmement mauvaise. Le déficit de quantité semble, en partie contrebalancer le gain obtenu des prix.

Il serait très intéressant de savoir dans quelle mesure les *farmers* bénéficient de la hausse des prix et quelle part de profits revient aux commerçants et aux spéculateurs. Une bonne part des *farmers* américains étant fortement endettée, il est probable qu'ils avaient vendu leurs produits dès le début de l'automne dernier. Ce seraient alors les commerçants, les spéculateurs, les Compagnies de chemins de fer, les minoteries qui auraient profité de la hausse ultérieure. Faute de données précises, il est difficile de savoir dans quelle mesure la situation des *farmers* s'est améliorée.

L'avenir de l'agriculture américaine

Le développement futur de l'économie rurale américaine est vivement discuté aux Etats-Unis. Le président Coolidge dans un discours prononcé le 14 novembre 1924, devant une Société d'agriculture, a esquissé des perspectives très optimistes. Il a exprimé l'avis que l'accroissement de la population et l'industrialisation des Etats créeraient dans un avenir assez proche un tel état de choses que les Etats-Unis devraient s'adresser aux marchés extérieurs pour y trouver le surcroît de produits alimentaires que leur propre agriculture ne pourrait leur fournir. M. Coolidge a fait remarquer que dès à présent les Etats-Unis consomment plus de vivres qu'ils n'en produisent, surtout parce que la production de sucre y est inférieure aux besoins du marché.

Ces paroles du président Coolidge et les efforts tendant à l'organisation de la vente des produits agricoles par des coopératives, qui ne sont, dans l'espèce, que des organisations par lesquelles le capital américain cherche à s'assurer le monopole de la vente, dénotent de très fortes tendances au relèvement artificiel des prix des produits agricoles. Ce système économique ressemblerait à celui que l'Allemagne mit en vigueur avant-guerre : hauts tarifs douaniers protecteurs sur les produits de l'industrie et les denrées alimentaires ; concentration de l'industrie en des organisations lui assurant le monopole du marché et écoulant à vil prix à l'étranger l'excédent de la production. Bref, un système économique impérialiste.

6. (*La CI*, 4 mars 1925, n°16 pp. 137-139)

La situation économique au IV^e trimestre de 1924

par EUGENE VARGA

ASPECTS GENERAUX

(*Suite*)

La richesse des Etats-Unis

Nous avons déjà montré, par le passé, l'accroissement de la richesse nationale des Etats-Unis. Les données suivantes sur l'accroissement des dépôts en banque, caisses d'épargne, etc. ne manquent pas d'intérêt à cet égard :

	Montant des sommes déposées <i>en millions de dollars</i>	Economies par tête d'habitant	Nombre de déposants
1912	8,425	89	12,6
1919	12,455	118	18,2
1922	17,331	158	30,3
1923	19,568	176	35,4
1924	20,874	186	38,9

L'épargne est encouragée par tous les moyens. Des caisses d'épargne spéciales ont été fondées pour la jeunesse des écoles. L'accroissement colossal du nombre des déposants montre qu'une grande partie des ouvriers ont été en mesure de faire des économies.

Un autre symptôme de la prospérité croissante des Etats-Unis est l'accroissement des émissions de valeurs. (Valeur totale des émissions en 1924 : 6 milliards de dollars. Contre 4 milliards en 1921).

Voici maintenant des chiffres sur la valeur des constructions nouvelles :

	<i>Milliards de dollars</i>
1919	3,6
1923	4,6
1924	5,0
1925	4,5 (Prévisions)

La richesse nationale des Etats-Unis était, en 1870, inférieure à celle de l'Angleterre, de la France ou de l'Allemagne. Actuellement, elle dépasse presque de moitié celle des quatre plus grands pays capitalistes d'Europe et est à peu près égale à la richesse nationale réunie de tous les pays européens.

Les chiffres suivants que nous empruntons au Bulletin de *National City Bank* en font foi :

Richesse nationale des Etats-Unis comparée à celle des plus grands pays capitalistes d'Europe:

	<i>En milliards de dollars</i>			
	1922	1912	1890	1870
Etats-Unis	320,8	186,3	65,0	30,1
Angleterre	88,8	79,3	53,3	40,0
France	67,7	57,1	43,3	33,1
Allemagne	35,7	77,8	40,5	38,0
Italie	26,0	77,8	9,7	7,3

Les Etats-Unis-créditeurs

L'accroissement de la richesse nationale, la balance commerciale et financière active, la crainte d'une « inflation de or », les taux très bas de l'intérêt, une production dépassant les besoins du marché américain, tout cela pousse le capitalisme américain à placer l'excédent de ses capitaux à l'étranger

Après de longues hésitations, les Etats-Unis se sont décidés à s'intéresser à la politique européenne. La bourgeoisie américaine, par sa « participation » aux affaires européennes, veut créer en Europe des conditions politiques garantissant la sécurité de ses placements.

C'est le but du Plan Dawes pour l'Allemagne.

Les prêts accordés en 1924 par les Etats-Unis à des pays étrangers se sont montés à 1,1 milliard de dollars, c'est-à-dire à une somme trois fois supérieure au montant des prêts en 1923. (Sur ce total l'Europe seule a reçu 520 millions de dollars).

Cette somme se répartit comme suit entre les divers pays:

	<i>en millions de dollars</i>
Allemagne (emprunt des réparations)	110
France	100
Hollande	40
Suisse	30
Belgique	50
Norvège	25
Suède	30
Hongrie	9
Japon	150

Presque tous les Etats d'Amérique du Sud ont reçu de l'argent yankee.

Une partie de l'emprunt des réparations a été versée en or à l'Allemagne. C'est ce qui explique l'accroissement des réserves d'or de la Reichsbank. Les Etats-Unis ont accordé des prêts à 39 firmes allemands.

La Deutsche Bank a remis à un consortium anglo-américain des actions dont la valeur

nominale est de 40 millions de marks-or. Ce n'est plus une simple opération de crédit, mais une participation directe à des entreprises allemandes. Il est à prévoir que le capital américain usera de plus en plus de cette forme de placements de capitaux.

Assiégée par les capitalistes allemands et leurs intermédiaires, la bourgeoisie américaine a créé des organisations qui ont pour tâche de préparer la pénétration de l'Europe par la finance américaine. Le président de la Chambre de Commerce internationale et vice-président de la *Guarantee Trust Company*, W. H. Booth, a proposé de fonder une institution internationale pour l'étude de l'économie mondiale et « des problèmes résultant de l'adoption du Plan Dawes ». Des associations américaines s'occupent de placements à l'étranger et plus particulièrement en Allemagne. Mentionnons celle fondée par la Banque Dillon, Read et C^{ie}, *The American and Continental Corporation* et le Syndicat de banques germano-américaines (fondation de M. Morgan).

Les placements américains en Europe centrale sont, en comparaison avec la richesse des Etats-Unis, relativement peu importants, mais le dénuement des pays emprunteurs est tel que la ploutocratie américaine s'assure déjà, à ce peu de frais, la tutelle de toute l'Europe Centrale.

La France et les dettes interalliées

Les Etats-Unis sont mécontents - le rappel de M. Jusserand - Une menace américaine : « Pas de crédits lors de la prochaine guerre. » - Vers le contrôle financier de la France.

Le capitalisme américain, après avoir créé en Allemagne des conditions politiques et sociales garantissant la sécurité des placements américains, se tourne vers la France qu'il aspire à soumettre également à son contrôle financier. Nous avons montré par ailleurs les effets des conditions onéreuses de l'emprunt Morgan sur la politique financière de la France. En posant de nouveau la question du règlement des dettes françaises, les Etats-Unis veulent exercer une pression politique sur la France. Leur but véritable semble être (d'établir sur la France leur contrôle financier.

Dans la situation économique et financière si favorable ou se trouvent actuellement les Etats-Unis, ce que pourrait payer la France, amortissement et intérêts, n'a pas grande importance en soi. Les *New-York Times* dans leur numéro du 1^{er} décembre 1924 font ressortir que les Etats-Unis ne sauraient accepter le remboursement des dettes interalliées, ni même le paiement régulier des intérêts de ces dettes, sans troubler sérieusement l'équilibre de leur balance commerciale.

« Nous devrions, écrit le journal, accepter plus de marchandises que nous ne le désirerions ou placer l'excédent des capitaux provenant du remboursement des dettes européennes, dans des entreprises privées, en Europe même, dans ce cas, nous ne ferions qu'échanger des obligations d'Etat contre des valeurs privées. Un règlement satisfaisant et définitif des dettes internationales est actuellement impossible. Les accords qui pourraient se conclure n'auraient qu'une valeur nominale et manqueraient absolument de sincérité. Au point de vue politique, ils constitueraient peut-être de bons atouts ; mais rien que pour une politique à courte vue. »

Ce journal pense que la France sera de longtemps encore hors d'état de payer ses dettes.

Au fond, il ne s'agit pas pour les Etats-Unis de faire payer la France, mais de créer dans ce pays une situation analogue à celle qu'on a créée en Allemagne, c'est-à-dire permettant à la finance américaine des placements fructueux garantis par le contrôle américain des finances françaises. Le *Journal of Commerce* écrit que les Etats-Unis, s'ils veulent être payés par la France, doivent la faire travailler. Il déconseille aux Etats-Unis d'exiger des paiements immédiats, qui ne feraient qu'obérer

la France, diminuant sa capacité de travail.

La bourgeoisie française ne saurait se soumettre de gaité de cœur au contrôle américain. La France a tenté ces derniers temps de trouver une issue à l'impasse où elle se trouve. Les négociations entre son ambassadeur à Washington, Jusserand, et le secrétaire d'Etat Mellon n'ont eu aucun résultat si ce n'est de faire naître en Amérique un vif mécontentement contre la France, le gouvernement français ayant déclaré que M. Jusserand avait agi de sa propre initiative

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Londres, M. Harvey a fait ressortir dans un article paru dans la *Washington Post* que cet « étrange épisode diplomatique » faisait douter l'opinion américaine de la sincérité de la France¹.

Le discours de M. Clémentel, à la Chambre, dans lequel les dettes de la France sont classées en dettes commerciales et dettes politiques, a fait sur l'opinion américaine une impression non moins fâcheuse. L'idée proposée par M. Clémentel de répartir les dettes de guerre entre les Alliés, proportionnellement à leur richesse nationale respective, a été soutenue par M. Keynes avec des arguments d'ordre moral. M. Keynes démontre qu'une grande partie des emprunts contractés par la France envers le» Etats-Unis pendant la guerre a été employée en achats de munitions en Amérique même et que les Etats-Unis, s'ils avaient possédé une artillerie suffisante, auraient dû effectuer ces achats à leur propre compte. Mais les questions morales et l'équité abstraite n'ont rien à faire en la matière. Il s'agit là de l'expansion impérialiste des Etats-Unis.

Les déclarations de M. Clémentel, et aussi le fait que les dettes interalliées ne figuraient pas dans son exposé de la situation financière de la France, ont suscité aux Etats-Unis une désapprobation générale. Le correspondant du *Times* télégraphiait, à la date du 10 décembre 1924 :

« Depuis l'occupation de la Ruhr l'amitié franco-américaine n'a jamais été troublée aussi sérieusement que depuis le moment où la question des dettes françaises se trouve de nouveau au premier plan de la politique internationale. »

Le sénateur Reed affirmait au Sénat américain que les contribuables américains ont déjà payé 800 millions de dollars à la place des contribuables français.

« La France, disait-il, doit convenir qu'en annulant ses dettes de guerre elle perdrait toute chance d'obtenir des crédits dans la prochaine guerre à laquelle elle se prépare. »

Les *New York Times* annonçaient que les banquiers américains « se sont vus dans l'obligation de remettre à une date ultérieure l'exécution des projets relatifs à l'émission de nouveaux emprunts pour l'industrie et les municipalités françaises. »

Après des pourparlers entre l'ambassadeur des Etats-Unis et M. Herriot, M. Clémentel fit remettre à l'ambassadeur un mémorandum exposant la situation financière de la France et contenant des propositions inofficielles sur le règlement de la question des dettes. Ces propositions n'ont pas encore été divulguées.

Pour conjurer, nous rappellerons que M. Gauvin a, dans le *Journal des Débats*, défendu l'idée d'un Plan Dawes pour la France, sans se prononcer, naturellement, pour un contrôle financier à exercer pour la France par les Etats-Unis. Mais on sait que la « Dawesisation » implique forcément le contrôle financier.

¹ M. Jusserand a été rappelé de son poste vers la mi-janvier.

Le point de vue anglais

Les négociations franco-américaines ont été suivies avec attention dans la presse anglaise. Une partie de la presse anglaise demande des Etats-Unis les mêmes avantages quant au remboursement des dettes britanniques que ceux qui pourraient être accordés à la France. D'autre part, les journaux anglais exigent que la France, au cas où elle commencerait à payer ses dettes aux Etats-Unis, rembourse également ses créanciers anglais...

La première revendication de la presse anglaise est, à ce qu'il paraît, repoussée par les Etats-Unis. Quant à la seconde revendication, la France déclare qu'elle est non seulement un pays débiteur, mais aussi un pays créancier. Il n'est donc que très juste que le montant de ses créances soit compris dans le remboursement de ses dettes.

Le point de vue officiel anglais a été exprimé dans un discours de M. Churchill. C'est encore celui de la note Balfour. Dans cette note, l'Angleterre déclarait, en 1922, ne vouloir pas exiger de ses débiteurs européens plus qu'elle n'aurait à payer elle-même aux Etats-Unis. L'Angleterre s'efforçât à cette époque de créer un front unique européen contre les Etats-Unis. Maintenant que les annuités à payer par l'Angleterre aux Etats-Unis sont fixées par un accord précis, l'Angleterre cherche à agir non plus sur les Etats-Unis, mais sur ses débiteurs européens.

Un accord sur cette base entre l'Angleterre et la France signifierait une importante réduction des sommes dues par la France à l'Angleterre, à la condition toutefois que l'Allemagne payât à la France les annuités prévues par le Plan Dawes... . Au cas où l'Allemagne manquerait à ses obligations, la France aurait à payer le déficit à l'Angleterre. La bourgeoisie française, très sceptique quant au paiement régulier des réparations par l'Allemagne, s'oppose naturellement à tout règlement qui la ferait payer pour l'Allemagne.

La lutte se poursuit donc entre les Etats impérialistes au sujet des dettes interalliées. Les Etats-Unis et l'Angleterre font une pression sur la France qui sera à son tour amenée à augmenter la pression sur l'Allemagne pour en obtenir le paiement des réparations. Le résultat final sera probablement l'assainissement des finances françaises par une intervention américaine et la radiation de la France du nombre des grandes puissances impérialistes.

Quel est le montant des dettes interalliées?

La *Gazette de Cologne* du 12 décembre publiait, d'après les données de la Trésorerie anglaise, le tableau suivant des dettes interalliées :

Sommes dues à l'Angleterre:

	en millions de livres sterling
<i>Par les Dominions:</i>	
Australie	89,3
Nouvelle Zélande	29,2
Afrique du Sud	11,9
Autres dominions et colonies	1,1
<i>Total</i>	<i>131,5</i>

<i>Par les Alliés:</i>	
Russie	722,5
France	623,3
Italie	553,3
Yougoslavie	28,5
Portugal. Grèce. Roumanie, etc	73,3
<i>Total</i>	<i>2 000,9</i>
Emprunts divers:	
Autriche	10,8
Pologne	4,4
Roumanie	2,2
Yougoslavie	2,2
Belgique	9,0
Arménie	0,9
Autres pays	1,0
	30,5
<i>Total</i>	<i>2 162,9</i>

Sommes dues par l'Angleterre aux Etats-Unis : **940,5** millions de livres st.

Sommes dues à la France :

	en millions de francs-or
Italie	1 000
Russie	4 000
Belgique	2 250
Roumanie et autres pays	1 250
Total	8 500 (360 millions de £)

Sommes dues par la France :

	en millions de livres sterling
Angleterre	623,3
Etats-Unis	748,0
Arriéré d'intérêts	75,0
Total	1 446,3

Sommes dues aux Etats-Unis :

(Dédution faite des 940,5 millions de livres sterling dues par l'Angleterre et dont l'amortissement est réglé par un accord en voie d'exécution)

	en millions de dollars
France	3 634,8
Italie	1 809,0
Belgique	409,3

Russie	211,6
Pologne	135,7
Tchécoslovaquie	97,2
Yougoslavie	54,6
Roumanie	38,6
Autriche	24,1
Grèce	15,0
Estonie	14,0
Arménie	12,0
Cuba	9,0
Finlande	8,3
Livonie	5,1
Lituanie	5,0
Hongrie	1,7
Libéria	0,3
Total	6 484,9 et intérêts

7. (*La CI*, 7 mars 1925, n°17 pp. 144-145)

La situation économique à la fin de 1924

Les réparations, le commerce, le fer

par EUGENE VARGA

La question des réparations

En ce qui concerne la question des réparations, il ne s'est pas produit de faits nouveaux. Les versements mensuels de l'Allemagne ont été réguliers, sans que l'Allemagne éprouvât pour cela des difficultés financières anormales. Les organes de contrôle des Alliés n'ont pas eu l'occasion d'intervenir directement dans les affaires intérieures de l'Allemagne

Au début de janvier avait lieu à Paris une conférence interalliée, dont les travaux portèrent sur le partage du butin de la Ruhr et la répartition des versements futurs de l'Allemagne entre les Alliés. Les principales décisions prises par cette conférence se résument ainsi:

a) Les Etats-Unis obtiennent la priorité parmi les créanciers de l'Allemagne ;

b) Les dépenses des organismes de contrôle et des armées d'occupation sont réduites, les dépenses de la Commission interalliée fixées à 10 millions de marks-or, celles de la Commission militaire de contrôle à 7,5 millions et celles des armées d'occupation à 160 millions de marks-or qui se répartissent de la façon suivante : 25 millions de marks-or à la Belgique, 25 millions à la Grande-Bretagne et 110 millions à la France

Les effets du Plan Dawes sur le commerce européen

Pour effectuer les versements prévus par le Plan Dawes, l'Allemagne devrait exporter 6 milliards de marks-or de plus d'articles industriels qu'elle ne le fait actuellement. La crise générale du commerce ne le lui permettra pas.

Les pays industriels exportateurs se disputent les marchés extérieurs et cherchent à s'assurer le marché intérieur par des tarifs douaniers protecteurs. La France, tout en exigeant de l'Allemagne des versements réguliers fait tout son possible pour interdire aux produits industriels allemands l'accès de ses marchés intérieurs et extérieurs. Elle travaille même à conquérir le marché allemand.

La crise du commerce qui caractérise la situation économique mondiale domine toute la politique commerciale des Etats européens. Ainsi les traités de commerce font-ils l'objet de longues négociations souvent infructueuses.

Les négociations franco-allemandes ont abouti mais seulement à un *modus vivendi*, le traité de Versailles a amputé l'Allemagne de territoires dépendant encore aujourd'hui du marché allemand. En vertu du traité, l'Allemagne était tenue d'exonérer de droits de douane jusqu'au 10 janvier 1925 les produits des territoires annexés (dans la proportion des échanges d'avant-guerre). Les statistiques allemandes relatives au commerce du Reich avec la France donnent pour le premier semestre 1924

les chiffres suivants :

	Produit en millions marks-or	
	Importations en Allemagne	Exportations d'Allemagne
France	89,5	39,8
Alsace-Lorraine	244,3	5,2
Région de la Sarre	34,8	27,1
[Total]	368,6	72,1

Il ressort de ces chiffres que le tiers seulement des exportations françaises en Allemagne revenait à la France proprement dite. L'excédent des exportations françaises en Allemagne sur les importations allemandes en France a été au premier semestre 1924 d'environ 300 millions. Dans ces circonstances, on comprend pourquoi la France tient à prolonger la situation créée par le traité de Versailles.

Les négociations franco-allemandes se poursuivent. Les Allemands ne veulent plus accorder à la production de l'Alsace-Lorraine les privilèges dont elle bénéficiait en vertu du traité de Versailles. D'autre part, des difficultés ont surgi au sujet de l'application des droits de douane *minima* aux marchandises de provenance allemande. L'Allemagne y tient, accordant à la France des tarifs de préférence. L'augmentation des tarifs *minima* en France a rendu la situation encore plus difficile.

Le *Vorwaerts* de Berlin, journal comme on sait francophile, remarque à ce sujet que la nouvelle loi française sur l'augmentation des tarifs *minima* a créé à l'industrie allemande des conditions intolérables. Les journaux de deux pays discutent tranquillement les avantages et les désavantages d'une guerre douanière. Nous ne croyons cependant pas que les difficultés d'un accord douanier franco-allemand soient aussi grandes qu'elles le paraissent. Tout indique, en effet, qu'un accord privé est déjà survenu entre l'industrie lourde des deux pays, accord qui constituera très probablement la base d'un cartel européen du fer¹

La production mondiale du fer

Retenons d'abord que le rendement des usines métallurgiques du monde dépasse de beaucoup les besoins du marché mondial. Quelques chiffres :

	Angleterre	France	Belgique	Luxembourg	Suède	Etats-Unis	Total
Nombre des hauts fourneaux	484	219	56	48	132	417	1 356
Hauts Fourneaux en fonction	171	135	47	34	51	182	620
Hauts fourneaux éteints	313	84	9	14	81	235	736

De ces chiffres relatifs à l'automne 1924, il ressort que plus de la moitié des hauts fourneaux du monde sont éteints.

Pour compléter ce tableau, nous donnons ci-dessous des chiffres comparatifs sur la production

¹ Ces lignes étaient écrites avant les dernières négociations franco-allemandes. N.d.l.R

de fer et d'acier en 1924 et dans l'année où la production atteignit le plus haut degré connu jusqu'ici :

Production annuelle

en millions de tonnes

	Fer			Acier		
	Production maximum	1924	1924	Production maximum	1924	1924
Etats-Unis	40,0	(1916)	30,0	45,8	(1917)	44,8
Angleterre	10,7	(1913)	7,4	10,0	(1917)	8,7
France	5,2	(1913)	7,7	4,7	(1913)	6,9
Belgique	2,5	(1913)	2,9	2,5	(1913)	2,8
Luxembourg	2,6	(1913)	2,0	1,3	(1913)	1,8
Suède	0,8	(1913)	0,5	0,6	(1915)	0,5
Allemagne	16,7	(1913)	7,0	13,8	(1917)	8,6
Total	78,5		57,5	78,7		64,1

Les chiffres pour 1924 sont approximatifs. L'écart entre le rendement maximum et la production de 1924 est très considérable. Dans quelques pays européens, et en premier lieu en Angleterre, on constate un accroissement notable du rendement. Dans ces conditions, la concurrence entre les divers producteurs de fer devient de plus en plus aigüe, ce qui ressort du tableau suivant sur le mouvement des prix du fer :

	Allemagne	Angleterre	Etats-Unis
Moyenne en 1913	74,5	59,8	61,6
Moyenne en 1924 (11 mois)	99,3	80,8	98,9
Augmentation en pourcent	125,0	135,0	160,0

Les prix anglais sont de beaucoup inférieurs aux autres, de même que les prix de certains produits français sont inférieurs à ceux de 1913.

Sur l'exportation des produits de fer, nous avons des renseignements complets pour 1923. L'exportation des principaux pays européens a diminué de plus de 3 millions de tonnes par rapport à 1913. Quoique l'exportation de la France ait fortement augmenté en comparaison avec l'avant-guerre, la France est de tous les pays le plus gravement atteint par la crise de ventes, le rendement de sa métallurgie dépassant de beaucoup les besoins du marché intérieur.

Vers un cartel européen du fer

Dans ces circonstances, l'idée de la formation d'un cartel européen du fer gagne du terrain dans l'industrie lourde européenne. Des cartels internationaux existaient avant la guerre dans certaines branches de l'industrie métallurgique. Il y a naturellement des difficultés. La formation d'un cartel du fer et de l'acier aurait pour conséquence l'augmentation des prix, ce qui produirait un fâcheux effet sur le commerce des industries travaillant le fer. En Allemagne, où l'industrie du fer est affiliée aux grands trusts de l'industrie lourde, la question ne se pose pas avec une acuité aussi grande qu'en Angleterre et en France. Nous pouvons cependant constater que l'industrie lourde de ces deux pays s'intéresse vivement à l'idée du cartel du fer.

Les déclarations de l'industriel français *de Wendel* en faveur d'un accord entre les industries lourdes de l'Allemagne et de la France, ont été très bien accueillies par les industriels allemands.

Des pourparlers ont commencé entre industriels allemands et français participant en qualité d'experts aux négociations relatives au traité de commerce franco-allemand. L'industrie lourde allemande représentée par l'*Association des Producteurs d'Acier brut*, a pris l'initiative en proposant à l'industrie lourde française d'acheter en une certaine quantité de fer de Lorraine.

Un accord n'est pas encore survenu¹. Les négociations se heurtent aux difficultés suivantes :

a) les Français voudraient obliger les Allemands à l'achat de 1,5 millions de tonnes de fer par an ; les Allemands sont disposés à n'acheter que 1 million de tonnes ;

b) les Allemands exigent certaines facilités à l'entrée en France pour les articles en fer allemand. Les Français se refusent catégoriquement à transiger sur ce point.

La presse anglaise suit ces débats avec un vif intérêt. Il est possible que la non-évacuation de la zone de Cologne par les britanniques soit une façon de faire pression sur l'Allemagne.

Les industriels allemands font ressortir qu'un trust international n'est possible que si les producteurs de fer des pays intéressés constituent dans leurs pays respectifs de solides organisations. Or, il n'en existe ni en Angleterre, ni en France. Les Allemands ont fondé l'*Association des producteurs d'acier brut*. La Pologne semble vouloir suivre leur exemple.

Il n'est pas encore possible de nous former un jugement sur l'issue des négociations en cours. On peut dire, en général, que l'idée d'un cartel européen du fer est favorablement accueillie dans la plupart des pays intéressés. Par contre, l'industrie lourde anglaise ne semble disposée à adhérer à un tel cartel qu'à la condition d'y bénéficier d'avantages particuliers. Si on les lui refuse, on peut s'attendre à la voir contrecarrer l'accord franco-allemand.

¹ Ecrit en février (N. d. l. Réd.)

8. (*La CI*, 11 mars 1925, n°18 pp. 152-153)

La situation économique à la fin de 1924

Les Etats-Unis

Par EUGENE VARGA

La production

L'amélioration de la conjoncture, qui se fit sentir dans le mois de juillet dure jusqu'au mois de décembre. Après les élections présidentielles l'amélioration s'accroît et se manifeste, à la Bourse, par une forte hausse des valeurs. Le niveau de la production reste néanmoins au-dessous de celui de l'an passé. Le *Federal Reserve Board* donne les chiffres suivants :

	Octobre 1923	Octobre 1924
Indice de la production	101	91
Indice de l'embauchage	118	109

La production industrielle a baissé de 8%, le nombre des ouvriers embauchés de 10% en égard à l'an passé.

Aux dernières nouvelles (information privée) la situation inspire des inquiétudes. Les chiffres ci-dessous caractérisent l'amélioration de la conjoncture dans les mois d'automne, pour les industries les plus importantes :

	Production						
	Charbon	Anthracite	Huile	Fer	Acier	Automobiles	Coton
	<i>en millions de tonnes</i>					<i>Par mille</i>	<i>En 1000 balles</i>
Juillet 1924	32,3	7,8	61,1	1 785	1 869	---	347
Août 1924	34,8	7,1	61,7	1 881	2 542	---	357
Septembre 1924	41,0	7,6	59,6	2 053	2 815	---	435
Octobre 1924	46,8	7,7	59,8	2 447	3 111	288	533
Novembre 1924	40,7	6,8	---	2 510	3 107	288	492
Décembre 1924	---	---	---	2 960	---	---	532

On estime la production métallurgique à la mi-décembre à 83% ; les commandes dépassent la production.

L'état des commandes passées au trust de l'Acier était à la fin des mois le suivant :

	1000 tonnes ¹
Juillet 1924	3 187
Août 1924	3 290
Septembre 1924	3 479
Octobre 1924	3 585
Novembre 1924	4 032
Décembre 1924	4 817

La concurrence de la métallurgie européenne commence à se faire sentir. Dans ces derniers temps, on a importé des rails en Amérique: une fois 10 000 tonnes, une autre fois 5 000 tonnes. Cela malgré des droits d'entrée très élevés. L'importation est due à la hausse des prix américains. Le cartel des aciéries a dans ces derniers mois augmenté ses prix passant de 19,25\$ à 23,75\$ la tonne.

La demande de main-d'œuvre a grandi en automne, quoique le nombre de chômeurs soit assez élevé. Il n'en existe pas de statistique officielle. Le *Federal Reserve Board* ne fournit que des indications indirectes. Un article de *Daily Herald* (23 octobre) estime le nombre des chômeurs américains à 5 millions. Le *Daily Worker* dit en Octobre qu'il y a 200 000 chômeurs de plus dans les houillères et 1 500 000 de plus dans l'industrie, par rapport à l'an passé. Le *New York Times* du 1^{er} octobre rapporte une affirmation du directeur de l'office des Allocations Sullivan, qui estime le nombre des chômeurs, rien qu'à New York, à 300 000.

La situation brillante en Bourse et les bonnes affaires des capitalistes n'apportent aucun secours aux chômeurs. Malgré l'amélioration on peut évaluer le nombre des chômeurs aux Etats-Unis à 2 ou 3 millions.

Le commerce extérieur des Etats-Unis

L'évolution du commerce extérieur est surprenante : durant la crise de juillet l'exportation fut en baisse et l'importation tendit à s'accroître : ce fut le seul mois marqué par un excédent d'importations. Puis l'exportation reprit, probablement à cause des hauts prix des produits agricoles. Précisons.

Commerce extérieur des Etats-Unis

	Importation	Exportation	Surplus de	
			en millions de dollar	
			l'import.	l'export.
Juillet 1924	278,0	276,6	20	---
Août 1924	254,5	330,7		76,2
Septembre 1924	287,1	427,6		140,5
Octobre 1924	310,0	527,0		217,0
Novembre 1924	296,0	494,0		198,0
Décembre 1924	334,0	443,0		109,0

L'actif de la balance commerciale pour 1924 est de un milliard de dollars : forte somme tout de même.

¹ Les chiffres américains sont parfois inexacts, les calculs étant quelques fois établis en tonnes métriques = 1000 kg et quelques fois en tonnes « longues » = 1016 kg.

Les rentrées d'or ont continué, malgré les grands crédits ouverts par les Etats-Unis à l'étranger. On a importé dans les dix premiers mois 274 millions de dollars (Dans la même période de 1923 on en avait importé 223)

En décembre les Etats-Unis exportent de l'or en Allemagne (Emprunt Dawes) On estime l'importation totale en or pour l'année 1924 à 300 millions de dollars.

9. (*La CI*, 14 mars 1925, n°19 p. 161-162)

La situation économique à la fin de 1924

[par EUGENE VARGA]

Les Etats-Unis

(Suite)

L'accumulation de l'or. Trop d'or

La Trésorerie (le ministère des finances américaines) publie les renseignements suivants sur l'accumulation de l'or (*Berliner Boersen-Courier*, le 26 octobre 1924) :

D'après les observations de la Trésorerie sur le mouvement de l'or jusqu'au 1er octobre, l'Etat possède en or-monnayé et en barres (barres d'or et monnaies-or de provenance étrangères ne se trouvant pas dans les trésors, les banques de Reserves et les bureaux de l'Etat exceptés) 4 54\$ millions de dollars contre 4 135 millions de dollars l'an passé. De ces sommes, 3 82\$ millions se trouvent à la trésorerie. Le reste, soit 720 millions de dollars est placé dans les banques ou est en circulation. Les banques disposant de 292 millions, 482 millions de dollars étaient en circulation.

La Trésorerie estime la fortune mondiale en or monnayé et barres, à un peu plus de 9 ~~millions~~ [milliards] de dollars. La moitié se trouve aux Etats-Unis.

Cette énorme accumulation d'or est pour le moins superflue pour le commerce dont les transactions se font par chèques. Les *Federal Reserve Bank* ne font pas d'affaires, car les banques privées, disposant d'argent comptant n'usent plus de traites. [Les] F. R. B. doivent placer leurs fonds en papiers d'Etat ou renoncer à les faire fructifier. La circulation de papier-monnaie a été en 1924 de 42,8 dollars par tête contre 34,4 en 1914. Avec une hausse des prix de 50% le fait est fâcheux, les *fédéral Reserve* sont dans une situation singulière : elles doivent parer aux inconvénients de l'« inflation en or », mais personne n'a besoin de leurs secours.

la politique économique des Etats-Unis

La politique économique des Etats-Unis a peu changé durant la période étudiée. La question rurale s'est atténuée, grâce à la hausse des prix des céréales (on payait 2,22 dollars le 21 janvier à New York un bushel de blé). Cette augmentation des prix est plutôt l'œuvre des spéculateurs que des *farmers*¹. (2)

Grâce à la victoire des républicains (c'est-à-dire des grands trusts) aux élections présidentielles,

¹ Selon les journaux, le centre de la spéculation fut à New York et le moment décisif à la fin de mai. On prétend, que de grandes quantités de blé furent emmagasinées dans les entrepôts des ports européens — sans être vendues — pour amener une disette artificielle de céréales.

la politique économique américaine se développe sur ces anciennes bases :

Tarifs douaniers protectionnistes sur les produits de l'industrie afin de réserver le marché intérieur aux seuls produits du pays¹.

Vis-à-vis des deux autres grandes puissances impérialistes, l'Angleterre et le Japon, la situation se tend malgré les déclarations amicales adressées à l'Angleterre. Dans la sourde lutte en cours les Etats-Unis sont aidés par les colonies anglaises : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, pays qui se défient également du Japon. La reconnaissance probable de l'Union Soviétiste ne s'expliquera que par le désir d'exploiter les possibilités économiques de l'immense Empire soviétiste.

Chine

la situation économique de la Chine a empiré par suite des guerres civiles. Pourtant cette guerre ne rappelle en rien la guerre mondiale. N'y participent que des armées relativement fort peu importantes, la guerre a pourtant empêché l'exportation du charbon chinois au Japon. Ce pays et quelques grandes villes chinoises en avaient souffert.

Le commerce avec l'étranger s'est amélioré, malgré la guerre civile. L'excédant des recettes douanières a atteint 69,5 millions de taels, soit 6 millions d'augmentation depuis que le gouvernement central contrôle les douanes. Les recettes douanières représentent un commerce de 200 millions de livres-sterling dont 40%, s'effectuait en territoires anglais (*Times*, 3 janvier 1925).

Les industries cotonnières sont dans un état précaire. Des filatures fondées après la guerre ont fermé. L'outillage en avait été acheté à un moment où les prix mondiaux étaient élevés. Sa valeur a baissé ; et comme elle n'est [pas] amortie, les entreprises en question ont difficultés à soutenir la concurrence des entreprises anciennes ou récentes, travaillant avec un outillage moins coûteux.

L'évolution capitaliste de la Chine a aussi influencé l'agriculture. La main-d'œuvre afflue vers les villes. Comme le pays manque de voies de communications, le ravitaillement des centres industriels est souvent malaisé d'où une hausse des vivres dans les villes.

On importe sur le littoral des vivres provenant du Canada et des Etats-Unis, via Vancouver.

D'après un rapport émanant de l'école forestière à Nankin la culture du coton s'est développée passant de 15 millions d'hectares (1914) à 43 millions (1918). Cette extension continue. On cultive aussi le tabac et la production en a doublé.

Ces divers renseignements résument les difficultés d'un pays qui arrive à l'économie capitaliste. Sa situation est compliquée par sa dépendance économique vis-à-vis des puissances impérialistes. Les tentatives d'émancipation de la Chine sont suivies avec autant d'attention que de méfiance en Amérique, en Angleterre et en France. On allègue le mauvais état des finances chinoises

¹ Les américains exploitent leur supériorité politique d'une manière quelquefois extravagante. Des agents des douanes américaines parcourent l'Allemagne, les Etats du nord de l'Europe, la Suisse, la Tchécoslovaquie et y examinent la comptabilité des industriels exportant leurs produits aux Etats-Unis. Ils prétendent vérifier les déclarations de valeurs faites à la douane américaine. Si un industriel se refuse à leur ouvrir ses livres, il risque de voir la douane américaine lui fermer ses portes.

pour intervenir et mettre la Chine en tutelle

Le Japon

La situation économique du Japon a empiré. D'après les versions officielles ce serait toujours l'effet du grand cataclysme. De fait les difficultés du Japon ressortent aussi de la crise mondiale de superindustrialisation. Le Japon, très peuplé, a besoin d'exporter beaucoup de produits industriels, car **elle** importe énormément de marchandises : vivres, bois, charbon, fer, acier, coton, etc.

L'industrie japonaise, techniquement peu développée n'est pas en état de soutenir la concurrence sur le marché mondial. Les banques refusent le crédit aux firmes japonaises d'exportation petites et moyennes.

Une revue commerciale allemande écrit à ce sujet :

« La qualité douteuse des produits de la petite et moyenne industrie japonaise a déterminé une baisse de l'exportation.

Durant la guerre, quand les produits européens et américains manquaient, les pays de l'Extrême Orient devaient se contenter des produits japonais. Les acheteurs cessent aujourd'hui de les accepter et les banques d'ouvrir des crédits aux maisons d'exportation... »

La mauvaise qualité des produits pourrait être compensée par le bon marché. Mais au Japon les prix ont une tendance à augmenter.

Indice des prix :

1923 Novembre	209
1924 Juin	199
1924 Août	200
1924 Septembre	206
1924 Octobre	213

En automne un mieux s'est fait sentir. L'industrie de la soie a souffert le plus de la crise. L'évolution très rapide de l'industrie de la soie artificielle menace toute industrie de soie.

Le commerce extérieur

Les chiffres d'abord :

	<i>En millions de Yens</i>	
	Importation	Exportation
1 trimestre 1924	271	109
2 trimestre 1924	217	157
Juillet 1924	156	137
Août 1924	142	176
Septembre 1924	141	158

L'excédent des importations fut, dans les deux premiers trimestres de 660 millions de yens, dont 300 millions employés aux travaux de reconstruction de Yokohama et Tokyo.

D'après le *Japan Chronicle* du 10 octobre 1924, le nombre des chômeurs surpassait l'automne

dernier de 50% celui de l'an passé. Nombreux sont parmi les chômeurs les intellectuels, anciens officiers et employés d'Etat. On a congédié plus de 20 000 fonctionnaires au cours de 1924. Un article du *Japan Chronicle* (26 octobre 1924) considère le côté politique de la question et se laisse aller à cette constatation :

« Plus dangereuses que les idées importées de l'étranger sont à nos yeux les idées révolutionnaires naissant chez les intellectuels voués au chômage »

La baisse du yen

Le mauvais état de la vie économique a amené la dépréciation du change. Après la fin de la guerre le yen japonais valait 5 à 6% de plus que le dollar. Il égale ce dernier de 1919 à 1923 et commence à baisser en 1924. La bourse note pour 100 yens à New-York :

Moyenne de 1923	49 \$
Janvier 1924	45 \$
Juin 1924	41 \$
Janvier 1925	38,5 \$

Le yen a perdu 23% de sa valeur nominale.

Les journaux l'expliquent par le bilan passif du commerce et l'inflation quoique cette dernière soit moindre que l'an passé. La circulation des banknotes a été en moyenne de 1 698 millions en 1923 et de 1 214 millions au mois de novembre 1924. Certains milieux se réjouissent de l'inflation. Un économiste disait dans le *Japan Chronicle*, du 12 novembre 1924 :

« La dépréciation du change empêchera l'importation des produits finis, mais n'influencera pas celle des matières premières. Notre industrie en sera activée »

En somme, mauvaise situation.

Les pays agricoles d'Outre-Océan

La situation économique des pays agricoles d'Outre-Océan comme l'Australie, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande, etc. s'est sensiblement améliorée à la fin de 1924 à cause de la hausse des prix des produits agricoles (laine, céréales, vivres), les pays d'élevage en bénéficient moins, car le prix du bétail ne suit celui des céréales. La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont profité le plus de la hausse du prix de la laine. L'Australie a gagné 80 millions de livres-sterling sur la vente des laines, donc 1,6 milliards de shillings de plus, que l'an passé. L'Argentine a fait de bonnes affaires. Ces pays écoulent leur produits de sorte que les agriculteurs y profitent directement des prix élevés du marché mondial.

Le Canada se situe à part. La situation des *farmers* canadiens reste précaire, car la récolte a été mauvaise et les produits n'ont pas été vendus au bon moment. Les tarifs douaniers des Etats-Unis empêchent la vente facile des produits agricoles de l'Ouest-Canadien. Les éleveurs sont dans une situation désespérée, par suite du manque de fourrages.

L'industrie canadienne est dans une mauvaise passe analogue. A Montréal le chômage est grand.

On s'occupe d'élever des barrières douanières comme aux Etats-Unis D'autre part, le commerce canadien est lésé même dans l'Empire britannique. On refuse en Australie et en Nouvelle Zélande de favoriser les produits canadiens s'ils n'ont été travaillés au Canada dans une mesure de 75%. C'est un signe de plus des tendances à la désagrégation de l'Empire Britannique.

10. (*La CI*, 18 mars 1925, n°20 p. 172)

La situation économique à la fin de 1924

Par EUGENE VARGA

Tchécoslovaquie

On observe en Tchécoslovaquie une amélioration générale de la situation économique, quoique les effets du Plan Dawes se fassent déjà sentir sur quelques branches de l'industrie atteintes par la concurrence allemande.

La récolte de céréales a été d'environ 10% inférieure à celle de 1923, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

	1924	1923
	<i>En millions de quintaux</i>	
Froment	9,3	9,9
Seigle	11,8	13,5
Orge	10,4	12,0
Avoine	12,3	13,3
Maïs	2,4	2,7
Total	46,2	51,4

Par contre, la récolte de pommes de terre et de betteraves a été excellente. On estime l'excédent des exportations à 10,9 millions de qu. contre 6,6 millions en 1923.

Certaines branches de l'industrie souffrent de la concurrence allemande. L'industrie métallurgique travaille encore à plein rendement, quoiqu'elle se plaigne de la diminution des commandes. On estime néanmoins que par suite de la concurrence allemande plusieurs hauts fourneaux devront prochainement être éteints. On cite des cas de fermeture d'usines.

La concurrence allemande se fait également sentir sur les manufactures de porcelaine. L'industrie textile est prospère, elle a même augmenté son rendement. Sur le marché européen elle tient tête à la concurrence allemande et italienne, quant à la qualité des marchandises, mais aussi pour les produits à bon marché, dont ces deux pays inondent le marché européen.

D'après des données officielles, on comptait en Tchécoslovaquie, fin novembre, 8 950 chômeurs secourus et 11 900 chômeurs partiels. Même admis que ces chiffres officiels sont inférieurs à la réalité, le chômage ne semble pas être très important.

La situation économique de la Tchécoslovaquie est assez bonne. Le change est stable. Le commerce extérieur a été en 1924 satisfaisant.

A la pression exercée par la bourgeoisie anglaise sur les nouveaux Etats qui formaient jadis la monarchie austro-hongroise, en vue d'un rétablissement de l'ancienne unité économique et douanière des Etats danubiens, le gouvernement tchécoslovaque a, ainsi que cela ressort d'un article de fond de l'officiuse *Prager Presse* (5 décembre 1924), répondu par une fin de non-recevoir. L'article en

question combat les projets d'union douanière et l'idée d'une Confédération danubienne. Ces projets, dit-il, émanent de cercles réactionnaires, mécontents de la situation nouvelle créée en Europe centrale par les traités de paix.

11. (*La CI*, 21 mars 1925, n°21 p. 175-176)

La situation économique à la fin de 1924

par EUGENE VARGA

L'Allemagne

Vue générale

L'amélioration de la situation économique a continué en Allemagne pendant les deux derniers mois du dernier trimestre 1924, mais avec un certain fléchissement. La *Gazette de Francfort* du 20 décembre constatait que les espoirs caressés par des milieux industriels et commerçants d'un relèvement de la vie économique après l'adoption du Plan Dawes, étaient exagérés.

L'amélioration générale est surtout due à l'élargissement du marché intérieur, le marché extérieur étant encore inaccessible à nombre de produits allemands, vu leurs prix trop élevés.

Les classes dominantes allemandes : capitalistes et grands propriétaires, ont formellement repris le pouvoir qu'elles exerçaient déjà de fait. Bien que les nouveaux gouvernements aient tenté de rassurer les ouvriers par des mesures telles que la reprise du système des trois équipes dans les Hauts fourneaux et les usines à coke, il faut s'attendre en 1925 à de grands conflits entre le capital et le travail. L'industrie allemande, pour pouvoir vendre à l'étranger, sera obligée à réduire les prix de ses produits à une époque où les prix mondiaux, et par conséquent le coût de la vie, ne font qu'augmenter.

Le chômage

L'état actuel de l'industrie allemande se reflète dans les chiffres du chômage. Voici les données officielles :

Chômeurs secourus :

Au 1 ^{er} novembre 1924	435 000
Au 1 ^{er} décembre 1924	437 000
Au 15 décembre 1924	468 000
Au 1 ^{er} janvier 1925	529 000

Le pourcentage de syndiqués sans travail sur le nombre total des syndiqués est toujours très élevé :

En septembre 1924	10,5 %
En octobre 1924	8,4 %
En novembre 1924	7,3 %
En décembre 1924 (chiffre approximatif)	7,6 %
Chômeurs partiels, fin octobre	22,6 %
Chômeurs partiels, fin novembre	15,7 %

En fait le nombre des chômeurs est de beaucoup supérieur aux chiffres officiels. Nous l'estimons à plus d'un million.

La production

On ne publie sur la production industrielle de l'Allemagne que des statistiques très sujettes à caution.

La crise de vente provoquée dans le commerce du combustible par un hiver sans froid, a eu de fâcheuses répercussions sur l'industrie minière. D'autre part, les livraisons de charbon au titre de réparations ont été inférieures à celles des mois précédents. Il a été livré sur demande de la Commission des Réparations 1 638 000 tonnes de charbon en août 1924. 1 496 000 en septembre, 1 027 000 en octobre, et 885 000 en novembre.

L'extraction du charbon a été :

<i>En millions de tonnes</i>				
	septembre	octobre	novembre	décembre
Houille	11,39	11,94	10,69	11,10
Lignite	10,84	11,98	11,50	11,90
Coke	2,19	2,28	2,28	---

L'extraction de la houille est à peu près égale à l'extraction moyenne en 1913 qui se chiffrait par 11,73 millions de tonnes. L'extraction de la lignite dépasse de 50% la moyenne de 1913 qui était de 7,27 millions de tonnes. Par contre, le rendement moyen du mineur allemand est toujours inférieur à celui d'avant-guerre, en dépit du perfectionnement de l'outillage.

Dans l'industrie du fer et de l'acier, on constate une diminution de 20% de la production, résultat d'un accord entre les membres du trust de l'acier.

Dans l'industrie métallurgique, la conjoncture est inégale. Les chantiers maritimes se plaignent de la mauvaise marche des affaires, les autres branches de l'industrie métallurgique n'ont qu'à se louer de la bonne conjoncture.

L'industrie textile s'est relevée depuis la dernière crise. Le nombre des chômeurs y est en diminution.

L'industrie du bâtiment a pris un essor formidable. Les entreprises de construction travaillent à plein rendement. Elles commencent même à manquer d'ouvriers maçons. On insiste sur la nécessité de développer l'apprentissage de ce métier.

La journée de travail

L'A. des Syndicats Allemands a fait en novembre 1924 une enquête sur la durée de la journée de travail, la première enquête de ce genre date de mai 1924. Nous donnons ci-dessous les résultats des deux enquêtes obtenus par l'étude de 51 166 usines occupant 2 362 820 ouvriers :

	pourcentage des salariés dont les heures de travail dépassent par semaine	
	48 heures	54 heures
Mai	54,7	13,0
Novembre	45,4	10,7

Dans l'industrie textile, 66% des ouvriers travaillent plus de 48 heures par semaine, dans l'industrie métallurgique 53,1%. Ces chiffres ne se rapportent qu'à environ un sixième des ouvriers allemands, mais ils expriment assez bien l'état de choses actuel. Ils montrent d'une part que la résistance de la classe ouvrière allemande a été assez forte pour rendre impossibles de nouvelles prolongations de la journée de travail, et d'autre part que la conjoncture économique a été assez médiocre, ce qui explique pourquoi le patronat n'a pas insisté particulièrement sur la prolongation de la journée de travail.

Les salaires n'ont augmenté que dans une très faible proportion et nullement en proportion du renchérissement de la vie.

Le commerce extérieur

La balance commerciale qui était en juillet et en août 1924 active, est devenue passive dans le dernier trimestre de l'année.

L'excédent des importations sur les exportations a été en novembre de plus de 400 millions de marks-or.

Voici les chiffres relatifs au commerce extérieur de l'Allemagne en 1924, le mois de décembre excepté.

		Importations	Exportations	Excédent des	
				Importations	Exportations
		<i>en millions de marks-or</i>			
1913	moyenne mensuelle	933,84	848,88	83,96	
1923	moyenne mensuelle	506,78	506,60	0,18	
1924	Janvier	564,9	431,0	133,9	
	Février	729,6	466,2	263,4	
	Mars	692,7	456,6	236,1	
	Avril	803,2	482,0	321,2	
	Mai	886,8	516,2	370,6	
	Juin	753,1	475,2	277,9	
	Juillet	556,5	573,4		16,9
	Août	448,2	589,4		141,2
	Septembre	723,4	564,1	59,3	
	Octobre	855,6	611,9	243,7	
	Novembre	1 048,3	643,5	404,8	
Total	(Janvier-novembre)	8 062,3	5 819,2	2 152,8	

Les capitalistes allemands considèrent que l'énorme déficit de la balance commerciale est dû à la cherté des produits allemands. Ils ne peuvent tenir tête à la concurrence étrangère.

L'Allemagne a reçu la majeure partie des prêts quelle a obtenus en 1924, sous la forme de

marchandises. Il va sans dire que le change allemand ne restera stable qu'aussi longtemps que la balance commerciale passive sera équilibrée par une balance financière active, obtenue grâce à de nouveaux emprunts contractés à l'étranger.

La circulation monétaire.

Le change allemand est stable en dépit de l'accroissement de la quantité de papier-monnaie en circulation. Les chiffres officiels sur la circulation monétaire en 1924 sont les suivants :

	<i>millions de marks</i>
au 31 janvier 1924	2 278
au 30 août 1924	3 534
en 30 septembre 1924	3 707
en 31 octobre 1924	3 870
en 30 novembre 1924	4 000
en 31 décembre 1924	4 300

La crise du crédit a diminué à cause de l'abondance de la monnaie et le taux de l'intérêt a pu être réduit. D'après le *Boersencourrier*, on paie actuellement en Allemagne environ 18% d'intérêts par an pour crédits bancaires.

12. (*La CI*, 24 mars 1925, n°22 p. 180)

La situation économique à la fin de 1924

L'Allemagne

(*Fin*)

Finances et Réparations

Cette année les versements de réparations ne seront pas encore prélevés sur les recettes du Reich : ils seront pris sur l'emprunt des réparations et les obligations de chemins de fer.

Le budget du Reich prévoit pour 1924 six milliards de marks de dépenses. Le déficit prévu se chiffre par 348 millions. Or, les rentrées ont dépassé toutes les prévisions. Dans les sept premiers mois de l'exercice financier en cours, 76% des recettes prévues pour toute l'année sont rentrées dans les caisses de l'Etat. En décembre, l'excédent des recettes sur les dépenses a été de 208 millions de marks. La plus grande de ces recettes provient des impôts indirects qui grèvent surtout la classe ouvrière. Par contre, la rentrée des impôts grevant les capitalistes a été inférieure aux prévisions budgétaires.

La situation des finances allemandes étant bonne, les capitalistes demanderont certainement des réductions d'impôts. D'autre part, l'Allemagne devant l'année prochaine effectuer par ses propres moyens des versements de réparations, le Reich sera forcément amené à augmenter les charges fiscales, au lieu de les réduire. La question fiscale occasionnera donc des luttes

L'industrie lourde et la grande propriété.

L'alliance entre l'industrie lourde et la grande propriété scellée par l'avènement au pouvoir d'un gouvernement de droite, aura entre autres pour conséquence l'inauguration d'une politique douanière protectionniste. Les organisations des propriétaires fonciers et de l'industrie lourde sont unanimes à demander de hauts tarifs douaniers protecteurs. Cette politique douanière serait une source de profit pour l'industrie lourde et les grands propriétaires aux dépens des entreprises industrielles indépendantes des grands *concerns* industriels et, plus encore, de la classe ouvrière.

L'industrie métallurgique tente de s'organiser et de résister très faiblement, il est vrai, à la politique douanière de l'industrie lourde. Elle fait ressortir que l'industrie lourde n'occupe que 335 000 ouvriers, c'est-à-dire 4,5% de l'ensemble des ouvriers allemands, tandis que le reste de l'industrie métallurgique en occupe 2,15 millions, ce qui correspond à 29,7% du nombre total des ouvriers allemands. Elle demande des tarifs modérés et insiste sur la conclusion de traités de commerce favorables à l'Allemagne.

La résistance de la classe ouvrière à la politique douanière protectionniste est entravée par l'attitude équivoque des syndicats et du parti social-démocrate qui suit, comme toujours, l'élément le plus fort de la bourgeoisie.

La *Schwerindustrie* a formé un cartel, dit l'*Association des producteurs d'acier brut*. La formation de ce cartel est un fait d'une immense portée. La production totale des firmes affiliées à l'Association se chiffre par 13,6 millions de tonnes, contre 19,6 millions à l'ancien cartel de l'acier.

Une des premières décisions du nouveau cartel de l'acier a été la réduction de la production de 20%. Le résultat en sera une hausse des prix du fer et de l'acier, hausse qui s'accroîtra après l'adoption des nouveaux tarifs protecteurs. Le marché allemand sera par conséquent livré au bon plaisir des capitalistes réunis dans l'*Association des producteurs d'acier brut*.

L'industrie lourde alliée aux grands-propriétaires ne tardera pas à passer à l'offensive contre la classe ouvrière. Cette offensive aura pour objectif l'augmentation du rendement et la prolongation de la durée de travail. Les capitalistes constatent déjà une notable augmentation du rendement du travail, mais ne s'en montrent pas satisfaits.

Ainsi : aggravation sur toute la ligne des antagonismes de classes. Attendons nous à des conflits des plus vastes entre le patronat et les salariés.

13. (*La CI*, 20 mai 1925, n°53, pp. 434-435)

La situation économique mondiale au 1^{er} semestre 1925

Jusqu'à quel point le capitalisme peut-il se stabiliser ?

par E. VARGA

Dans nos études antérieures, nous avons, à plusieurs reprises, constaté les tendances à une stabilisation du capitalisme. Dans l'introduction à notre dernier rapport, nous dressions le bilan de ce mouvement de stabilisation du capital. Nous montrions que :

- 1) la production a cessé de diminuer ;
- 2) la désaccumulation a fait place à une nouvelle accumulation du capital ;
- 3) la hausse des changes s'est également arrêtée et la tendance au rétablissement de la monnaies se fait de plus en plus sentir ;
- 4) le système des crédits bancaires se rétablit nationalement et internationalement.

Nous pouvons ajouter :

- 5) le rétablissement de l'équilibre budgétaire dans les pays capitalistes les plus importants.

Ce sont des faits que la meilleure volonté révolutionnaire ne permet pas de nier¹. Il s'agit maintenant de savoir comment nous les apprécierons en révolutionnaires ?

Dans son intéressante brochure, sur *Une phase nouvelle de l'impérialisme et ses bases économiques*, le camarade Lapinski expose à peu près les mêmes faits et conclut « au rétablissement d'un ordre relatif dans le mécanisme international de la circulation monétaire et des échanges ». C'est exact dans le fond. Nous soulignons particulièrement le fait que la nouvelle stabilisation du capitalisme se manifeste surtout dans la sphère de la circulation, ce qui a naturellement une répercussion favorable sur la production. Mais ce qui importe avant tout pour juger du degré de stabilisation du capitalisme, c'est la sphère de la production. Dans quelle mesure le capitalisme a-t-il réussi à relever la production ? Dans quelle mesure a-t-il réussi à faire disparaître les énormes **dispositions [disproportions]** créées par la guerre (surindustrialisation relative de l'Europe occidentale, hypertrophie de certaines industries: constructions navales, industrie lourde, surproduction relative de blé).

Ce sont là des questions d'importance décisive, auxquelles il faut répondre si l'on veut apprécier les chances d'une stabilisation du capitalisme.

Il ne saurait, bien entendu, être question que d'une stabilisation relative et temporaire car les antagonismes inhérents au régime capitaliste se reproduiront en cours de stabilisation dans une

¹ Dans leur impatience révolutionnaire, certains camarades ne me pardonnaient pas la constatation de faits qui accusent ces tendances à une stabilisation du capitalisme. Ils m'ont traité de « droitier » et d'« opportuniste ». Ils avaient tort, car il n'y a pas d'analyse « gauche » ou « droite », de même qu'il n'y a pas de perspective « opportuniste » ou « révolutionnaire ». Je ne connais que des analyses exactes ou inexactes et des perspectives justes ou erronées, E. V.

mesure toujours plus forte.

Parler, dans ces circonstances, d'un échec de la politique de l'I. C. parce qu'on constate certains progrès du processus de stabilisation et qu'on en conclut que la situation en Europe centrale n'est pas « immédiatement révolutionnaire », c'est tomber dans l'absurde ou trahir l'Internationale.

Le développement de la production mondiale.

Pour apprécier le progrès du capitalisme, il faut, en premier lieu, connaître le degré du développement de la production. Les chiffres suivants, quoique approximatifs, nous guideront dans notre étude :

Données sur la production mondiale

	1900	1913	1919	1922	1923	1924
Froment (1), en millions de tonnes	56	79,9	76,0	83,3	94,2	83,7
Seigle (1), en millions de tonnes	11,6	21,4	17,7	20,4	23,2	18,5
Orge (1), en millions de tonnes	15,7	26,5	22,1	21,5	25,4	23,0
Avoine (1), en millions de tonnes	35	49,4	42,7	46,8	54,9	52,5
Mais (1), en millions de tonnes	72	97,1	92,6	83,0	89,1	74,9
Riz (1), en millions de tonnes	46	76,4	78,9	80,4	74,9	80,1
Pommes de terre (1), en mill. de t.	—	113,4	92,0	142,5	114,0	124,5
Sucre, en millions de tonnes.	11,8	18,8	15,9	18,1	19,7	22,0
Coton, en mill. de ballots.	15,9	25,4	20,6	20,8	20,9	25,0
Laine, en mill. de livres.	1 302	3 162	2 894	2 684	2 605	2 837
Caoutchouc, en mille tonnes	57,0	158,0	343,0	367	394	431
Houille, en millions de tonnes	726	1 216	1 058	1 034	1 180	1 168
Huiles minérales, en millions de barils (2)	149	383,0	554,7	854,8	1 004,7	1 013,1
Fer, en millions de tonnes.	40,4	77,2	61,0	50,6	66,5	61,6
Acier, en millions de tonnes.	—	73,6	68,0	62,0	75,1	75,0
Cuivre, en 1000 short t.(3)	600	1 133	1 076	—	1 356	1 459
Plomb, en 1000 short t.	867	1 292	940	1 154	1 297	1 079
Zinc, en 1000 short t.	491	1 100	715	—	1 121	1 149
Or, en millions d'onces	51,1	94,7	74,2	65,5	75,5	79,0
Argent, en millions d'onces	173	231,0	180,0	210,0	242,0	236,0
Constructions navales, en 1 000 tonnes brutes	1 866	3 333	7 145	2 467	1 643	2 179,0

(1) Sans l'Union Soviétique. (2) 1 baril est égal à 0,133 tonne. (3) 1 short t = 907kgs

De ce tableau, il ressort que :

1) La production des produits alimentaires est à peu près au niveau d'avant-guerre. Vu le déficit résultant de l'absence du blé russe sur le marché mondial, la diminution de la production de viande et de graisse, provenant de la diminution du cheptel, et vu l'accroissement considérable de la population, ces chiffres signifient qu'on se nourrit moins bien qu'avant la guerre ;

2) En ce qui concerne la production des matières premières les plus importantes, on constate une augmentation considérable pour les huiles minérales et le caoutchouc, augmentation due au développement de l'industrie automobile en Amérique et au remplacement du chauffage à charbon par le chauffage à pétrole sur les bateaux, tandis que la houille, le fer, l'acier, le coton, la laine et les métaux sont plutôt au-dessous du niveau d'avant-guerre. C'est pourquoi il ne saurait être question d'un accroissement de la production ni en général ni en comparaison avec la période d'avant-guerre ;

3) Cela saute surtout aux yeux si nous comparons la production dans la période de 1900 à 1913 avec celle de 1913 à 1924. La première période est marquée par un accroissement instable de la production, la seconde par une stagnation générale.

La production en Europe

Ainsi le rétablissement de la production normale est pour le moment impossible, surtout en ce qui concerne l'Europe. Il convient de faire des distinctions entre l'Europe, dont la production va déclinant, et l'Amérique, l'Australie, l'Afrique qui suivent une ligne ascendante. C'est pourquoi le terme général : « économie capitaliste mondiale » ne saurait être appliqué à l'ensemble des pays capitalistes. Quant à l'Asie, où l'Union soviétique, d'une part, et de l'autre, les peuples coloniaux, sont aux prises avec les puissances impérialistes, il y dépend du rapport de forces que les colonies continueront à rester l'objet de l'exploitation impérialiste ou qu'elles s'affranchiront en suivant la même voie que la Russie soviétique, c'est-à-dire en accomplissant dans une seule période leurs révolutions nationale, bourgeoise et prolétarienne.

Pour le moment nous devons nous borner à examiner les données statistiques relatives à la production en Europe. Prenons, par exemple, les chiffres relatifs à l'extraction de la houille. En 1924, l'Europe capitaliste a produit 507 millions de tonnes de houille, contre 568 millions en 1913, soit 12% de moins qu'avant-guerre. Ajoutons qu'en dépit de cela l'industrie houillère se débat actuellement dans une grave crise de surproduction qui entraînera une nouvelle baisse de la production. En 1924, la production du fer s'élevait à 29,6 millions de tonnes, contre 36,4 millions en 1913, ce qui équivaut à une diminution de 20% vis-à-vis de l'avant-guerre, et celle de l'acier à 32,3 millions contre 34,9 millions en 1913, soit une diminution de 8%.

De ces chiffres, auxquels on pourrait encore ajouter les données sur la baisse de la production dans l'industrie textile, il résulte que, pour le moment, il ne saurait être question du rétablissement de la production d'avant-guerre.

Le chômage

Le nombre des chômeurs caractérise toujours l'état de la production industrielle. Le tableau ci-dessous contient les statistiques du chômage dans les principaux pays européens :

Nombre des chômeurs (en mille)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2 ^e tr 1919	902	---	---	381	28	---	267	716	---	431
4 ^e tr 1919	407	---	---	275	22	---	---	497	---	---
2 ^e tr 1920	112	---	---	141	28	3	41	298	29	---
4 ^e tr 1920	526	40	---	104	33	15	20	368	16	---

Juin 1921	2 171	47	153	388	32	55	103	357	11	115
Décembre 1921	1 934	10	86	512	66	89	78	149	17	173
Juin 1922	1 503	4	43	372	32	59	108	29	33	99
Décembre 1922	1 432	2,2	26	382	50	53	438	43	118	75
Juin 1923	1 295	2,1	17	216	28	26	247	218	93	87
Décembre 1923	1 227	0,4	23	259	56	27	200	1 475	95	68
Juin 1924	1 085	0,5	22	131	16	11	87	240	63	138
Décembre 1924	1 260	0,5	33	150	37	11	70	529	154	159

1 : Angleterre ; 2 : France ; 3 : Belgique ; 4 : Italie ; 5 : Pays-Bas ; 6 : Suisse ; 7 : Tchécoslovaquie ; 8 : Allemagne ; 9 : Autriche ; 10 : Pologne.

Ces chiffres accusent un accroissement considérable du nombre de chômeurs, en comparaison avec l'avant-guerre. C'est toujours l'Angleterre qui occupe la première place dans cette statistique. A la fin de 1924 et au 1^{er} trimestre 1925, on y a même enregistré plus de chômeurs qu'aux périodes correspondantes de 1923 et 1924.

Remarquons que ce sont [des] chiffres officiels et, par conséquent, en dessous de la réalité.

Le Plan Dawes

La thèse sur la stabilisation du capitalisme se base, en premier lieu sur l'essor économique de l'Allemagne, conséquence de l'exécution du Plan Dawes. Et, en effet, malgré des rechutes partielles, la situation économique actuelle de l'Allemagne ne peut pas être comparée à celle de la période d'inflation. Cet essor sera-t-il durable ? C'est ce que nous allons examiner.

Le Plan Dawes a eu jusqu'ici des effets favorables à l'Allemagne. Grâce à lui, l'Allemagne ne versera, en 1924/25, que 20% des réparations. 80% étant couverts par l'emprunt international. En outre, depuis l'application du Plan Dawes, les capitaux américains et autres affluent dans le Reich. Les placements américains en Allemagne (prêts accordés à des entreprises et à des municipalités allemandes. crédits commerciaux, achats d'actions allemandes) se sont élevés, en 1924, à 1 200 millions de marks-or. L'affluence de capitaux étrangers a été plus considérable encore au début de 1925. Si nous tenons compte des prêts que l'industrie allemande a obtenus en Angleterre et en Hollande et de la rentrée de capitaux allemands après la stabilisation du mark, nous arrivons à concevoir qu'une somme de plusieurs milliards de marks-or de capitaux étrangers ou rapatriés a été introduite dans les derniers 6 mois en Allemagne.

La majeure partie de ces capitaux sont entrés sous forme de marchandises. C'est ce qui explique l'énorme déficit de la balance commerciale allemande. L'afflux de capitaux étrangers, cause de l'essor momentané de l'économie allemande, a pris des proportions qui rappellent certains traits caractéristiques de la période d'inflation.

D'autre part, comme le ministre de l'économie du Reich, M. Neuhaus, le constata au Reichstag, les financiers américains et autres semblent, depuis un certain temps, moins disposés à accorder des prêts à l'Allemagne.

L'affluence de capitaux étrangers dans le Reich s'est sensiblement ralentie. Les causes en sont multiples. C'est d'abord la peur de la concurrence allemande et des complications politique» qui pourraient résulter de l'élection du maréchal Hindenburg. C'est aussi la résistance des industriels allemands aux projets de monopolisation des capitalistes étrangers qui, moyennant les prêts accordés

à l'industrie allemande, cherchent à placer les entreprises privées du Reich sous leur contrôle.

Quoi qu'il en soit, l'affluence de capitaux étrangers ne peut durer éternellement. L'Allemagne arrivera fatalement à un tournant où, au lieu d'obtenir de nouveaux prêts, elle devra commencer à rembourser ceux qu'on lui aura faits, plus force intérêts.

Et les effets désastreux du Plan Dawes ne tarderont pas à se manifester. En 1924/25, l'Allemagne ne versera à titre de réparations que 200 millions de marks-or, 800 millions étant couverts par l'emprunt international. Mais, en 1925/26, elle devra verser 1 220 millions de ses propres ressources et sans espoir d'obtenir de nouveaux prêts.

Sans crédits étrangers et avec une balance commerciale passive, l'Allemagne se verrait acculée à un nouveau désastre financier. Le mark baisserait rapidement, ce serait de nouveau l'effondrement du change allemand. Pour parer à ce danger, l'Allemagne a besoin d'une balance commerciale active. Il lui faudrait pour faire face à ses obligations internationales, exporter pour 6 milliards de produits de plus qu'elle n'en exporte actuellement. Mais ne possédant que relativement peu de matières premières, elle ne pourrait exporter que des produits fabriqués. Exporter ? Mais où ? Trouvera-t-elle des marchés pour écouler une telle quantité de produits, en cette période d'âpre concurrence internationale ?

L'exportation des produits allemands rencontre déjà des difficultés quasi insurmontables. Dans certaines branches de l'industrie (houille, textile) on souffre de la surproduction. Bref, nous estimons que la conjoncture favorable qu'on observe actuellement en Allemagne ne sera que de très courte durée.

Pour sortir de cette impasse, l'Allemagne devrait choisir entre deux éventualités :

1) Essayer d'obtenir à l'étranger de nouveaux prêts. Ce serait livrer l'industrie allemande aux capitalistes étrangers et consacrer, par là, la transformation de l'Allemagne en colonie industrielle ;

2) arrêter l'exécution du Plan Dawes, en démontrant l'impossibilité pour l'Allemagne de payer les réparations. Cette voie, dans laquelle s'engagera certainement la bourgeoisie allemande, conduira à un nouvel effondrement du mark, à de nouveaux conflits internationaux et peut-être à de nouvelles sanctions.

Conclusions

Résumons-nous. Le capitalisme a atteint dans les trois dernières années un certain degré de stabilisation. Sa stabilisation ne se manifeste pour le moment que dans la sphère de la circulation. Elle s'arrête aux confins de la production. La stabilisation de l'économie capitaliste en Allemagne ne peut être considérée comme définitive.

Une situation révolutionnaire immédiate n'est pas donnée pour le moment. Il est possible que la stabilisation du capitalisme fasse de nouveaux progrès et que l'accalmie du mouvement révolutionnaire soit de plus longue durée qu'il ne semble encore aujourd'hui. C'est possible, mais ce n'est nullement certain. On peut même supposer avec autant de raison que, dès 1925, la crise du capitalisme s'aggraverait de nouveau et gagnerait la stabilisation de vitesse.

14. (*La CI*, 27 mai 1925, n°55, pp. 446-448)

la situation économique mondiale au 1^{er} semestre 1925

L'Allemagne

par E. VARGA

I. Vue générale

« Sauf quelques chiffres sur la production houillère, le placement des potasses et la récolte, les indications sur la production, le mouvement des produits et des commandes font défaut. Aussi une analyse directe de la situation économique en Allemagne est-elle presque impossible »

D'après des données superficielles, la marche des affaires fut au cours du semestre étudié, très inégale. Il y eut une forte crise dans les mines de charbon et de fer ; les usines qui achètent les articles en métaux travaillaient inégalement, l'industrie textile subit une crise d'écoulement moins sensible dans la production que dans la vente et la confection ; par contre, l'industrie chimique fut prospère.

Le nombre des chômeurs secourus caractérisera le mieux cette époque. On en comptait :

Le 1 ^{er} décembre 1924	437 000
Le 1 ^{er} janvier 1925	529 000
Le 1 ^{er} février	592 000
Le 1 ^{er} mars	541 000
Le 15 mars	515 000
Le 1 ^{er} avril	467 000

Ces chiffres témoignent plutôt d'un fléchissement que d'une amélioration de la conjoncture. Le nombre réel des chômeurs surpasse, naturellement, de beaucoup le chiffre officiel cité. Le pourcentage des chômeurs dans les organisations syndicales était:

	Novembre 1924	Décembre 1924	Janvier 1925	Février 1925
Chômeurs	7,3	8,1	8,1	7,3
Chômeurs partiels	7,5	6,6	5,5	5,3

Il s'agit des chômeurs secourus.

Dans les dernières semaines, la situation a sensiblement empiré. La circulation des fonds qui rapportait, en janvier, 201 millions de marks-or, ne rapportait, en février, que 126 millions ; même en décomptant la réduction de l'intérêt de 2% à 1,5%, les revenus de l'Etat tombaient de 10 milliards à 2,4 milliards. (Rapport de la *Disconto-Gesellschaft* du 31 mars.)

Nous avons souligné par le passé que les progrès de l'économie allemande dans les deux derniers trimestres de 1924 furent dus à de larges crédits étrangers et, en rapport avec ce fait, à de fortes importations d'articles et de matières premières. Certains économistes bourgeois, comme M.

Siemens dans son rapport à l'assemblée générale du *concern Siemens et Halske*, ont souligné les dangers qui résulteront pour l'économie allemande et pour le change allemand de l'échéance des crédits étrangers à court terme.

II. L'Agriculture

L'agriculture allemande se relève, malgré la mauvaise récolte de 1924. Le rétablissement est indiqué par deux faits : par l'augmentation du cheptel et par la consommation accrue des engrais artificiels.

Cheptel de l'Empire allemand (par 1000 têtes)

Genre ⁽¹⁾	Décembre 1924	Décembre 1922 ⁽¹⁾	Décembre 1913 ⁽¹⁾
Chevaux	3 850	3 651	3 307
Bêtes à cornes	17 296	16 316	18 474
Porcs	16 844	14 678	22 533
Moutons	5 717	5 566	4 466
Chèvres	4 351	4 140	3 164
Oies	5 939	5 392	5 851 ⁽²⁾
Canards	2 065	1 666	2 086 ⁽²⁾
Poules	61 439	58 141	63 070

(1) Territoire actuel de l'Empire (sans la Saare). (2) Au 2 décembre 1912

En fait de bêtes à cornes, le nombre de l'avant-guerre est atteint. Pour les porcs, il y a une diminution de 20%. La qualité du cheptel s'est certainement améliorée, le bétail a atteint le poids normal de l'abattage¹.

Les syndicats allemands des potasses ont placé à l'intérieur à peu près 3,25 millions de quintaux. Comme la production de phosphate Thomas n'avait pas pu couvrir les besoins du pays, on a été forcé d'en introduire du Luxembourg, de Belgique et de France des quantités considérables. La consommation en azote surpassera cette année celle de l'an passé. En 1913/14, l'Allemagne consomma 1,85 millions de quintaux d'azote pure ; cette année on placera plus de 3 millions de quintaux.

Le premier rapport sur les semailles est optimiste en ce qui concerne les semailles d'automne.

III. L'Industrie

L'exploitation de la houille et des lignites s'est accrue dans ces derniers mois.

¹ Poids moyens pour les boucheries (en kilogrammes)

	Bœufs	Vaches	Génisses	Veaux	Porcs
1913	330	240	185	40	85
1924	294	220	166	41	88

	Moyenne mensuelle 1913	Nov. 1924	Déc. 1924	Jan. 1925	Fév. 1925	Mars 1925
		<i>En millions de tonnes</i>				
Houille	10,7	11,7	11,2	11,9	10,5	11,4
Lignite	7,3	11,5	12,3	12,4	11,2	12,1

D'après ces chiffres la production surpassait déjà en janvier la moyenne mensuelle de 1913. Il en est résulté une crise de vente et on recul consécutif de la production. La production du minerai de fer est caractérisée par la même situation. Dans les mines de Siegerland, la crise s'est tellement accentuée qu'on a dû arrêter l'extraction. La situation des aciéries et fonderies s'est — grâce au trust de l'Acier brut — stabilisée. Elle est réglée sur la consommation. On ne publie pas de chiffres, sauf le pourcentage de la réduction de production d'après la norme arrêtée par le trust. La réduction s'élève aujourd'hui à 15 à 20%. Beaucoup de hauts-fourneaux sont éteints. Quelques chiffres ont été publiés pour la Haute-Silésie : sur 15 hauts-fourneaux, 8 étaient en activité en février et mars et leur production n'a pas pu être écoulee¹.

La situation des industries de machines a été différente. La construction de locomotives a échoué, l'industrie des wagons s'est occupée de réparations. L'industrie des machines agricoles s'est relevée grâce à l'essor de l'agriculture allemande. La crise de l'industrie navale continue.

¹ Le *Berliner Tageblatt*, du 10 février 1925, publie un extrait fort intéressant d'un rapport secret de la M.I.C.U.M. sur l'industrie de la Ruhr.

D'après ce rapport, la production des mines de la Ruhr s'est accrue de 33% en comparaison avec l'avant-guerre. La production des hauts-fourneaux s'est accrue de 32%, celle de fourneaux couverts de 16, et celle des fours Martin de 40% en comparaison avec 1914.

	Hauts fourneaux	Fourneaux couverts	Fours Martins
1914 : nombre	96	46	245
Capacité totale	43 277	856	7 494
1924 : nombre	83	61	284
Capacité totale	42 716	942	9 772
1924 : en construction -nombre	19	2	13
Capacité totale	9 213	45	800
1924 : Capacité totale (y compris celle des fourneaux en construction)	51 989	987	10 572

Les fourneaux de construction récente sont d'un meilleur rendement que ceux de l'avant-guerre.

Le tableau suivant nous renseigne sur la production des aciéries de la Ruhr après la résistance passive :

	Fer brut	Acier brut	Laminerie
Décembre 1923	47 481	75 443	71 382
Janvier 1924	239 779	289 340	229 158
Février 1924	355 292	459 000	352 832
Mars 1924	475 125	610 508	511 991
Avril 1924	518 002	677 875	553 878
Mai 1924	348 424	438 608	419 338
Juin 1924	394 781	514 487	413 605

La situation du textile est complexe. A l'aide de gros crédits étrangers, on s'est pourvu, au cours de l'automne 1924, de matières premières et on a développé la production. Mais le beau temps, la baisse des prix du coton et de la laine ont brusquement amoindri la consommation à l'intérieur. Le commerce et la confection étaient saturés de marchandises : d'où des crises, des faillites, des cessations de paiement. Situation détestable dans la soierie et la fabrication du velours : on n'y travaille parfois que trois jours par semaine.

L'industrie de la chaussure a connu des difficultés incessantes en mars et avril ; les industries du cuir également.

IV. Le commerce extérieur

(en Millions de marks valeur actuelle)

	Importations	Exportations (sauf or et argent)	Surplus d'importations
1924	9 115	6 532	1 603
Novembre 1924.	1 034	641	493
Décembre 1924.	1 214	738	376
Janvier 1925.	1 282	696	586
Février 1925.	1 071	630	441
Mars 1925.	1 037	709	328

Les chiffres montrent un excédent énorme qui a atteint dans le premier trimestre (l'importation d'or y compris) presque 1 000 millions de marks-or. Cet excédent provient, dans sa majeure partie, d'une très forte importation de matières premières et d'articles inachevés. En détaillant les importations et les exportations de janvier par groupes d'articles, nous obtenons le tableau suivant :

Articles	Importations		Exportations	
	(en Millions de marks valeur actuelle)			
Animaux vivants	8 265	7 027	2 715	2 336
Vivres et boissons	381 909	341 306	59 625	47 741
Matières premières et articles inachevés	596 006	676 207	123 125	129 605
Articles divers	226 263	255 320	552 929	515 883
Mouvement commercial net	1 214 443	1 281 922	738 594	695 657

L'importation de matières premières et d'articles inachevés fournit plus de la moitié de l'importation, tandis que dans l'exportation celle des articles achevés atteint 75%.

V. Problèmes et sujets d'inquiétudes

On s'accorde à reconnaître dans les milieux financiers allemands que l'état actuel du commerce extérieur constitue un danger pour le change allemand et pour la vie économique du pays. On discute les questions qui s'y rattachent et ces discussions sont, caractérisées par la netteté de l'esprit de classe. On se demande s'il faut augmenter les exportations ou limiter les importations ? L'industrie, et en premier lieu celle des articles manufacturés, se prononce pour l'augmentation des exportations. La concurrence sur les marchés mondiaux est la seule question qui compte à ses yeux. Les propositions tendant à amoindrir les frais de la production abondent. On critique les tarifs trop élevés, dit-on, des chemins de fer allemands. La direction des chemins de fer refuse les réductions ou

lésine. On voit poindre les effets du plan Dawes. Il y a divergence de vues entre l'industrie des articles manufacturés et celle des métaux et de la houille, sur les prix du charbon et du fer.

L'agriculture propose fermement de réduire l'importation et plaide la cause des barrières douanières contre les produits agricoles de l'étranger.

L'industrie entière tend à réduire les salaires sans y arriver car les prix élevés des vivres — conséquence du protectionnisme douanier — l'en empêchent. Bien que les intérêts de l'industrie et de l'agriculture se touchent de près — les grands industriels sont en même temps des grands propriétaires fonciers et l'agriculture allemande est très industrialisée — on a vu au cours des derniers événements politiques un conflit presque ouvert se déclarer entre le parti populaire allemand, représentant de l'industrie et le parti national-allemand, représentant les agrariens. Les élections présidentielles ont montré combien puissante est l'opposition des intérêts de ces deux groupes, qui ne se trouvent unis que contre le prolétariat

La controverse se produit à propos des traités de commerce pour ou contre le traité hispano-allemand, notamment le traité qui permet aux Espagnols d'introduire en Allemagne une certaine quantité de vins. Il lèse donc les intérêts des viticulteurs allemands. Il facilite, d'autre part, l'introduction des produits de l'industrie allemande en Espagne. La commission des Finances du Reichstag a décliné, sous l'influence des agrariens, la ratification de ce traité qui est d'ailleurs en vigueur depuis le 1^{er} août. La façon dont le Reichstag réglera cette question donnera une indication sur la politique financière du Reich.

Les nouveaux tarifs douaniers allemands ne sont pas encore établis et l'Allemagne signe des traités commerciaux sans avoir des tarifs de douane bien arrêtés et publiés. Les quelques chiffres publiés par le *Vorwaerts* du 11 mars 1925, sur les tarifs des produits agricoles, semblent indiquer que les agrariens sauront faire accepter par le pays des tarifs douaniers aussi hauts et plus hauts que ceux d'avant-guerre.

Si cette prévision se vérifie, le coût de la vie augmentera et la vie sera plus chère en Allemagne qu'en Angleterre. La condition des prolétaires empirera, les luttes de salaires s'accuseront — ou l'industrie allemande perdra sa capacité de concurrence sur les marchés mondiaux, ce dont souffrira le change allemand, et le Reich ne pourra s'acquitter des réparations... Tels sont les dangers qui menacent l'économie allemande. L'essor de l'économie allemande dans les deux derniers trimestres nous paraît n'avoir été que momentané.

VI. Les Finances

Nous prédisions, il y a douze mois, que le Reich pourrait procéder aux versements de réparations. L'état de ses finances dépasse toutes les prévisions.

Les prévisions étaient pour l'année (jusqu'au 31 mars 1925) de 5 224 millions de marks-or de revenus. Le revenu réel s'est élevé à 7 112 millions de marks, dépassant de plus [?] de 2 milliards les prévisions !

Mais les dépenses de l'Etat avaient fortement augmenté. On réduit donc officiellement l'excédent à 66 millions de marks. L'Etat avait racheté une partie de ses bons. Les dettes du Reich se chiffraient, en septembre, par 2 548 millions de marks-or. En y ajoutant le crédit des réparations de 900 millions (nominaux) : 3 448 millions. En décembre, cette somme se réduisait à 2 895 millions. Il est à noter que la tendance est fléchissante. L'excédent des recettes dans ces derniers mois est précisé

par les chiffres suivants :

	<i>millions de marks</i>
Décembre 1924	208
Janvier 1925	156
Février 1925	111
Mars 1925	4

Le gouvernement a versé 715 millions de mark-or aux industriels de la Ruhr afin de les indemniser des pertes subies du fait des accords avec la *MICUM*. Cette somme a été fournie par les excédents de recettes. Les industriels de la Ruhr ont fait de l'occupation de la Ruhr. comme des traités avec la *MICUM*, des affaires excellentes. Ils se sont dédommagés de leurs « sacrifices » sur les ouvriers en réduisant les salaires, en allongeant la journée de travail ; sur les consommateurs. en haussant les prix du charbon et du fer ; sur l'Etat, grâce aux énormes indemnités que celui-ci leur a consenties.

Les impôts portent en majeure partie sur le travail et les populations laborieuses. 70% des revenus de l'Etat proviennent des impôts suivants : sur les salaires, sur les transactions, tarifs de transport, tarifs douaniers, impôts sur la consommation. La part des classes possédantes aux charges fiscales se réduit à 30%. Les seuls impôts sur les salaires, à la charge exclusive de la classe ouvrière, ont produit en mars 21% des revenus totaux de l'Etat.

L'indice du coût de la vie est en augmentation, passant de 122 (août 1924) à 126,6 (janvier 1925). L'indice actuel (fin avril) est 136. Nous avions, en septembre, 116. L'augmentation des salaires ne suffit pas à combattre la cherté de la vie.

15. (*La CI*, 30 mai 1925, n°56, pp. 458-459)

la situation économique mondiale au 1^{er} semestre 1925

par E. VARGA

L'Autriche et les projets de Confédération danubienne

On sait que l'Angleterre exerça, l'an dernier, une pression sur les Etats danubiens dans le sens de la réduction de leurs tarifs douaniers et de la collaboration économique entre eux.

Il semble que ce n'ait pas été sans effet. Le 14 avril, Mgr. Seipel, qui est le leader du parti chrétien-social d'Autriche, parti gouvernant, Mgr. Seipel, le chancelier d'hier, prononçait à Vienne un discours qui marque peut-être le point de départ d'une action. Tout en déplorant l'étroitesse des possibilités économiques de l'Autriche, Mgr. Seipel fit allusion à de certains efforts qu'il fit en 1923 pour le relèvement économique du pays et qui échouèrent d'ailleurs. Il ajouta que les choses ont depuis changé, des grandes puissances auraient récemment proposé d'ouvrir une discussion amicale. L'ex-chancelier autrichien avait déjà fait le premier pas dans cette voie. Cette allusion vise une requête à la Société des Nations, demandant une enquête sur la situation économique de l'Autriche et des pays voisins afin que les obstacles douaniers entravant la circulation économique des pays danubiens fussent étudiés et réduits.

« Sans en être absolument sûr, dit Mgr. Seipel, je puis annoncer qu'une conférence étudiera bientôt la situation économique. On y traitera la situation en général, on y envisagera l'économie européenne et on se demandera si les frontières économiques actuelles des pays qui nous environnent sont les bonnes du point de vue de l'économie politique. »

Cette phrase contournée veut tout simplement dire que les grandes puissances, et avant tout l'Angleterre (peut-être même l'Angleterre seule ?), contraindront la Hongrie et la Tchécoslovaquie à se rapprocher économiquement de l'Autriche, afin de se procurer une large hase d'opérations économiques dans les pays danubiens et de parer à la réunion éventuelle de l'Autriche à l'Allemagne. L'*Economist* britannique du 24 novembre 1924, disait :

« Pour mener à bien la réorganisation de l'Europe Centrale et hâter le développement de l'Orient, il faut convoquer d'urgence une conférence internationale des banquiers et des industriels... On ne doit consentir aucun crédit auparavant, on ne doit consentir aucun crédit sans la coopération des industries directement intéressées. »

La proposition Seipel élargit le programme de la bourgeoisie anglaise.

Un changement dans la situation économique actuelle de l'Autriche est absolument nécessaire. La crise de l'Autriche s'accroît. Il y avait dans ce pays, en mars, 200 000 chômeurs secourus et au moins 100 000 chômeurs non secourus. En y joignant les familles, on obtient un total de plus d'un million de personnes, le tiers de la population ouvrière des villes sans travail ! Le pourcentage des chômeurs est plus élevé que dans n'importe quel autre pays.

Les autres difficultés ne sont pas moindres : les taux bancaires de 13% et le taux de l'intérêt dans les transactions privées élevé jusqu'à 5% par mois ; le gros déficit du commerce extérieur en

1924. (1 052 millions de couronnes-or. presque 40% de l'importation) ; la cherté croissante de la vie. etc. La stabilisation du change n'a pas modifié la situation générale.

L'équilibre financier est, en réalité, assuré par des crédits qu'en obtient de plus en plus difficilement. Au cours des récentes conférences à Londres, un crédit de 20 millions de dollars destiné à l'électrification de ses chemins de fer a été promis à l'Autriche. La Société *Alpine Montan* a obtenu un crédit de 5 millions de dollars en Amérique. Mais les entreprises aussi importantes que l'*Alpine Montangesellschaft* sont en Autriche rares. Les crédits tarirent bientôt¹.

L'assainissement des finances et de l'économie autrichiennes par la Société de Nations, a complètement échoué — en dépit de certaines apparences et de bien des chants de victoire — et la Société des Nations sera forcée — ou d'accorder à l'Autriche des crédits renouvelés, prolongeant ainsi sa respiration artificielle (le mot est de Lloyd George) — ou de créer, par des changements politiques fondamentaux dans le bassin du Danube des nouvelles possibilités économiques. Cette dernière solution est celle que suggère la bourgeoisie britannique.

La Tchécoslovaquie

La pression de l'Angleterre en faveur d'un rapprochement économique de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche et de la Hongrie rencontre une forte résistance chez la bourgeoisie tchécoslovaque. Cette résistance se fonde sur le fait que la vie économique de la Tchécoslovaquie montre dans ces derniers temps une tendance plutôt ascendante. Dans les mois de janvier et février, par exemple en a chargé 13 000 wagons de marchandises de plus que l'année passée, ceci malgré la crise du charbon qui a fortement réduit les transports. C'est l'indice d'une amélioration économique, mais d'autre part, le nombre des chômeurs est en augmentation depuis décembre 1924. Voici les chiffres :

Novembre 1924	60 065
Février 1925	83 631
Mars 1925	87 600

Le nombre des chômeurs a dû augmenter par suite de la crise des charbonnages. La crise des charbonnages est grave. La vente à l'intérieur a diminué de 28% en comparaison avec l'an passé. Par contre, l'importation du charbon de l'étranger a passé de 7% (par rapport à la consommation totale. 1^{er} trimestre 1924) à 16 et 17% en janvier et février 1925.

La métallurgie augmente sa production grâce à de gros placements dans la fabrication des machines agricoles et à l'exportation en Allemagne et en Italie. On a exporté, en février, 36 000 tonnes d'objets métalliques et machines contre 30 000 tonnes en février 1924.

L'industrie textile se relève de même. Outre les ventes à l'intérieur, l'exportation de fil en Allemagne a grandi. Les fabriques sont comblées de commandes, le travail leur étant assuré à l'avance jusqu'en juin. L'industrie textile se développe de jour en jour. Le nombre des métiers nouvellement mis en activité atteint les 50 000. Dans quelques usines on manque de main-d'œuvre.

¹ Les informations manquent sur ce qui se passe dans les coulisses de la politique internationale autour de l'Autriche. Le crédit de l'électrification des chemins de fer vient de lui être brutalement refusé. L'Angleterre et les Etats des Balkans se livrent contre Vienne à une tendancieuse propagande représentant l'Autriche comme un foyer d'intrigues bolchévistes. Que se trame-t-il ? *La Rédaction*.

La situation des raffineries est bonne.

On estime la production totale du sucre à 14,5 millions de Quintaux contre 9,5 l'année passée à pareille époque. L'exportation a augmenté en janvier-février de 50% par rapport à celle de 1924.

La création d'une nouvelle Banque Centrale d'émission aura pour effet la stabilisation définitive du change tchécoslovaque. La Banque investira 12 millions de dollars, dont 4 millions seront fournis par l'Etat. Le change sera stabilisé à sa valeur actuelle, la couronne tchèque valant 3 cents américains. Pour assurer la stabilisation on a augmenté le taux de l'escompte au grand mécontentement de la bourgeoisie industrielle.

Europe Orientale

La réforme agraire en Roumanie

La bourgeoisie hongroise décline, comme la bourgeoisie tchécoslovaque, son rapprochement économique avec la Tchécoslovaquie et l'Autriche.

La vie économique de la *Roumanie* a divers aspects intéressants. La Roumanie se trouve dans une crise du ravitaillement (les stocks s'épuisent) par suite de la mauvaise récolte. On y a introduit de grandes quantités de seigle. On y fabrique un pain unique et il est défendu de cuire en dehors de certains jours de la semaine. Ces mesures tendent à diminuer la consommation.

Il y a aussi la crise agraire. Les paysans vendent les terres qu'ils ont reçues après la réforme agraire. Les circonstances précises qui les y amènent sont malheureusement inconnues. Les mauvaises récoltes des dernières années sont-elles l'effet de hasards climatiques ou celui de la répartition du sol, comme les experts bourgeois nous l'affirment ? La vérité nous semble plutôt être que la bourgeoisie roumaine a procédé à une répartition assez libérale des terres, de crainte que les effets de la révolution russe ne se fissent trop vivement sentir, sans répartir du même l'inventaire vivant et mort des grands domaines objets de la réforme. Le sol n'a donc pu être cultivé que très pauvrement, ses nouveaux détenteurs étant dépourvus d'outillage. La superficie des terres emblavées se rétrécit. La dernière récolte, misérable, a forcé les paysans pauvres à vendre leurs terres. Ils les ont vendues, à des prix certainement risibles, aux usuriers des villages, aux anciens grands-proprétaires, aux fonctionnaires de l'Etat, etc. Que va-t-il rester de la réforme agraire ?

Une nouvelle concentration des terres s'effectue, surtout visible en Bessarabie. L'étude de ce phénomène serait d'un puissant intérêt. Elle montrerait les conséquences économiques et l'échec d'une grande réforme agraire de la bourgeoisie libérale.

Pologne

Le marasme de la Pologne. L'influence de capitaux étrangers

Le change polonais fut stabilisé l'année dernière, quelques mois après le mark allemand. Contrairement à l'Allemagne, où la « crise de stabilisation » n'a duré que six mois, cette crise sévit encore en Pologne. Elle s'affirme par le manque de capitaux. Les taux des crédits privés atteignent 2,4 et même 5%, par mois. La Pologne a reçu cette année, des Etats-Unis, un crédit de 35 millions de

dollars. Bien qu'on en espérait des effets heureux, ce crédit ne change rien à la situation générale. La circulation monétaire est restreinte. Elle se chiffre par 550 millions de zloty en février, sur un territoire où circulaient avant la guerre 2 milliards de zloty. Le gouvernement hésite à augmenter la circulation des billets de banque de peur de saper la stabilité du change.

L'assainissement fiscal est en progrès. Des chiffres :

	Revenus	Dépenses	Découvert
	<i>(en millions de zloty)</i>		
1924	1 485	1 668	183
Janvier 1925	140	204	64
Février 1925	137	138	1

Comme en Allemagne, on couvre la majeure partie des dépenses par les *contributions indirectes*. Les contributions directes et des impôts sur les revenus ont trompé les espérances.

Comme la Roumanie, la Pologne a sa crise agraire, quoique les paysans polonais arrivent souvent à se soustraire au paiement des contributions. De 3,2 millions de cultivateurs polonais, 2,8 millions ont été exemptés de l'impôt sur le revenu, parce que ne possédant pas plus de 15 hectares. Le sol a perdu les deux tiers de sa valeur et les produits agricoles (sauf les blés) sont à trop bon marché. — Des chevaux, qui coûtaient avant la guerre 400 zloty, s'achètent aujourd'hui 100 zloty et moins. La situation de l'industrie est plus que précaire, déplorable. Les prix sont élevés et l'Etat même a dû — comme l'a déclaré, dans un discours au Sejm, le président du conseil, M. Grabski — faire des achats à l'industrie étrangère dont les prix sont de 70% inférieurs à ceux de l'industrie nationale ! Les charbonnages souffrent plus spécialement de la crise. L'extraction de la houille du 1^{er} au 15 mars a été de 300 000 tonnes inférieure à celle du 15 février au 1^{er} mars de l'an passé. La situation de la métallurgie est quelque peu meilleure, bien que la moitié seulement de la capacité de production soit mise en œuvre. Crise très grave dans les industries textiles. Comparons les importations en matières premières :

	Importation <i>(en tonnes)</i>	
	1924	1923
Coton	37 518	52 844
Laine	16 309	19 882
Toile de lin	10 167	4 258
Rouennerie de coton	5 116	10 855
Filature de coton	2 498	---
Tissure de laine	641	1 925

A Lodz, quantité des ouvriers du textile chôment. Voici une statistique du chômage dans le textile de Lodz :

Fabriques	Ouvriers	Jours de travail par semaine
11	940	6
21	1 624	5
64	3 288	4
132	734	3
38	2 116	2
42	---	complètement fermées

Faute de capitaux, les industriels polonais en sont réduits à vendre leurs entreprises aux étrangers. Mentionnons une affaire bien caractéristique : un groupe capitaliste anglais représenté par la *Banque Britannique d'Outre-mer* a consenti un crédit de 1 millions de livres-sterling aux raffineries de sucre, à deux années d'échéance et 10% d'intérêt. Ce groupe anglais achète la majorité des actions de la *Banque Anglo-Polonaise de Varsovie*, les industriels polonais acceptent la minorité des actions (40%) et reçoivent celles de la *Banque de Pologne*. Cette dernière banque, gérée par les Anglais, se charge de financer et de représenter l'industrie sucrière de Pologne. Cette transaction usuraire met les raffineries de Pologne sous le contrôle de capitaux anglais.

16. (*La CI*, 3 juin 1925, n°57, p. 464)

La situation économique mondiale au 1^{er} semestre 1925

par E. VARGA

Vue d'ensemble

Perspectives — Marché monétaire — Prix. — Chômage.

L'amélioration qu'on a pu observer au dernier trimestre 1924, n'a pas été de longue durée. Au premier trimestre 1925, il y eut de nouveau fléchissement.

Aux Etats-Unis, la production qui atteignait déjà au niveau d'il y a un an, c'est-à-dire à celui de la plus haute conjoncture, a subi de nouvelles réductions à cause d'une baisse de la consommation. Les prix du fer et de l'acier ont été réduits.

Stagnation en Angleterre. Le nombre des chômeurs a quelque peu diminué à cause des travaux de saison ; mais il dépasse toujours d'environ 150 000 celui de la même époque de 1924.

En France, la marche des affaires est assez bonne, mais des symptômes de crise inspirent de vives inquiétudes aux économistes. Pour la première fois depuis dix ans, on enregistre en France un certain nombre, d'ailleurs peu considérable, de chômeurs.

En Allemagne, conjoncture inégale. L'industrie huilière est en crise, de même que l'industrie textile. Les industries du fer et de l'acier font des affaires médiocres ; l'industrie des métaux travaillés jouit d'une conjoncture favorable.

Tandis que la marche des affaires est inégale et varie selon les divers pays capitalistes, on constate une crise générale dans certaines branches importantes de l'industrie. Notons d'abord la crise de la production houillère que nous constatons à un égal degré aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Tchécoslovaquie et, ces temps derniers, en France. Dans tous ces pays, la production dépasse la vente, bien que l'extraction ait été considérablement réduite. Cet état de choses est dû en partie à un hiver anormalement doux. Mais on peut dire, en général, que les efforts faits en vue d'élever la production à son niveau d'avant-guerre ont eu, dans tous les pays, pour conséquence une surproduction de charbon.

Des symptômes analogues de crise s'observent dans la métallurgie. Le prix des métaux a été considérablement réduit. La crise mondiale de la navigation continue et s'est même aggravée.

Un fait d'une importance de premier ordre c'est l'affluence de capitaux américains et anglais en Europe centrale, par laquelle se manifeste une tendance au nivellement, au rétablissement de l'équilibre entre les pays « riches » et « pauvres ». Grâce à l'affluence d'or américain en Allemagne, la *Reichsbank* a pu augmenter son encaisse-or. Les mesures prises aux Etats-Unis pour diminuer par l'exportation le malaise causé par la surabondance de l'or n'ont pas donné des résultats appréciables.

L'Allemagne reçoit principalement les prêts étrangers sous forme de marchandises : matières premières ou blé. Ce procédé présente des avantages pour le prêteur et pour l'emprunteur. Le premier augmente ses exportations, le second relève ses productions grâce aux matières premières. Les

heureux effets favorables de ces opérations ne seront évidemment que de courte durée.

Le relèvement de la production consécutif à ces opérations de crédit pose le problème de la vente dans toute son ampleur. La concurrence des pays capitalistes dans la recherche des débouchés se fait plus âpre. Le monde capitaliste tente de résoudre le problème par des méthodes en apparence contradictoires. Hauts tarifs protecteurs et formation de cartels internationaux. La contradiction n'est qu'apparente, car les cartels ont en vue la protection du marché national et la réglementation de la vente dans les pays étrangers.

On doit s'attendre dans un avenir très rapproché à une nouvelle crise et partant, à une aggravation de la concurrence et des rivalités entre pays impérialistes. L'affluence de capitaux étrangers en Europe Centrale ne tardera pu à diminuer. L'espoir caressé par la bourgeoisie mondiale de rétablir cette année la libre circulation de l'or ne se réalisera probablement pas. La France doit s'attendre à une nouvelle baisse du franc.

La stabilité des changes, qui caractérisa le dernier trimestre de 1924 s'est maintenue dans le premier trimestre 1925. Seules les monnaies française, italienne et roumaine ont accusé une certaine tendance à la baisse. Par contre le cours des monnaies récemment stabilisées : mark (Allemagne), zloty (Pologne) et couronne ou schilling (Autriche) n'a subi aucune variation.

*

La stabilisation du change a eu pour résultat celle des prix de gros. Ces derniers accusent même une tendance à la baisse, résultat de la réduction du prix du charbon, du fer et des métaux.

Voici les indices des prix de gros (l'index de 1913-14 supposé égal à 100) :

Moyenne mensuelle											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1924 Février	152	182	116	544	573	---	162	180	187	208	178
1924 Novembre	153	180	128	504	621	117	167	170	168	214	176
1924 Décembre	157	180	131	508	640	118	168	171	172	214	176
1925 Janvier	160	177	138	514	657	120	169	171	178	214	171
1925 Février	161	174	137	515	660	125	169	170	183	210	172
1925 Mars	---	171	134	513	659	---	---	---	190	---	---

1 : Etats-Unis ; 2 : Angleterre ; 3 : Allemagne ; 4 : France ; 5 : Italie ; 6 : Pologne ; 7 Suède ; 8 : Suisse ; 9 : URSS ; 10 : Japon ; 11 : Indes anglaises.

Le niveau-or des pris de gros accuse une tendance à la hausse, en comparaison avec les prix comptés en papier-monnaie. Les prix-or en Angleterre dépassent ceux des Etats-Unis auxquels ils étaient inférieurs il y a quelques mois. Les prix-or en France et en Allemagne sont toujours moins élevés qu'en Angleterre et aux Etats-Unis.

Indices du niveau-or des prix de gros :

	Etats-Unis	Angleterre	France	Allemagne	Japon
1922 Moyenne	158	150	136	89	175
1923 Moyenne	164	159	124	91	183
1924 Moyenne	159	160	121	123	166
1924 Novembre	160	167	123	129	162
1924 Décembre	165	171	126	131	161

1925 Janvier	168	175	127	138	---
1925 Février	---	---	---	137	---

Il convient toutefois de remarquer que ces indices son difficiles à apprécier. Ces calculs sont ceux de la *Federal Reserve Board* américaine ; ils sont établis d'après la situation aux Etats-Unis.

Le chômage a plutôt, dans l'ensemble, tendance à diminuer, à cause de la reprise des travaux de saison. On ne saurait encore voir dans ce fait le signe d'une amélioration générale de la production.

Le pourcentage des chômeurs sur le nombre total des syndiqués fournit les indications suivantes :

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1923 décembre	9,7	10,7	3,6	15,9	16,0	14,1	14,0	28,2	42,0	99
1924 novembre	8,6	11,0	3,8	11,0	8,6	10,5	7,8	7,3	7,5	91
1924 décembre	9,2	10,9	5,1	12,9	13,2	15,5	8,8	8,1	6,5	93
1925 janvier	9,0	11,5	6,1	15,1	16,3	14,6	10,0	8,1	5,5	93
1925 février	9,4	11,6	---	---	16,6	---	---	7,3	5,3	95
1925 mars	9,0	11,4	---	---	---	---	---	---	---	---

1 Angleterre ; 2 : Angleterre (% des chômeurs sur le nombre des assurés) ; 3 : Belgique ; 4 : Hollande ; 5 : Danemark ; 6 : Suède ; 7 : Norvège ; 8 : Allemagne ; 9 : Allemagne (chômeurs partiels) ; 10 : Etats-Unis (degré de l'occupation des ouvriers).

En chiffres absolus, il y forte augmentation du chômage en Angleterre et en Autriche et forte diminution en Allemagne. Dans la plupart des autres pays le nombre des chômeurs est resté stationnaire.

17. (*La CI*, 6 juin 1925, n°58, pp. 472-474)

la situation économique mondiale au 1^{er} semestre 1925

par E. VARGA

Vue d'ensemble

II.

La crise de l'industrie houillère

L'extraction du charbon, en 1924, a été de plusieurs millions de tonnes inférieure à celle de 1923. Mais, tandis qu'en Amérique la production houillère a baissé de 581 millions de tonnes à 506 millions, elle a passé, en Europe, de 494 millions de tonnes à 554 millions. Au 1er trimestre 1925, nous constatons déjà dans tous les pays une surproduction, qui a pour conséquence des réductions de prix, une accumulation des stocks et la réduction de la production.

Nous donnons ci-dessous un tableau comparatif sur la production houillère des quatre principaux pays industriels :

Etats-Unis

Moyenne mensuelle, en millions de tonnes

	1924	1925
Janvier	54,9	53,8
Février	46,4	46,2
Mars (2 semaines)	23,6	21,4

L'extraction du charbon aux Etats-Unis a diminué de plus de 10% contre celle de 1924.

Angleterre

Moyenne hebdomadaire, en millions de tonnes

	1924	1925
Janvier	5,20	5,08
Février	5,67	5,35
Mars	5,75	5,24

Les chiffres relatifs au mois de mars indiquent une baisse de 10%.

France

Moyenne mensuelle, en millions de tonnes

	1924	1925
Janvier	3,8	4,2

Février	3,6	3,8
Mars	3,8	---

Allemagne

Moyenne mensuelle, en millions de tonnes

	1924	1925
Janvier	8,8	11,0
Février	9,7	10,4
Mars	10,8	11,4

En France et Allemagne, la production est quelque peu supérieure à celle de 1924, mais elle marque déjà une forte tendance à la baisse.

En général, l'industrie houillère de tous les pays est atteinte d'une grave crise de vente.

Nous donnons, à ce sujet, quelques extraits de la presse capitaliste :

Etats-Unis : « Du 8 au 15 mars, l'extraction du charbon a baissé de 8%. La crise de vente s'est aggravée malgré les réductions de prix. » (*The Financial and Commercial Chronicle*, New York, 23 mars.)

Angleterre : « La crise de l'industrie houillère, provoquée surtout par la baisse des exportations, a fait naître une très grave crise de chômage parmi les mineurs. Fin janvier, on enregistrait dans l'industrie houillère, plus de 100 000 chômeurs. La situation est particulièrement alarmante à Durham et elle continue toujours à empirer. Le nombre des mines fermées est de 43, celui des chômeurs de 23 000. La situation est également très critique à Northumberland (26 mines fermées, 9 500 chômeurs). (*The Times*, du 10 mars 1925.)

Belgique : « La crise de l'industrie houillère belge, qui dure depuis 9 mois, subsiste toujours et s'est même fort aggravée. C'est en vain qu'on cherche à remédier à cet état de chose par la réduction de l'extraction, le licenciement d'ouvriers et des réductions de prix et de salaires. Si la crise dure encore quelques mois, ce sera l'effondrement inévitable. La crise ne pourrait être allégée que par la réduction des salaires qui permettrait de rapprocher le prix du charbon belge des prix mondiaux qu'il dépasse d'environ 20%. » (*Boersen Courier*, du 9 avril 1925.)

Ce même journal signale la concurrence étrangère comme la principale cause de la crise houillère en Belgique. Pour conjurer la crise, les capitalistes ont recours à des licenciements d'ouvriers et des réductions de salaires.

La situation est non moins grave en Allemagne. Nous lisons dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, du 10 mars :

« La crise de la vente a atteint dans la Ruhr des proportions inconnues jusqu'ici. Le syndicat du charbon s'est vu obligé de réduire considérablement la production. Elle n'est depuis des mois que de 55% pour le charbon et de 40% pour le coke. En dépit de cette mesure, les stocks de charbon invendu s'accroissent d'une façon inquiétante. Ils s'élèvent actuellement à 8,5 millions de tonnes, quantité énorme correspondant à peu près à la production mensuelle. »

Un grand industriel rhénan s'est exprimé sur la crise dans les termes que voici :

« Je considère la crise charbonnière comme le plus grave danger dont l'Allemagne occidentale ait été menacée pendant les dernières dizaines d'années. » (*Bergwerks-Zeitung*, du 21 mars.)

En Tchécoslovaquie et en Pologne, l'industrie houillère souffre également d'une grave crise de vente.

La crise mondiale de l'industrie houillère se fait le moins remarquer en France. Mais la restauration des régions houillères dévastées étant presque terminée et la production d'avant-guerre à peu près atteinte, une crise de vente ne tardera pas à s'y produire.

*

Nous considérons la crise mondiale de l'industrie houillère comme le signe précurseur d'une crise générale prochaine de l'économie mondiale. Un autre fait non moins important, c'est que les capitalistes se servent de la crise houillère comme prétexte pour aggraver les conditions de travail. Aux Etats-Unis, le capital passe à une offensive générale contre l'organisation syndicale des mineurs. On emploie toujours plus de mineurs non syndiqués. La quantité de charbon extrait par ces derniers est évaluée à 55% du rendement total. Dans l'Etat de Virginia, les capitalistes ont fermé une partie des mines et congédié des ouvriers pour briser la résistance des syndicats et les obliger à accepter des réductions de salaires. Les capitalistes européens emploient les mêmes procédés.

La crise de la navigation et des constructions navales

La crise de la navigation mondiale n'a cessé depuis des années de s'aggraver.

En 1924, le tonnage mondial a diminué de plus d'un million de tonnes brutes (Vieux bateaux retirés de la circulation : 3 millions de tonnes ; constructions nouvelles : 2 millions de tonnes).

Les transports maritimes ont fortement diminué, comme le font ressortir les données suivantes :

Indices des transports :

Moyennes	1913	100,0
	1922	122,0
	1923	109,7
	1924	113,4
Mars	1924	122,1
Janvier	1925	114,5
Février	1925	116,0
Mars	1925	106,6

La crise des constructions navales se prolonge Les navires en construction représentent un tonnage de 2 396 000 tonnes, soit un million de tonnes de moins qu'en 1913. La crise est extraordinairement grave en Angleterre où l'on comptait fin janvier, sur les chantiers maritimes, 80 939 chômeurs, soit 31,7% des ouvriers de cette branche d'industrie. La situation n'est guère meilleure en Allemagne.

Une grande compagnie de navigation anglaise a commandé, en février dernier, 5 bateaux à moteur aux *Chantiers Allemands* de Hambourg. Ce fait fut beaucoup commenté dans la presse anglaise. La Compagnie justifia son acte en faisant ressortir que les *Chantiers Allemands* lui demandaient pour un bateau 60 000 livres sterling de moins que les chantiers anglais. Les journaux anglais émirent l'hypothèse que les *Chantiers Allemands* ne pouvaient faire une offre pareille que parce qu'ils recevaient des subsides du gouvernement allemand, car les salaires bas et la journée de

travail prolongée ne sauraient à eux seuls expliquer l'écart entre les prix anglais et allemands.

Et ce raisonnement n'est pas faux, le gouvernement allemand a, en effet, accordé aux chantiers allemands sous forme de secours productifs aux chômeurs, un prêt de 50 millions de marks pour lequel ils ne payent presque pas d'intérêts pendant la période de construction

L'économiste allemand M. Budzislavski, commentant cette transaction, démontre que la situation des *Chantiers Allemands* est loin d'être aussi défavorable qu'on se la représente. Un seul fait le prouve : d'après le programme des constructions navales arrêté en accord avec le gouvernement, le tonnage de la marine marchande allemande aurait dû atteindre en 10 ans 50% du tonnage d'avant-guerre. Cependant, deux ans suffirent aux chantiers allemands pour réaliser et même dépasser ce programme. L'Allemagne possède aujourd'hui 54%, de son tonnage d'avant-guerre.

La concurrence allemande émeut profondément les industriels anglais. Ils invitèrent les représentants des syndicats à une conférence qui examinera la situation et nommera une commission d'enquête. Il est évident qu'ils chercheront à imposer aux ouvriers des conditions de travail se rapprochant de celles existant en Allemagne.

La crise agraire

Le premier trimestre 1925 a été marqué par une baisse rapide des prix des produits agricoles qui ont diminué de 25% en comparaison avec la période de la plus haute conjoncture.

Voici des chiffres sur le mouvement des prix de blé (*en francs-or*) :

	Moyenne de 1913	Déc. 1924	Janv. 1925	Février 1925	Mars 1925	Avril 1925
<i>Canada</i>						
Winnipeg (Manitoba I)	16,8	31,2	34,72	36,22	36,01	26,33
USA Chicago (Winter II)	17,2	29,7	33,70	35,04	34,97	26,90
Minneapolis (Northern I)	16,7	29,3	32,75	33,51	33,13	25,52
New York (Winter II)	18,5	32,8	35,85	37,85	37,04	29,13
<i>Inde</i>						
Karachi	17,3	28,1	30,39	34,41	36,07	30,49
<i>Argentine</i>						
Buenos Aires (Barletta)	19,0	29,3	32,93	36,08	36,40	29,94
<i>Blé importé à Londres</i>						
Manitoba I	20,9	35,4	40,16	43,44	42,58	32,85
Winter II	20,7	32,9	37,48	40,60	40,02	31,28
Plata	20,6	33,5	37,62	40,03	39,17	32,85
Karachi	20,9	32,4	35,79	39,46	39,46	32,14
<i>Blé indigène</i>						
Allemagne (Berlin)	24,3	(26,4)	29,26	30,86	31,85	30,31
Belgique (Anvers)	19,8	31,2	32,36	34,73	30,79	36,30
France (Paris)	27,9	34,9	---	37,88	36,99	32,52
Angleterre (Londres)	19,9	28,1	30,60	34,19	33,05	29,64
Italie (Milan)	28,1	36,3	39,49	45,25	42,16	32,99
Hollande (Rotterdam)	21,9	33,6	---	35,50	31,93	38,18

Des données sur le mouvement des prix des céréales en bourse de Chicago, il ressort que le prix du blé a baissé, en mars, de 25% et celui du seigle, de 30%.

Les fluctuations des prix en Amérique nous montrent que la spéculation sur le blé y a atteint des proportions énormes. Des journaux bourgeois attribuent la hausse et la baisse des prix à la spéculation. Mai» ce n'est vrai qu'en partie. Comme nous l'avons déjà démontré, les prix des céréales n'ont pas correspondu pendant toute l'année économique 1924-1925 aux conditions du marché

L'Institut Agraire de Rome a fait des calculs sur l'excédent de blé des pays exportateurs et sur les besoins des pays importateurs.

Il donne les chiffres suivants :

Excédent de blé des pays exportateurs dans l'année économique 1924-1925 :

	<i>en millions de quintaux</i>
Canada	47,3
Etats-Unis	71,3
Indes britanniques	10,6
Argentine	45,0
Australie	33,2
Autres pays	6,0
Total	213,4

Besoins des pays importateurs **210,0**.

Les besoins d'importations sont calculés sur la base de la consommation apparente de 1923-24. Grâce à ce mode de calcul, qui est loin d'être exact, on obtient un léger excédent des exportations» des pays exportateurs sur les besoins des pays importateurs.

Les Etats-Unis occupent, cette année, la première place parmi les pays exportateurs, le Canada arrive en second. L'augmentation de blé en Allemagne est très caractéristique.

	1924/25	1923/24
Importations de blé	6,65	1,48
Importations de farine	3,64	1,33

Par contre, les importations de blé au Japon ont fortement diminué.

En ce qui concerne la surfaceensemencée, le bulletin de l'Institut de Rome publie des données sur l'hémisphère Nord, à l'exception de la Chine. Il en ressort que la surfaceensemencée de blé a augmenté de 3,9% contre l'année précédente, tandis que la surfaceensemencée de seigle a diminué de 3,8%. La surfaceensemencée aux Etats-Unis a augmenté de 6,5% et, au Canada, de 2,9%, tandis que celle de la Roumanie a diminué de 3.5%.

Les perspectives de récolte sont, en général, favorables en Europe et particulièrement en Allemagne. Par contre, on fait aux Etats-Unis des prévisions très pessimistes eu raison du mauvais état des semences d'hiver. On y évalue la récolte totale à 474 millions de bushels contre 590 millions l'année précédente.

Il est possible que ces données soient sciemment exagérées pour arrêter la baisse des prix des céréales.

Le mouvement des prix dépendra, naturellement, de la récolte mondiale. Nous sommes d'avis que les ciseaux réapparaîtront en automne prochain et que la crise agraire, interrompue cette année, continuera. L'augmentation de 4% de la surface ensemencée de blé d'hiver signifie déjà une augmentation de la récolte mondiale de 10 millions de quintaux. Au cas où la récolte européenne serait normale, ce qui nous paraît très probable, il en résultera une diminution des importations et, par conséquent, une plus forte offre de vente des pays exportateurs, le résultat en serait une nouvelle baisse des prix et la réapparition des ciseaux, attendu que l'on ne saurait compter sur une augmentation notable de la consommation.

D'ailleurs, les ciseaux sont déjà là ! On demande déjà pour le blé de septembre, à Chicago, 130 cents pour le bushel, c'est-à-dire 50 cents de moins que le prix actuel. Cette différence de prix indique à elle seule que les ciseaux sont là.

La dernière crise agraire, dont les effets se font toujours sentir en Amérique, a eu pour conséquence l'effondrement de 674 banques moyennes et petites et le progrès du processus de concentration dans la production rurale. Le capitalisme américain considère la ruine de millions de *farmers* comme un processus « d'assainissement » qui lui permettra d'écarter les éléments faibles de la production rurale. Toute la pensée de la haute finance américaine à ce sujet se trouve exprimée dans la déclaration suivante du financier Krafft:

« Nous désirons un rendement supérieur de terre et moins de *farmers*, mais des *farmers* sachant bien leur métier. »

18. (*La CI*, 10 juin 1925, n°60, pp. 498-500)

la situation économique mondiale au 1^{er} semestre 1925

par E. VARGA

Vue d'ensemble

III.

Formation des cartels internationaux

La disproportion entre la capacité de production, le rendement effectif et la vente se fait de plus en plus remarquer ces derniers temps surtout à cause du relèvement de la capacité de production et de la production en Allemagne. C'est pourquoi la concurrence internationale a pris des proportions sans précédent, même dans la période d'avant-guerre.

La bourgeoisie cherche à surmonter ses difficultés par deux moyens :

1) La monopolisation du marché intérieur pour l'industrie nationale. A cet effet, on augmente partout les tarifs douaniers. La France a augmenté les droits de douane ces derniers temps de 50 à 200%. Les nouveaux tarifs allemands qui n'ont pas encore été publiés seront sans doute supérieurs aux tarifs actuels. En Angleterre, la nouvelle loi sur la protection de l'industrie permet également d'augmenter les tarifs douaniers pour protéger les branches de l'industrie menacées par la concurrence étrangère. Aux Etats-Unis, les tarifs douaniers ont été plusieurs fois augmentés. Même la petite Suisse a considérablement augmenté ses tarifs douaniers.

L'augmentation générale des tarifs douaniers rend la conclusion de traités commerciaux, sauf des traités à la base du principe de la nation la plus favorisée — formule vide de sens — extrêmement difficile.

2) Le monopole du marché intérieur ne peut être efficace que si la vente intérieure est proportionnée au rendement de l'industrie nationale. Mais ce n'est pas le cas pour la plupart des produits industriels des grands pays d'Europe, Actuellement, il existe une forte tendance à la formation de cartels internationaux pour écarter la concurrence sur le marché international.

Négociations au sujet d'un cartel international du fer et de l'acier

Dans notre dernière étude, nous avons reproduit des données précises sur la situation de l'industrie métallurgique. Nous avons constaté qu'en automne 1924, des 1 356 hauts fourneaux existant dans les pays les plus importants, seulement 620, c'est-à-dire moins de la moitié, fonctionnaient. La situation n'a pas changé depuis.

La revue anglaise *Economist* a publié, dans son numéro du 11 avril, des données très intéressantes sur les exportations et les importations de fer et d'acier. Nous les reproduisons dans une

forme quelque peu modifiée.

	Importations <i>en mille tonnes</i>			
	1913	1922	1923	1924
Angleterre	2 331	822	1 323	2 430
France	170	760	702	695
Belgique	874	504	525	591
Allemagne	300	1 827	1 731	1 240
Europe Occidentale	3 575	3 913	4 281	5 156

	Exportations <i>en mille tonnes</i>			
	1913	1922	1923	1924
Angleterre	4 969	3 397	4 320	3 853
France	620	1 937	2 183	2 658
Belgique	1 551	1 716	2 500	3 245
Allemagne	6 202	2 516	1 307	1 510
Europe Occidentale	13 342	9 766	10 310	11 269

Excédent des exportations du bloc d'Europe Occidentale

en mille tonnes :

1913	9 707
1922	5 653
1923	6 029
1924	6 113

En dépit de l'énorme augmentation de la capacité de production de ces pays, l'excédent des exportations est inférieur de 3 654 000 tonnes, soit de 37%, à celui de la période d'avant-guerre. La diminution des exportations ne saurait être attribuée à la concurrence des Etats-Unis dont les exportations ont également diminué d'environ 50%.

D'après l'*Economist*, la diminution des exportations n'est pas due à l'accroissement de la production, d'ailleurs insignifiante, des pays coloniaux, mais à la crise générale de l'économie mondiale.

Dans ces conditions, les prix des produits métallurgiques sont naturellement inférieurs au niveau général, ce qui ressort des données suivantes sur les variations du prix de la fonte No 1111 :

en marks-or (par tonne)

	Allemagne	Angleterre	France	Belgique	Etats-Unis
Juillet 1914	69,50	51,44	66,42	53,06	60,94
Mars 1924	91,00	76,99	72,91	74,17	100,25
Augmentation	21,50	25,55	6,49	21,11	39,31
Augmentation en %	40	47	10	40	65

A l'exception des Etats-Unis, l'augmentation des prix ne correspond pas au renchérissement

général de la vie. Les prix intérieurs allemands, dictés par le cartel du fer, correspondent au coût général de la vie, mais la vente à l'étranger se fait, prétend-on, à des prix plus bas que ceux de revient.

Les journaux anglais se plaignent constamment de la concurrence étrangère. Les industriels anglais demandent la protection douanière contre la concurrence des pays étrangers. *The Times* du 24 mars 1925, fait ressortir que les pays continentaux vendent de l'acier au-dessous du prix de revient. Les journaux anglais attribuent les bas prix de l'industrie métallurgique continentale à la dépréciation de la monnaie, à la diminution des frais de transports, aux moins lourdes charges fiscales.

Ils prouvent que l'industrie française a obtenu les forges et les hauts-fourneaux de Lorraine à vil prix, que les entreprises belges sont subventionnées par leur gouvernement et que les Allemands ont considérablement développé l'industrie de la Ruhr grâce aux indemnités qu'ils ont obtenues en compensation de la perte des entreprises allemandes en Lorraine, ils font également ressortir que les ouvriers continentaux touchent des salaires plus bas pour une journée de travail prolongée. Ils publient les données suivantes sur les salaires d'un ouvrier spécialiste dans les principaux pays industriels d'Europe :

Belgique	38,0 shillings par semaine
France	33,5 shillings par semaine
Allemagne	42,5 shillings par semaine
Salaire moyen des ouvriers anglais qualifiés et non qualifiés	63,0 shillings par semaine

En France, la journée de travail peut être prolongée de 200 heures par an. En Allemagne, l'ouvrier métallurgiste travaille 56 heures par semaine.

La question la plus brûlante est sans doute celle de la conclusion d'un accord entre les industries métallurgiques française et allemande. Un projet a déjà été élaboré. En voici les principales clauses : le cartel du fer allemand s'engage à acheter en France une quantité fixe de fer brut, soit 1 — 1,5 million de tonnes ; la France accorde à l'industrie de transformation allemande des tarifs minima ; le marché intérieur allemand sera considéré comme monopole du cartel du fer allemand et le marché intérieur français comme monopole du cartel français. Pour la vente à l'étranger, un accord devrait être conclu avec tous les pays européens exportateurs de fer. La formation de cartels nationaux est la condition préalable pour la formation d'un cartel international du fer. Ces cartels se forment déjà dans plusieurs pays, Les données que voici indiquent les progrès de ce mouvement.

Allemagne. Le Syndicat de l'acier brut a été prolongé jusqu'à fin 1926. Des négociations sont en cours en vue d'une nouvelle prolongation de 5 ans. Il existe, en outre, un cartel de l'industrie semi-manufacturière et de l'industrie des tubes. Des négociations sont en cours pour former un cartel du fil laminé et pour restaurer l'ancien Syndicat des Produits Métallurgiques.

France. Le Cartel du fer français a été dissout dans la période de crise en 1920—1921. Les négociations pour la formation d'un nouveau cartel ont abouti à la constitution d'un *Office de Statistique des Produits Métallurgiques*. Sous ce nom modeste, se cache le cartel de l'industrie métallurgique qui a été fondé pour régler les prix intérieurs.

La formation du cartel des Produits Métallurgiques en France est le premier pas vers l'accord franco-allemand qui sera le noyau même du cartel paneuropéen du fer. Les industriels allemands, français et belges négocient déjà à ce sujet. Pour le moment, il ne s'agit que de négociations privées,

mais les négociations officielles commenceront dès que sera connu le résultat des négociations franco-allemandes actuellement en cours.

Pologne. Des négociations ont eu lieu entre les firmes de la Haute-Silésie et de l'ancienne Pologne pour la constitution d'un cartel des Produits Métallurgiques. L'accord qui surviendra certainement dans un proche avenir devra tenir compte des intérêts différents des deux groupes, l'industrie métallurgique de la Haute-Silésie travaillant surtout pour l'exportation et celle de l'ancienne Pologne pour le marché intérieur.

Tchécoslovaquie, Autriche, Roumanie. Un accord existe déjà entre le cartel du fer tchécoslovaque, la *Société Autrichienne des Hauts fourneaux Alpains*, la grande firme roumaine *Recnitska*, la *Société des chemins de fer de l'Etat Autrichien* et les entreprises *Rima* en Hongrie. Il s'agit maintenant d'étendre cet accord à toute l'Europe Orientale.

Ainsi, à l'exception de l'Angleterre, où il existe également une forte tendance à la syndicalisation de l'industrie métallurgique avec participation à un cartel pan-européen, les conditions pour la formation d'un cartel international sont déjà créées. On peut avec certitude s'attendre à ce que le cartel international du fer soit constitué cette année même, du moins en ce qui concerne le continent européen.

Un mouvement analogue existe aussi en Afrique du Sud où la *Société des Produits Métallurgiques de l'Afrique du Sud* négocie avec des firmes allemandes et belges pour créer, avec l'appui du gouvernement, une forte industrie métallurgique ; dans l'Inde, où les deux grandes entreprises métallurgiques négocient leur fusion ; au Japon, où le gouvernement a en vue la constitution d'une Société mixte englobant les entreprises d'Etat et les usines métallurgiques privées. L'Etat ne participerait à cette Société qu'avec 45% des actions

On peut dire qu'à l'exception de l'Angleterre, il n'y a pas aujourd'hui un seul pays où l'industrie métallurgique ne soit pas organisée dans des syndicats ayant le monopole de la vente. Ce fait créera une situation où les essais d'accords internationaux alterneront avec des luttes extrêmement graves pour la conquête du marché.

Accord international dans l'industrie chimique

Un accord existe depuis longtemps entre les syndicats allemand et français de la potasse au sujet du partage du marché américain. D'après les termes de cet accord la part des français est d'un tiers et celle des Allemands de deux tiers. Les deux syndicats qui ont le monopole de la vente de la potasse négocient actuellement les conditions de vente dans d'autres pays.

Cartel international de l'industrie des lampes à incandescence

La collaboration entre les trois grands consortiums de cette industrie : *Osram* (Allemagne), *Phillips* (Hollande) et *General Electric* (Etats-Unis) a abouti à la formation d'un grand trust international dont font partie toutes les grandes firmes allemandes, françaises (*Compagnie des lampes*), anglaises, japonaises, italiennes, scandinaves, suisses, etc.

Ce trust mondial présente un intérêt particulier parce qu'il ne se base pas sur un monopole des matières premières, mais sur celui des inventions techniques qui, l'échange des patentes étant prévu, feront le lieu commun des firmes participant au trust. Le marché intérieur est réservé aux entreprises

des pays réciproques et le marché extérieur partagé sur la base de la production existante. Le trust règle le prix et les conditions de la vente et se sert de son monopole mondial pour augmenter son profit.

Le règlement international de la production de caoutchouc

Depuis trois ans, existe un accord international prévoyant la restriction de la production de caoutchouc, En vertu de cet accord, la production de caoutchouc, déjà fortement réduite, ne peut être augmentée que de 10% par trimestre, ce qui crée de gros avantages aux capitalistes. Bien qu'une partie seulement des producteurs de caoutchouc aient souscrit à cet accord, les capitaux placés se montent à 175 millions de livres sterling. Les capitalistes anglais et hollandais qui y participent sont enchantés des effets de cette restriction On ne saurait en dire autant des fabricants d'automobiles américains qui sont obligés d'accepter les prix imposés par le cartel.

Accords internationaux entre les trusts du pétrole

Voici quelques faits très intéressants sur la lutte de concurrence des grands trusts du pétrole.

Dans la lutte des trusts américains et français contre le monopole anglais en Mésopotamie, l'Angleterre a dû céder. Un consortium fut formé dans lequel la participation de l'Angleterre est de 50%, l'Amérique et la France, de 25% chacune. En suite de cet accord, les puissances impérialistes ont établi le front unique contre les aspirations turques sur Mossoul,

Un événement non moins intéressant, est la collaboration des trusts anglais et américains au Mexique et aux Etats-Unis. Un grand consortium a été fondé sous le nom d'*Association pan-américaine des Producteurs de Pétrole*, au capital de 250 millions de dollars. A ce consortium participent les plus grands trusts américains, (*Standard Oil of Indiana*) et des sociétés anglaises (*British Mexican Petroleum Camp.*).

Ce nouveau consortium fusionnera très probablement avec le *Standard Oil of Indiana*,. M. Sinclair ayant des intérêts dans ces deux trusts.

D'après les journaux américains, il s'agit là d'un consortium sans égal dans l'histoire de l'industrie du pétrole. Le capital des différentes sociétés y participant représente une somme de 584 millions de dollars et la valeur de ces actions et obligations cotées à la Bourse atteint à 787 millions de dollars.

L'action commune des trusts de pétrole anglais et américains en Mésopotamie et au Mexique ne signifie pas la fin des rivalités entre *Standard Oil* et la *Royal Dutch*. On voit seulement par là que le gouvernement anglais, c'est-à-dire la bourgeoisie anglaise, se sent momentanément trop faible pour affronter la lutte avec les trusts américains tout puissants, c'est-à-dire avec le gouvernement américain.

*

le capitalisme mondial fait certainement encore d'autres efforts pour former des cartels internationaux. Mais ces essais n'ont pas été rendus publics ou ont échappé à notre attention. Toutefois, l'exemple que nous venons de citer montre l'aggravation de la concurrence en même temps que la tendance aux accords internationaux.

19. (*La CI*, 13 juin 1925, n°61, pp. 509-510)

la situation économique mondiale au 1^{er} semestre 1925

par E. VARGA

Vue d'ensemble

IV.

Exportation de capitaux et d'or américains

En 1924 et au 1^{er} trimestre 1925, les Etats-Unis d'Amérique ont exporté des capitaux qui représentent une somme respectable. La somme totale des prêts accordés par l'Amérique à des pays étrangers est très difficile à constater, les prêts à des entreprises privées n'étant qu'en partie connus. Sur l'exportation des capitaux, nous possédons les données suivantes:

	Etranger	Canada	Colonies des Etats-Unis
	<i>(en millions de dollars)</i>		
1924	985	272	8,8
Janvier 1925	52	9	---
Février 1925	114,3	36	---

Le total des capitaux exportés, recueillis par souscriptions publiques, atteignait, en 1924, 1 265 millions de dollars, dont 200 millions furent employés à prolonger des crédits antérieurs. D'autre part, l'exportation des capitaux dans la forme de prêts privés à court terme, de marchandises livrées à crédit et de ventes d'actions d'entreprises étrangères, représente une somme considérable. Ces derniers mois, l'exportation des capitaux se fit, fait nouveau depuis des années, en or.

Pour l'exportation des marchandises, la balance commerciale des Etats-Unis nous fournit des données authentiques :

	Exportations	Importations	Excédent d'exportations
	<i>(en millions de dollars)</i>		
1924	4 590	3 610	980
Janvier 1925	447	346	101
Février 1925	373	334	41

Sur les mouvements d'or, nous possédons les données suivantes:

	Importations	Exportations	Excédent des importations	Excédent des exportations
	<i>(en millions de dollars)</i>			
1923	322,7	28,6	294,1	
1924	319,7	61,6	258,1	
Décembre 1924	10,3	39,7		29,4

Janvier 1925	6,0	73,5		68,5
Février	3,2	50,6		47,4
Mars	7,3	21,1		13,8
[total]				159,1

L'exportation de l'or a atteint son point culminant en janvier dernier. Depuis cette époque, elle baisse constamment. L'or américain afflue surtout dans trois pays : l'Allemagne, l'Inde et l'Australie. L'exportation de l'or des Etats-Unis suffit, pour le moment, à couvrir les besoins des pays capitalistes. Les producteurs d'or du Transvaal sont bien embarrassés de trouver des acheteurs

La cause de la baisse rapide de l'exportation de l'or américain réside en premier lieu dans une nouvelle crise de la vente en Amérique. La production dépasse la consommation. Les marchandises s'accumulent dans les entrepôts, la circulation est entravée et les capitalistes américains ont de ce fait un plus grand besoin de capitaux. L'augmentation du taux d'intérêt, en février, prouve également qu'il y a stagnation dans la marche des affaires. Ajoutons qu'une certaine résistance contre l'exportation dans les pays industriels d'Europe se fait remarquer de la part du capital industriel américain. Les industriels américains protestent contre les prêts accordés à des entreprises étrangères, prêts qu'ils emploient à concurrencer l'industrie américaine. Le résultat des élections présidentielles en Allemagne, la crise du gouvernement français, la guerre civile en Bulgarie et la situation incertaine en Europe, contribuent également à rendre plus prudents les prêteurs américains.

Les efforts d'expansion de l'industrie anglaise

Les antagonismes d'intérêt du capital bancaire et du capital industriel renforcent la tendance à remplacer les prêts à des entreprises industrielles par la participation directe des prêteurs à ces entreprises, moyennant l'achat d'actions.

Un article paru dans le numéro du 11 avril 1925 de la revue anglaise *Economist*, intitulé: *L'Industrie britannique et la concurrence continentale*, révèle la tendance des industriels britanniques à placer l'industrie européenne sous leur domination.

Cet article fait ressortir qu'en Angleterre les intérêts du capital bancaire sont différents de ceux de l'industrie. Par les prêts accordés à des banques et à des entreprises européennes, les banques anglaises font perdre à l'industrie britannique l'unique avantage qu'elle possède vis-à-vis de la concurrence étrangère : les crédits à bon marché. Le meilleur moyen pour l'industrie anglaise de pénétrer en Europe consiste dans sa participation financière dans les entreprises européennes. En effet, d'importantes firmes anglaises commencent à fonder des succursales européennes et à financer des entreprises européennes incorporées à des firmes anglaises. L'article approuve ces moyens et en montre les avantages, l'industrie anglaise pouvant ainsi obtenir, sans concurrence, des semi-produits à bon marché et utiliser l'organisation de vente des pays européens pour écouler ses marchandises.

L'industrie anglaise aspire évidemment à la domination de l'industrie européenne. Son programme d'action procède d'un esprit purement impérialiste. Les mêmes tendances existent aussi en Amérique.

Dans cet ordre d'idées, il n'est pas sans intérêt de rappeler la nouvelle, publiée le 9 avril 1925, par le *Manchester Guardian Commercial*, et d'après laquelle la Banque d'Angleterre, en accord avec le gouvernement, a officiellement interdit aux banques anglaises d'accorder des prêts à l'étranger.

Les dettes interalliées et les réparations

Le problème des dettes interalliées reste toujours sans solution. Les efforts du Ministre des finances, M. Clémentel, d'amener les Etats-Unis à consentir à un nouveau règlement des dettes de guerre, ont rencontré, en Amérique, une résistance des plus vives. Le ton aigre de la presse américaine contre la France a provoqué des protestations des journaux bourgeois français. Le *Temps* écrivait, dans son numéro du 26 janvier, que la façon dont le sénateur Borah traite la France est d'une injustice criante. Le ton de certains journaux américains rappelle la campagne anti-française de la presse américaine germanophile avant l'intervention de l'Amérique dans la guerre mondiale.

Les attaques de la presse américaine contre la France sont actuellement moins violentes, mais l'Amérique n'en continue pas moins à exiger le remboursement de ses dettes. Il est évident que la bourgeoisie américaine veut se servir de la question des dettes pour imposer un « Plan Dawes » à la France.

En ce qui concerne les dettes de la France envers l'Angleterre, le gouvernement anglais a précisé son point de vue dans une note importante, en date du 6 février, dans laquelle il déclare maintenir les principes exprimés dans la note Balfour. Par la note Balfour, la Grande-Bretagne cherche à obtenir de ses alliés les mêmes sommes qu'elle s'est engagée à payer aux Etats-Unis. Le gouvernement anglais est néanmoins disposé à accorder une réduction des paiements si la France s'engage à verser annuellement une certaine somme, indépendamment des rentrées du Plan Dawes, plus une partie de ce qui lui revient des versements annuels allemands prévus par le Plan Dawes.

Cette proposition est un essai de réconcilier les points de vue anglais et français.

Le règlement des dettes italiennes a été également abordé par l'Angleterre. M. Churchill, interpellé à ce sujet à la Chambre des Communes, a déclaré qu'on devait laisser au gouvernement italien le temps de faire des propositions concrètes.

Entre temps, la polémique entre les journaux et les organisations capitalistes des pays alliés continue sur un ton assez vif.

Le journal officiel de la Fédération des Industriels anglais a publié, le 3 mars, en première page, un mémorandum des industriels anglais. Ce mémorandum insiste sur le règlement rapide des dettes interalliées qui constituent un obstacle à la stabilisation générale de la monnaie. Les Etats-Unis ne considèrent cette question que du point de vue des affaires. Ce qui impose à la Grande-Bretagne la nécessité d'adopter, dans une certaine mesure, le même point de vue. D'après le mémorandum, les charges annuelles qui incombent à l'Angleterre par suite du non-paiement des dettes interalliées, se montent à 99 millions de livres sterling (France 31 millions, Italie 27 millions et autres dettes 41 millions).

Dans ces conditions, l'industrie anglaise s'oppose à toute réduction des dettes interalliées, d'autant plus qu'on ne saurait prévoir la situation économique de ces pays dans la longue période pendant laquelle l'Angleterre remboursera les Etats-Unis. La solution préconisée par les industriels anglais consiste dans l'établissement d'un « Plan Dawes » pour les pays débiteurs avec garanties simultanées contre la concurrence de ces pays.

Le point de vue des industriels anglais fut vivement critiqué par les journaux américains, français et italiens. Les journaux français et italiens ont très vivement repoussé les projets anglais. Le grand journal italien *Corriere della Sera*, démontre que l'Angleterre et l'Amérique ne disposent

d'aucuns moyens de pression pour obliger la France et l'Italie à rembourser leurs dettes. Quant à l'Italie, la seule sanction économique possible, qui consisterait dans le refus d'accorder de nouveaux prêts, serait sans aucune efficacité, l'Italie ne demandant de prêts à personne.

Ces polémiques n'avancent guère la solution de la question des dettes. Les Etats-Unis ne voulant pas céder, la France et l'Italie se refusant à payer, l'Angleterre se trouve, en effet, dans une situation des plus pénibles.

En ce qui concerne la question des réparations, il y a très peu de changement.

L'Allemagne effectue régulièrement les versements mensuels prévus. Il n'y a qu'un seul fait nouveau : la réforme du système des livraisons en nature. Les livraisons de charbon au compte des réparations s'effectuent à la base de contrats privés passés avec les firmes allemandes. Des négociations au sujet de la livraison de locomotives et de wagons à la France sont en cours ou en partie terminées.

20. (*La CI*, 17 juin 1925, n°62, p. 518)

La situation économique mondiale au 1^{er} trimestre 1925

par E. VARGA

Les Etats-Unis

La situation économique des Etats-Unis peut se résumer ainsi :

La production a pris jusqu'à mi-mars un grand essor et dépasse même de beaucoup la consommation. Les marchandises s'étant accumulées et les acheteurs se faisant de plus en plus prudents dans leurs achats, la production a dû être réduite dans plusieurs branches importantes de l'industrie. En même temps, le prix du fer et de l'acier a baissé.

La revue économique *Annalist* constate la forte surproduction de l'industrie métallurgique et de l'industrie cotonnière. Fin mars, la production du fer dépassait de $\frac{1}{4}$ — $\frac{1}{2}$ [de 25 à 50%] la consommation. Le prix du fer et de l'acier a baissé de 10 à 15%.

Les chiffres suivants caractérisent la marche des affaires en Amérique :

	Indice de la production industrielle	Indice du degré d'occupation des ouvriers	Wagons chargés en 1 000 tonnes	Nouvelles constructions, commandes, en millions de tonnes
Novembre 1924	107	91	879	225
Décembre 1924	117	93	647	251
Janvier 1925	127	93	896	213
Février 1925	124	95	863	247
Mars 1925	---	---	909	---

La conjoncture dans l'industrie métallurgique est caractéristique de toute la situation économique des Etats-Unis.

Voici les données sur la production des plus importantes branches de l'industrie :

	Lignite	Anthracite	Fer	Acier	Automobiles par 1 000 pièces	Coton par 100 ballots
	En millions de tonnes		En 1 000 tonnes			
1924 février	47,3	3 124	3 124	3 870	331	500
1924 mars	39,9	1 501	3 501	4 255	341	485
1924 décembre	45,8	3 009	3 009	3 609	175	532
1925 janvier	51,9	3 424	3 424	4 247	205	500
1925 février	39,0	3 266	3 266	3 800	242	550
1925 mars	---	3 619	3 619	4 240	---	582

En ce qui concerne la conjoncture future, les économistes américains sont en général très optimistes. Nous ne partageons pas leur opinion et sommes plutôt sceptiques bien que nous nous rendions compte que le capitalisme américain suit une ligne ascendante. L'énorme étendue du pays, ses richesses naturelles et l'affluence de la main-d'œuvre étrangère assurent aux capitalistes américains un marché intérieur qui se développe de plus en plus. Par contre, il y a momentanément

une forte disproportion entre la capacité de production des entreprises américaines et les conditions de la vente. Cette disproportion ne s'est pas encore fait particulièrement remarquer, en raison de la bonne conjoncture dans les constructions et des énormes commandes de matériel roulant. Cette conjoncture n'existe plus. Les contrats de constructions représentaient, au 1^{er} trimestre 1925, une somme de 80 millions de dollars inférieure à celle de 1924. Les commandes de matériel roulant ont également fort diminué. Il en résultera forcément une réduction de la production, ce qui aura certainement des répercussions sur la marche des affaires.

La récolte et le prix des céréales sont les facteurs les plus décisifs pour le développement de la conjoncture en 1925. Les perspectives de récolte sont loin d'être favorables. Les prix des céréales ont aussi une tendance marquée à la baisse. Pour l'automne, on peut s'attendre à la réapparition des crises sur l'échelle mondiale. En février, le niveau des prix aux Etats-Unis a été équilibré. Les indices de l'Office de Travail en font foi :

Produits fermiers	161,3
Produits alimentaires	156,0
Ensemble des produits	160,0

Depuis, les prix des céréales et de la viande de porc ont baissé dans une proportion plus forte que ceux des produits industriels. Le blé de septembre est déjà coté en Bourse à 20% de moins que le prix actuel. Si la récolte est déficitaire et que le prix mondial du blé baisse, la crise agricole aux Etats-Unis réapparaîtra de nouveau, ce qui ne manquera pas de provoquer une perturbation générale dans toute la vie économique en Amérique.

Dans notre dernière étude nous avons cité des passages du discours du Président Coolidge, qui prévoyait que les Etats-Unis se transformeraient dans quelques années en un pays importateur de produits agricoles. Le gouvernement américain semble maintenant accélérer par des moyens artificiels, ces tendances naturelles de développement.

La Commission d'enquête instituée par M. Coolidge a adopté en ce sens un programme basé sur les remarques de M. Hoover. M. Hoover considère qu'il faut avant tout adapter la production rurale au marché intérieur. Il préconise surtout la production de fourrages dont une grande partie est actuellement importée de l'étranger. Les principales mesures qu'il préconise à cet effet sont les suivantes :

- 1) de hauts tarifs protecteurs pour stimuler la production rurale en Amérique ;
- 2) une plus forte consommation, en Amérique, des produits ruraux indigènes.

La Commission d'enquête, adoptant le point de vue de M. Hoover, demande des tarifs prohibitifs sur la viande et le cuir et insiste particulièrement sur la protection des produits laitiers américains.

Au point de vue de l'organisation, elle propose de créer un Conseil Central des Coopératives agricoles se composant des Secrétaires d'Etat pour l'Agriculture et pour le Commerce et l'industrie et de trois membres nommés par le Président des Etats-Unis.

La politique économique des Etats-Unis tend de plus en plus à organiser la production à l'aide des tarifs prohibitifs industriels et agricoles et de la réduction de l'immigration, d'une façon qu'elle suffise aux besoins propres de la population. Cette politique ne manquera pas de provoquer des violents conflits entre les diverses couches de la bourgeoisie américaine, le capital bancaire et commercial étant pour la participation active à la vie économique mondiale et le capital industriel

cherchant à se préserver de la concurrence étrangère. Les *farmers* sont encore indécis. Mais si la crise mondiale agraire s'aggrave, ce qui est à prévoir au cours des années suivantes, ils se déclareront sans doute pour la politique préconisée par M. Hoover. Ce qui ne manquera pas d'avoir une grosse répercussion sur la vie économique européenne.

21. (*La CI*, 20 juin 1925, n°63, pp. 521-522)

La situation économique mondiale au 1^{er} trimestre 1925

par E VARGA

La France

L'industrie française a pris, ces dernières années, un grand essor. Ce processus d'industrialisation a été favorisé par la restauration des régions dévastées, reconstruites en général par les propres ressources du pays.

Mais, depuis un certain temps, il s'avère que les bases de l'économie française ne sont pas assez solides pour supporter ce procès d'industrialisation qui dépasse les forces économiques et, en premier lieu, les moyens financiers du pays. Il en résulte une grave crise financière qui fut la cause de la chute du gouvernement Herriot.

En même temps, la conjoncture devient de plus en plus défavorable. Cela tient, d'une part, à la crise économique mondiale et, de l'autre, à la crise des finances françaises. Faute de ressources financières, la reconstruction des régions dévastées ne peut être menée à bonne fin. La stagnation de ces travaux entraîne naturellement la crise d'un grand nombre d'entreprises.

Le développement industriel de la France

L'Information a publié sur le procès d'industrialisation de la France des données très intéressantes. Nous reproduisons celles qui se rapportent aux industries les plus importantes :

Charbon

La France produit et utilise actuellement beaucoup plus de charbon qu'avant la guerre. Cela ressort des chiffres suivants :

Production	Charbon	Coke
	<i>en millions de tonnes</i>	
1913	40,8	4,0
1924	44,9	2,6
Importation		
1913	18,7	3,1
1924	25,1	5,4

Si nous faisons abstraction de l'exportation, très insignifiante du reste, nous trouvons que la consommation de charbon a monté de 59 millions de tonnes, en 1913, à 70 millions en 1924.

Fer et acier

Voici les chiffres sur la production du fer et de l'acier

	Fer	Acier
	<i>en millions de tonnes</i>	
1913	5,21	4,69
1924	7,65	6,91

Industrie de transformation des métaux

Cette industrie a pris, dans la période d'après-guerre, un très grand essor. Le nombre des ouvriers est passé de 600 000 à 820 000. 10% des produits sont exportés. 90% étant réservés au marché intérieur. A part l'agriculture, cette industrie représente aujourd'hui la plus importante branche de la production française.

Industrie électrique

Rien ne caractérise mieux le procès d'industrialisation de la France, devenue un pays exportateur de produits industriels, que le développement de l'industrie électrique. Un exemple : le nombre des localités éclairées à l'électricité s'est élevé de 6 000 à 10 000.

Sur l'exportation et l'importation des produits de l'industrie électrique, nous possédons les données suivantes :

	Exportation	Importation
	<i>en millions de francs</i>	
1913	34	32
1920	260	282
1921	212	164
1924	213	174

Ce procès d'industrialisation a pour conséquence une forte immigration d'ouvriers étrangers. En 1924, on enregistrait 239 000 ouvriers étrangers venant travailler en France en vertu de contrats passés, par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs avec des firmes françaises.

Sur le nombre total des ouvriers étrangers en France, nous ne possédons que des chiffres approximatifs. D'après les données fournies par les bureaux de placement, le nombre des ouvriers étrangers s'élèverait à 1 512 000, mais on l'évalue à 3-4 millions.

Le développement de l'industrie française se manifeste aussi par l'augmentation des exportations, ainsi qu'en font foi les chiffres suivants sur le commerce extérieur :

	Importations, en mille francs-or			
	1913	1924	Différence	%
Produits alimentaires	1 818	2 405	+587	+32,2
Matières premières	4 946	7 057	+2 111	+32,7
Produits fabriqués	1 658	1 374	-284	-17,0
[total]	8 421	10 836	+2 414	+28,7

	Exportations, en mille francs-or			%
	1913	1924	Différence	
Produits alimentaires	839	1 079	+240	+18,0
Matières premières	1 858	2 844	+986	+53,0
Produits fabriqués	3 617	6 713	+3 059	+85,0
Colis postaux	566	557	-9	-2,0
[total]	6 880	11 193	+4 312	+62,6

La crise financière

La crise financière en France provient, à notre avis, de ce que la reconstruction des régions dévastées et l'entretien de l'appareil d'Etat (armée, police, personnel administratif) entraînent d'énormes dépenses qui ne peuvent être prélevées sur la valeur de la production annuelle.

Les sommes nécessaires à la reconstruction des régions dévastées, les placements de capitaux dans l'industrie nationale, les prêts accordés par la France à ses alliés et les frais d'entretien de l'appareil d'Etat, ont été fournis par l'inflation qui frustra les classes moyennes, les ouvriers et les employés. La baisse du franc s'étant plus ou moins arrêtée, il devint clair que la bourgeoisie française ne saurait continuer sa politique fiscale actuelle sans recourir de nouveau aux méthodes inflationnistes. Elle doit se déclarer ou pour l'inflation ou pour la stabilisation du franc qui entraînera fatalement une « crise d'assainissement » et aboutira à une offensive patronale contre les ouvriers.

La crise financière s'est particulièrement aggravée par suite de la politique du cartel des gauches. La petite bourgeoisie au pouvoir a toujours essayé d'inaugurer une politique fiscale dirigée contre les gros capitalistes». Ses efforts ont toujours échoué, parce qu'elle est trop faible pour imposer sa volonté à la grosse bourgeoisie. Cela ne peut être autrement dans un Etat bourgeois. L'exemple du cartel des poches le prouve à l'évidence, le programme d'action du cartel des gauches prévoyant un prélèvement sur le capital n'a eu d'autre résultat que la fuite du capital à l'étranger. Il s'ensuit, naturellement, une nouvelle aggravation de la crise foncière et économique. Et lorsque M. Herriot déposa son fameux projet de loi, il fut renversé par les forces réunies de la bourgeoisie.

En examinant l'état actuel des finances françaises, il nous faut distinguer entre la situation budgétaire et la situation de la Trésorerie. La première est satisfaisante. C'est du moins ce que montrent les données officielles que voici :

	Dépenses	Recettes	Déficit
<i>en milliards de francs</i>			
1919	35,3	16,6	23,7
1920	39,5	20,1	19,4
1921	35,6	22,8	12,8
1922	34,4	22,3	11,5
1923	32,6	24,2	8,4
1924	31,0	27,7	4,2
1925	33,5	33,5	—

La situation de la Trésorerie est, par contre, des plus difficiles. Elle a d'énormes dettes pendantes.

1) 22 milliards à la Banque de France ;

- 2) 56 milliards de bons de la Défense Nationale ;
- 3) plus de 100 milliards de dettes à court terme (bons du Trésor, crédit national, etc.).

Pour éviter une crise de la Trésorerie il faut :

- 1) que les possesseurs des bons de la Défense Nationale consentent à les renouveler;
- 2) que les crédits à court terme soient également renouvelés par l'émission de nouveaux bons de Trésor.

Ces opérations supposent de la part du public une confiance quasi illimitée dans l'Etat. Le terme : « crise de confiance » qu'on rencontre souvent dans les journaux français, indique l'état d'esprit actuel des rentiers français.

Les crédits à court terme qui expireront en 1925 se chiffrent par 21 milliards. Le gros problème consiste maintenant pour l'Etat français à trouver de nouveaux crédits permettant l'émission de nouveaux bons du Trésor. Tâche ardue et présentant d'énormes difficultés, surtout à cause du sabotage des grandes banques dont l'hostilité marquée vis-à-vis du gouvernement petit bourgeois peut faire échouer toutes les opérations de crédit tentées par celui-ci.

La situation de la Trésorerie française a été, des le début de 1925, très critique. Le gouvernement dut prendre à la Banque de France des avances dépassant la limite de 22 milliards fixée par la loi et cela moyennant de nouvelles émissions de billets de banque également interdites par la loi.

Ces opérations, inconnues au public, furent révélées par une manœuvre de la haute finance qui fournit ainsi aux représentants de la grosse bourgeoisie, le prétexte cherché pour renverser le gouvernement Herriot.

La crise financière française n'est pas uniquement une « crise de confiance ». Elle est surtout une crise économique, car les bases de l'économie française ne sont pas assez solides pour supporter les frais de la reconstruction des régions dévastées et les dépenses militaires et administratives. Deux faits le prouvent : la baisse du cours des valeurs industrielles et des titres de l'Etat et la disette de capitaux entraînant naturellement l'augmentation du taux d'intérêt.

La baisse des actions et valeurs apparaît clairement dans les tableaux suivants :

Valeurs industrielles:

	Août 1924	Février 1925
Actions de banques (13)	172	153
Charbonnages du Nord (10)	276	244
Forges et hauts fourneaux (10)	143	117
Chemins de fer (5).	70	55
Compagnies de navigation (6)	233	211
Produits chimiques (12)	295	249
Industrie électrique (27)	280	247

Emprunts publics:

	Fin 1923	Fin 1924	27 mars 1925
3%, non amortissable	53,60	50,00	46,85
Emprunt de guerre, 5%	67,60	61,80	56,70
Emprunt pour la reconstruction des régions dévastées (1920), 5%	83,95	69,60	69,50

En présence de cette grave crise, quelle sera la politique financière de la bourgeoisie française ? Les opinions sont partagées. Une partie de la bourgeoisie préconise les méthodes inflationnistes, l'autre les combat. M. Caillaux semble plutôt pencher vers une politique inflationniste.

Ralentissement de la marche des affaires

Le 1er trimestre 1925 est caractérisé en France par **un** ralentissement de la marche des affaires. C'est la stagnation des travaux dans les régions dévastées et, par conséquent, une crise de chômage dans le Nord (constructions, textile).

Le *Temps*, du 15 février, constate le ralentissement de l'activité économique de la France: réduction des achats de matières brutes et des frais généraux.

Le même journal écrit une quinzaine plus tard que par suite de la mauvaise conjoncture il y a surproduction dans un grand nombre d'industries.

Le *Temps*, du 20 mars, constate qu'il y a chômage partiel dans l'industrie textile du Nord et que des usines métallurgiques ont congédié un certain nombre d'ouvriers. Mais il fait en même temps ressortir que l'industrie houillère prospère — pas de stocks invendus comme en Allemagne ou en Belgique —, que le rendement des forges et hauts-fourneaux n'a pas baissé et que la situation est également favorable dans l'industrie chimique. Il conclut que, pour le moment, il serait exagéré de parler d'une crise économique en France.

L'organe de l'industrie lourde, l'*Union*, affirme le contraire :

« Il semble qu'on oublie facilement qu'il y a actuellement, non seulement dans l'industrie métallurgique, mais aussi dans l'industrie textile, une crise, qui, en dépit de tous les efforts, a tendance à s'aggraver. »

Les statistiques officielles n'enregistrent pas une crise de chômage. C'est parce que les ouvriers étrangers, toujours congédiés les premiers, ne touchent pas d'allocations et, par conséquent, ne sont pas portés sur la liste des chômeurs.

Quoi qu'il en soit la période de bonne conjoncture est arrivée à son terme à moins que la bourgeoisie française ne cherche, par une nouvelle inflation, à créer une conjoncture factice.

22. (*La CI*, . 24 juin 1925, n°64, pp. 533-534)

La situation économique mondiale au 1^{er} trimestre 1925

par E. VARGA

L'Angleterre

Les espoirs que les capitalistes anglais mettaient, à la fin 1924, dans la victoire du gouvernement conservateur dont ils attendaient l'amélioration de la situation économique, ont été déçus. Le chômage a quelque peu diminué, mais le nombre des chômeurs est encore de beaucoup supérieur à celui de la même période de l'an dernier.

En Angleterre, une grande littérature existe sur le chômage, mais aucune proposition concrète n'a été jusqu'ici faite pour remédier à la crise du chômage. La grosse bourgeoisie anglaise semble être de plus en plus de l'avis que le chômage sera un phénomène permanent en Angleterre tant que le capitalisme mondial ne prendra pas un nouvel essor ou qu'on ne réussira pas à placer l'excédent de la main-d'œuvre anglaise dans des pays étrangers. Le *Times*, du 23 février, déclare :

« Le chômage restera, même si la dépression économique fait place à une conjoncture plus favorable ».

La revue *Nation* explique le chômage par la crise générale du capitalisme mondial. Elle prévoit même que la balance commerciale de l'Angleterre sera beaucoup plus passive qu'actuellement et que le chômage prendra des proportions énormes.

Voici des données sur le commerce extérieur de l'Angleterre au 1^{er} trimestre 1925 :

	Importations		Exportations	
	en millions de livres sterling			
	1924	1925	1924	1925
Janvier	101,2	128,9	64,2	69,1
Février	100,9	110,1	60,1	69,3
Mars	103,7	112,9	61,1	70,3

Ces chiffres montrent une nette amélioration contre l'an précédent.

Par contre, la production est toujours en état de stagnation.

L'extraction du charbon a été, en mars, de 500 000 tonnes par semaine inférieure à celle de la période d'avant-guerre. On peut constater une légère amélioration en ce qui concerne la production du fer et de l'acier, ainsi que cela ressort des données suivantes :

	Fer	Acier
	en mille tonnes	
1913 moyenne mensuelle	855	639
1924 moyenne mensuelle	610	685
1924 mars	669	817
1925 janvier	575	605

1925 février	542	652
1925 mars	608	685

La production, quoique suivant une ligne ascendante, est toujours de 10-20% inférieure à celle de 1924. La situation est analogue dans l'industrie de construction des machines et de construction navale. Dans l'industrie cotonnière qui, en automne 1923, semblait prendre quelque essor, la production a dû être réduite. Les ouvriers textiles ne travaillent actuellement que 35 heures par semaine.

Naturellement, on essaie en Angleterre de trouver des mesures efficaces pour remédier à cet état des choses. Il existe un grand nombre de projets de réformes. Nous les divisons en trois catégories :

1) Protection douanière de l'industrie.

2) Aggravation des conditions de travail.

3) Mise à la disposition des capitalistes des allocations que touchent actuellement les chômeurs.

Examinons ces projets :

1) Du fait même que la crise de l'industrie anglaise n'est, en somme, qu'une crise d'exportation, il ressort qu'une politique protectionniste ne profitera qu'aux capitalistes sans soulager en quoi que ce soit la misère des chômeurs. Les industries qui veulent obtenir une protection douanière doivent demander au Ministre du Commerce une enquête officielle. Elles doivent prouver que :

a - l'industrie en question est d'une importance essentielle ;

b - qu'elle est menacée par une forte concurrence étrangère ;

c - que l'industrie étrangère jouit d'avantages particuliers : monnaie dépréciée, *dumping*, bas salaires d'ouvriers, etc.

L'enquête ne sera ordonnée que si le Ministre du Commerce est d'avis que l'industrie n'a pas été mal dirigée et que, par le relèvement des tarifs douaniers, une autre branche d'industrie n'en subira aucun préjudice.

Jusqu'ici, seulement l'industrie des dentelles et des lampes incandescentes au gaz ont demandé une enquête officielle. S'il faut croire le *Times*, l'industrie métallurgique serait également sur le point de demander une enquête, arguant de la concurrence déloyale de l'étranger.

L'attitude des partis politiques vis-à-vis d'un protectionnisme douanier n'est pas encore claire. Le parti libéral se déclare, bien entendu, pour le commerce libre. Dans le parti conservateur, un petit groupe se prononce pour le commerce libre. Dans le parti travailliste, les opinions sont partagées. Tandis que la majorité des adhérents se déclare pour le commerce libre, Wheatley et ses amis sont protectionnistes.

2) Une partie de la bourgeoisie cherche à surmonter la crise par une aggravation des conditions de travail. On essaie de persuader les ouvriers de la nécessité d'une réduction des salaires et de la prolongation de la journée de travail. Les chefs syndicalistes qui s'y opposent, en premier lieu Cook, secrétaire de la fédération du Sous-sol, sont violemment attaqués par la presse capitaliste.

D'autre part, on cherche à aggraver les conditions de vie de la classe ouvrière en demandant

une politique fiscale favorisant les capitalistes aux dépens des ouvriers. Au congrès de l'Association des Chambres de Commerce britanniques le président Machin [?] déclarait :

« La charge résultant des impôts directs doit être réduite, ne serait-ce que par augmentation des impôts indirects ».

Les patrons n'ont pas encore déclenché une offensive générale contre les conditions de vie des ouvriers. Ils redoutent, d'une part, la résistance des syndicats, mais, de l'autre, ils espèrent qu'avec le concours des chefs travaillistes dévoués au capital comme Henderson, Macdonald, etc., ils pourront, par des moyens pacifiques, amener les ouvriers à accepter leurs conditions. Le plus gros obstacle qui se dresse contre ce projet des entrepreneurs, est l'écart entre les salaires payés dans l'industrie travaillant pour le marché intérieur, et celui payé dans les industries d'exportation. Dans cette dernière catégorie (industrie charbonnière, métaux, textile), les salaires réels sont bien inférieurs à ceux de la période d'avant-guerre. Par contre, les salaires dans les industries travaillant pour le marché intérieur et protégées contre la concurrence étrangère, dépassent le niveau d'avant-guerre. Mais dans ces industries le nombre des chômeurs est relativement très faible et les ouvriers possèdent des organisations très fortes.

3) Le grand industriel libéral, Sir A. Mond, préconise comme moyen de combattre le chômage, la mise à la disposition des entrepreneurs de 75% des allocations aux chômeurs s'ils sont prêts à embaucher un nombre correspondant d'ouvriers. Ces subsides permettraient aux capitalistes de réduire les frais de la production. Par là, déclare Sir A. Mond, ils seraient à même de vendre meilleur marché et de tenir tête à la concurrence étrangère.

Le projet de Sir A. Mond n'a pas trouvé un accueil favorable parmi les capitalistes anglais parce que ceux travaillant avec de gros capitaux craignent que les entrepreneurs dont le capital est inférieur mais qui peuvent, à l'aide des subsides de l'Etat, occuper un plus grand nombre d'ouvriers, ne soient trop favorisés à leurs dépens. Le projet de Sir A. Mond a très peu de chance d'être réalisé. Nous l'avons seulement enregistré à titre documentaire comme la seule proposition concrète et contenant une idée nouvelle pour résoudre le problème du chômage.

Il y a en Angleterre des capitalistes et des économistes qui nient l'importance de la crise du chômage. Ils raisonnent de la façon suivante : avant la guerre il y avait à peu près 500 000 chômeurs. Depuis 1913, le nombre des habitants s'est accru de 2 225 000 et celui des ouvriers d'environ 1 500 000. Le nombre des chômeurs se monte actuellement à 1 200 000, c'est-à-dire que la moitié du surcroît de main-d'œuvre a trouvé effectivement du travail. Donc, la situation n'est pas aussi dangereuse que d'aucun le croient.

Ce raisonnement est naturellement faux. Le nombre des chômeurs secourus est bien inférieur au nombre effectif, surtout si l'on prend en considération que des centaines de milliers de jeunes ouvriers ne touchent pas d'allocation et que d'autres centaines de milliers perdent, après un certain temps, le droit à ces allocations.

Le fait même que le pourcentage des ouvriers syndiqués sans travail est 4 fois supérieur à celui de 1913 prouve l'inexactitude de ce raisonnement.

Le parti travailliste et même des membres de la gauche de ce parti ne semblent pas se rendre clairement compte de la portée du chômage et des moyens de le combattre. Ainsi Lansbury, dans un discours salué par la presse bourgeoise, a déclaré : « Des chômeurs âgés de 18 à 25 ans ne doivent pas toucher d'allocation s'ils ne sont pas prêts à accepter le travail qu'on leur offre dans des régions éloignées de leur lieu d'habitation. »

Concluons : la situation économique en Angleterre a de nouveau empiré. Les nombreux projets pour remédier à cet état de choses et surmonter la crise du chômage n'ont pas donné de résultats.

23. (*La CI*, 12 août 1925, n°79, p. 656)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

I

Vue d'ensemble

Accentuation de l'état de crise

par E. VARGA

« Tout indique que, dans les mois qui vont suivre, la situation du capitalisme mondial sera de moins en moins bonne et que la lutte pour les marchés revêtira des formes de plus en plus aigües. Les opérations de crédit internationales entravées, subiront un grand fléchissement. »

Telles furent les conclusions de notre étude sur *La situation économique mondiale au I^{er} trimestre 1925*. Les événements du II^e trimestre les ont pleinement confirmées.

Dans les principaux pays capitalistes, il y a une aggravation générale de la situation économique. Les crises partielles : crise du charbon, de l'industrie métallurgique et de la navigation continuent. La tension politique entre les puissances impérialistes va croissant. Au Maroc, tonnent les canons de l'impérialisme français. Le mouvement national révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois n'a pas peu accentué les conflits d'intérêts entre les puissances mondiales.

Dans cette situation incertaine, l'affluence de capitaux américains en Europe est arrêtée. L'Angleterre, obligée de maintenir et de protéger l'étalon-or, a complètement coupé les crédits à l'étranger. L'économie capitaliste mondiale nous offre le spectacle d'une confusion générale. L'anarchie est beaucoup plus grande qu'il y a 3 mois.

Un rapide coup d'œil sur les principaux pays capitalistes nous en convaincra.

Etats-Unis

Comme au printemps de 1923 et 1924, l'économie capitaliste américaine a eu, cette année, une crise printanière. La production a sensiblement baissé dans les principales branches d'industrie, surtout dans l'industrie houillère et métallurgique. Toutefois la conjoncture n'a pas empiré dans la

même mesure qu'à la même époque des années précédentes. Cela prouve qu'en général, l'économie américaine évolue suivant une courbe ascendante dont le développement n'est interrompu que par des rechutes périodiques. Les Etats-Unis n'ont pas réussi à exporter une partie importante de l'or accumulé chez eux. L'excédent des exportations d'or a diminué de mois en mois. Par contre, la balance commerciale est de plus en plus active. L'excédent des exportations sur les importations se montera cette année à plus d'un milliard de dollars. Tandis que, dans un but de domination politique, les Etats-Unis exigent des pays débiteurs le règlement de leurs dettes, les économistes américains se creusent vainement la cervelle pour imaginer des moyens d'importer aux Etats-Unis, sous la forme de marchandises, les intérêts des investissements américains à l'étranger et l'excédent de la balance commerciale.

L'Angleterre

La situation économique de l'Angleterre a rapidement empiré dans le dernier trimestre. Le chômage grandit. Le nombre des chômeurs dépasse d'un quart de million celui de la même époque de l'an passé. Le retour à l'étalon-or, au lieu d'améliorer la situation, la rend plus précaire en entravant l'écoulement des marchandises à l'étranger. Le mécontentement des ouvriers grandit, lui aussi, avec une netteté inquiétante. Des batailles de classe d'une importance incalculable peuvent s'engager d'un moment à l'autre. L'optimisme de la presse anglaise a fait place à un découragement général. Le capitalisme anglais ne voit pas d'issue à ses difficultés.

France

Le cours du franc a de nouveau baissé. La réforme financière de M. Caillaux a commencé par l'inflation ouverte, la circulation monétaire ayant rapidement été augmentée de 6 milliards de francs¹. Le prestige, déjà malade, du franc est fortement ébranlé par le nouvel emprunt dont le service d'intérêts et le remboursement ne se feront pas selon la valeur nominale du franc-papier, mais au taux actuel du dollar. D'autre part, la baisse du franc a arrêté la crise de ventes et ravivé les exportations. Ce sont les avantages habituels de l'inflation pour « le monde des affaires ».

Italie

Le cours de la lire a fortement baissé. Nous exposerons dans notre étude sur les changes, les causes de ce fait.

Belgique

Le franc belge subit à peu près les mêmes vicissitudes que le franc français.

Allemagne

La situation économique de l'Allemagne est inégale. L'affluence de capitaux étrangers s'étant

¹ L'inflation atteint, chiffres officiels, environ 11 milliards. *La Réd.*

arrêtée, la disette de capitaux saute aux yeux. Elle a provoqué l'écroulement du *concern* Stinnes et lézardé les assises d'autres *concerns*... Le capital bancaire affirme de plus en plus sa « suprématie » sur le capital industriel.

*

La situation économique en Pologne et en Tchécoslovaquie a plutôt empiré. (Signalons la récente crise du zloty-franc-or -qui remet en question toute la stabilisation financière de la République Polonaise. - *La Réd.*) En général on doit de nouveau constater combien la conjoncture mondiale est inégale, accidentée, variable. Son développement futur dépendra de la récolte. Les prévisions sur la récolte sont bonnes en Europe et au Canada ; aux Etats-Unis, la récolte sera inférieure à celle de l'année passée. La consommation ne pouvant guère augmenter à cause de la mauvaise situation économique de nombreux pays, la bonne récolte amènera une nouvelle baisse des prix des produits de l'agriculture, faisant reparaître les « ciseaux ». Ce sera surtout le cas si l'U.R.S.S. intervient sur le marché mondial avec de grandes exportations de céréales, ce à quoi il faut s'attendre.

Les fâcheux effets de cette conjoncture se feront surtout sentir aux Etats-Unis. Les pays d'Europe seront avantagés par la bonne récolte. On peut donc s'attendre, pour le 3^e trimestre de 1925, à une certaine amélioration de la situation économique en Europe et à un ralentissement relatif de la marche des affaires aux Etats-Unis. L'amélioration en Europe ne se produira d'ailleurs que si les antagonismes impérialistes n'aboutissent pas à des conflits armés. Mais, à cet égard, la guerre du Maroc nous donne une indication peu propre à justifier l'optimisme (l'optimisme capitaliste, cela va de soi.)

24. (*La CI*, 15 août 1925, n°80, pp. 663-664)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

Vue d'ensemble

II

Les changes

par E. VARGA

I. le retour de l'Angleterre à la monnaie-or dans les relations internationales.

L'événement le plus considérable dans le domaine des changes, c'est le rétablissement de l'étalon-or en Angleterre, en Australie, en Nouvelle Zélande, en Hollande, aux Indes Néerlandaises et en Afrique du Sud.

Le rétablissement de l'étalon-or en Angleterre fut décidé sur la proposition d'une commission spéciale. L'état de ses finances et ses réserves d'or permettaient à l'Angleterre, d'après des appréciations réfléchies officielles, le retour à l'étalon-or.

La commission se prononça pour la liberté de l'exportation de l'or tout en considérant que l'emploi de l'or comme moyen de circulation à l'intérieur du pays serait une mesure prématurée et un luxe inutile.

L'Angleterre ne permet actuellement que l'exportation de l'or.

C'est dire que l'or est un moyen de circulation monétaire internationale, indispensable au maintien du cours du change, mais dont l'emploi est considéré comme inutile dans la circulation intérieure.

Le rétablissement de l'étalon-or en Angleterre a été rendu possible par des crédits accordés à cet effet à la Grande-Bretagne, par la *Banque Morgan* (10 millions de dollars) et la *Federal Reserve Bank* américaine (200 millions de dollars). Comme M. Churchill le disait dans son exposé de la situation financière, ces prêts serviront à l'Angleterre à défendre, le cas échéant, le cours paritaire de la livre sterling.

Le fait que l'Angleterre n'a pu rétablir le change au pair qu'avec le concours des Etats-Unis, montre dans quelle mesure ce pays, qui est sans doute encore le plus puissant des pays capitalistes européens, est tributaire de l'Amérique du Nord. Le Conseil de la *Federal Reserve Bank* s'est félicité de l'arrangement conclu avec la Grande-Bretagne, espérant que la stabilisation définitive de la monnaie anglaise facilitera le commerce des céréales avec le Royaume-Uni.

Le retour à l'étalon-or a eu pour résultat le rétablissement du cours paritaire de la livre sterling sans que les réserves d'or de la banque d'Angleterre fussent entamées. Il n'est pas encore certain qu'on puisse maintenir avec les méthodes actuelles la livre sterling au pair. La situation économique en Angleterre n'a pas été améliorée par cette réforme qui a, au contraire, rendu plus difficile l'écoulement des marchandises anglaises à l'étranger.

La bourgeoisie anglaise s'est décidée à recourir à ces mesures, certainement préjudiciables aux intérêts de l'industrie anglaise, pour empêcher les dominions d'adopter le dollar comme moyen de circulation. L'unité monétaire de l'Empire Britannique ne pouvait plus être sauvegardée que par le rétablissement de la monnaie-or.

II. Les vicissitudes du franc français

Les changes des autres pays victorieux — France, Belgique, Italie — ont considérablement baissé.

Concernant l'état des finances françaises nous relevons les faits suivants :

1) Le budget français est toujours déficitaire, quoique le déficit ait progressivement diminué au cours des dernières années.

2) Les dettes publiques consistent en majeure partie en emprunts à court terme. Si les souscripteurs refusent à renouveler les bons du trésor à l'échéance, l'Etat ne disposant pas de fonds, doit recourir à de nouvelles émissions de papier-monnaie.

3) Cette question se posera avec une acuité toute particulière dans un avenir très rapproché, 22 milliards de bons du trésor devant être renouvelés dans les mois prochains. Les souscripteurs, qui ont subi des pertes du fait de la baisse du franc, accepteront-ils en paiement de nouveaux bons du trésor ? Grosse question et question grosse d'un danger très réel pour le financier français.

4) La situation s'est encore aggravée par suite de la guerre du Maroc et des exigences impérieuses des Etats-Unis (règlement des dettes de guerre compris comme la condition de nouveaux prêts). L'Angleterre a formulé les mêmes revendications.

5) Cet état de choses a abouti à une « crise de confiance ». L'épargne française n'a plus une confiance illimitée dans le franc et les valeurs françaises ; elle convertit son argent en devises étrangères, ce qui contribue, naturellement, à la dépréciation du franc.

On ne saurait dire avec certitude que la baisse du franc est due à une manœuvre des Etats-Unis ou de l'Angleterre, désireux, pour des raisons politiques, d'exercer une pression sur la France. Il semble plutôt que les causes principales de la baisse sont actuellement à rechercher en France.

Les mesures adoptées par M. Caillaux ne laissent pas encore entrevoir si la haute bourgeoisie française croit le moment venu de stabiliser le cours du franc ou si elle préfère continuer l'expropriation des classes moyennes, des paysans et des ouvriers par l'inflation. Une stabilisation, du moins temporaire, sera possible à condition toutefois que les opérations de guerre du Maroc n'acquiescent pas de trop grande ampleur. La bourgeoisie française est divisée. Les industriels exportateurs et les propriétaires penchent pour l'inflation. Inflation ou stabilisation, c'est pour les possédants une question de profits et non une question de principes.

Ce qui est clair, c'est que les mesures prises par M. Caillaux visent, en premier lieu, à exempter la bourgeoisie de toutes charges résultant de l'assainissement des finances. Les socialistes ont vainement sollicité du gouvernement français quelques menues concessions qui leur eussent permis

de donner le change au prolétariat de continuer la politique de soutien. La bourgeoisie, unie des radicaux aux conservateurs, s'est refusée au moindre sacrifice. C'était mal récompenser les services que les socialistes lui avaient rendus à l'occasion de la campagne marocaine. Le résultat de cette intransigeance, non des principes, mais des coffres-forts et des portefeuilles, fut la décomposition du Cartel des Gauches. Les derniers vestiges de l'ère démocratique pacifiste « se débinent » en France...

Les mesures financières de M. Caillaux sont caractérisées par :

1) Le rétablissement nominal (sur le papier) de l'équilibre budgétaire. Nul, en effet, ne saurait prévoir ce que coûtera la guerre du Maroc et quel sera le montant des recouvrements budgétaires si le franc continue à baisser.

2) L'augmentation de 6 milliards de francs de la circulation fiduciaire et des avances de la Banque de France à l'Etat.

3) L'émission d'un nouvel emprunt dont les intérêts seraient garantis contre les fluctuations du cours du franc.

4) La stabilisation des dettes flottantes de l'Etat qui ne devront plus être augmentées.

Ces mesures, impliquant l'inflation, aboutiront sans doute à une nouvelle inflation. Par de nouvelles émissions de papier-monnaie, l'augmentation des avances de la Banque de France à l'Etat et l'émission d'un emprunt à des intérêts consolidés contribuent à la baisse du franc... La revue anglaise *The Economist* remarque judicieusement que le gouvernement, en créant ce type d'emprunt, reconnaît implicitement n'avoir pas plus de confiance que n'en a le public en la stabilité du franc. Quant à la réduction du taux de l'intérêt, il faut admirer le courage de M. Caillaux et la crédulité du public français, disposé à croire (?) que c'est là une excellente mesure préparatoire de la stabilisation du franc.

*

Le franc belge a baissé, mais non dans la mesure du franc français, ce qui fait que l'agio entre le cours des deux monnaies a presque complètement disparu.

Les causes de la nouvelle baisse de la lire sont complexes. Elles ne résident pas dans l'état des finances italiennes, mais plutôt dans la balance commerciale déficitaire de l'Italie et dans l'insistance des Etats-Unis et de l'Angleterre à exiger du gouvernement italien le règlement définitif des dettes de guerre.

Les changes des autres pays sont restés presque invariables.

Les pays capitalistes suivants ont une monnaie stable. Allemagne, Pologne¹, Suède (or), Suisse. Hollande (or). Angleterre (or), Autriche et Hongrie.

¹ Depuis que ces lignes ont été écrites le zloty (franc-or) polonais a fléchi. *La Réd.*

25. (*La CI*, 19 août 1925, n°81, pp. 667-668)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

La France

Perspectives de difficultés. Les bénéfices de l'inflation se feront payer.

Nous avons déjà constaté que l'essor économique de la France est passé — si une sérieuse dépréciation du change ne rétablissait sous peu, artificiellement, la conjoncture. L'industrie automobile, les chantiers de construction navale, la métallurgie, l'industrie chimique et l'industrie textile souffrent le plus. Sans qu'on ait déjà à souffrir du chômage ou d'une crise véritable, on sentait déjà venir un vent mauvais. La nouvelle dépréciation du franc est survenue à temps. Si on pensait sérieusement à une stabilisation du franc, une crise des plus pénibles se produirait, ce dont on a pu se rendre compte.

Voici quelques chiffres sur la production.

Janvier	160,4	669	608
Février	158,7	637	569
Mars	159,4	689	607
Avril	156,8	686,1	587
Mai	159,5	706,3	579,3

[une ligne donnant le nom des produits a sauté à l'imprimerie...]

La production n'a pas baissé et les articles alarmistes de la grande presse sont aussi peu fondés qu'en Allemagne. Le nombre des mineurs occupés a toutefois baissé, d'avril à mai, de 1 500. La production métallurgique française surpasse déjà la production anglaise.

Les données sur le commerce extérieur nous intéressent vivement. La ligne est ascendante.

	<i>(En millions de francs)</i>	
	Importations	Exportations
Janvier	3 172,6	3 562,6
Février	3 346,4	3 562,6
Mars	3 306,7	3 762,2
Avril	3 051,0	3 557,7
Mai	2 968,7	3 640,2
Juin	2 991,1	3 506,6
Totaux :	18 836,5	21 674,4

L'importation de matières premières a baissé, ce qui indique en perspective, un amoindrissement de la production.

	De janvier à mai		Différence avec 1924
	<i>En mille tonnes</i>		
Importations	1925	1924	
Vivres	1 655	2 186	-532
Matières premières	16 721	20 708	-3 887
Articles dégrossis	542	682	-90
Totaux	18 918	20 526	-4 608
Exportations			
Vivres	526	578	-52
Matières premières	10 489	5 166	+1 328
Articles dégrossis	1 578	1 484	+94
Colis postaux	16	15	-1
Totaux	12 609	11 243	+1 366

La diminution des importations de matières premières (4 millions tonnes en 5 mois) et la hausse de l'exportation (1,3 millions de tonnes) additionnées donnent ensemble une déperdition de 5,3 millions de tonnes de marchandises pour l'industrie française. C'est le quart de l'importation de 1924, signe grave pour le futur.

La baisse des rentrées de l'impôt sur le chiffre d'affaires indique également l'aggravation de la conjoncture.

Cet impôt produisit :

Au premier trimestre 1925	1 055,6 millions de francs
Au 4ème et 5ème mois, ensemble	536 millions de francs

Quelles sont les *causes de la crise* ? L'économie de la France ne peut pas supporter seule, à la longue, les frais de la reconstruction et d'une politique impérialiste. Comme en Allemagne, les classes moyennes françaises sont peu à peu expropriées par l'inflation. Elles tentent de se défendre bien maladroitement contre l'expropriation : on achète des valeurs étrangères, on se garde bien de confier ses épargnes aux caisses de l'Etat, on ne prête plus aux capitalistes français. Cette tendance à la résistance financière est illustrée par le tableau ci-dessous.

Emissions des sociétés par actions				
	<i>En millions de francs</i>			
1922	1 378	13 192	14 570	8 000
1923	2 277	9 495	11 772	5 000
1924	3 694	3 509	7 203	1 632
1925 1 ^{er} tr.	237	25	262	

[encore un oubli d'une ligne donnant le nom des colonnes...]

« L'épargne française qui servit si bien l'Etat après la guerre et fournit des fonds aux affaires, se réduit maintenant à des sommes ridicules » (*L'information*, 30 Mai) 1

L'observation se répète avec les Bons de Défense Nationale qu'on ne renouvelle presque pas depuis octobre 1924.

La situation s'est plutôt tendue depuis que les socialistes préconisent un prélèvement sur les capitaux. Les capitalistes évacuent leurs capitaux. Ces patriotes trouvent que c'est plus sûr. On a affirmé au Parlement que 17 milliards de francs ont franchi en contrebande la frontière italienne. D'autres évaluations de la fuite des capitaux de ces derniers mois se montent à 30 et 35 milliards de francs.

Le résultat en est une crise du crédit analogue à celle que nous avons observée dans d'autres pays.

« Le manque de capitaux gêne les affaires privées, les capitalistes hésitant à placer leurs capitaux en valeurs françaises... Il est actuellement impossible, ou peut s'en faut, de faire escompter une traite ou d'obtenir un crédit en banque. Le taux réel du crédit s'est élevé de régie à 18%: 12% d'intérêt, 5% pour le risque de dépréciation du change et 1% d'enregistrement. »
(*Wirtschaftsdienst*, 30 avril 1925)

La situation ne s'est pas améliorée depuis, loin de là. Le papier monnaie en circulation a passé de 41 à 51 milliards atténuant momentanément la crise du crédit.

Le budget de 1925, artificiellement équilibré, qui n'a été voté, d'ailleurs, que tardivement dans le cours de l'année, accusera un déficit considérable dû aux dépenses imprévues de la guerre au Maroc.

L'économie française en arrive déjà au point où les bénéfices de l'inflation se transforment en inconvénients et préjudices. Que l'on continue une politique d'inflation ou que l'on stabilise le franc, les industries françaises auront à subir des crises sérieuses.

26. (*La CI*, 22 août 1925, n°82, p. 670)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

Vue d'ensemble

Le mouvement des prix

La conjoncture ayant empiré et les prix des produits agricoles baissant constamment, les indices du commerce de gros marquent une tendance à la baisse. Voici les indices du mouvement des prix jusqu'à fin juin :

		Etats-Unis	Angleterre	Allemagne	France	Italie	Pologne	Suède	Suisse	Union-Sov	Japon	Indes Britanniques
1924	Juin	145	186		465	566	101	158	173	169	199	176
1924	Octobre	152	180		497	602	116	167	169	164	213	181
1925	février	161	177	137	515	660	125	169	170	183	210	172
1925	Mars	161	174	134	513	659	122	168	166	195	204	168
1925	Avril	156	169	131	513	658	119	163	163	197		169
1925	Mai	155	166	132	519	660						
1925	Juin		163	135								

Complétons ce tableau par les indices-or du *Federal Reserve Board*:

	Etats-Unis	Angleterre	France	Canada	Japon
Janvier	168	175	127	156	100
Février	167	175	125	157	168
Mars	169	171	124	153	162
Avril	164	168	124	148	157

[Le chiffre du Japon en janvier semble improbable – et l'année de base n'est pas indiquée]

Le chômage

L'aggravation de la situation économique a eu pour conséquence l'accroissement du chômage, quoique ces derniers temps, le nombre des chômeurs ait légèrement diminué par suite des travaux saisonniers.

Le tableau ci-dessous donne le nombre des chômeurs *syndiqués*.

	Angleterre	Angleterre-sur tous les ouvriers assurés	Belgique	Hollande	Danemark	Suède	Norvège	Allemagne	Allemagne-chômeurs partiels	Etats-Unis – degré d'occupation (1919 =100)
1923Juin	11,1	11,3	2,6	9,3	8,1	9,8	7,9	4,1	15,3	103
1924Juin	7,2	9,4	3,3	5,8	5,0	7,4	4,9	10,5	19,4	93
1925Janvier	9,0	11,5	6,1	15,1	16,3	14,6	10,0	8,1	5,5	94,6
1925Mars	9,0	11,4	7,0	10,1	15,1	12,0	7,4	5,8	5,1	96,0
1925Avril	19,4	11,2	7,1	8,0	11,2	10,8	9,5	4,3	4,9	96
1925Mai	10,1	11,2	---	---	---	---	---	3,6	5,0	95

[Varga –ou, plutôt, son éditeur – oublie encore de définir la variable : % ?]

Le nombre des chômeurs dans les pays capitalistes varie entre 6 et 8 millions. En Angleterre, on compte 2 millions de chômeurs, en Allemagne 800 000. Le nombre des chômeurs est très élevé en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Autriche. Dans ces trois pays on compte, au total 1 million de chômeurs. Sur le chômage aux Etats-Unis d'Amérique, nous possédons d'autres données. On peut toutefois estimer à 2 millions au moins le nombre des chômeurs dans ce pays. Au Japon, le nombre des chômeurs dépasse de beaucoup 1 million. Nous arrivons ainsi au nombre total de 6 à 8 millions pour les pays capitalistes. C'est une formidable armée de réserve que celle de ces sans-travail dont le nombre reste à peu près invariable. La « stabilisation » du capitalisme n'a encore produit aucun effet sur le chômage.

27. (*La CI*, 24 août 1925, n°83, p. 676)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

Vue d'ensemble

La crise du charbon

La crise du charbon continue.

En *Allemagne*, les stocks de charbon invendu ont fortement augmenté malgré les licenciements d'ouvriers et la réduction de la production. Ces stocks sont estimés à 10—12 millions de tonnes, représentant un capital de 150 millions de marks-or. Somme énorme, si l'on tient compte de la disette de capitaux en *Allemagne*.

Certains faits s'accordent mal, il faut le dire, avec les plaintes des capitalistes allemands. Les voici. Nous n'aurons pas à nous les expliquer.

1) Le nombre des mineurs occupés dans la Ruhr était de 472 608 en janvier 1925 et de 449 805 en mai.

Une question se pose. Pourquoi les propriétaires des mines ne congédient-ils pas plus d'ouvriers ?

2) l'extraction de houille, dans la Ruhr, s'exprime comme suit :

		Production par journée de travail			
		<i>en 1000 tonnes</i>			
		Charbon	Coke	Briquettes	
Moyenne annuelle	1913	379	68	16	
Dernière semaine	Janvier 1925	368	65	12	
”	”	Février 1925	341	68	12
”	”	Mars 1925	337	67	12
”	”	Avril 1925	348	66	11
”	”	Mai 1925	335	64	10
”	”	Juin 1925			

Pourquoi la production n'a-t-elle pas été réduite dans une plus forte proportion ?

3) Le cartel du charbon a majoré le prix de plusieurs qualités de houille.

Nous demandons : Pourquoi le cartel du charbon ne cherche-t-il pas à augmenter les ventes par une réduction de prix ?

Nous ne trouvons de réponse satisfaisante à aucune de ces questions. Il semble que, malgré la

crise, les propriétaires de mines réalisent de beaux bénéfices. Ils ne consentent pas à réduire la production.

Angleterre

Dans ce pays, la production diminue rapidement. On compte 120 000 mineurs sans travail. Les entreprises travaillent à perte. Voici les chiffres de la production hebdomadaire :

	<i>En millions de tonnes</i>	
	1924	1925
Mars	5,75	5,24
Avril	5,21	4,58
Mai	5,46	4,92
Juin	4,67	4,04

Le bilan de l'industrie houillère anglaise, dans les premiers 5 mois de 1925, est :

	<i>En millions de tonnes</i>		
	1923	1924	1925
Production	116,6	119,6	110,5
Exportation	40,8	33,6	29,0
Reste pour la consommation intérieure	75,8	86,0	81,4

Ces chiffres accusent une forte diminution et des exportations et de la consommation.

France

Obligée d'importer du charbon, la France est dans une situation relativement favorable. Consommation : 70 millions de tonnes (en chiffres ronds) ; production : 50 millions. L'inflation tient la concurrence étrangère à l'écart.

L'information, du 17 mai 1925, constate l'extension de la vente du charbon français « grâce au change avantageux... »

La production houillère se monte journalièrement à :

	<i>En 1 000 tonnes</i>
1913	136
Janvier 1923	121
Janvier 1924	145
Janvier 1925	160
Avril 1925	157

Le nombre des ouvriers occupés dans les mines a diminué de 1 000 entre mars et avril.

Belgique

Situation extrêmement défavorable. Le nombre des mineurs occupés a passé de 175 349, en janvier 1925, à 160 520 en mai. Les stocks de charbon invendu ont passé de 971 475 tonnes, en janvier à 1 821 400 tonnes en mai. La production a baissé. Elle était de 1 805 550 tonnes en mai, contre 1 920 070 tonnes en avril.

*

En Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Hollande : situations analogues.

Aux Etats-Unis crise chronique du charbon, encore aggravée par une mauvaise conjoncture dans l'industrie métallurgique.

Les causes de la crise du charbon résident dans *le rétrécissement de la production générale, l'utilisation perfectionnée du combustible, l'emploi des forces hydrauliques, le remplacement du charbon par le mazout dans la navigation.*

Les capitalistes cherchent à venir à bout des difficultés de la crise par des réductions de salaires et des prolongations de la journée de travail.

Le tableau ci-dessous exprime, en chiffres, les exportations allemandes de charbon dans les premiers mois de 1925 :

	Importations	Exportations	Excédent d'importations	Excédent d'exportations
Novembre 1924	1 202	818	384	
Décembre 1924	1 131	1 132		1
Janvier 1925	897	1 676		779
Février 1925	753	914		161
Mars 1925	899	1 295		394
Avril 1925	780	1 204		424

L'industrie houillère allemande semble reprendre l'avantage sur ses concurrentes, grâce aux bas salaires et à ses prix élevés sur le marché intérieur. Ses progrès inquiètent les capitalistes anglais et les incitent à ravalier le mineur britannique au niveau du mineur allemand.

Les capitalistes anglais cherchent à se défendre contre la concurrence étrangère par l'aggravation de l'exploitation du travail. De graves conflits entre capital et travail semblent inévitables. Les propriétaires des mines voudraient imposer aux ouvriers des réductions de salaires représentant une somme de 20 millions de livres sterling par an, en augmentant par la même occasion leurs bénéfices de 14 millions de livres sterling¹.

¹ Ces lignes étaient écrites avant le récent conflit minier anglais, réglé à l'avantage des ouvriers par une intervention gouvernementale. On sait que le gouvernement conservateur s'est engagé à indemniser les propriétaires des mines des préjudices que leur causerait la renonciation à des diminutions de salaires. *La Red.*

28. (*La CI*, 29 août 1925, n°85, p. 715)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

Vue d'ensemble

LA crise de l'industrie métallurgique

La crise de l'industrie métallurgique a continué et s'est même aggravée, surtout aux Etats-Unis. Le rendement des usines métallurgiques est de plus de 30% inférieur à la capacité de production. Les commandes reçues par le trust de l'acier sont en diminution.

En Angleterre, situation extrêmement mauvaise.

En Allemagne, le cartel du fer a encore réduit la production de 5%.

En Belgique, plus de la moitié des hauts-fourneaux sont éteints.

En France, l'état de l'industrie métallurgique est un peu meilleur.

L'écart entre le rendement effectif et la capacité de production est extrêmement grand. M. Laske, directeur de la Fédération Nationale des Producteurs de Fer et d'Acier de la Grande Bretagne, a donné à ce sujet les chiffres très intéressants que nous reproduisons ci-dessous :

Capacité de production annuelle, en millions de tonnes:

	Fer brut	Acier
Grande-Bretagne	12	12
France	11	10
Luxembourg	2,8	2
Allemagne	12	14
Belgique	3,2	3,2
Etats-Unis	52,7	59
Autres pays	5	5
Totaux	98,7	105,2

Production mondiale en 1924 :

	en 1 000 tonnes
Fer	62 000
Acier	69 000

Ainsi le rendement effectif n'atteint que 60% de la capacité la production.

Les pourparlers si laborieux entre industriels allemands, luxembourgeois, français et saarois, au sujet de la formation d'un cartel européen du fer, ont abouti à un accord provisoire. D'après les

journaux allemands, l'accord contient les dispositions suivantes :

1) La quantité de fer brut, de produits demi-fabriqués et de fer laminé pouvant être introduite annuellement en Allemagne est fixée à 1 750 000 tonnes.

2) Les droits de douane pour cette quantité de métaux sont réduits de moitié.

3) Dans cette quantité, l'industrie métallurgique de la Saar est représentée par plus d'un tiers, le reste étant partagé entre la Lorraine et le Luxembourg.

4) Au cas où le cartel allemand du fer diminuerait la production, ce quantum serait proportionnellement réduit.

5) Le fer lorrain et luxembourgeois introduit en Allemagne sera grevé des droits de douane prévus, mais le cartel du fer allemand en remboursera la moitié des droits de douanes perçus, s'indemnisant à son tour par la majoration des prix intérieurs allemands.

L'industrie lourde allemande pose comme condition à l'acceptation de cet accord que la production annuelle de l'industrie métallurgique de tous les pays d'Europe occidentale, y compris la Belgique, soit fixée d'avance dans les six mois après l'entrée en vigueur de l'accord. Ainsi, les industriels allemands obligent les industriels français et belges à se grouper en cartel, de même que l'industrie métallurgique allemande, ce qui pourrait servir de base à un cartel international du fer.

Ces mesures ne sont naturellement pas susceptibles de résoudre économiquement la crise de l'industrie lourde. Elles ne serviront qu'à garantir les bénéfices de capitalistes tout en réduisant la production.

29. (*La CI*, 2 septembre 1925, n°86, pp. 722-724)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

Vue d'ensemble

La crise de la navigation mondiale

La crise de la navigation mondiale s'est aggravée. Des centaines de bateaux rentrent des ports américains, et surtout de ceux de l'Amérique du Sud, sans chargement. Les tarifs de transport sont au-dessous du niveau d'avant-guerre. Voici les indices du fret d'après la revue *The Economist* :

<i>1913 = 100</i>	
Janvier 1925	114
Février 1925	116
Mars 1925	107
Avril 1925	104
Mai 1925	98
Juin 1925	--

En dépit de la crise de la navigation et de la désaffectation des vieux bateaux, le tonnage mondial s'accroît. C'est ce qui ressort du tableau suivant :

Tonnage mondial en tonnes brutes

	<i>Bateaux à vapeur et à moteur</i>	<i>Voiliers</i>	<i>Totaux</i>
1923	62 355 400	3 830 900	65 186 300
1924	61 514 100	2 509 400	64 023 500
1925	62 381 400	2 261 000	64 642 400

Si l'on déduit du tonnage de 1924, 1 174 000 tonnes représentant le tonnage des vieux bateaux désaffectés, l'accroissement du tonnage en 1925 a été non de 600 000, mais de 2 millions. La raison en est que la construction des nouveaux bateaux récemment achevés a été entreprise il y a 2 à 3 ans, lorsque les Compagnies, alléchées par les larges bénéfices d'après-guerre, passèrent d'importantes commandes aux chantiers de construction maritimes, ne pouvant prévoir que la bonne conjoncture ferait rapidement place à une crise sans remède apparent.

La répartition du tonnage entre les principaux pays est également intéressante. La voici exprimée en chiffres :

Bateaux construits en fer

	Juin 1914	Juin 1924	Juin 1925	Différence entre 1914 et 1925	Différence entre 1924 et 1925
Grande-Bretagne et Irlande	18 877	18 917	19 274	+ 397	+ 357
Colonies anglaises	1 407	2 213	2 230	+ 823	+ 17
Etats-Unis	1 837	11 823	11 605	+ 9 708	- 218
Autriche-Hongrie	1 052	—	—	—	—
Belgique	341	555	538	+ 197	- 17
Danemark	768	974	1 008	+ 240	+ 34
France	1 918	3 193	3 262	+ 1 344	+ 69
Allemagne	5 098	2 856	2 993	- 2 105	+ 137
Grèce	820	751	890	+ 70	+ 139
Hollande	1 471	2 533	2 585	+ 1 114	+ 52
Italie	1 428	2 670	2 894	+ 1.466	+ 218
Japon	1 642	3 655	3 741	+ 2 099	+ 86
Norvège	1 923	2 326	2 555	+ 632	+ 229
Espagne	883	1 163	1 120	+ 237	- 43
Suède	992	1 146	1 215	+ 223	+ 69
Autres	2 057	2 749	2 875	+ 818	+ 126
Tonnage mondial	42 514	57 530	58 785	+ 16 271	+ 1 228

Le nombre des bateaux chauffés au charbon a fortement diminué : 61,76% du tonnage mondial en 1921, contre 88% en 1914. C'est une des causes de la diminution de la consommation de la houille.

Par contre, le nombre des bateaux chauffés au mazout s'est élevé à 27,34%, contre 26,5% [?] en 1914.

La crise de la navigation a abouti à une crise des constructions navales. Les chantiers maritimes se voient obligés, après l'exécution des anciennes commandes, à congédier un nombre croissant d'ouvriers. Le nombre des ouvriers sans travail a monté de 27,7% en mai 1924 à 31,5% en mai dernier.

L'Allemagne

Aggravation de la crise industrielle

La crise industrielle s'avère très grave dans les charbonnages et dans la métallurgie avec ses branches diverses : constructions navales, fabrication de machines et de locomotives ; un peu moins forte dans la production des articles en fer, dans l'industrie d'automobiles et celle de l'électricité. La situation est meilleure dans l'industrie textile, dans la confection, etc.

Cette aggravation de la situation économique s'explique tout d'abord par la cessation de l'afflux des étrangers. L'effondrement du *concern* Stinnes et les graves crises financières de presque

tous les *concerns* auraient eu lieu il y a déjà un an sans cette transfusion de forces économiques que fut l'octroi de crédits étrangers à l'Allemagne. La répartition anormale des capitaux investis et en circulation, conséquence de la guerre et de l'inflation, devait forcément amener à une crise dès la fin de la période d'inflation. En ce moment la disette de capitaux est tellement grave que l'activité de certaines entreprises dépend entièrement de la possibilité de se procurer, par des opérations de crédit, les sommes nécessaires au paiement des salaires.

A notre avis, la situation est cependant moins grave que la presse capitaliste ne veut le laisser croire. Si nous prêtons une oreille complaisante à la presse capitaliste, nous devons tenir pour imminent l'écroulement de la métallurgie. Mais bien des indices contredisent cette présentation des faits¹. Toutes réserves faites sur l'exactitude des rapports officiels allemands, nous reproduirons quelques chiffres qui semblent le mieux caractériser la situation générale du Reich.

Les chiffres les moins véridiques concernent le nombre des chômeurs. L'organe officiel *Reichsarbeitsblatt* écrit, à ce sujet, dans son numéro de juin :

« La diminution du nombre des chômeurs secourus s'explique moins par des reprises de travail que par l'extinction du droit aux allocations après le nombre légal de semaines. »

Ces réserves précisées, le tableau ci-dessous offre un grand intérêt.

	Produit de l'impôt sur les salaires	Impôts sur la circulation	Pourcentage des chômeurs syndiqués	Chômeurs secourus (milliers)
1924 décembre	126,3	151,4	8,1	536
1925 janvier	126,1	215,6	8,1	593
1925 février	122,6	136,5	7,3	541
1925 mars	127,0	122,5	5,8	466
1925 avril	126,1	146,5	4,3	320
1925 mai	136,9	125,1	3,6	234
1925 juin				214

Voilà qui atteste une aggravation de conjoncture, même si l'on fait entrer en ligne de compte l'augmentation naturelle du chômage, résultant du changement de saison (surtout dans les travaux agricoles et le bâtiment). Mais cette aggravation est beaucoup moins grave que ne le dit la presse bourgeoise.

L'anxiété de la bourgeoisie nous paraît avoir les raisons suivantes :

1) Les nouveaux tarifs douaniers grevant, en premier lieu, les vivres, provoqueront un renchérissement du coût de la vie au-dessus du niveau des pays concurrents. Les capitalistes allemands, les magnats du fer tout d'abord, préviennent les revendications ouvrières de salaires en exagérant l'importance de leurs propres difficultés.

2) Depuis 1924 et sauf une brève interruption en fin 1923, les capitalistes allemands ont été

¹ Nombre des ouvriers embauchés dans les mines de la Ruhr : fin janvier, 472 608 ; fin mai, 440 805.

submergés par les commandes. Etant maintenant dans l'obligation de courir après les clients, accablés de soucis, cherchant des crédits, se chamaillant avec les concurrents étrangers, ils tiennent la situation pour excessivement critique...

3) L'industrie allemande est encline — eu égard aux versements de réparations — à se lamenter. Nous avons déjà dit que le change allemand est — pour la première fois depuis août 1924 — menacé par la balance passive du commerce extérieur et la fin de l'afflux des crédits étrangers. Si fâcheux que soit cet état des choses, il peut néanmoins venir à point pour faire surgir des difficultés dans la question du transfert des réparations. Il peut même servir à discréditer le plan Dawes.

Evitons les malentendus. Nous avons noté les motifs du langage panique de la bourgeoisie et rabaisé à un ton raisonnable ses bruyantes lamentations. Nous ne disons pas que la situation est bonne. *Elle est, au contraire, mauvaise. La crise est un fait ; l'outillage de la production est loin du plein rendement. Les renflouements et les effondrements sont à l'ordre du jour !*

4) En exagérant la gravité de la crise, l'industrie exerce une pression sur l'opinion publique, pression tendant à obtenir l'augmentation des tarifs douaniers et une diminution des impôts directs. La campagne est bien menée.

Sur les diverses branches de l'industrie, nous avons les renseignements suivants :

Charbonnages et mines. La production se développe plutôt dans le Nord de l'Empire. Par suite du manque de capitaux, les capitalistes concentrent leurs efforts sur la production des articles d'un écoulement aisé.

L'instabilité de la production découle du changement des heures de travail. La journée moyenne a été

en 1913	de 8 1/2 heures
en 1922	de 7 heures
en 1925	de 8 heures

La production par tête d'ouvrier

en 1913 (avril)	de 949 kg
en 1922 (avril)	de 592 kg
en 1924 (avril)	de 750 kg

La production augmente considérablement au cours des trois dernières années mais, considérée par tête, n'atteint pas le niveau de l'avant-guerre.

L'industrie du fer et la métallurgie souffrent de la crise, la cartellisation a augmenté les profits, mais non point la production. Nombre d'usines limitent leur production ou arrêtent complètement le travail. La moitié environ des haut-fourneaux sont éteints¹.

Depuis que les importations de tissus d'Alsace-Lorraine ont cessé, l'industrie textile se relève, car ces importations satisfaisaient la demande dans une mesure de 25%.

Les engrais chimiques, l'électricité, les automobiles et la fabrication de certains articles métalliques sont en assez bonne situation.

¹ La moitié de hauts-fourneaux allemands ont cessé le travail.

L'effondrement du *concern* Stinnes

Cet événement démontre le mieux la crise de l'industrie allemande. Il n'a pas été un fait isolé : il a été, au contraire, déterminé par la marche des affaires. Tous les grands *concerns* de structure « verticale » se trouvent en mauvaise posture. Les petits *concerns*, nés de l'inflation – *Barmat*, *Kustiker* – ont croulé au premier vent d'orage. Le *concern* *Wolf* (*Phoenix*) dû arrêter le travail des chantiers *Reiherstieg*, faute de capitaux.

Le licenciement d'une partie du personnel des usines *Krupp*, les mésaventures de l'emprunt *Krupp* en Amérique, les restrictions de la production des établissements *Krupp* sont aussi des faits éloquents.

Peut-on en déduire — comme le fait une partie de la presse allemande — que le temps des *concerns* verticaux soit révolu ?

Aucunement. Les causes qui nécessitaient dès l'avant-guerre la formation des *concerns* verticaux : l'égalisation des profits et des risques du travail des matières brutes et du finissage des articles, la diminution des frais généraux et la possibilité d'améliorer la technique – toutes ces causes subsistent encore. L'impôt sur le chiffre d'affaire est, en outre, une sorte de prime à la formation de *concerns* verticaux.

Mais le *concern* Stinnes ne fut jamais un *concern* de production ; ce fut un agglomérat disparate de « valeurs réelle » que Stinnes, profiteur de l'inflation, rafla au hasard des bons coups. Charbon et fer, navigation et hôtels, pétrole et villes d'eaux, forêt et journaux : il avait de tout. Dans les troubles de la période d'inflation, rien n'était plus facile à ceux qui disposaient du crédit que d'amasser des fortunes. Ils achetaient des « valeurs réelles », les payaient en monnaie dépréciée et recommençaient le jeu. Ce fut tout le système de Hugo Stinnes. Sachant tirer profit de la bêtise et de la cupidité des directeurs de banques et par dessus tout de celles de la direction de la *Reichsbank*, il devint une puissance économique. Ses moindres paroles, dévotement recueillies et par les politiciens bourgeois et par les leaders des syndicats et de la social-démocratie, furent des oracles. Le pacte *Stinnes-Legien* — le grand ploutocrate s'acoquinant au leader des syndicats ouvriers ! — scella une entente dont le vieux forban se moqua toutes les fois que la situation le lui permit. Rien ne symbolise mieux la trahison et l'insondable sottise des social-démocrates allemands.

Hugo Stinnes, premier responsable de l'inflation et de l'occupation de la Ruhr, responsable de la mésaventure qui advint aux ouvriers de [la] Ruhr rebellés contre l'occupation. Stinnes l'habile homme qui fit soustraire sa famille aux impôts sur les successions, le forban qui, sa vie durant, répéta de grandes phrases sur l'amour de la patrie, la morale, les devoirs sociaux, Stinnes fut un des plus grands corrupteurs de l'Allemagne. *Barmat*, *Kutisker*, l'ex-ministre des postes Hoelle ont connu la prison pour avoir payé des politiciens. Si l'on jugeait de même façon les affaires de Stinnes, il faudrait incarcérer tous les politiciens d'Allemagne ! Tous ont contribué aux opérations du ploutocrate insatiable, Stinnes ! Mais Stinnes a été tellement riche, sa position économique a été tellement forte, qu'on a dû ménager son *concern*, même après l'effondrement. 22 banques se sont engagées, sous l'égide de la banque du *Reich*, à prêter au *concern* Stinnes aux abois 110 à 150 millions de marks, crédit indispensable à une liquidation régulière (ce renflouement détermina une panique à la Bourse de Berlin).

Deux questions se posent concernant la crise des *concerns* allemands.

1) Quelles sont les limites du développement des *concerns* verticaux ? A quel moment les

désavantages de la lourdeur de l'organisation surpassent les avantages de la concentration ? Cette question devra être discutée, sous un nouvel aspect quand on étudiera le plan économique de la dictature du prolétariat. Les conceptions trop mécaniques telles que celle-ci : en agrandissant une entreprise, on amoindrit les frais de la production, — par conséquent, plus un *concern* est grand et plus ses bénéfices sont élevés. — sont souvent fausses.

2) La période d'inflation a-t-elle été en Allemagne une période d'accumulation ? L'effondrement du *concern* Stinnes prouve qu'un amoncèlement de machines et de moyens de production n'est pas nécessairement une accumulation de richesses. Si les moyens de production nouvellement acquis ne servent pas effectivement à la production, s'ils ne satisfont pas des « besoins sociaux », il n'y a pas d'accumulation véritable. Il n'y en eut pas en Allemagne pendant l'inflation. On entassa. On amoncela. On spécula. L'Allemagne ne s'enrichit pas. Voilà qui explique la dispersion soudaine des fortunes colossales comme celle de Stinnes ! Il est à prévoir qu'après la liquidation du *concern*, la fortune de la dynastie Stinnes sera moindre que ce qu'elle fut avant l'inflation.

Finances de l'Etat, revenus, épargnes

Les revenus de l'Etat qui, l'année passée, furent considérables, sont en baisse depuis un certain temps. Des chiffres :

Revenus de l'Etat provenant des contributions et des droits de douanes:

Revenus	An commercial 1924/25		An commercial 1925/26	
	Février	Mars	Avri	Mai
a) Impôt sur la fortune et la circulation	498,7	452,9	504,8	467,1
<i>1) Revenus durables</i>	<i>494,2</i>	<i>449,7</i>	<i>493,4</i>	<i>463,5</i>
a) Impôts sur les salaires	122,6	127,0	126,1	137,0
b) autres	64,2	54,8	109,8	75,2
Corporation	28,0	26,8	23,0	23,8
Fortune	83,0	52,5	20,0	33,4
Ventes	136,5	122,5	146,5	125,1
Echange de capitaux	17,4	16,4	16,0	11,9
Transferts	21,2	24,4	25,9	26,6
Autres	21,3	24,3	26,1	30,5
<i>2) Singuliers</i>	<i>4,6</i>	<i>3,2</i>	<i>11,4</i>	<i>3,5</i>
b) Tarifs douaniers et impôts de consommation	149,4	148,4	148,0	143,7
Tarifs douaniers	35,9	38,3	38,7	35,7
Tabac	53,3	43,5	49,0	49,0
Bière	16,4	15,9	17,7	19,2
Eau-de-vie	13,6	18,0	11,0	10,2
Sucre	18,5	20,3	20,6	18,2
Vin	8,9	9,5	8,6	8,4
Autres	2,8	2,9	2,4	2,5
c) Titres divers	0,1	0,3	0,1	0,1
Total (a—c)	648,2	601,6	652,9	610,9

Revenus et dépenses du Reich en millions de rentenmarks

(Chiffres arrondis)

	Revenus			Dépenses			Soldes
	Impôts	Administrations	Total	Transferts	Administrations	Total	
1924							
Octobre	686,7	27,6	714,3	230,6	362,4	693,0	+ 21,3
Novembre	672,1	27,3	699,4	242,7	446,7	689,4	+ 10,0
Décembre	635,1	70,8	705,9	234,1	268,7	497,8	+ 208,1
1925							
Janvier	768,8	23,2	792,0	199,9	436,0	635,9	+ 156,1
Février	648,2	23,3	671,5	260,3	300,6	560,9	+ 110,6
Mars	601,7	19,7	621,4	251,6	365,5	617,1	+ 4,3
Avril	652,9	16,4	669,3	234,0	416,7	650,7	+ 18,6
Mai	610,9	11,4	622,3	238,2	401,4	639,6	- 17,3

Mai est en déficit sur juin.

Le budget sera déterminé par la nouvelle loi sur les douanes et par la nouvelle loi fiscale. La tendance est claire : les masses seront pressurées (augmentation du prélèvement sur le tabac et la bière), diminution des impôts directs. Le déficit du budget fournira au gouvernement un argument contre le versement des réparations.

Les classes dominantes font campagne contre les impôts direct*

On commence tout de même à épargner. Les dépôts suivants ont été faits dans les caisses d'épargne prussiennes :

	<i>millions de marks-or</i>
Fin 1913	13 110
Novembre 1924	332
Janvier 1925	482
Avril 1925	682

Les dépôts ont doublé dans les six derniers mois. Néanmoins, ils n'atteignent que 5% de ceux de 1913.

Hindenburg a grandement déçu la petite épargne. Avec les nationaux allemands il l'a délibérément sacrifiée à la haute bourgeoisie et aux grands propriétaires fonciers. Aux prochaines élections plus d'un million de petits-bourgeois nationalistes passeront aux social-démocrates.

Le commerce à l'extérieur

Le bilan du commerce extérieur reste passif. Des chiffres :

	Mars	Avril	Mai	Janv./Mai
	<i>En millions de marks-or</i>			
Importations				
Total	1 110,54	1 080,04	1 084,03	5 764,80»
Vivres et boissons	295,30	293,07	292,71	1 544,41
Matières premières et articles dégrossis	570,25	541,63	520,59	2890,16
Articles achevés	164,13	160,35	167,34	904,40
Or et argent	73,64	73,99	90,45	380,50
Exportations				
Total	711,17	672,38	732,18	3 444,59
Vivres et boissons	51,13	43,33	40,18	230,16
Matières premières et articles dégrossis	122,30	113,33	137,80	602,66
Articles achevés	503,05	511,36	549,05	2 590,16
Or et argent	3,06	2,33	4,17	12,92

Le déficit du commerce à l'extérieur a été

(En millions de marks-or)

Janvier	587
Février	441
Mars	329
Avril	337
Mai	265
[total]	1 959

L'excédent d'importation d'or porte le déficit à 2 320 millions.

On a souvent mis en doute l'exactitude de ces chiffres. On aime à répéter que les exportateurs, craignant la réintroduction éventuelle d'un impôt sur les devises, diminuent de 20% en moyenne leur déclaration de valeurs, ce qui diminuerait de 1/3 le déficit. D'autre part, il n'est pas douteux que les crédits étrangers prennent forcément la forme marchandise en arrivant à l'intérieur, de sorte que la passivité du bilan commercial est simplement la contrepartie de l'obtention de crédits étrangers.

Qu'advient-il, les crédits étrangers cessant d'affluer ? Deux possibilités sont à envisager.

1) Course aux devises, donc hausse des valeurs, dépréciation restreinte du mark, *sans accumulation des moyens de circulation intérieure*. Donc manque d'argent, taux élevés d'intérêt, bas prix, importations décroissantes, exportations montantes. Ou encore

2) Course aux devises, hausse des valeurs, dépréciation du mark, méfiance, diminution des rentrées fiscales, d'où nécessité pour *l'Etat de multiplier sous quelque forme les moyens de circulation pour couvrir le déficit*, conséquence : une inflation nouvelle, nouvelle dépréciation des valeurs, etc. Conséquence fatale : contrôle étranger des finances.

Les mois prochains nous fixeront. On verra bien si l'Amérique va continuer à ouvrir à l'Allemagne de nouveaux crédits ou si elle préférera — avec la bourgeoisie allemande — monter une

crise d'inflation pour obtenir la révision du Plan Dawes, jouer les puissances de l'Entente et faire de l'Allemagne une pure colonie américaine.

Tarifs douaniers et contrats de commerce

Dans la lutte engagée autour de la politique douanière, l'esprit de classe de la métallurgie et des gros propriétaires a décidé la victoire des hauts tarifs protecteurs. La lutte s'est poursuivie sur un terrain idéologique après que les social-démocrates et les syndicats eussent renoncé à défendre les intérêts des masses laborieuses contre les nouvelles charges fiscales. Plusieurs milliers d'articles, de discours, de brochures et de travaux divers ont paru traitant des tarifs douaniers. L'argumentation contenue dans ces opuscules est démagogiquement bourrée de falsification. Essayons de tirer quelques idées viables de ce fatras.

30. (*La CI*, 5 septembre 1925, n°87, p. 727-729)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

L'Allemagne

(*Suite*)

L'agriculture allemande

Quant à la situation de l'agriculture, les agrariens la déclarent désastreuse ; leurs interlocuteurs la tiennent pour excellente. Que disent les faits ?

1) Le cheptel allemand grandit et s'améliore. Il ne manque que 6% de bêtes à cornes et 25% de porcs pour que la situation l'avant-guerre soit rétablie.

2) L'emploi des engrais artificiels se généralise, dépassant déjà le niveau de l'avant-guerre.

La vente de phosphates a plus que doublé dans le premier trimestre de 1925 relativement à l'an passé, l'intérêt porté à l'azote a tellement augmenté, que certaines variétés d'azotes ne se trouvent plus momentanément dans le commerce. Les cultivateurs ont dû, pour éviter le retard dans la livraison des azotes, modifier leurs commandes. Les engrais Thomas furent tellement recherchés que les moulins à scories Thomas ont vendu leurs produits avant livraison et les cultivateurs qui avaient négligé de passer leurs commandes au cours de l'hiver ont dû se passer de phosphates ou se procurer, pour les semences du printemps, du superphosphate ou des phosphates de Rhénanie d'un prix plus élevé.

Ces faits indiquent un relèvement de l'agriculture.

Les ventes de phosphates se chiffrent pour les 5 premiers mois de 1925 par 6 519 090 quintaux contre 3 millions en 1924.

L'effet des orages qui ont sévi dans certaines régions du Reich a été beaucoup exagéré.

On parle aussi du préjudice causé à l'agriculture par les impôts trop élevés. Argumentation absurde. Les agriculteurs ont profité de la dépréciation du mark pour éteindre leurs dettes. Il est vrai qu'ensuite la transition de l'inflation à la stabilisation leur a porté quelque « préjudice ».

« Le change stable – note le Professeur Beckmann – (*Frankfurter-Zeitung*, 30 avril 1925) amena la crise du crédit ; après la crise des hypothèques, ce fut le manque de crédit. Au cours de l'inflation, on s'était surchargé de « valeurs réelles » pour la plupart impossibles à réaliser. On avait installé un outillage coûteux. Dans quelques contrées, le nombre de chevaux doubla par rapport à celui de 1914. »

Sur les dettes de l'agriculture, le ministre prussien de l'agriculture, Steiger, publiait le 10 juin le tableau suivant :

	Milliards	Pourcentage	Intérêts en millions
Dettes hypothécaires valorisées	1,75	5	87,5
Dettes à la Rentenbank	1,2	5	60,0
Dettes hypothécaires nouvelles	1,0	12	120,0
Dettes privées nouvellement contractées	1,5	14	210,0

Les dettes d'avant-guerre s'élevaient à 9 milliards avec 4% = 360 millions d'intérêts annuels. Comme les dettes à la Rentenbank sont amorties par les bénéfices de la banque même, l'évaluation est faussée.

En résumé : les cultivateurs moyens et petits paysans paient des intérêts usuraires et supportent de lourdes charges fiscales. Mais l'agriculture, au lieu de décliner, se relève.

Les hobereaux contre les paysans

La lutte idéologique qui a lieu autour de la question des tarifs douaniers se résume à ceci :

L'intérêt des hobereaux cultivateurs exige de hauts tarifs protecteurs sur les blés et les fourrages, l'intérêt des paysans, qui n'ont ni blé ni fourrage à vendre, mais qui achètent au contraire du fourrage pour leur bétail, exige de hauts tarifs sur le bétail, la viande, le lait, le beurre avec importation libre du fourrage et indemnités ou tarifs atténués sur les céréales.

Les savants allemands se sont ralliés — sauf quelques rares exceptions - au point de vue du paysan, leurs arguments (qui n'ont, bien entendus, rien à faire avec le sentiment de la classe paysanne) sont - d'après les formules de *Sering* - les suivants :

1) Les tarifs sur les céréales conditionnent les tarifs sur les articles de l'industrie, donc sur les moyens de production agricole.

2) Les prix des céréales ont, sur le marché mondial, tendance à monter¹ et sont suffisamment élevés pour l'agriculture allemande.

3) L'intensification de l'agriculture suppose un grand cheptel : ce qui exige l'importation des fourrages et des tarifs douaniers protecteurs sur les produits de l'élevage.

4) Ce qui est d'un intérêt général, car 65% du territoire allemand vivent de l'élevage et seulement 25% de la culture des céréales.

Mais les arguments théoriques n'y font rien². L'alliance de la métallurgie et des grands propriétaires est décisive, les grands et petits paysans sont muets : trop longtemps ils ont été organisés dans un *Landbund*, dirigé par les hobereaux

¹ C'est le point faible de l'argumentation de *Sering*. D'après l'expérience du XIX^e siècle, il croit que la demande de céréales « et vivre » augmentera ; il voit le capitalisme en développement alors qu'en réalité le capitalisme est à son déclin ! A notre avis, dans les années prochaines tout au moins, les prix des céréales baisseront.

² L'exposé de motifs du projet de loi sur les douanes est un chef-d'œuvre de science officielle, ménageant la chèvre et le chou.

C'est le consommateur qui paiera le résultat du compromis. On arrêtera non seulement pour les céréales, mais aussi pour les produits de l'élevage, des tarifs douaniers élevés. Il est clair que, dans ces conditions, on n'arrivera pas facilement à conclure les traités de commerce en discussion.

Les travailleurs paieront

Les travailleurs seront, comme de juste, les victimes de l'augmentation des tarifs douaniers. Ouvriers, employés, habitants des grandes villes, etc., paieront le plus. D'après les calculs de M. F. Baade, secrétaire de la Commission agraire, les nouveaux tarifs sur les céréales augmenteront de 149,90 marks par an le coût de la vie d'une famille de cinq personnes.

Il y a en Allemagne 10 millions de familles qui ne produisent pas elles-mêmes leur blé. Les consommateurs paieront donc au total 1,5 milliards de marks-or de plus par an. De cette somme, 100 millions reviendront au fisc.

Les agrariens et les paysans riches empocheront les 1 200 millions de marks-or restants. Ils en rembourseront une partie aux capitalistes industriels sous la forme des tarifs douaniers sur les produits de l'industrie. Quant aux ouvriers, ils paieront, outre les 150 marks annuels de droits sur les vivres, une autre somme non moins ronde représentant les droits sur les articles manufacturés de consommation courante.

La lutte s'avive entre le capital et le travail.

Il est facile à prédire que les luttes de salaires vont se rallumer. Les patrons s'y préparent. Ils expriment tout haut leur mécontentement ; ils se plaignent de ne pas toucher de bénéfices ; ils exigent la prolongation de la durée de travail et des diminutions de salaires ; faute de quoi, ils annoncent la baisse du mark. Les leaders des syndicats font leur possible pour rassurer les masses. Les nuages s'amoncèlent à horizon. Des orages viennent.

L'Angleterre

Vue générale

Les économistes anglais ne cessent de ressasser le thème de la crise. Le rétablissement du change au pair n'a pas amélioré la situation. L'économie anglaise est minée : les beaux jours de l'avant-guerre ne revivront plus.

« Si on pouvait dire de la période d'avant-guerre qu'elle fut "normale" en un temps où le commerce britannique régnait sans conteste sur le monde, il faut bien constater que ces beaux jours sont finis. » Lord *Kylsant*, le président de la Chambre de Commerce de Londres, s'est ainsi exprimé. La grande presse, les revues, les discours des hommes d'Etat répètent sans cesse cette même opinion. La part de l'Angleterre sur les marchés mondiaux n'a pas diminué ; mais le marché mondial s'est tellement rétréci que l'Angleterre ne fait plus que 80% de ses affaires d'avant-guerre. Lord Churchill est peut-être le seul optimiste du Royaume-Uni.

« L'anglais prend plus de thé, consomme plus de tabac, mange plus de pain et de viandes, porte

des habits et des souliers plus variés et mieux faits, dépense plus pour le théâtre et les amusements qu'avant la guerre. Les masses laborieuses ont depuis la guerre élevé leur niveau d'existence. » (Discours de Lord Churchill, 15 juillet 1925.)

Les problèmes qui inquiètent la grande bourgeoisie britannique sont :

- 1) L'extension du chômage.
- 2) La précarité et la tendance à la baisse des exportations.
- 3) Le manque de capitaux pour les placements étrangers.
- 4) Les difficultés inextricables de la politique économique.
- 5) Le résultat des grandes luttes prochaines entre le capital et le travail.

Le chômage

Le chômage, après avoir diminué dans les dernières années, s'est développé cette année. On ne croit plus pouvoir guérir cette plaie.

Le pourcentage des chômeurs a été plus élevé en juin 1924 qu'en juin 1923.

Le voici en chiffres :

% de syndiqués chômeurs

	1924	1925
Janvier	8,9	9
Février	8,1	9,4
Mars	7,8	9
Avril	7,5	9,4
Mai	7,0	16,1
Juin	7,2	12,3

Le total des chômeurs secourus se chiffrait le 6 juillet par 1 300 000 personnes. – 275 749 personnes de plus que l'année passée !

Ce nombre se divise comme suit :

Hommes	1 016 700
Femmes	220 500
Jeunes hommes	35 600
Jeunes filles	27 500

L'accroissement du nombre des chômeurs s'explique avant tout par l'extension du chômage dans les mines.

D'après le Ministre du Travail Steel Maitland, l'évolution du chômage aurait été la suivante :

Chômeurs (% ? milliers !)

	Mineurs	Autres industries	Total
Fin juin 1924	59,7	928	1 041,7
Fin octobre 1924	130,0	1 103	1 133,0
Fin juin 1925	315,0	1 024	1 339,0

Le nombre des chômeurs (mineurs exceptés) ne s'accroît que peu, la ligne est même dans les derniers neuf mois décroissante.

D'après Lord Churchill, 75 000 chômeurs seulement touchent les allocations établies par le gouvernement travailliste, allocations qui vont d'ailleurs être supprimées et à la perception desquelles on apporte des obstacles. Avant la guerre, l'Angleterre n'eut jamais moins de 400 000 chômeurs.

Outre les fortes sommes absorbées par les allocations aux chômeurs, dépense déplorable, la bourgeoisie déplore les effets démoralisants du chômage chronique. D'après la statistique, les chômeurs sont en grand nombre des ouvriers qualifiés et capables.

« La durée de la crise nuit à la formation industrielle de la Jeunesse », dit *Economist* (23 mai).

Ainsi l'Angleterre est menacée à la base même de sa puissance, dans son armée du travail exercée et bien entraînée, armée qui se démoralise, émigre, s'aigrit sans que l'on voit le moyen d'en arrêter la lente débandade.

La décroissance des exportations

Aucun autre pays impérialiste n'a vécu aussi exclusivement de son commerce avec l'étranger. De là l'inquiétude et le mécontentement suscités par la tendance décroissante des exportations de ces derniers mois.

	Valeur en millions de livres-sterling		
	Importations	Exportations	Excédent des importations
1924 juin	88,6	72,0	16,6
1925 janvier	128,9	82,3	46,6
Février	110,1	83,2	26,9
Mars	112,9	83,0	29,9
Avril	110,4	73,3	37,1
Mai	104,3	78,3	25,6
juin	111,0	69,5	41,5
1 ^{er} semestre 1925	667,6	470,0	207,6

Les industries les plus atteintes par la baisse sont celles du charbon, du fer, de l'acier, des constructions navales, de la construction de machines. Le commerce du fer et de l'acier tend à devenir passif.

Commerce avec l'étranger (fer et acier)

(*The Economist*, 16 mai)

	En milliers de tonnes		
	Importations	Exportations	Excédent des exportations
1913 Moyenne mensuelle	186	414	228
1923 Moyenne mensuelle	110	360	250
1924 Moyenne mensuelle	202	321	119

1925 Janvier	235	325	90
Février	235	299	64
Mars	245	322	67
Avril	274	298	24

La valeur de l'excédent des exportations reste à peu près inchangée, en raison des variations de la qualité des marchandises exportées.

Les causes du déclin des exportations sont connues. La commission constituée sous le gouvernement Macdonald - sous la présidence de M. A. Balfour — les a définies ainsi :

- a) l'amointrissement de la puissance d'achat à l'étranger
- b) l'évolution des industries locales à l'étranger
- c) les effets de la concurrence étrangère.

A cette liste, les capitalistes intéressés ajoutent, comme il fallait s'y attendre, l'élévation des salaires. la brièveté de la journée du travail, les exigences du fisc, les allocations au sans-travail, le secours aux indigents, les exigences « exorbitantes » des Trade-unions. Maints auteurs respectés s'efforcent à démontrer que les capitalistes anglais, pressurés par les prolétaires trop bien rétribués, ne peuvent plus tenir tête à la concurrence allemande et française. Bref, sus à l'ouvrier au nom des intérêts supérieurs de la production nationale !

L'Angleterre eut toujours une balance commerciale passive : seulement les profits de la navigation, des transactions de banque, de l'exploitation coloniale et des placements de capitaux à l'étranger compensaient naguère ce passif avec tant d'avantages que la Grande-Bretagne augmentait encore ses investissements à l'étranger, en d'autres termes ses exportations de capitaux.

Or, la quantité de capitaux disponibles pour les investissements à l'étranger diminue de jour en jour, tandis que le passif du bilan commercial grandit.

Le passif fut		(millions de livres-sterling)
en 1913	de	158
en 1923	de	203
en 1925(1 ^{er} semestre) de		208

Les placements à l'étranger diminuent. L'Angleterre régla sa dette à l'Amérique. De ses alliés débiteurs, elle n'a pas touché un fichu liard.

D'après l'estimation de Sir A. Smith, président de l'Association patronale de la Métallurgie et des Aciéries, les placements à l'étranger ont eu le développement suivant :

	<i>En millions de livres-sterling</i>
1920	352
1922	154
1923	102
1924	29

L'année 1925 doit accuser, d'après les résultats des cinq premiers mois un *déficit* de 20 millions de livres-sterling ; c'est-à-dire que l'Angleterre aura, non placé, mais mangé 26 millions de livres à l'étranger (*The Economist*).

L'élévation des impôts et des dépenses improductives (dépenses administratives et militaires,

secours aux chômeur, et aux pauvres, etc.) limitent les possibilités de placements de capitaux hors de la métropole.

Le fisc a perçu les sommes suivantes :

	<i>(en millions de livres-sterling)</i>		
	Revenus nationaux	Impôts	<i>Pourcentage</i>
1913	2 300	163	7,1
1920	5 600	1 032	18,4
1921	3 900	857	22,0
1922	3 500	775	22,2
1923	3 800	718	18,8
1924	3 950	690	17,5

Ajoutez 4% d'impôts communaux. Le total fait plus de 20 % des revenus nationaux absorbés par le fisc.

Les dépenses semblent augmenter et les revenus diminuer sans égards aux prévisions budgétaires. Le déficit se chiffre déjà par 50 millions de livres-sterling. (le déficit atteignait l'an passé, à la même époque, 38 millions de livres-sterling. On est toujours en déficit dans les premiers mois de l'année car les contributions directes ne rentrent que plus tard.) Si on y ajoute les dépenses des nouvelles constructions navales exigées par la droite militariste du parti conservateur, on aura un bien beau déficit.

Les placements à l'étranger se raréfient, avons-nous dit. Est-ce l'effet de la défense de prêter à l'étranger – mesure prise pour empêcher que l'or sorte du pays, ce qui menacerait le change au pair – ou manque-t-on vraiment de capitaux disponibles¹ ?

Le tableau des émissions de valeurs va nous éclairer.

Valeurs émises en millions de livres-sterling (1^{er} semestre)

	1913	1923	1924	1925
Total	120,3	181,3	105,6	112,0
A l'intérieur	20,3	92,4	44,4	78,7
Dans les colonies britanniques	43,0	52,2	38,0	28,1
A l'étranger	57,0	36,7	23,2	5,1

Nous avons constaté : en 1913 : 1/6 des placements va à l'intérieur, 2/6 aux colonies et la moitié dans les pays étrangers. En 1925, 4/6 à l'intérieur et une minime partie à l'étranger. Mais c'est tout le problème : les placements à l'étranger furent jadis la base même de l'impérialisme anglais.

Le rétablissement du change au pair exige de grands sacrifices. L'Angleterre sera dépendante de l'Amérique, elle aura à lutter contre la concurrence allemande et française, elle devra prohiber l'exportation des capitaux. On ne guérit pas un organisme aussi malade que l'économie anglaise en lui donnant des remèdes appropriés aux fièvres bénignes.

¹ L'*Economist* du 4 juillet fait la remarque suivante : La plupart des placements à l'intérieur vont à l'industrie et au commerce, ce qui contredit le pessimisme général quant à la possibilité des entreprises.

A la recherche de remèdes

Le marasme de l'économie anglaise atteint son point culminant du fait qu'on ne trouve aucun moyen d'y remédier. Rien à entreprendre contre le chômage, contre la crise de la métallurgie et celle des industries textiles. On a vu un gouvernement de coalition, un cabinet travailliste, puis un cabinet conservateur se succéder et s'user à la tâche.

L'*Economist*, du 4 juillet, publiait un article d'une ironie cinglante sur l'impuissance de la politique de M. Stanley Baldwin :

« Les moyens par lesquels M. Baldwin s'essaie à rétablir la prospérité économique sont assez variés. Drainage, agriculture, culture des betteraves, étalon-or, pacte de sécurité, crédits pour l'exportation, modernisation de l'outillage industriel, tarifs douaniers, électrification, congrès scientifiques, développement des colonies, films anglais pour les cinémas anglais, »achetez les articles anglais », subsides pour les branches d'industrie souffrantes, esprit et volonté. Voilà de bonnes idées : ce qui est douteux, c'est leur efficacité... »

Le seul fait positif c'est le rétablissement des tarifs douaniers protecteurs. Le 1^{er} juin, les tarifs Mac Kenna¹ étaient remis en vigueur.

On taxe les dentelles et les gants. On prépare d'autres taxes. On ne sait que faire. L'*Economist* a raison de dire : « L'idée qu'un peuple commerçant (*trading nation*) doit avoir une politique fiscale stable et raisonnable, semble être perdue. » Notre opinion sur la question des tarifs douaniers est fixée. Les tarifs protecteurs ne servent en rien les industries de charbon, du fer, de l'acier, de la construction navale, du coton, car ce sont industries d'exportations. Si les cartels étaient assez puissants, les tarifs protecteurs augmenteraient leurs bénéfices ; pas la production.

Les conflits du travail et du capital

La classe ouvrière étant fort bien organisée, la bourgeoisie décline le combat. Les conservateurs ne font que prêcher l'harmonie des classes. « Se comprendre, coopérer ! » Bons apôtres ! Ils exigent des sacrifices de la part des ouvriers. Tout le monde doit en faire, n'est-ce pas ?

Nous ne voulons pas prophétiser. Ce que est sûr, c'est que la situation générale est très grave. Le prolétariat anglais est préparé à des luttes qui viennent et qui seront aussi graves, aussi violentes que jadis le mouvement chartiste. L'imminence de grands conflits, la crise générale, le boycott des marchandises anglaises en Chine, telles sont les lignes du terrible malaise de l'économie britannique.

¹ Les tarifs Mac Kenna sont des tarifs sur la valeur (33 1/3) payables sur les horloges, montres et leurs parties, films cinématographiques, automobiles, moteurs et leurs parties (sauf les pneus), instruments de musique. (L'augmentation des importations en juin est l'effet d'une importation rehaussée de ces articles.)

31. (*La CI*, 9 septembre 1925, n°88, pp. 734-738)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

Italie

La chute de la lire

L'événement le plus important qui s'est produit en Italie dans le 2^e trimestre de 1925 — ce fut la dépréciation de la lire. La lire tomba simultanément avec le franc. La livre sterling se haussait à 144 liras, puis se stabilisa, au bout de quelques semaines, à 130 liras. L'année passée, elle en valait 100.

Les économistes italiens ne se rendent pas clairement compte des causes de la dépréciation du change italien. Le professeur *Einaudi*, un des coryphées de la politique fiscale italienne, en a dit (*Corriere della Sera*, 11 juin, 5 juillet, etc.) :

« Les causes de la dépréciation ont été

1) La pression de l'Amérique et de l'Angleterre exigeant la liquidation des dettes de guerre, d'où la nécessité d'acheter des livres sterling et des dollars ;

2) Les causes techniques ;

3) Les importateurs italiens ont spéculé sur la hausse de la lire ; ils ont prorogé leurs créances étrangères ; ils sont, enfin, dans la nécessité d'acheter des devises étrangères ;

4 Des étrangers ont spéculé sur la lire et acheté des valeurs italiennes, ils les réalisent.

5) On achète par crainte d'une nouvelle dépréciation des livres-sterling et des dollars. »

Le professeur Einaudi ne voit pas de causes économiques à la chute de la lire !

Mussolini, parlant à une députation des industriels italiens, a dit de son côté que la situation économique n'avait pas empiré depuis 2 ou 3 mois ; la dépréciation n'était que l'effet « d'une panique ».

A notre avis, la cause de la dépréciation de la lire est celle même qui a déjà fait dégringoler le franc français : *l'économie du pays supporte malaisément les charges de la politique militariste et impérialiste*. De là, l'expropriation des classes moyennes par l'inflation. L'équilibre économique est instable, le moindre événement, tel qu'une note des Etats-Unis et de l'Angleterre sur la liquidation des dettes interalliées, une menace de conflit (Maroc. Tanger) suffisent à culbuter la lire.

Le commerce avec l'étranger a été passif dans ces derniers mois. Voici les chiffres :

	<i>En millions de liras</i>		
	Importations	Exportations	Excédent des importations
Janvier	1 828	1 110	709
Février	2 073	1 403	670
Mars	2 587	1 480	1 107
Avril	2 600	1 343	1 257

Il est à mentionner que le passif de 1924 ne s'élevait pour les quatre premiers mois qu'à 1 466 millions. L'augmentation des importations de *vivres* (2 milliards de liras), conséquence de la mauvaise récolte, explique la différence.

Le gouvernement italien a emprunté 50 millions de dollars à la Banque Morgan (avril). Nous ignorons l'emploi de cette somme. Elle ne contrebalance pas le passif commercial très élevé par suite du marasme de l'industrie. Les causes immédiates de la dépréciation de la lire sont, on s'en rend compte, visibles.

L'état des finances italiennes doit être — si on en croit le ministre fasciste des finances — très favorable. Quant aux dettes d'Etat, elles étaient :

	<i>En milliards de liras</i>
le 30 septembre 1923	96,53
le 30 avril 1925	91,01

Les dettes interalliées non comprises.

La circulation monétaire est normale. Elle fut :

	<i>En millions de liras</i>
au 1 ^{er} janvier 1925	20 514
au 20 mai 1925	10 441

Les augmentations continues du taux de l'escompte et la réduction des crédits vont entraver l'augmentation de la circulation.

Le budget prévoit pour le neuf premiers mois de l'exercice courant un excédent de 2 497 millions de liras : le cours de la lire n'est pas menacé de ce côté.

La marche des affaires n'a pas empiré. Exploitant la crise de la métallurgie, l'Italie s'est pourvue à bon marché de charbon.

Les bas salaires marchés mondiaux.

Le nombre des chômeurs a été, d'après les secours alloués :

au 1 ^{er} janvier	1925 de	150 449
au 28 février	1925 de	156 650
au 31 mars	1925 de	142 552
au 30 avril	1925 de	126 521
au 31 mai 1925 de	1925 de	104 405

Par industrie, le chômage n'a pas varié.

L'émigration aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil a baissé, à cause des restrictions adoptées par ces pays. C'est une cause d'intensification du chômage. Enfin, la diminution des envois d'argent

d'émigrés contribue à rendre défavorable la balance commerciale.

*

Autres pays d'Europe

La situation économique des autres pays européens n'a pas considérablement changé. La stabilisation en Pologne, en Autriche et Hongrie suit son cours. La bonne récolte va améliorer la situation économique dans tous les pays, surtout dans les pays agricoles exportateurs de blé, riverains du Danube, si toutefois la baisse des prix des céréales n'a pas pour contrecoup un dénivellement trop accentué entre les prix de l'industrie et ceux de l'agriculture. Les grandes lignes de la politique économique continuent à se développer : tarifs protecteurs et endettement à l'étranger.

Les possibilités sans bornes de l'Asie

Une colonie peuplée de 900 millions d'âmes !

Les événements en Chine sont au centre de la politique mondiale. Les espoirs des économistes bourgeois, attendant un nouvel essor du capitalisme, se tournent en effet vers l'Asie.

L'Asie semble, en vérité, offrir de multiples possibilités d'évolution. Avec ses mille millions d'âmes, elle a plus d'habitants que toutes les autres parties du monde ensemble. Cette énorme population est presque entièrement exploitée par la colonisation. La Sibérie et l'Asie centrale font partie de l'Union des Soviets et échappent ainsi à la règle. Le Japon, avec 60 millions d'habitants, est le seul Etat impérialiste asiatique. La Turquie a conquis pas des luttes ardentes une véritable indépendance politique. Restent 900 millions d'hommes plus ou moins directement exploités des puissances impérialistes. Malgré leur haute et vieille culture, les chinois, les indochinois, les hindous sont en réalité maintenus sous le joug par « les armes de la civilisation ». »

Outre le matériel humain de l'Asie-colonie, il y a aussi richesses du sol : charbon, fer, pétrole, forêts, cultures, larges fleuves : des possibilités sans bornes.

Il fallait, naturellement, le « travail acharné » de civilisés blancs pour transformer ces richesses en bénéfices des capitalistes européens. La consommation des peuples de l'Asie en marchandises fabriquées dans les usines capitalistes est infime. D'autre part, ces peuples font une résistance énergique à la pénétration des capitalistes occidentaux, usant des divergences d'intérêt qui divisent les intrus et s'étayant à la Russie des Soviets. Le sort du capitalisme mondial se décidera en Asie. Il se peut que les puissances impérialistes, se réconciliant pour un moment, stabilisent et élargissent leur puissance en Asie en isolant le Sud de l'Orient ; ou bien qu'une nouvelle guerre mondiale éclate entre elles, entraînant une nouvelle phase de la révolution mondiale ; peut-être, enfin, les peuples de l'Asie se libéreront-ils — conduits par le prolétariat — du joug impérialiste, privant la bourgeoisie occidentale de la possibilité de corrompre, en y consacrant une partie de ses profits coloniaux, les couches supérieures du prolétariat européen. Ce sont les possibilités les plus importantes de l'évolution future.

Les faits actuels les plus graves sont les suivants :

1) *Le développement capitaliste de l'Asie est rapide*. Elle passe au système mercantile ; de l'artisanat et de la manufacture à la grande industrie capitaliste, de l'isolement à l'économie mondiale.

(En millions)

	<i>Etats-Unis(Dollar)</i>			
Importations provenant...				
	1913	1922	1923	1924
du Japon	98,9	354,3	346,9	340,1
de Chine	40,1	134,6	187,6	117,9
des Indes	70,4	91,2	128,0	103,3
des Indes néerlandaises	5,0	34,4	54,9	57,5
des Détroits de Malaisie	24,6*)	93,8	153,8	148,1
total	239,0	708,3	871,2	766,9
Exportations à destination...				
	1913	1922	1923	1924
du Japon	62,5	218,5	264,2	250,3
de Chine	25,3	100,3	108,6	109,2
des Indes	11,0	30,7	30,2	34,9
des Indes néerlandaises	3,4	8,1	12,1	14,5
des Détroits de Malaisie	29,0*)	5,6	7,4	7,5
total	105,1	363,2	422,3	406,4

(En millions)

	<i>Angleterre (livre sterling)</i>			
Importations provenant...				
	1913	1922	1923	1924
du Japon	3,8	7,5	6,8	7,5
de Chine	2,9	6,6	12,3	13,8
des Indes	36,1	18,2	---	79,0
des Indes néerlandaises	3,4	8,9	---	12,1
des Détroits de Malaisie	15,9*)	8,0	10,7	10,6
total	62,1	69,2	---	123,0
Exportations à destination...				
	1913	1922	1923	1924
du Japon	14,5	24,2	26,4	26,9
de Chine	14,8	23,0	18,6	20,4
des Indes	70,3	92,1	—	90,6
des Indes néerlandaises	7,2	9,6	—	8,0
des Détroits de Malaisie	5,8*)	6,6	7,8	8,1
total	112,6	155,5<	—	154,2

*) Moyenne pour 1910-14.

	<i>Japon (Yen)</i>			
Importations provenant...				
	1913	1922	1923	1924
de Chine	61,2	186,3	204,7	
des Indes	173,2	284,1	305,7	
des Indes néerlandaises	37,4	71,8	73,0o	
total	271,8	512,2	593,4	
Exportations à destination...				
	1913	1922	1923	1924
de Chine	154,7	333,5	272,2	
des Indes	29,9	97,2	99,6	
des Indes néerlandaises	5,1	47,4	40,6	
total	289,7	478,1	412,4	

Les chiffres révèlent un développement considérable du commerce avec l'Asie. Ce sont les deux puissances impérialistes des côtes du Pacifique, les Etats-Unis et le Japon, qui participent le plus au commerce asiatique. L'Angleterre ne peut les suivre dans les exportations. Les exportations des Etats-Unis ont augmenté de plus de 300% depuis 1913, tandis que celles de l'Angleterre n'ont augmenté que de 40%. L'Allemagne est écartée depuis qu'elle a cessé d'être une grande puissance.

Allemagne (En millions de marks)

	Importations		Exportations	
	1914	1924	1914	1924
Japon	46,6	17,6	122,7	144,0
Chine	130,5	127,2	122,9	113,3
Indes	541,8	307,8	150,7	151,9
Indes néerlandaises	227,6	246,6	98,6	65,7
total	946,5	779,2	494,9	474,9

En 1914, les exportations allemandes en Asie dépassaient celles des Etats-Unis ; en 1924, celles des Etats-Unis leur sont quatre fois supérieures !

L'importance des marchés asiatiques pour les pays capitalistes est aussi des plus considérables.

Ont exporté :

Les Etats-Unis (en millions de dollars)

	Total	à l'Asie	%
1913	2 166	121	5,6
1924	4 590	515	11,2

L'Allemagne (en millions de marks)

	Total	à l'Asie	%
1913	10 097	548	5,5
1924	6 568	511	8,0

Les marchés s'étant rétrécis, au point de vue de la capacité de la production, on comprend que

la lutte pour ces marchés nouveaux soit acharnée. Envisageant les fils qui lient les pays Asiatiques aux marchés mondiaux, on a le tableau suivant :

Commerce des pays asiatiques

	Japon		Chine		Indes		Indes Néerlandaise	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
	<i>En mille yens</i>		<i>En mille taels</i>		<i>En mille roupies</i>		<i>En mille florins</i>	
1910	460	454	463	381	1 246	2 060	---	---
1913	726	629	570	403	1 833	2 412	437	614
1919	2 125	2 050	647	631	1 833	2 898	---	---
1922	1 847	1 594	945	655	2 394	2 792	691	1 136
1923	1 982	1 448	---	---	2 276	3 488	---	---
1924	---	1 807	---	---	2 467	3 849	---	---

L'évolution est plus lente que les grandes puissances ne s'y attendaient. Elles tendent à s'accaparer — au grand dam des pays non-impérialistes — de la majeure partie du trafic asiatique. Le tableau ci-dessous indique la participation des pays les plus importants aux échanges avec l'Asie. Les Etats-Unis et le Japon sont en tête.

Participation des puissances impérialistes au commerce avec l'Asie (pourcentage):

I. Japon

	Importations		Exportations	
	1913	1922	1913	1922
Etats-Unis	16,8	31,5	29,2	44,7
Angleterre	16,8	12,3	5,2	3,3
France	0,8	1,0	9,5	4,8
Allemagne	9,4	5,9	2,1	0,2
Italie	0,2	0,2	4,6	0,3
Indes	23,7	13,4	4,7	5,9
Chine	8,4	9,9	24,4	20,4

II. Chine

	Importations		Exportations	
	1913	1922	1913	1922
Etats-Unis	6,0	17,3	9,0	15,0
Angleterre	16,5	14,9	4,0	5,9
France	0,9	0,5	9,7	6,1
Allemagne	4,8	2,5	4,1	1,5
Italie	0,1	0,2	2,1	0,9
Japon	20,4	23,7	15,9	24,1
Indes	8,3	4,4	1,5	1,5

III. Indes

	Importations		Exportations	
	1913	1922	1913	1922
Etats-Unis	2,7	6,1	8,9	11,1
Angleterre	64,2	60,3	23,5	21,2
France	1,5	0,8	7,2	5,0
Allemagne	6,9	4,7	10,8	7,6
Italie	1,2	0,9	3,2	3,1
Japon	2,6	5,5	9,3	13,1
Chine	0,9	1,2	2,3	4,4

Outre son importance de marché, l'Asie gagne en importance quant à l'investissement des capitaux. Ce sont encore les Etats-Unis et le Japon qui prennent l'initiative. L'Angleterre, qui investissait autrefois le plus de capitaux en Asie, perd son rang.

Des bourgeoisies nationales et un prolétariat industriel se forment en Asie. Au Japon ce processus est à sou terme ; aux Indes et en Chine il est bien engagé. La formation de ces classes nouvelles domine la vie politique de ces pays. Le prolétariat entre avec toutes ses forces dans la lutte pour la libération nationale qui signifie en même temps une libération sociale. L'attitude de la nouvelle bourgeoisie nationale est douteuse : en tant que bourgeoisie, elle unit ses intérêts à ceux de la bourgeoisie étrangère contre son propre prolétariat ; nationalité, ployée elle aussi sous le joug étranger, ses intérêts sont conformes à ceux du prolétariat et des paysans. Cette dualité d'intérêts empêche la bourgeoisie chinoise et hindoue de se mettre à la tête du mouvement anti-impérialiste ; c'est la cause aussi de l'identité des luttes nationales et sociales pour le prolétariat.

Le problème chinois

L'empire des impérialistes sur la Chine

Comment les Chinois réagiront-ils à la pénétration des puissances impérialistes ? La Chine va-t-elle partager le sort du Japon en développant dans son sein, par réaction à l'influence impérialiste, un capitalisme national ? Son peuple se libérera-t-il du joug impérialiste en le combattant sous la direction de la bourgeoisie indigène ? La Chine succombera-t-elle à l'impérialisme étranger ? Sera-t-elle départagée entre les puissances - ce qui serait entre celles-ci une cause inépuisable de conflits ? La résistance du peuple chinois sera-t-elle dirigée par le prolétariat et, dans ce cas, la révolution nationale et la révolution sociale ne seront-elles pas les deux aspects d'un seul événement ? Autant de questions dont la solution décidera non seulement du sort du peuple chinois, mais aussi de celui du mouvement révolutionnaire mondial.

Nous avons parlé du partage de la Chine. D'importants territoires chinois ont été conquis l'un après l'autre par les puissances impérialistes. Au Sud de La Chine, la France s'est approprié militairement plusieurs provinces de l'ancien céleste Empire, qui constituent aujourd'hui les colonies françaises de l'Indochine. Le Japon a conquis l'île de Formose, la Corée et (pas officiellement...) diverses régions de la Mandchourie. L'Allemagne avait pris Kiao-Tchéou, d'où elle fut chassée par les Japonais au cours de la guerre mondiale. Seuls les Etats-Unis n'ont pas encore planté leur pavillon en territoire chinois.

Cette abstention a ses raisons — et ses avantages — pour les américains. Loin d'être l'effet d'une quelconque sympathie pour le peuple chinois, la politique des Etats-Unis est, en Chine, celle des « portes ouvertes », comme en Europe. Les Etats-Unis n'aspirent pas aux conquêtes territoriales. Ils feignent pour le moment d'être bien disposés envers les chinois dans la question de l'exterritorialité ; il leur arrive même de prendre position contre le Japon et l'Angleterre en Extrême-Orient. C'est qu'ils entendent accaparer l'immense territoire chinois, le soumettre à leur tutelle économique. L'Amérique entre en lutte, non point pour la liberté des chinois, mais contre les prérogatives des Anglais et des Japonais qui entravent l'expansion économique des Etats-Unis en Chine. La politique actuelle des Etats-Unis est la continuation logique de celle de la conférence de Washington qui contraignit l'Angleterre à renoncer à l'alliance nipponne et le Japon à évacuer les anciens territoires allemand de Chine et la Mandchourie.

Les puissances impérialistes possèdent dans les villes chinoises les plus importants des quartiers concédés. De cette façon, presque tous les points intéressant le commerce étranger sont aux mains des impérialistes. Inutile de dire que les puissances justifient ce garrotage par une argumentation aussi hypocrite qu'insolente où il est surtout question de la propagation des bienfaits de la civilisation européenne.

Il faut lire les quelques lignes qui suivent sur la vie à Shanghai pour comprendre à quel point les étrangers dominant — par exemple — cette cité :

« Sur les 2 millions d'habitants de Shanghai, 800 000 habitent les concessions étrangères... administrées par les représentants des diverses nations européennes. Des troupes anglaises, américaines, italiennes, portugaises, japonaises et un corps de mercenaires chinois assurent la défense des concessions. Les représentants diplomatiques sont responsables de la tranquillité et de l'ordre dans les quartiers des étrangers. Au cours des derniers lustres, aucun gouvernement n'a pu s'imposer dans le pays, constamment bouleversé ; mais dans les concessions étrangères, l'ordre n'a pas été troublé. (*Times*, 2 juillet 1925)

L'évolution de la Chine vers le Capitalisme

Quoique les informations sur la Chine soient rares, on peut affirmer que le pays passe par un procès rapide de développement capitaliste. Les troubles tant de fois condamnés par les étrangers, le défaut de gouvernement central, le démembrement du pays en provinces gouvernées par des chefs militaires ne sont pas en contradiction avec ce fait. Il ne faut pas oublier que la Chine a 400 millions d'habitants, si l'Empire se divise en dix parties, il reste encore des Etats avant 40 millions d'habitants chacun, c'est-à-dire à peu près des proportions moyennes des Etats européens. L'unité de l'Empire fut basée sur une économie naturelle qui ne saurait se reconstituer après le passage à la production capitaliste.

D'autre part, si la Chine n'a pas de gouvernement central, la faute en incombe aux puissances impérialistes. Les puissances ont saisi les revenus les plus importants du pays, les tarifs douaniers et les impôts sur le sol, pour assurer le paiement des intérêts des crédits accordés à la Chine, les puissances ont, en même temps, limité les droits de douanes à 5% de la valeur des marchandises taxées. Dans aucun autre pays les droits de douanes ne sont aussi bas. On a ainsi réussi à paralyser le gouvernement central ; les troubles intérieurs ont commencé ; les puissances impérialistes ont acheté les chefs militaires et commencé les préparatifs du partage de l'Empire.

On ne s'étonnera donc pas que le gouvernement actuel de la Chine se débâte dans de grosses

difficultés financières. Les grands établissements financiers de l'Angleterre, de la France, de l'Amérique et du Japon ont constitué, en 1920, un « consortium » qui dicte à la Chine les conditions du crédit. Depuis deux ans, ce consortium diffère le versement des crédits «n alléguant l'impuissance du gouvernement. Des crédits ne sont accordés que dans des cas précis, pour la construction des lignes de chemin de fer, par ex., et encore à la condition que ces lignes seront contrôlées par l'Europe.

La construction des lignes des chemins de fer est la première condition de l'assujettissement de la Chine par les puissances impérialistes. Le réseau entier de l'empire – 12 000 lieues — équivaut à peu près au réseau belge. On prête volontiers à la Chine, et malgré la guerre civile, pour construire de nouvelles lignes.

La misère du travailleur chinois

L'évolution de la Chine vers le capitalisme reproduit les phases mêmes que Marx décrit en traitant du jeune capitalisme anglais. Nous allons citer des descriptions d'un auteur, qui ne peut pas être suspecté de communisme, sur le régime du travail dans les fabriques chinoises. M. Sherwood Eddy (*The New World of Labour*, Londres, 1924) personnalité influente de l'Y.M.C.A. (Association Chrétienne des Jeunes Gens) une organisation qui prétend rétablir l'harmonie entre capital et travail. Cet auteur a passé trois mois en Chine ; toutes les organisations étrangères l'ont documenté avec obligeance. Il écrit :

« Les salaires et les conditions du travail en Chine sont les plus misérables du monde. On travaille 12 heures dans toutes les fabriques modernes. Dans les industries primitives indigènes on travaille de 12 à 17 heures, parfois même 18 heures, sept jours par semaine. Des enfants de six à douze ans travaillent dans les soieries et les filatures. Ils gagnent 12 à 48 pfennigs par jour. Les apprentis ne reçoivent que le vivre valant 24 pfennigs par jour. Les accidents sont fréquents. Il n'y a pas d'assurances.

« D'après le Bureau des Statistiques, les salaires dans les filatures varient entre 20 pfennigs et 270 pfennigs par jours, avec une moyenne de 90 pfennigs pour les hommes, les femmes gagnent entre 20 et 170 pfennigs, avec une moyenne de 54 pfennigs par jour. Dans les industries du fer, du cuivre et de l'acier, les hommes gagnent en moyenne 63 pfennigs par jour, les femmes entre 20 et 62 pfennigs. (Le mark-or vaut 100 pfennigs ; le pfennig vaut donc un quart de centime de plus que le centime-or. *La Réd.*)

« Nous avons visité une fabrique d'allumettes. dans la Chine du Nord, sous direction chinoises. 1 100 ouvriers y travaillaient, pour la plupart des jeunes gens de 9 à 15 ans, employés de 4 heures du matin à 8 h. 30 du soir avec un court intervalle pour le déjeuner. Ils travaillent en moyenne 15 heures par jour, sept jours par semaine, gagnant 24 à 50 pfennigs par jour, les hommes faits gagnant jusqu'à 102 pfennigs. Les exhalaisons des gaz méphitiques, du phosphore blanc et jaune et des autres produits chimiques rendaient l'atmosphère irrespirable aux visiteurs.

« Dans une filature que nous avons visitée, travaillent 15 000 gamins, 18 heures par jour, de 5 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir, la plupart sont des apprentis sans salaire qui ne reçoivent que la nourriture. Nous avons vu dans une soierie des enfants de 6 ans qui gagnaient 42 pfennig» par jour. Nous avons vu des mères avec leurs enfants au maillot couchés auprès d'elles sur le sol. Les bébés apprennent en même temps à marcher et à travailler. Ils manipulent les cocons de soie dans l'eau chaude. *Les patrons déclarent que les doigts légers des petits sont les*

plus aptes à ce travail, qui doit être fait rapidement. »

Extrayons maintenant quelques lignes d'une pétition des mineurs de Kailan, adressée au cours d'une grève à la direction :

« L'administration nous traite comme des malfaiteurs. On prend plus de soin d'un cheval ou d'une mule que d'un ouvrier. Notre vie est constamment en danger. Si un cheval ou une mule est tué, l'administration doit dépenser 100 à 200 dollar» pour le remplacer ; si nous perdons notre vie, notre famille ne reçoit pas même 50 dollars. Si nous sommes estropiés ou nous congédie. Mais si un cheval est estropié sous les yeux d'un ouvrier. ce dernier doit payer une amende à l'administration, la vie de l'ouvrier est considéré comme n'ayant nulle valeur. »

Ne croirait-on pas lire le *Capital* de Karl Marx ?

La municipalité de Shanghai exigeait, en avril dernier, les réformes suivantes concernant le travail des jeunes :

a) Il sera défendu, pour une période de cinq ans, d'embaucher dans l'industrie des enfants de moins de 10 ans.

b) Il sera, d'ici 4 ans, défendu d'embaucher des enfants de moins de 12 ans.

c) Les enfants au dessous de 14 ans ne travailleront pas plus de 12 heures par jour.

d) Les enfants au-dessous de 14 ans auront tous les 15 jours au moins 24 heures de repos.

Ces modestes revendications furent d'ailleurs repoussées...

Les fabriques anglaises et japonaises exploitent les enfants de la même façon que les fabriques chinoises.

Citons encore une tour de force de l'hypocrisie anglaise. Il s'agit, cette fois, des enfants travaillant dans les fabriques anglaises¹ :

« Les soieries et filatures de Shanghai dirigées par des étrangers embauchent des femmes en grand nombre, car le travail y est facile. Les hommes travaillent pour la plupart dans les docks ou servent de coolies, les femmes apportent leurs enfants à la fabrique. Il y a trop peu d'écoles chinoises à leur disposition. Nos écoles sont trop coûteuses pour elles. On donne aux enfants - toujours *sur la demande des mères* (!) quelque travail facile afin qu'ils ne sèment pas le trouble (!)... »

Feng et Tchang-So-Lin, généraux et hommes d'affaires

Les régions les plus fertiles de la Chine sont situées en Mandchourie et en Mongolie. On peut constater une tendance d'émigration des chinois du centre vers ces pays plus fertiles. A notre avis, ces deux pays passeront rapidement au système capitaliste. Le fait que le» deux grands capitaines chinois, Tchang-Tso-Lin et Feng, manœuvrent, l'un dans la Mandchourie et l'autre en Mongolie orientale, nous semble significatif. Les pays produisent 12 millions de tonnes de céréales et de fèves, dont 20 à 25% servent à l'exportation. 500 000 kilomètre» carrés y sont peuplés de 28 million» d'habitants seulement. Les paysans y sont de gros-proprétaires qui embauchent pour les travaux

¹ Lettre de Edward F. Mackay (*Times*. 17 juin)

saisonniers les ouvriers du Chantoung et les coréens. Les paysans ont fondé des caisses d'épargne et des banques agricoles qui, en prêtant des fonds sur les hypothèques, contribuent à intensifier l'agriculture. Tchang-Tso-Lin, gros capitaliste mandchou est intéressé directement dans toutes les entreprises industrielle» et bancaires.

Le général Feng est une personnalité du même acabit dans les territoires du Nord-Ouest de la Chine. Il a fondé une banque à Kalgan, la Banque du Nord-Ouest qui a ouvert des bureaux le 1^{er} avril de cette année. Cette banque émet des billets qui ont cours monétaire. Notre militaire-financier a imaginé de fonder une association qui défrichera, cultivera, bâtira, créera des industries. M. Feng disait, le 5 avril, à un correspondant du journal américain de Shanghai, *The China Press* :

« Je reste pour le moment à Kalgan pour y faire tracer les routes, construire des lignes de chemin de fer, prendre possession de terres, etc. Je veux faire construire une ligne qui reliera La Mongolie à la province Sinkiang, et une autre qui gagnera de Kalgan, par Ourga, la Transsibérie. Pour réaliser mon plan, j'ai besoin de capitaux étrangers. J'offre comme garantie les revenus du chemin de fer et les wagons. Je suis même prêt, s'il le faut, à embaucher des ingénieurs étrangers et à placer la gestion de l'entreprise sous le contrôle des créditeurs ... »

Feng est président honoraire de la *Société de tracement de routes*. Cette société, dont le programme est de tracer les routes pour automobiles, représente les intérêts américains et publie un journal mensuel consacré à la propagande des automobiles Ford. Nous sommes informés, par son numéro de septembre 1924, que M. Ford projette de construire une grande fabrique d'automobiles en Chine.

Feng et Tchang-Tso-Lin : deux agents conscients de la capitalisation de la Chine.

Les rivalités des puissances

Les Anglais et les Japonais sont pour la manière forte dans la répression des troubles en Chine, car ils tendent à élargir leurs droits, tandis que les Américains favorisent — ou font semblant de favoriser - les chinois. Les intrigues des puissances en Chine sont extrêmement complexes. Chaque puissance est servie par quelques généraux chinois achetés, vendus et revendus. Tchang-Tso-Lin, à la solde des Anglais, réprime de son mieux le mouvement révolutionnaire. Il est probable que Feng, qui semble vouloir se mettre à la tête du mouvement anti-impérialiste, est encore, comme autrefois, à la solde des Américains. Les Français ont réussi, en Chine, une véritable extorsion de fonds et de grand style. Le gouvernement chinois est redevable à la France d'une indemnité pour les frais de la répression de la révolte des Boxers. Cette somme était payable en francs. Les français en ont imposé le paiement en francs-or au lieu de francs-papier. La recette de l'opération servira au renflouement de la Banque de Chine de scandaleuse mémoire. . La façon dont s'opéra le changement alchimique de papier en or est peu banale. Il fut à la Conférence de Washington question de porter les tarifs douaniers de 5% à 7,5% et éventuellement à 12,5% si le gouvernement de Pékin abolissait les octrois. La France subordonna son consentement à la conversion des francs-papiers qui lui étaient dus en francs-or.

Les conflits se sont à ce point aggravés en Chine que l'Angleterre a songé à renouveler l'alliance anglo-japonaise. Cette tentative était-elle sérieuse ? Ou ne fut-ce qu'un moyen d'intimider les Etats-Unis ? Nous le saurons un jour. Pour le moment, les Américains semblent avoir gagné la partie et le sort de la Chine — dans la mesure où il dépend des impérialistes — sera réglé par une nouvelle conférence... La prépondérance économique des Etats-Unis en Chine est illustrée par les

chiffres suivants :

	<i>En millions de taels de Hong Kong</i>			
	Importations		Exportations	
	1913	1922	1913	1922
Etats-Unis	35,4	169,0	37,7	97,6
Angleterre	96,9	1453	16,3	38,5
France	5,3	4,6	40,7	40,6
Allemagne	28,3	24,7	17,0	9,8
Japon	149,3	231,4	65,6	159,8
Indes	48,3	43,1	6,2	9,8

Au cours des deux derniers lustres, les Etats-Unis ont quadruplé leurs exportations en Chine et dépassé tous leurs concurrents. Comme les investissements anglais ont diminué et comme le Japon est également dans l'impossibilité de placer des fonds en Chine, la prépondérance économique des Etats-Unis va certainement grandir encore.

Quelle sera l'issue de ces luttes impérialistes ?

Les ouvriers et les paysans chinois opposeront-ils une résistance véritable, efficace et prolongée aux impérialistes ? Nous ne le savons pas. Notre devoir est en tout cas de nous intéresser ardemment au mouvement révolutionnaire en Chine et de tâcher de le bien connaître et de le bien aider.

32. (*La CI*, 12 septembre 1925, n°89, p. 747-748)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

La prospérité des Etats-Unis

La dépression printanière, cette forme spécifiquement Américaine de la conjoncture des trois dernières années, n'a pas été aussi profonde qu'en 1924, ce que démontre le tableau ci-dessous :

	Indice des prix des produits industriels du F.R.B.	Indice du degré d'occupation des ouvriers	Wagons chargés – dernière semaine du mois	Constructions nouvelles - en millions de dollars
Mai 1924	104	96	---	420
Janvier 1925	127	95	---	309
Février	124	96	909	311
Mars	120	96,4	931	491
Avril	119	96	959	568
Mai	111	95	986	496

La production a toutefois baissé de 16% depuis janvier. L'indice du travail est resté le même. Nous avons déjà le contraste de ces deux colonnes de chiffres. Le fait qu'on construit beaucoup surprend les économistes américains. *L'Association de la propriété immobilière* rapporte, le 6 juin, que le défaut de locaux disponibles dans les villes est à peu près comblé : Dans 225 villes, où cette association a établi ses bureaux, il ne manque...

...d'habitation pour une famille que dans 32% des villes,

...de maisons à louer que dans 29% des villes,

...de magasins que dans 25% des villes.

En 67 villes, il y a abondance (*overbuilding*) de bâtiments disponibles. L'augmentation des wagons remplis se rattache à ce fait :

Les industries connexes à la construction des bâtiments font de bonnes affaires.

A preuve ce tableau de la production :

	Charbon	Anthracite	Fer	Acier	Automobiles	Filatures
	<i>En millions de tonnes</i>		<i>En 1 000 tonnes</i>		<i>(1 000 pièce)</i>	<i>(1 000 balles)</i>
Avril 1924	29,5	6,8	3 233	2 576	346	479
Mai	31,2	7,7	2 615	2 061	286	414
Janvier 1925	51,9	7,4	3 370	3 263	213	590
Février	39,0	7,2	3 214	2 932	253	550
Mars	37,6	7,1	3 564	3 336	332	582
Avril	33,7	7,5	3 259	2 858	391	597
Mai	35,9	8,2	2 931	2 754	383	531

La production surpasse sur toute la ligne celle de l'an passé. Par contre, elle baisse depuis le mois de janvier. Les industries du fer et de l'acier sont les plus atteintes. Leur production même amoindrie surpasse les commandes.

	Commandes au trust de l'acier <i>en 1 000 tonnes</i>	Hauts-fourneaux en activité <i>Premiers jours du mois</i>
Janvier 1925	5 037	251
Février	5 285	254
Mars	4 864	245
Avril	4 447	220
Mai	4 050	196
Juin	3 710	---

Le développement futur de la conjoncture dépendra de la récolte. Une bonne récolte de coton est déjà assurée. La récolte surpassera les 13 millions de balles de l'an passé. La récolte des blés ne sera pas inférieure non à la récolte de l'an passé. Les prix vont donc baisser, ce qui empirera la situation du *farmer* et en même temps la marche générale des affaires.

L'économie des Etats-Unis est en ce moment très saine et relativement à l'Europe — malgré la dépression printanière — très riche. 6% de la population du globe produisent et consomment plus de la moitié des produits les plus importants, tels que le charbon, le cuivre, l'acier, la houille, le coton, la soie, les automobiles, les films. L'économie américaine poursuit donc, malgré la décadence du capitalisme européen, une évolution fièrement ascendante¹

L'état des finances correspond à la bonne marche des affaires. D'après le rapport du secrétaire d'Etat Mellon (*Finance and Com. Chronicle* 4-VII) il se définit ainsi :

¹ La production de l'industrie automobiles est très symptomatique. On a souvent affirmé que cette production a déjà atteint son point culminant et ne travaillera plus que pour le remplacement des voitures usées. Néanmoins, on a fabriqué dans les deux premiers trimestres 1925 *plus de deux millions d'automobiles*, vendues presque exclusivement à l'intérieur à une période de fléchissement des affaires ! Il nous semble que les classes dominantes sont devenues si riches que les familles non contentes de posséder plusieurs automobiles, en changent selon la mode. Les paiements à terme facilitent aux ouvriers même l'acquisition des automobiles. L'essence à bon marché, chacun son propre chauffeur, chacun son auto, l'auto, en Europe le symbole de la richesse bourgeoise, est en Amérique d'un usage quotidien chez les *farmers* et dans l'aristocratie ouvrière.

En millions de dollars

Revenu	3 780
Dépenses	3 530
Excédent des revenus	250

Le budget n'a prévu qu'un excédent de 67 millions. Les dettes d'Etat ont diminué de 735 millions de dollars au cours de l'année. Les Etats-Unis ont 20 513 millions de dollars de dettes, c'est-à-dire 180 dollars par tête d'habitant. D'autre part, ils ont des créances pour 17 000 millions de dollars sur l'étranger ce qui contrebalance à peu près la dette intérieure.

En 1921, les Etats-Unis avaient 7 698 321 personnes possédant un revenu de 26 336 millions de dollars. 74 personnes avaient un revenu de plus d'un million de dollars.

Commerce extérieur

En millions de dollars

	Importations	Exportations	Excédent des exportations
Janvier	346	446	100
Février	333	371	38
Mars	385	453	68
Avril	349	399	50
Mai	328	370	42

Les premiers cinq mois attestent un excédent des exportations de 298 millions de dollars contre 207 millions l'an passé. L'exportation valait dans les cinq mois 2 039 millions de dollars contre 1 783 millions l'an passé. L'exportation des marchandises suit une courbe ascendante.

Par contre, l'exportation de l'or baisse. Elle a été

En millions de dollars

En Janvier	69
Février	47
Mars	18
Avril	13
Mai	2

112 millions de dollars ont été exportés en onze mois, somme minime par rapport à l'immense richesse en or des Etats-Unis.

Les investissements de capitaux

L'activité du commerce extérieur, l'exportation de l'or et les revenus des capitaux placés à l'étranger supposent, nécessairement, une extension des investissements à l'étranger. On a crédité au cours de 1925, à l'étranger, 552 millions de dollars, soit 380 millions de plus que l'an passé.

La répartition de ces placements s'indique comme suit :

	<i>En millions de dollars</i>
Europe	237
Amérique latine	151
Canada	132
Asie	36

Les sociétés commerciales d'Europe ont reçu 46 millions de dollars, dont 36 millions à l'industrie allemande seule.

Le total des investissements nouveaux de capitaux à l'intérieur comme à l'extérieur se chiffre par 2 844 millions de dollars.

Si ces chiffres sont exacts les placements à l'étranger atteignent 20%, pourcentage suffisamment élevé.

Sauf quelques petits pays neutres, tous les pays du monde sollicitent des crédits américains. L'énorme puissance économique des Etats-Unis en fait un colosse impérialiste de premier rang, la « non-intervention dans les affaires de l'Europe » — « abstention de la S. d. N. », etc. ne voilent que superficiellement cette vérité éclatante. Tous les grands événements politiques des dernières années : la conférence du désarmement de Washington, le plan Dawes, la convention de Londres se sont produits sous les auspices des Etats-Unis. Le retour de l'Angleterre à l'étalon-or à été également favorisé par les Etats-Unis. Le rôle des Etats-Unis ressemble en ce moment à celui de la Grande-Bretagne de l'avant-guerre. Les reculs de l'Angleterre et du Japon en Chine, devant la politique américaine, nous le rappellent encore.

« Les Etats-Unis veulent la paix » tel est le *leit-motiv* officiel. L'Amérique exige des autres pays une politique pacifiste; elle fait de formidables préparatifs pour une guerre chimique et technique. Pour le moment, sa prépondérance financière et économique lui suffit encore. Quand elle le voudra, elle en complétera l'effet en faisant donner ses artilleries les plus perfectionnées.

33. (*La CI*, 16 septembre 1925, n°90, p. 755-756)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

Le Japon

Parmi les nations de l'Asie, le Japon est la seule puissance impérialiste. Le Japon a brûlé en moins de cinquante ans l'étape économique que les nations européennes ont parcourue en plusieurs siècles. Les traits spéciaux de l'impérialisme japonais sont les suivants :

1) *L'indigence naturelle du pays*. Le Japon manque des premiers éléments de l'industrie moderne. Peu de charbon, pas de pétrole, ni de métaux ; il est sans coton, sans lin, les matières premières de l'industrie chimique lui font défaut, le sol est montagneux, aride. Sur les 388 000 km², superficie du Japon, n'ont étéensemencées en 1923 que :

Riz	3 121 367 ha
Orge	473 850 ha
Seigle	557 774 ha
Froment	483 833 ha
Fèves	581 000 ha
total	5 217 829 ha

Donc 13% de la surface totale.

Ajoutons que l'élevage y est très restreint : 3 millions de chevaux, bêtes à cornes et porcs.

2) *La densité de la population*. Avec une population de 153 âmes par kilomètre carré, le Japon est le pays le plus dense parmi les grandes puissances capitalistes.

Si on défalque les terrains incultes, la population atteint par kilomètre carré :

Angleterre	466
Belgique	702
Japon	2 688

(*Times*, 6 juillet 1925)

3) Les pays indigents et surpeuplés doivent exporter leurs denrées pour se procurer des vivres et des matières premières. Ainsi le Japon exporte $\frac{2}{3}$ de sa production de soie, d'articles de soie, et d'articles de coton et importe pour 50% de sa consommation de coton brut, laine, blé et farine, fer et métaux.

4) L'évolution capitaliste et la puissance de concurrence du Japon sur les marchés étrangers se base sur le peu de valeur du travail humain. De 60 millions d'âmes, 15 millions vivent de

l'agriculture ; une personne ne possède en moyenne qu'une demi-acre ($\frac{1}{8}$ ha) du sol¹, 14% seulement des paysans cultivent leurs propres terres ; 40% cultivent des terres affermées et 28% des terrains à bail. Les fermiers doivent remettre 40 à 60% des produits de la récolte au propriétaire du sol et doivent couvrir les fortes dépenses d'engrais ; 16% de leurs revenus s'en vont au fisc !

5) La disette des matières premières amena de bonne heure le Japon à une politique expansionniste. Il faut souligner qu'aucune grande émigration japonaise n'eut jamais lieu. Le nombre des japonais vivant à l'étranger n'est que de 500 000 et se répartit comme suit :

	Hommes	Femmes	
Canada	12 748	6 412	
Etats-Unis (sans les îles Hawaï)	82 087	40 270	Total aux Etats-Unis : 254 393
Iles Hawaï	68 615	54 421	
Mexique	2 301	1 009	
Brésil	24 135	17 639	
Amérique du Sud (sans le Brésil)	10 319	1 240	
Iles Philippines	6 825	1 565	
Asie du Sud et les îles du Sud	10 526	7 037	
Océanie	3 608	271	
Chine (sans la Mandchourie)	24.040	24 729	Total en Chine : 227 753
Mandchourie (et Kwantoun)	94 676	84 809	
Sibérie (et le nord de Sakhaline)	1 998	1 369	
Europe	3 307	497	

6) L'évolution économique du Japon fut facilitée par la guerre mondiale, sa neutralité lui ayant fait obtenir les mêmes avantages qu'aux nations belligérantes victorieuses. Des chiffres :

	Nombre d'entreprises industrielles	Pourvues de force motrice	Nombre d'ouvriers	Charbon <i>en millions de tonnes</i>	Fer	Acier
					<i>En mille tonnes</i>	
1914	15 811	16 334	854 000	22,3	74	15
1919	44 087	26 974	1 612 000	31,3	209	299
1922	46 427	33 669	1 691 000	27,7	478	367
1923				28,9	531	495

La situation économique actuelle du Japon

Les causes des revers actuels de l'économie japonaise sont diverses. On les attribue, en général, aux effets du tremblement de terre. C'est faux. La crise débuta bien avant le cataclysme.

Pendant la guerre, le Japon se développait librement ; l'industrie européenne ne lui faisait aucune concurrence. Cette situation favorable prit fin.

¹ J. Ingram Bryan: *Japan from within*. Londres, Fischer 1925, p. 117. L'auteur a vécu 16 ans au Japon, comme professeur. Son livre sert l'impérialisme anglais, mais abonde en informations.

Exportation japonaise (*En millions de yens*) :

	1913	1919	1922	1923	1924
Etats-Unis	184,5	828,5	732,4	605,6	
Angleterre	32,9	111,5	54,4	40,4	
France	60,2	66,8	78,7	25,7	
Allemagne	13,1	0,1	3,7	3,4	
Italie	29,4	6,4	5,1	2,8	
Indes	29,9	116,9	97,2	99,6	
Chine	154,7	447,0	333,5	272,2	
Kwantoung	29,8	150,1	71,9	67,9	
Asie	275,9	955,0	672,3	587,4	
Europe	147,2	195,0	148,0	79,8	
Exportation totale	632,5	2 088,9	1 637,4	1 447,8	1 807

L'exportation en Europe tomba, en 1923, à La moitié de celle de l'avant-guerre. L'exportation en l'Asie et aux Etats-Unis diminua également.

Le bilan du commerce extérieur, très actif durant la guerre, est passif depuis 1919. L'excédent de l'importation fut en :

1923	534 millions de yens
1924	646 millions de yens

Dans le premier trimestre de 1925, l'importation se monta à 829 millions de yens, alors que l'exportation n'atteignit que 463 millions.

La bourgeoisie japonaise fait des efforts désespérés pour détourner la crise. Des cartels sont fondés, on subventionne la navigation et l'industrie des teintures, etc. La bourgeoisie japonaise s'est accoutumée à récolter de hauts profits ; les sociétés par actions ne payent au fisc que si leurs revenus dépassent 10% des capitaux. Les 52 filatures japonaises ont payé, en 1924, une moyenne de 16,2% de dividendes et considérablement augmenté leurs capitaux de réserve. Des semblables profits ne sont obtenus que par une exploitation renforcée des travailleurs.

Toutefois la situation des ouvriers s'améliore sensiblement. La bourgeoisie japonaise se plaint de payer des salaires trop élevés. La statistique officielle donne les chiffres suivants :

	Salaire quotidien en 1/100 de yen		
	(un yen = 2 marks)		
	1914	1920	1922
Ouvrier agricole	47	144	—
Ouvrière agricole	30	92	—
Fileuse de soie	35	80	105
Tailleur (pour habits européens)	84	223	248
Cordonnier	72	212	230
Menuisier	80	230	246
Vernisseur	71	201	198
Papetier	45	144	141
Domestique (femme) — par mois —	259	1 557	1 646

En résumé, le Japon traverse une grave crise qu'il ne surmontera pas facilement. Déjà cette crise a ses répercussions sur la vie politique : Gêné en Chine, ayant perdu, sous la pression des américains, ses alliés anglais, le Japon cherche la paix avec l'Union soviétique et, ayant besoin des capitaux américains, il poursuit une politique hésitante vis-à-vis des Etats-Unis.

34. (*La CI*, 19 septembre 1925, n°91, p. 762)

La situation économique mondiale au II^{ème} trimestre 1925

par EUGENE VARGA

Les Indes

Avec la Chine, les Indes appartiennent au nombre des Etats les plus peuplés du monde. Elles comptent 320 millions d'habitants (70 âmes par km²) soit à peu près la densité de la France. La répartition de la population est plus égale qu'en Chine, quoique la densité est plus forte dans les grandes vallées, auprès des fleuves, que dans les autres parties du pays.

Le capitalisme est plus fort aux Indes — base de l'Empire Anglais — qu'en Chine. Les lignes de chemins de fer y sont cinq fois plus longues qu'en Chine et équivalent à celles de l'Empire allemand : 58 000 km. Les Indes possèdent un système monétaire stable, leur change n'est que de 25% au-dessous de la parité d'or

Le pays poursuit une rapide évolution capitaliste, dont certains traits expriment la situation coloniale des Indes. L'«anéantissement des industries primitive» et manufacturées fut ici moins l'effet du développement d'une grande industrie locale, que de l'importation de marchandises anglaises. Le développement de la grande industrie locale fut longtemps entravé. Les ouvriers moururent de faim (« Les os des ouvriers morts de faim blanchissent les plaines des Indes »).

Ces circonstances doivent être connues de nos lecteurs. L'excellent livre du camarade Roy sur les Indes en parle abondamment. Ce qui suit attestera les affirmations de cet auteur.

La statistique professionnelle

En millions d'âmes

	1921	%	1911	%	1901	%	1891	%
Population entière	316	100	313	100	294	100	287	100
Agriculture	231	73	227	72	196	67	175	61
Industrie	33	10,5	35	11,3	53	18	57	20
Transport	4,3	1,4	5	1,6				
Commerce	18	5,7	18	5,7				

Les chiffres expriment une tendance ascendante pour les travailleurs des champs et une diminution de ceux de l'industrie, du transport et du commerce. Entre 1911 et 1921, le nombre des ouvriers d'industrie baissa de 2 millions (La crise mondiale de 1921 y joue un certain rôle).

Malgré l'inexactitude des différentes statistiques — celle de 1891 compte à l'agriculture ceux qui n'ont pas de profession déterminée tandis que celle de 1901 ne compte que ceux vraiment employés dans l'agriculture — nous pouvons donc constater une évolution de la grande industrie au

détriment des vieux métiers, et un nombre croissant de sans-travail qui cherchent une occupation agraire.

Un auteur hindou, Pandlanabha Pillai (*Economic Conditions in India*, London, 1925) estime le revenu annuel d'un ouvrier à 30-100 roupies = 45 à 150 marks, soit 45 pfennigs par jour. L'ouvrier dépense quotidiennement de cette somme 30 pfennigs pour le riz et le pain. Le professeur Ramachandran, qui fit une enquête dans un quartier de parias à Madras, constate qu'on y gagne 22 pfennigs par jour ! (Page XIII.) Le directeur du bureau des statistiques hindoues estime le salaire annuel actuel d'un ouvrier à 53 roupies = 80 marks, c'est-à-dire 22 pfennigs par jour, ce qui semble très vraisemblable. (S. Sherwood Eddy, p. 60)

La misère des paysans surpasse tout ce que l'on peut s'imaginer. Le sol se morcelle de plus en plus. En Bengalie, un paysan possède 2 acres $\frac{1}{4}$. Sa propriété est souvent partagée en petits bouts de terre. Les paysans sont endettés ; les usuriers ne paient pour la récolte engagée d'avance que $\frac{2}{3}$ du prix. D'après les affirmations du professeur Dayashankar Duley, 64% de la population sont constamment affamés et 73% seulement gagnent le minimum de ce qui est indispensable pour vivre. En d'autres termes, $\frac{2}{3}$ de la population ne reçoivent que $\frac{3}{4}$ du blé nécessaire à leur subsistance. Le sol, laissé sans engrais chimiques, devient chaque année plus aride. Le soc en bois ne fouille pas assez profondément le sol... Les paysans affamés se sauvent périodiquement dans les villes où le chômage les attend...

Exploitation des ouvriers et profits

Nous avons déjà mentionné les salaires des laboureurs. Voilà ce que le livre de Sherwood nous dit des autres :

Le salaire d'un ouvrier se monte à 34-57 pfennigs par jour. Les ouvriers métallurgistes : 67-200, les tisserands : 33-200 pfennigs. Dans les Indes du Nord et du Sud, les ouvriers gagnent de 34 à 51 marks par mois. A Cawnpore, il y a des ouvriers qui ne gagnent que 75 pfennigs ; des femmes, 37-54 pfennigs et des enfants, 33 pfennigs par jour ...-57% des enfants de Cawnpore meurent dans leur première année d'existence ...

Les profits des fabriques sont énormes.

En 1922 — année particulièrement critique — les fabriques de Bombay firent 125% de bénéfiques. En 1921 : 170%. Le salaire moyen des ouvriers fut, pendant ces années, de 1,40 mark par jour.

Le numéro de février de la revue *Capital* cite les dividendes de plusieurs fabriques textiles de Bombay pour les années 1920 et 1921 :

	1920	1921
Currimbhoy	110	100
Brady et Comp.	160	100
Tata Sons	120	110
R. Harnandri et Sons	160	175
M. Goculdas	200	250
D. M. Petit	65	270

La firme F. W. Heilgers and Comp. a payé les dividendes suivants : 1916 : 110%, 1917 :

200%, 1918 : 250%, 1919 : 250%, 1920 : 400%.

On pourrait citer encore de nombreux faits pour illustrer la misère des ouvriers hindous, la crise des logements, la mortalité des enfants, etc. Mais les faits mentionnés suffisent à prouver les affirmations du camarade Roy : la famine chronique sévit toujours aux Indes.

*

La situation économique actuelle aux Indes est caractérisée par la collaboration des bourgeoisies anglaise et hindoue. Des tarifs défendent les profits des capitaux investis aux Indes. On a récemment élevé les tarifs douaniers pour l'acier et le fer. Ces dernières années, l'industrie textile a ralenti sa production: on importe — et surtout du Japon — pour suffire aux besoins. Le Japon achète $\frac{1}{3}$ de la récolte cotonnière hindoue et malgré les frais de transports et de douane, revend les articles de coton 20% meilleur marché. La bourgeoisie hindoue explique cette situation par le fait que les ouvriers hindous ne travaillent que les dix heures légales, tandis que, au Japon, les usines fonctionnent 22 heures par jour, avec 2 équipes.

En résumé, il semble que la vie économique aux Indes ne fit pas, ces dernières années, d'aussi grands progrès que pendant la guerre. On peut même constater un recul dans plusieurs branches de l'industrie.

35. (*La CI*, 20 novembre 1925, n°114, pp. 969-978)

la situation économique mondiale au cours du III^e trimestre 1925

(Terminé le 24 Octobre 1925)

par *E. VARGA*

I.

La Conférence de Locarno

Que signifie la conférence de Locarno ? Est-ce réellement le commencement d'une nouvelle ère pacifiste, comme le prétendent les social-démocrates ? Est-ce réellement un nouveau groupement des forces mondiales ?

Ni l'un ni l'autre !

La conférence de Locarno est une des nombreuses tentatives faites par la bourgeoisie en vue de réduire, par des arrangements sur le papier, les oppositions d'intérêts qui se manifestent de plus en plus vivement entre les diverses puissances européennes. Elle était devenue nécessaire pour vaincre les obstacles politiques s'opposant aux desseins du capital américain. Elle a été également une tentative en vue de créer un front unique de tous les pays capitalistes de l'Europe contre l'Union soviétique, qui se rétablit avec une rapidité inouïe. Si nous voulons comprendre ce qu'a été la conférence de Locarno, nous devons la considérer du point de vue des trois puissances suivantes : les Etats-Unis, l'Union soviétique, et l'Empire britannique.

La situation économique mondiale actuelle est caractérisée par le manque du capital variable. La perte de capital *fixe* subie par l'Europe pendant la guerre fut comblée au moyen du déplacement des fortunes, grâce à la centralisation violente de la période d'inflation. La capacité des moyens de production est plus grande aujourd'hui qu'avant la guerre. Mais, dans le monde entier, à l'exception des Etats-Unis, le capital variable fait défaut. Le monopole des Etats-Unis en capital variable est le fondement de sa position de puissance prépondérante au point de vue économique et politique dans le monde capitaliste. En Angleterre, les emprunts étrangers sont interdits ; tous les Etats, villes, banques et entreprises industrielles doivent s'adresser aux capitalistes des Etats-Unis pour recevoir des emprunts. C'est au pays des dollars un incessant pèlerinage de Ministres des Finances, de directeurs de banques, de chef de trusts, etc.

La bourgeoisie des Etats-Unis surmonte rapidement son aversion primitive pour les dépôts de capitaux étrangers. L'écart entre la capacité de production de l'industrie américaine et sa production effective ne s'éleva pas à moins de 15 milliards de dollars en 1924. Les magnats de l'industrie

voudraient placer l'excédent à l'étranger. Ils peuvent le faire, car ils sont à même d'accorder aux acheteurs des marchandises avec de longs crédits, et d'accepter, au lieu de paiement, une participation de capital. De cette façon, ils battent toute concurrence sur le marché mondial. La bourgeoisie bancaire soutient l'industrie en accordant — contre de très hauts intérêts et provisions — des emprunts à l'étranger.

Mais pour pouvoir déposer du capital dans un pays, la capacité commerciale de crédit d'une entreprise ne suffit pas. Il faut également créer des conditions politiques préliminaires pour la sécurité du capital déposé. Auparavant, on transformait dans ce but le pays douteux en colonie. Mais maintenant, nous vivons à l'époque de la Société des Nations : au lieu de colonie, on dit — lorsqu'il s'agit de peuples sans développement capitaliste — mandat de la S. D. N. S'il s'agit d'un pays capitaliste, le procédé prend le nom de « contrôle ».

La signification de la conférence de Locarno pour les Etats-Unis est une plus grande sécurité du capital à placer en Allemagne et en France. Pour les Etats-Unis, la conférence de Locarno est la conséquence directe de l'accord de Londres sur l'acceptation du plan Dawes. La garantie de ses frontières par l'Angleterre et l'Italie enlève à la France le prétexte de conserver une grande armée, et prépare la conférence en vue du désarmement. La bourgeoisie américaine ne veut pas tolérer que ses débiteurs, l'Allemagne et la France, emploient à faire la guerre le capital prêté par elle.

Tout autre est la situation de l'Empire britannique. Cette formation la plus puissante de l'histoire mondiale présente des symptômes très nets de décadence. Sa base économique est ébranlée : l'Angleterre n'est plus capable de pourvoir ses colonies de capital. Les dominions passent de plus en plus sous l'influence des Etats-Unis. Le Canada est déjà complètement lié économiquement à cette dernière puissance ; seuls, de très faibles liens le relient encore à l'Angleterre. L'influence des Etats-Unis augmente sans cesse en Australie et dans l'Afrique du Sud. L'incapacité d'exporter du capital, ne permet plus à l'Angleterre — sans tenir compte d'un certain nombre d'autres causes — de soutenir la concurrence avec les Etats-Unis. Le cinquième hiver de chômage s'approche. Les peuples subjugués : Indiens, Egyptiens, Turcs, Arabes, Chinois, se révoltent : les fondements de l'Empire britannique mondial sont ébranlés. La situation insulaire de la Grande-Bretagne, autrefois protection sûre contre toute invasion ennemie, n'existe plus, stratégiquement. Les côtes méridionales de l'Angleterre sont sous la menace des canons à longue portée de la France. Les sous-marins français peuvent paralyser la navigation anglaise, en cas de guerre ; les flottes aériennes françaises peuvent bombarder les grandes villes anglaises...

L'aggravation de la situation économique de l'Angleterre a provoqué une vive fermentation dans le monde ouvrier anglais. L'époque du mouvement ouvrier pacifique, libéral, patriotique, est passée. Il y a actuellement en Angleterre un Parti communiste, et une grande partie du monde ouvrier anglais, autrefois si « raisonnable », est sous son influence. Les syndicats anglais, avant la guerre le plus solide rempart contre tout mouvement révolutionnaire, sont à l'aile gauche de l'internationale d'Amsterdam et fraternisent ouvertement avec les syndicats de l'Union soviétique.

La politique de la bourgeoisie anglaise a perdu sa traditionnelle sûreté. C'est en hésitant et en tâtonnant qu'elle cherche la voie la plus sûre pour maintenir son hégémonie dans le monde, sans pouvoir la trouver. A chaque tentative, elle se heurte à l'adversaire principal : l'Union soviétique. L'Empire britannique est fondé sur la domination des peuples d'Asie. Or, la politique de l'Union soviétique tend tout naturellement à favoriser le mouvement de libération de tous les peuples et classes opprimées. De là, la haine mortelle de la bourgeoisie anglaise pour la Russie soviétique et les bolchévistes.

Que signifie par conséquent pour l'Angleterre, la conférence de Locarno et le pacte de garantie ? Le but de l'Angleterre est, en partie, d'accord avec celui des Etats-Unis : à savoir affaiblir la puissance la plus dangereuse directement au point de vue militaire, la France ; la forcer à limiter ses armements, au moyen du pacte de garantie et grâce à la pression des dettes de guerre, et affaiblir sa position en soutenant contre elle l'Allemagne. En un mot faire de la France une puissance impérialiste de deuxième ordre.

Mais la conférence de Locarno et le pacte de garantie ont également pour l'Angleterre une autre signification plus importante : ils constituent une tentative en vue d'établir un front unique de tous les Etats européens contre l'Union soviétique. La France constitue peut-être pour l'Angleterre un danger militaire directement plus grand ; mais la France est un ennemi au sein de l'ordre capitaliste ; on peut se procurer des alliés contre elle, on peut même la gagner pas des concessions temporaires (front unique anglo-français contre l'Amérique dans la question des dettes interalliées) ; une guerre avec la France n'est pas en somme une question de vie ou de mort pour l'Empire britannique. L'ennemi qui, par sa seule existence, menace les bases de l'Empire britannique, c'est l'Union soviétique. C'est pourquoi la conférence de Locarno est, pour l'Angleterre une tentative d'établir le front unique de tous les Etats capitalistes d'Europe contre l'Union soviétique.

L'importance politique mondiale de l'Union soviétique s'est considérablement accrue ces dernières années, et il n'y a aucune exagération à la placer parmi les puissances mondiales de premier ordre, à côté des Etats-Unis et de l'Empire britannique.

Avec ses 135 millions d'habitants vivant sur un territoire représentant un sixième de la surface du globe, avec ses énormes richesses naturelles, l'Union soviétique peut être comparée aux Etats-Unis au point de vue de ses possibilités de développement. Au point de vue politique mondial, son influence sur tous les peuples opprimés est sans aucun doute plus grande que celle de n'importe quelle autre puissance impérialiste. Les centaines de millions d'habitants des pays de l'Asie : Chine, Indes, Perse, etc., voient en l'Union soviétique leur unique alliée dans leur lutte contre l'impérialisme.

Plus encore : l'Union soviétique est la citadelle du prolétariat. Tous les ouvriers révolutionnaires des pays capitalistes — non seulement les membres du Parti communiste — sont les alliés naturels de l'Union soviétique dans le territoire de la bourgeoisie, à l'intérieur des frontières des pays capitalistes. Le nombre de ces alliés croît de jour en jour, malgré la tendance à la stabilisation au sein du capitalisme, malgré les crises au sein des partis communistes.

Aujourd'hui, l'Union soviétique n'est plus le pauvre pays affamé qui devait implorer le secours du prolétariat des pays capitalistes ! L'économie nationale de l'Union soviétique progresse à une allure américaine. Bourgeoisie et social-démocratie ne peuvent plus intimider les ouvriers révolutionnaires en disant : la dictature du prolétariat c'est la famine, les privations, la ruine économique ! Le prolétariat du monde entier ne se laisse plus tromper par ces mensonges. Il voit les navires surchargés de blé russe, de viande, de beurre, d'œufs, entrant dans les marchés européens. Il lit dans les journaux capitalistes les gros achats effectués par l'Union soviétique.

Le prolétariat mondial voit que le renversement de la bourgeoisie exige sans doute des sacrifices et des privations, mais qu'une fois la dictature du prolétariat victorieuse et consolidée, l'ascension est rapide. La légende selon laquelle les forces productives nées du capitalisme ne peuvent être maîtrisées et utilisées que par la classe capitaliste, dans un ordre social capitaliste, est détruite. L'essor économique de l'Union soviétique prouve que les capitalistes sont superflus !

C'est justement pour cela que l'existence de l'Union soviétique cause les plus grands soucis à

tous les hommes d'Etats capitalistes. Mais ils ne se sentent pas tous menacés de la même façon par l'Union soviétique.

La bourgeoisie des Etats-Unis se sent encore forte. La ligne du développement capitaliste est encore ascendante. La croyance du monde ouvrier en la pérennité du régime capitaliste n'est pas encore ébranlée, le Parti communiste est encore faible ; il n'y a pas de frontières communes avec l'Union soviétique. Le gouvernement américain — comité d'administration des intérêts de la grande bourgeoisie américaine — n'a, certes, pas encore reconnu le gouvernement soviétique et déconseille à ses banquiers d'accorder des prêts à l'Union soviétique. Mais il voit très volontiers la bourgeoisie faire des affaires avec l'Union soviétique (concessions Harriman, coton, naphte). Et, en politique extérieure, il marche, dans un certain sens, parallèlement avec le gouvernement soviétique, contre les puissances impérialistes européennes.

Tout autre est la situation de l'Angleterre vis-à-vis de l'Union soviétique. Malgré l'immensité de son territoire et sa puissance extérieure, l'Empire britannique est l'anneau le plus faible de la chaîne des Etats capitalistes. En politique extérieure, il se heurte partout à l'esprit de libération des peuples de l'Union soviétique. Il a, à l'intérieur, la position la plus difficile vis-à-vis de la classe ouvrière. Le renforcement de l'Union soviétique, c'est une menace de mort pour l'Angleterre.

Les Etats-Unis voisins se trouvent dans une position analogue vis-à-vis de l'Union soviétique. Leur bourgeoisie tire profit de l'ascension économique de l'Union soviétique : d'un autre côté, la force d'attraction sociale exercée par l'Union soviétique grandit de jour en jour. Les Etats capitalistes qui ne sont pas immédiatement ses voisins : la France, l'Allemagne, l'Italie, considèrent l'Union soviétique comme un facteur puissant de la politique internationale, avec lequel on doit compter pour le règlement inévitable des conflits d'intérêts entre les diverses puissances capitalistes.

La conférence de Locarno et le pacte de garantie présentent donc un double visage : pour l'Amérique, c'est la garantie de ses placements de capitaux en Europe occidentale; pour l'Angleterre, c'est une tentative de former un front unique contre l'Union soviétique, et de déclencher une guerre contre elle à la première occasion favorable.

En résumé :

Le traité de Locarno n'est pas un tournant de l'histoire mondiale. C'est un produit de l'embarras de la bourgeoisie, une des nombreuses tentatives en vue de concilier, au moyen de traités, les conflits économiques qui s'aggravent avec la tendance à la stabilisation économique. Il a la signification suivante :

1) Garantie du capital américain prêté à l'Europe occidentale contre tout risque de guerre ; préparation d'une conférence de désarmement dirigée par l'Amérique.

2) Tentative de former un front unique des Etats capitalistes de l'Europe, sous la direction de l'Angleterre, contre l'Union soviétique. Le succès de cette tentative dépend à la fois de la puissance de la pression anglaise, de la gravité des conflits d'intérêts entre les Etats européens et de la résistance du prolétariat.

II

La situation économique générale

L'économie mondiale ne présente aucun changement spécial au cours du troisième trimestre 1925, comparé au troisième trimestre 1924. On ne constate pas, cette fois non plus, d'unité dans la situation de l'ensemble de l'économie mondiale. Tandis qu'aux Etats-Unis et dans les pays voisins, la situation s'est légèrement améliorée, elle paraît, dans son ensemble, plutôt empirer que s'améliorer en Europe.

A ce point de vue, la bonne récolte de blé en Europe et la grosse récolte de coton en Amérique, pourront avoir une certaine importance. Toutes les deux augmenteront la consommation, mais diminueront en même temps la valeur du rapport des marchandises de l'Europe à l'Amérique.

Si, de cette manière, la production du monde capitaliste en général, et de l'Europe en particulier, s'élève lentement, permettant de parler avec raison d'une certaine tendance à la stabilisation du capitalisme, il ne faut pas oublier d'un autre côté, que la production de marchandises par tête d'habitant en Europe reste encore bien au dessous de celle d'avant-guerre. Il en résulte de graves conflits entre le prolétariat et la bourgeoisie, au sein de chaque pays.

D'un autre côté, la différence entre la capacité de production et la capacité d'achat entraîne pour conséquences des luttes violentes, entre les diverses puissances impérialistes, pour la conquête des marchés extérieurs. Ces luttes n'ont pas entraîné jusqu'à présent des conflits armés, mais des armements continuels et des guerres coloniales. (Pendant toute la période de ce rapport, la guerre du Maroc et la guerre coloniale des Français en Syrie se sont poursuivies. Le mouvement révolutionnaire en Chine dérange l'équilibre du monde capitaliste. On n'est [pas] parvenu à solutionner la question de Mossoul, et l'on parle toujours de la possibilité d'une guerre contre l'Angleterre et la Turquie. Tandis que, dans le domaine de la production, se manifeste une certaine tendance à l'amélioration, les conflits impérialistes et politiques intérieurs s'aggravent de plus en plus.

Si nous considérons très brièvement la situation économique dans les pays capitalistes les plus importants, nous obtenons à peu près le tableau suivant :

ETATS-UNIS. La situation s'est légèrement améliorée ces derniers mois. La production de fer et d'acier a considérablement augmenté depuis le mois de juillet. Le bâtiment a pris une extension inattendue. Le nombre des wagons chargés hebdomadairement présente toujours de nouveaux records. Mais on remarque également des tendances contraires: par exemple, une très forte diminution de la vente des automobiles et de la production en août.

ANGLETERRE. La situation en Angleterre est caractérisée par la crise de l'industrie charbonnière, de la production du fer et de l'acier, de la navigation et des constructions maritimes, ainsi que par la mauvaise marche des affaires dans les industries mécaniques et textiles. Le chômage a augmenté; il est actuellement plus grand de 140 000 personnes environ que l'année dernière à la même époque. Cependant, pour pouvoir porter un jugement, nous devons considérer que, si nous déduisons du chiffre total des chômeurs actuels et de l'année passée, les mineurs sans travail, le nombre des chômeurs des autres branches de l'industrie s'est considérablement réduit. Abstraction faite de l'industrie houillère, la vie économique de l'Angleterre semble donc s'être légèrement améliorée.

ALLEMAGNE. La situation en Allemagne présente, pendant la période de ce rapport, une aggravation lente, mais à des degrés très différents suivant les diverses branches industrielles. L'Industrie houillère s'est complètement améliorée, tandis que la situation est devenue plus mauvaise pour le fer et l'acier. La situation des branches métallurgiques apparentées de très près à l'industrie lourde continue à être mauvaise. La vie économique continue à être dominée par le manque de capital circulant ainsi que le prouvent le taux énorme de l'intérêt et les faillites gigantesques de consortiums tout entiers.

En France et en Italie, la situation est toujours relativement bonne. La presse capitaliste française parle bien, ces derniers temps, d'une crise de l'industrie lourde, mais les chiffres de la production ne corroborent pas jusqu'à présent cette affirmation.

La situation économique des pays de l'Europe orientale est toujours mauvaise : Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, Italie, où l'on constate un manque d'argent liquide et un chômage croissant. Cette situation critique a provoqué la dépréciation de la devise polonaise, dont nous nous occuperons en détail plus loin.

Le problème monétaire

Les rapports monétaires de l'Europe ont présenté, pendant cette période, un tableau beaucoup plus mouvementé que pendant le premier semestre 1925. Fin juillet surtout, la dépréciation de plus de 10% du mark polonais revêt une importance spéciale ; malgré tous ses efforts le gouvernement polonais n'a pu rétablir sa valeur.

C'est la première fois qu'une valeur stabilisée sur la base de l'or a été de nouveau dépréciée. C'est pourquoi ce cas mérite une attention spéciale.

La cause principale de la dévalorisation du mark polonais provient, nous semble-t-il, de ce que les charges militaires de la Pologne sont trop lourdes, étant donné la faiblesse de la base économique de ce pays. Les principales raisons de cette faiblesse sont les suivantes :

1) La Pologne amalgame des territoires les plus disparates, n'a aucune unité économique.

2) La Pologne n'a reçu jusqu'à aujourd'hui aucun crédit étranger de quelque importance et n'a pas pu, par conséquent, échapper à la crise générale d'appauvrissement de l'Europe centrale et orientale. Si la Pologne n'a pas reçu d'emprunts étrangers suffisants, cela tient à sa position politique extérieure défectueuse. La Pologne s'est liée complètement à la France, c'est-à-dire à la puissance impérialiste économiquement la plus faible, qui n'était, par conséquent, pas en état de remédier, par un vaste emprunt, au manque d'argent liquide de la Pologne. Dans de telles circonstances, la stabilisation de la devise polonaise reposait sur de trop faibles bases et devait disparaître au premier événement extérieur défavorable.

Les réserves de la Banque de Pologne en valeurs étrangères s'élevaient, en millions de zloty, aux sommes suivantes :

Fin décembre 1924	269
Fin mars 1925	259
Fin avril 1925	216
Fin mai 1925	173
Fin juin 1925	120
Fin juillet 1925	91

Nous voyons, d'après ce tableau, que les réserves vont toujours en diminuant. Cette diminution résulte de la passivité du bilan commercial de la Pologne qui ressort des chiffres suivants :

	<i>Millions de zloty</i>		
	Importations	Exportations	Excédent d'importations
Janvier 1925	172,7	107,6	65,1
Février	151,1	103,0	48,1
Mars	190,1	120,4	69,7
Avril	182,7	89,6	93,1
Mai	185,6	105,9	79,7
Juin	169,4	103,6	65,3

Nous parlerons des causes de cette passivité du bilan commercial dans un chapitre spécial. Nous ne nous intéressons ici qu'au fait que la dépréciation du zloty n'a pas été causée par une augmentation démesurée de la monnaie en circulation. La somme totale des billets de banque en circulation a passé, du 31 mars au 20 juillet, de 563 à 441 millions de zloty. Par contre, la somme de la monnaie d'argent et des bons du Trésor en circulation a augmenté. Mais le total de tous les moyens de paiement en circulation se réduisit de 755 millions, au 31 mars, à 686 millions, au 20 juillet. La dépréciation de la valeur ne saurait donc en aucun cas être attribuée à l'inflation.

Le gouvernement polonais fit l'impossible pour rétablir la parité-or du zloty. Il limita les émissions de billets et les crédits, provoquant ainsi une grave crise économique. Il éleva le taux de l'intérêt de l'argent de 10 à 12%. Il reçut un crédit de 10 millions de dollars de l'Amérique. Mais rien n'y fit. Le désagio du zloty polonais demeura inchangé.

Le sort de la valeur anglaise est d'un intérêt tout spécial. Après le rétablissement de l'étalon-or, l'or afflua d'abord à la Banque d'Angleterre, non pas par la voie normale des paiements, mais par des accords entre la Banque d'Angleterre et d'autres instituts monétaires. La nouvelle entrée maxima dépassa 8 millions de livres sterling. Nous écrivions déjà, dans notre précédent rapport, que la fermeté de la devise anglaise ne se manifesterait qu'en automne, à l'échéance des gros paiements en Amérique. C'est exactement à fin septembre que la valeur anglaise tomba en dessous du point d'exportation de l'or par rapport au dollar et aux autres devises fermes. La conséquence en fut un fort écoulement de l'or, de sorte que de l'afflux de plus de 8 millions de livres, 2 millions seulement restèrent dans la première semaine d'octobre.

Les circonstances dans lesquelles se produisirent cet affaiblissement de la devise anglaise et cette fuite de l'or sont très complexes. On sait qu'il y a en Angleterre, une interdiction d'accorder des prêts à l'étranger, pour empêcher la fuite de l'or. Cela paraît nécessaire, parce que la passivité du bilan commercial anglais augmente d'année en année et pourrait atteindre cette année 250 millions de livres. Cela signifie que les intérêts et les gains du capital anglais déposé à l'étranger, ainsi que la somme de « l'exportation invisible » (gains de la navigation, banques étrangères, commerce de transit, etc.) sont pris en pleine considération, de sorte que l'Angleterre ne dispose d'aucun nouveau capital à placer à l'étranger. D'autre part, il y eut, ces derniers mois, une grande abondance d'argent liquide, à l'intérieur du pays, ce qui détermina la Banque d'Angleterre à réduire le taux de l'intérêt de l'argent.

La contradiction entre le manque de capital disponible pour les prêts à l'étranger et l'abondance d'argent liquide à l'intérieur du pays s'explique par le fait que, les affaires n'allant que

faiblement à l'intérieur, il y a en circulation beaucoup de capital disponible pour les prêts à court terme. Mais ces capitaux ne peuvent pas être employés comme capital d'exportation, parce qu'ils ne sont disponibles que pour de courts délais.

La réduction du taux d'intérêt de l'argent a, d'autre part, amené probablement le capital américain prêté en Angleterre à courts termes à se retirer en Amérique, augmentant ainsi les paiements échus de l'Angleterre aux Etats-Unis. Il en résulta, en outre, que la livre anglaise tomba au-dessous du point d'exportation de l'or par rapport au dollar, c'est-à-dire qu'il est plus avantageux pour les capitalistes anglais d'envoyer en Amérique de l'or, sous sa forme naturelle, malgré la perte d'intérêt et les frais de transport élevés, que d'acheter des dollars. La dévalorisation de la livre sterling ne prendra pas, à notre avis, de plus amples dimensions dans le proche avenir, puisque les accords de la Banque d'Angleterre avec la *Federal Reserve Bank* et le groupe Morgan, dont nous parlions dans notre rapport précédent, garantissent la stabilité de la livre sterling. Mais que le cours puisse tomber en dessous du point-or, n'est-ce pas une preuve des grandes difficultés que l'Angleterre aura encore à combattre pour pouvoir maintenir la parité-or de sa monnaie ?

La devise française est restée à peu près stable jusqu'en octobre, avec un cours de 103 francs environ la livre sterling. Ce n'est qu'en octobre que l'échec des négociations sur les dettes en Amérique amena une nouvelle dévalorisation du franc. Le 7 octobre, elle était cotée 117, soit 13 points de moins qu'au niveau le plus bas du printemps 1924. Le Ministre des Finances français chercha à combattre la dévalorisation — comme cela s'est produit au printemps 1924 — par la menace d'employer à la stabilisation du franc le prêt Morgan, soi-disant encore intact. On ne peut pas encore apprécier le succès de cette menace. Cela dépend d'abord de la question de savoir si la possibilité d'un grand emprunt en Amérique est exclue ou non par l'échec des négociations sur les dettes. Si la France ne reçoit pas prochainement un gros emprunt, il est très probable que, malgré le bilan favorable du commerce extérieur, le franc subira une nouvelle dépréciation.

Il semble également que les mesures politico-financières intérieures, par lesquelles Caillaux voulait remédier à la crise du Trésor n'ont eu aucun succès. Comme on sait, Caillaux voulait couvrir, par le montant d'un nouvel emprunt-or à 4%, les bons du Trésor et les bons à court terme échus en octobre et en décembre, que leurs possesseurs n'étaient, pour la plupart, pas disposés à renouveler. Malgré toute la réclame faite à ce sujet, cet emprunt-or semble avoir été un gros échec. La souscription devait être terminée fin août ; le délai fut prolongé jusqu'à fin septembre, puis jusqu'à fin *octobre*. Nous n'avons pas encore de chiffres indiquant le montant total des souscriptions. Mais, d'après toute la marche de l'affaire, on peut considérer comme certain que ce montant sera bien en dessous des sommes à payer. Dans ce cas, il n'y aura plus autre chose à faire qu'à augmenter les avances de la Banque de France à l'Etat, c'est-à-dire d'imprimer de nouveaux billets, d'où une nouvelle déprédation du franc.

La devise allemande se tient en général stable à la limite de la parité-or. Il y eut, pendant la période du rapport, des jours où l'on pouvait recevoir en Allemagne jusqu'à 4,30 pour des billets en dollar, alors que la parité est de 4,19. On attribue cela aux achats de dollars effectués par la Pologne en Allemagne.

Nous donnons ci-dessous le tableau des cours de la Bourse de New-York pour les devises non stables :

Cours des devises à New-York*(Cents pour une unité étrangère)*

	Parité	Sept 1924	Janvier 1925	Avril 1925	Juillet 1925	12 septembre 1925	21 octobre 1925
Belgique	19,30	4,94	5,06	5,02	4,62	4,46	4,56
Danemark	26,80	16,94	17,80	18,78	21,40	25,30	24,50
Finlande	19,30	2,52	2,52	2,52	2,52	2,52	2,52
France	19,30	5,29	5,39	5,16	4,70	4,72	4,38
Grèce	19,30	1,78	1,76	1,80	1,60	1,47	1,33
Italie	19,30	4,38	4,16	4,06	3,67	4,29	3,99
Inde	48,66	32,43	—	—	36,61	36,87	—
Japon	49,85	40,00	—	—	41,00	41,00	41,12
Yougoslavie.	19,30	1,36	1,63	1,63	1,77	1,78	1,78
Norvège	26,80	13,83	15,26	16,79	18,01	22,46	20,30
Pologne	19,30	19,25	—	—	19,20	18,50	—
Roumanie	19,30	0,52	0,52	0,47	0,49	0,49	—
Espagne	19,30	13,24	14,17	14,53	14,51	14,62	14,34
Tchécoslovaquie	—	3,00	3,00	2,96	2,96	2,96	2,95

Le mouvement des prix

Le mouvement des prix des mois derniers ne présente pas un caractère uniforme. D'une part, tendance à la baisse du prix de blé, de l'autre, hausse générale des prix des produits industriels. Le résultat en est que l'indice global des prix des pays ayant une monnaie stable présente peu de variations. En France et en Italie, par contre, l'élévation du niveau des prix continue à une allure assez rapide.

Nous donnons ci-dessous le tableau habituel des prix du commerce de gros. Nous faisons remarquer que les prix des différents pays ne sont pas comparables entre eux. Le tableau ne peut être utilisé que de haut en bas, c'est-à-dire pour les indications du développement des prix dans chaque pays.

Indice des prix du commerce de gros (1913/14 = 100)

[1^{ère} partie du tableau]

	Etats-Unis (Bureau of Labour)	Angleterre (Economist)	Allemagne (St.Reichsamt)	France	Italie	Pologne
Octobre 1924.	152	180	131	497	602	116
février 1925.	161	177	137	515	660	125
Mars.	161	174	134	513	659	122
Avril	156	169	131	513	659	119
Mai	155	166	132	519	660	118
Juin	157	162	135	543	683	119
Juillet	160	165	135	557	707	120
Août	160	165	132	557	—	124
Septembre.	—	164	126	555	—	—

[2^{ème} partie du tableau]

	Suède	Suisse	Union Soviétique (Gosplan)	Japon	Indes britanniques	Chine
Octobre 1924.	167	169	164	213	181	153
février 1925.	169	170	183	210	172	159
Mars	168	166	195	204	168	160
Avril	163	163	197	202	169	159
Mai	162	162	190	199	164	158
Juin	161	161	188	200	154	157
Juillet	161	160	175	199	—	163-
Août	159	159	173	200	160	160
Septembre.	—	159	—	200	—	—

Nous donnons ci-dessous un tableau comparatif des chiffres en or du commerce international de gros au cours de l'année dernière. Il en ressort, en général, une forte augmentation des prix, provoquée principalement par la hausse du prix des blés. Par contre, pendant le premier semestre 1925, les prix ont, en général, diminué. Seule, la Norvège fait exception, probablement à cause du fort mouvement de hausse de la monnaie norvégienne. Malheureusement, nous ne possédons pas les chiffres pour la Pologne.

Chiffres-indices du commerce international de gros, en or

(1913/14 = 100)

	Juin 1924	Janvier 1925	Juin 1925
Belgique	134	150	131
Danemark	130	156	156
Allemagne	116	138	134
France	128	144	130
Grande-Bretagne	144	168	158
Italie	137	142	136
Pays-Bas	141	161	153
Norvège	133	159	164
Autriche	128	148	143
Pologne	101	120	
Suède	156	170	161
Suisse	159	171	162
Espagne	125	140	
Tchécoslovaquie	138	152	147
Etats-Unis	145	160	157

Le chômage

L'état du chômage s'est peu modifié au cours de ces derniers mois. Nous n'avons pas encore les chiffres de septembre; ceux d'août sont encore incomplets. En général, on remarque une tendance à l'augmentation du pourcentage des chômeurs organisés syndicalement, dans tous les pays qui ont une statistique permanente des chômeurs. Le plus petit pourcentage des chômeurs dans les grands

pays industriels revient actuellement à l'Allemagne, et le plus élevé à l'Angleterre ou, peut-être, aux Etats-Unis, qui ne publient pas de statistiques courantes sur le chômage, mais seulement sur les ouvriers occupés dans les diverses branches d'industrie. Dans les pays qui publient des chiffres pour le pourcentage des chômeurs, le nombre des sans-travail paraît avoir augmenté: en Pologne, en Autriche, en Italie et en Tchécoslovaquie.

On sait qu'il est très difficile de fixer le nombre absolu des chômeurs, car on ne publie que le chiffre des chômeurs recevant une allocation.

Nous donnons ci-dessous le tableau du pourcentage des chômeurs syndicalement organisés.

Pourcentage des chômeurs parmi les ouvriers syndicalement organisés

	Angleterre (syndiqués)	Angleterre (assurés)	Belgique	Pays-Bas	Danemark	Norvège	Suède	Allemagne	Allemagne (occupés partiellement)	Etats-Unis degré d'occupation 1919 = 100
1923 septembre	11,3	11,7	1,5	11,6	7,7	7,6	8,0	9,9	39,7	—
1924 septembre	8,6	10,8	3,0	8,2	5,8	5,2	7,0	10,5	17,5	91,2
1925 janvier	9,0	11,5	6,1	15,1	16,9	11,9	14,8	1,1	5,5	94,4
1925 avril	9,4	11,2	7,1	8,1	13,5	9,5	10,9	4,3	4,9	95*9
1925 mai.	10,1	11,2	6,2	7,9	12,1	8,1	7,8	3,6	5,0	94,9
1925 juin.	12,3	12,2	5,7	7,7	9,3	8,5	8,2	3,5	5,2	94,2
1925 juillet	11,2	11,5	—	8,9	8,3	—	7,5	3,7	5,8	93,1
1925 août	11,4	12,5	—	—	9,2	—	—	4,3	6,9	—
1925 septembre	11,4	12,4								

La récolte mondiale et l'établissement du prix du blé

Nous possédons maintenant les données concernant la récolte de l'hémisphère septentrional, et il en découle que la récolte de blé a dépassé de beaucoup cette année celle de l'année dernière, et la moyenne des cinq dernières années avant la guerre. Voici les chiffres les plus importants :

	Froment en millions de double quinaux			
	1925	1924	1923	Moyenne 1909/13
Europe (22 pays).	350	277	331	358
Canada et Etats-Unis	297	309	346	242
Asie (4 pays)	99	109	111	103
Afrique du Nord (4 pays)	29	23	29	26
En tout	775	718	817	729
Union des Républiques soviétiques	180	104	—	186
En tout 33 pays	995	822	—	915

	Seigle en millions de doubles quintaux			
	1925	1924	1923	Moyenne 1909/13
Europe (20 pays)	219	152	195	224
Canada et Etats-Unis	17	20	22	10
Total	236	172	217	244
Union des Républiques soviétiques	208	176	—	187
En tout 23 pays	444	348	—	431

Nous voyons que la récolte de l'hémisphère nord en céréales a dépassé cette année de 55 millions de doubles quintaux la moyenne des cinq dernières années d'avant-guerre. Nous ajoutons que la récolte en orge est plus faible de 14 millions de doubles quintaux et celle de l'avoine de 20 millions plus importante que la récolte moyenne d'avant-guerre. Par rapport à l'année passée, il y a un plus de 130 millions de doubles- quintaux en céréales. L'augmentation de la production provient en partie de l'extension de la surface cultivée mais surtout de l'augmentation du rendement par hectare. Des pays européens cultivant le froment, seules l'Espagne et la Grande-Bretagne sont en recul. En dehors de l'Europe, les Etats-Unis présentent une forte diminution de la surface cultivée, soit de 23 millions d'hectares, en 1924, à 22 millions d'hectares, en 1925.

En ce qui concerne le rendement, il a augmenté beaucoup par rapport à l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années d'avant la guerre, dans tous les pays cultivant le froment, sauf les Etats-Unis et l'Inde.

	<i>Rendement en froment en millions de doubles quintaux</i>	
	1925	1924
Allemagne	29,0	24,3
France	89,0	76,5
Italie	63,0	46,3
Pologne	15,9	8,8
Roumanie	29,0	19,2
Hongrie	18,1	14,0
Yougoslavie	22,4	15,7
Union des Républiques soviétiques (Europe)	131,2	67,2
Union des Républiques soviétiques (Asie)	48,7	36,6
Canada	106,6	71,3

Par contre, de tous les pays gros producteurs de froment, seuls les Etats-Unis restent en arrière, avec 190 millions de doubles quintaux, au lieu de 237 l'année passée, et l'Inde avec 88 contre 98.

Pour le seigle, l'augmentation de la production est particulièrement forte ; Allemagne : 77 au lieu de 57 millions, Pologne 68 au lieu de 37, et Union des Républiques soviétiques d'Europe : 197 au lieu 163 millions de doubles quintaux.

Le tableau de la récolte mondiale se rapproche beaucoup de celui d'avant-guerre. Alors que l'année passée, l'Union des Républiques soviétiques et les Etats danubiens n'avaient aucune exportation de grains, ils pourront cette année couvrir en grande partie les besoins du reste de l'Europe. Le déficit de l'Europe en céréales à couvrir par l'Amérique s'est réduit d'une façon très sensible. Il semble qu'il y aura, en outre, cette année, un gros excédent de céréales sur le marché mondial.

Dans le tableau ci-dessous, nous indiquons la consommation en grains dans les plus importants pays d'importation de grains. Ce sont: la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Lettonie, la Norvège, l'Autriche, la Pologne, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, le Japon, l'Égypte. Il faut ajouter que la Pologne a cessé, cette année, d'être un pays d'importation de grains, et que les besoins de la France paraissent presque couverts. L'importation de farine est comptée avec celle des grains.

Consommation des céréales dans les importants pays d'importation

	Froment			Seigle			Consommation totale de froment et de seigle
	Production	Importations	Consommation	Production	Importations	Consommation	
	<i>En millions de doubles quintaux</i>						
1921 (1921/22).	248	152	400	—	—	—	—
1922 (1922/23).	202	158	360	—	—	—	—
1923 (1923/24).	242	178	420	187	19,8	207	627
1924 (1924/25)	213	166	379	133	14,6	148	527
1925	256	—	—	202	—	—	—

Le tableau ci-dessus montre que la production des pays d'importation a augmenté cette année de 43 millions de doubles quintaux, pour le froment, et de 60 millions de doubles quintaux, pour le seigle, en comparaison de 1924.

Mais il ne serait pas juste de croire que la consommation en grains ne sera pas plus grande cette année que l'année dernière. C'est une vieille expérience qu'en Europe la consommation est plus grande avec une bonne récolte qu'avec une mauvaise. Nous devons donc penser qu'elle sera aussi grande cette année qu'en 1923/24. Nous aurions alors le tableau suivant de l'approvisionnement en grains du monde.

	<i>Millions de doubles quintaux</i>
Besoin en céréales des pays importateurs compris dans le tableau ci-dessus avec une consommation égale à celle de la campagne 1923/24.....	169
Besoin des autres pays importateurs (Moyenne des 4 dernières années).....	39
En tout.....	208
Exportation des 5 grands pays d'exportation d'outre mer : Canada, Etats-Unis, Argentine, Australie, et Inde selon la moyenne des 5 dernières années.....	202

Dans le cas où la récolte de l'hémisphère Sud serait aussi grande que la moyenne des cinq dernières années, les besoins en céréales des pays importateurs seraient à peu près couverts par l'exportation des 5 grands pays d'exportation d'outre-mer. Mais la récolte de l'Amérique du Nord est un recul de 40 millions de doubles-quintaux par rapport à la moyenne des 5 années d'avant-guerre. Si nous admettons que les pays de l'Europe orientale : Pologne, Roumanie, Hongrie, Yougoslavie et Bulgarie, couvriront ce déficit, si nous admettons en outre que l'hémisphère sud jettera cette année sur le marché une quantité de grains correspondant à la moyenne, il en résulte que l'excédent d'exportation de l'Union des Républiques soviétiques représente sur le marché mondial

un excédent par rapport à la consommation prévue. S'il en est ainsi, il faut compter sur une baisse nouvelle du prix des céréales au cours de l'année qui vient.

L'établissement du prix des céréales

Par suite de la bonne récolte, les prix de toutes les sortes de grains ont fortement diminué pendant ce dernier trimestre.

Nous donnons ci-dessous un aperçu du prix des céréales de juillet à octobre 1913—25 sur les plus importants marchés mondiaux. Il en ressort que les prix sont en général actuellement déjà, en dessous de ceux d'octobre 1924. Les diverses sortes de céréales se comportent de manière différente on comparaison avec 1923. Le froment est coté sensiblement plus haut qu'à la même époque, il y a deux ans. Il en est de même pour l'orge et le seigle. Par contre, le prix de l'avoine est déjà presque celui de 1923, et le prix du maïs est en Amérique sensiblement inférieur à celui en cours, il y a deux ans.

Le développement des prix des céréales dans les mois de juillet à octobre 1923—25 est le suivant :

	Froment			Seigle		Orge	
	Winnipeg (cents pour 60 livres)	Chicago (cents pour 60 livres)	Liverpool (sh. pour 48 livres)	Minneapolis (cents pour 56 livres)	Berlin (mark-or pour un double quintal)	Winnipeg (cents pour 48 livres)	Chicago (cents pour 48 livres)
1913 moyenne	88,0	90,2	36,0	56,5	16,60	46,0	51,0
1913 sept. 12	86,4	93,2	33,5	61,0	16,10	—	67,0
1923 juillet 13	107,5	101,5	45,0	61,5	—	46,7	63,0
1923 août 10	109,0	100,5	43,0	61,0	—	50,2	55,2
1923 sept. 14	106,0	106,5	47,0	65,0	—	46,5	56,5
1923 octobre 12	99,5	112,5	43,7	67,5	—	49,5	61,7
1924 juillet 11	124,7	120,5	48,7	73,5	13,55	73,7	74,0
1924 août 8	149,0	130,2	52,2	87,5	14,20	81,5	83,0
1924 sept. 12	143,2	130,2	53,5	93,5	18,75	86,5	75,0
1924 octobre 10	162,0	146,0	68,5	121,0	22,80	90,2	85,0
1925 juillet 10	159,5	151,0	58,7	91,5	22,80	89,0	75,0
1925 août 14	164,0	165,0	62,5	104,0	18,40	80,5	76,0
1925 sept. 4	156,4	157,2	55,5	87,5	17,20	69,0	65,0
1925 sept. 11	141,4	154,2	55,2	87,0	16,80	65,5	65,0
1925 oct. 20/21	127,6	144,0	51,0	—	15,10	65,0	—

Récolte et consommation du coton

Le Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis d'Amérique a publié au début d'octobre les données relatives à la récolte du coton. La récolte du coton en Amérique s'est élevée en 1925 à 14 759 000 balles, contre 13,6 millions en 1924, 10,1 millions en 1923, 9,8 millions en 1922 et 8 millions en 1921. La récolte de 1925 dépasse les prévisions les plus téméraires. Cette bonne récolte a entraîné une forte baisse du prix du coton, allant jusqu'à 10%. Les fabricants de coton ne cessaient d'affirmer que les prix élevés du coton étaient la cause de la mauvaise situation de l'industrie textile.

Si c'était vraiment le cas, la bonne récolte de cette année devrait avoir pour conséquence une forte augmentation de la consommation de coton et une meilleure marche des affaires dans l'industrie textile.

La consommation de coton a, en effet, tendance à augmenter. Il ressort du rapport de la Fédération Internationale des Filatures de Coton que la consommation de coton américain a été, au cours de l'année économique 1924 — 1925, de 13,2 millions de balles contre 11,1 millions au cours de l'année 1923—1924. La consommation mondiale de coton s'est élevée, au cours de la même période, de 20,4 millions de balles à 23,2 millions.

Le tableau suivant indique les pays dont la consommation de coton, au cours de l'année économique 1924—1925, a dépassé un million de balles de coton :

Etats-Unis d'Amérique	6,13
Grande-Bretagne	3,24
Japon	2,46
Inde	2,44
Chine	1,34
Union soviétique	1,24
Allemagne	1,21
France	1,12
Italie	1,00

Il résulte de ces données les faits suivants:

1) L'Union soviétique occupe en Europe la seconde place pour la consommation de coton.

2) La consommation des trois pays asiatiques est à peu près égale à celle des 4 pays européens figurant dans cette statistique. Elle dépasse celle des Etats-Unis d'Amérique. Il faut cependant remarquer que cette statistique ne donne que le nombre des balles, sans tenir compte du poids du coton consommé. Une calcul plus exacte du poids modifierait sans doute le tableau ci-dessus.

La Fédération Internationale des Filatures de Coton a publié également des données relatives à la réduction des heures de travail dans l'industrie textile. (Les réductions sont comptées par semaine de 48 heures.) Les données indiquent une certaine amélioration au premier semestre 1925' par rapport au second semestre 1924.

Crises partielles et formation de cartels internationaux

Nous avons déjà plus d'une fois démontré que l'économie mondiale a été caractérisée ces dernières années par un manque d'unité dans la situation générale. La marche des affaires a été différente dans presque tous les pays capitalistes. En 1925, cette situation a quelque peu changé, la crise du charbon, du fer et de l'acier, des constructions navales et des transports maritimes étant devenue générale. Les effets de cette crise ont été différents dans les pays capitalistes, suivant le degré d'importance de ces branches d'industrie dans la production nationale.

En Angleterre, où le charbon et le fer constituent la base de toute la vie économique, la crise de l'industrie lourde a considérablement aggravé la situation.

La crise du charbon a eu des conséquences analogues en Allemagne, en Belgique, en Pologne et en Tchécoslovaquie.

En France, pays importateur de charbon, la production houillère n'a commencé à diminuer qu'en août dernier.

Par contre, la crise mondiale de l'industrie lourde a eu des effets heureux sur la situation générale dans les pays importateurs de charbon et de fer. La baisse des prix et la concurrence des pays exportateurs rendent l'approvisionnement de charbon et de fer plus facile pour ces pays.

Dans ces conditions, les pays exportateurs ont intérêt à régler la vente par des accords réciproques. Les propriétaires de mines allemands et anglais et les industriels français, allemands et belges, intéressés à la production de fer et d'acier, mènent depuis longtemps les négociations, sans pouvoir jusqu'ici aboutir à un accord. Les graves différends existant entre les groupes capitalistes et le manque d'organisation des capitalistes européens, sauf ceux de l'Allemagne, ne permettent pas la formation de cartels internationaux.

La production mondiale de charbon

Le tableau suivant donne les chiffres relatifs à la production mensuelle de charbon dans les pays les plus importants (en millions de tonnes) :

	Angleterre	Allemagne	France	Pologne	Belgique	TchécoSlovaquie	Etats-Unis	Total
1913 moyenne mensuelle	24,3	11,7	4,5	3,0	1,9	1,2	43,1	90,7
1923moyenne mensuelle	23,5	5,2	4,0	3,0	1,9	1,0	49,3	87,9
1924moyenne mensuelle	22,6	9,9	4,9	2,7	1,9	1,2	42,3	85,5
1925 janvier	22,0	11,9	5,4	2,8	2,1	1,0	53,8	
mars	23,0	11,4	5,4	2,7	2,0	1,0	40,5	
juin	18,0	9,9	4,9	2,2	1,8	1,0	40,8	78,5
juillet	21,6	11,2	4,9	2,2	1,9	1,1	43,7	87,6
août	16,7	11,1	4,9	1,5	1,8	1,0	48,8	85,8
septembre	17,5	11,4	—	—	—		—	

En ce qui concerne la production mondiale du charbon, Hodges, secrétaire de la Fédération Internationale du Sous-Sol, a publié dans la revue *Observer* (N^o du 9 août) les chiffres suivants :

	<i>Millions de tonnes</i>		<i>Variation (en %)</i>
	<i>1923</i>	<i>1924</i>	
Europe	605	549	— 9,1
Amérique	533	512	— 2,6
Afrique	8	12	+50
Asie	55	71	+28
Australie	15	19	+28
Total .:	1216	1163	— 2,7

Il résulte de ces chiffres que la production de charbon dans les pays les plus importants n'est que de 3 — 5% inférieure à la production d'avant-guerre. La baisse de la production s'est surtout fait remarquer en Angleterre.

Cependant cette production dépasse encore les besoins du marché.

Les raisons en sont les suivantes:

1) Le charbon est de plus en plus remplacé par le pétrole. La production du naphte a considérablement augmenté pendant les dernières dix années. Dans la marine de guerre et la marine marchande, on préfère de plus en plus le chauffage au pétrole au chauffage au charbon.

2) Remplacement de la houille, par la lignite, surtout en Allemagne.

3) Utilisation' des forces hydrauliques dans les principaux pays.

4) Perfectionnement de la technique du chauffage qui permet d'économiser du charbon.

5) Augmentation de la production houillère dans les petits pays .producteurs.

6) La situation est, en général, plus mauvaise qu'en 1913-

Il en résulte de tout cela une crise de la vente qui s'est encore aggravée par les exportations du charbon de l'Union soviétique. L'Angleterre se ressent de plus en plus de la concurrence de l'Allemagne. Les exportations allemandes qui vont en augmentant depuis décembre 1924, gênent le commerce du charbon anglais. Elles font aussi baisser le prix mondial du charbon.

Nous publions ci-dessous les données relatives au mouvement des prix :

Prix en marks et par tonne

	Allemagne	Angleterre	France	Etats-Unis
1913/14	12	10,97	16,61	5,46
1925, mai	15	15,12	18,27	7,10
1925, juillet	15	15,40	16,63	7,10
1925, août	15	14,24	16,59	7,10
1925, septembre	15	13,52	16,59	—

Ces chiffres sont inférieurs à l'indice général des prix. L'augmentation du prix du charbon n'atteint pas le niveau général des prix. Cela peut surtout s'observer en Angleterre, où les deux derniers mois, le prix du charbon a baissé de 10%. Une pareille baisse ne s'est pas produite depuis 1922.

L'Allemagne, où les salaires sont moins élevés et la journée de travail plus longue, se trouve en meilleure posture que l'Angleterre.

La crise de l'industrie charbonnière n'en, continue pas moins en Allemagne. Les fermetures de mines sont à l'ordre du jour. Cependant, une partie des ouvriers congédiés dans une région de la Ruhr sont embauchés dans l'autre.

Laissons parler les statistiques :

1925	Nombre d'ouvriers	Extraction journalière en 1000 tonnes	
		Ruhr	Haute-Silésie
janvier	472 608	374	41,6
avril	460 185	340	39,5
juillet	436 493	316	47
août	408 233	323	51,2
septembre	400 000	336	53,4

En ce qui concerne la consommation de charbon en Allemagne, nous relevons les données suivantes :

	<i>En millions de tonnes par an</i>
Diminution de la consommation	6,55
Remplacées par des forces hydrauliques	1,80
Remplacées par de la lignite dans les usines d'électricité	2,50
Remplacées par des briquettes de lignite pour le chauffage à domicile	6,50
8% d'économies réalisées par une meilleure technique du chauffage	8,80
Total :	26,15

La diminution de la consommation et des exportations a eu pour résultat un encombrement du marché.

La crise du charbon subsiste toujours en Angleterre. Voici les données officielles qui ont été communiquées à ce sujet au Parlement anglais :

	Nombre d'ouvrier :	Production (<i>en millions de tonnes</i>).
1912	1 068 000	260,3
1913	1 101 400	287,3
1914	1 049 000	265,6
1923	1 203 300	276,0
1924	1 213 600	267,0

Le nombre actuel des ouvriers occupés dans l'industrie houillère a dépassé à peine un million. L'extraction du charbon a beaucoup diminué en comparaison avec le nombre des ouvriers employés. Les propriétaires des mines veulent remédier à cet état de choses par la prolongation de la journée de travail, tandis que les ouvriers demandent une meilleure organisation de la production.

L'industrie houillère française se trouve dans une situation différente. La production houillère française étant insuffisante, la France est obligée d'introduire du charbon de l'étranger. Une partie des importations est faite au titre des réparations. Mais le charbon livré par l'Allemagne au titre des réparations se vend difficilement, son prix étant égal au prix du charbon vendu en Allemagne, tandis que le syndicat du charbon allemand vend à la France à des prix moins élevés que les prix qui se paient en Allemagne. La France se défend par des mesures prohibitives, ne permettant que de temps en temps l'introduction de quantités déterminées de charbon allemand.

La production houillère en France a également baissé. Cela ressort des chiffres suivants :

	Extraction journalière <i>en 1000 tonnes</i>	Nombre d'ouvriers
1925, janvier	160,4	311 991
juillet	157,1	306 432
août	154,6	304 764

La production houillère française se ressent donc également de la crise.

La concurrence est extrêmement violente. La France interdit l'importation de charbon allemand, l'Allemagne, en fait autant en ce qui concerne le charbon de provenance anglaise, polonaise et tchécoslovaque.

L'Union soviétique a fait son apparition sur le marché des pays méditerranéens, ce qui dépite

fort l'Angleterre, qui occupait jusqu'ici la place prépondérante dans le commerce avec ces pays.

La crise de l'industrie métallurgique

La crise de l'industrie métallurgique s'est aggravée en Europe et a diminué aux Etats-Unis d'Amérique.

Production de fer et d'acier (*en mille tonnes*)

Fer

		Etats-Unis	Angleterre	France	Belgique	Luxembourg	Allemagne
1913	Moyenne mensuelle	2 601	869	434	207	212	1 400
1923	Moyenne mensuelle	3 392	630	442	182	117	410
1924	Moyenne mensuelle	2 634	620	638	234	181	651
1925	Janvier	3 424	584	669	249	197	910
	mars	3 621	618	689	282	199	991
	Juin	2 716	518	703	213	190	941
	juillet	2 707	501	724	168	203	886
	août	2 748	453	713	166	202	766
	septembre	2 779	445	—	—	—	—

Acier

		Etats-Unis	Angleterre	France	Belgique	Luxembourg	Allemagne
1913	Moyenne mensuelle	2 564	649	396	205	101	1 467
1923	Moyenne mensuelle	3 682	719	415	190	100	525
1924	Moyenne mensuelle	3 103	696	576	238	157	820
1925	Janvier	4 256	615	608	247	171	1 181
	mars	4 266	696	607	269	178	1 209
	Juin	3 259	595	600	197	171	1 108
	juillet	3 137	600	525	158	184	1 030
	août	3 466	485	617	150	174	899
	septembre	3 546	477	—	—	—	880

Production totale de fer et d'acier

		Etats-Unis	Angleterre	France	Belgique	Luxembourg	Allemagne
1913	Moyenne mensuelle	5 165	1 518	830	412	313	2 867
1923	Moyenne mensuelle	7 074	1 349	857	372	217	935
1924	Moyenne mensuelle	5 737	1 316	1 214	472	338	1 471
1925	janvier	7 680	1 199	1 277	496	368	2 091
	mars	7 887	1 314	1 296	551	377	2 200
	juin	5 975	1 113	1 303	410	361	2 049
	juillet	5 844	1 101	1 349	326	387	1 916
	août	6 214	938	1 330	316	376	1 665
	septembre	6 325	922	—	—	—	

Il ressort de ces chiffres que la production a continué à diminuer en Angleterre, en Allemagne et en Belgique. En Suède, sur 59 hauts fourneaux travaillant en avril dernier, ne fonctionnent plus actuellement que 43. L'industrie de fer allemande n'atteint que 65% du rendement prévu par le cartel. Les actions des entreprises anglaises et allemandes sont au-dessous du pair.

Les entrepreneurs prétendent avoir subi des pertes.

C'est pourquoi ils font actuellement des efforts de former des cartels nationaux et internationaux. En Allemagne, toute l'industrie métallurgique est cartellisée. L'industrie lourde de l'Allemagne occidentale prépare la formation d'un trust colossal, avec un capital initial de 800 millions de marks. Le trust, auquel participeraient les plus grandes firmes allemandes (Stinnes, Thyssen, Wolff) aurait les avantages suivants :

- 1) Il pourrait obtenir de larges crédits à l'étranger ;
- 2) il dominerait les petites entreprises par la voie du cartel où il dispose de la majorité des voix ;
- 3) la répartition des commandes entre les entreprises se ferait de façon à leur permettre de se spécialiser dans la fabrication de certains produits déterminés, ce qui réduirait les frais de la production ;
- 4) les entrepreneurs pourraient plus facilement s'entendre au sujet des actions communes à entreprendre contre les ouvriers.

Un trust vient d'être formé en Haute-Silésie, avec la participation des trois grandes entreprises métallurgiques de cette province.

En France, des pourparlers sont en cours dans le but de transformer *l'Office de Statistique* en un cartel.

En Pologne, le cartel du fer a été formé après de laborieuses négociations.

En Angleterre, les entrepreneurs négocient toujours, quoique la formation du cartel se heurte dans ce pays aux plus grandes difficultés.

Ainsi, nous constatons dans tous les pays la formation ou la préparation de cartels nationaux, condition primordiale de la formation de cartels internationaux.

La crise de la navigation mondiale

La crise de la navigation mondiale a quelque peu diminué, par suite des transports de blé américains en Europe occidentale. Au cours des derniers mois, la situation s'est de nouveau aggravée.

Voici les chiffres indices de la navigation (1913 = 100) :

1925, avril	104
mai	98
Juin	92
Juillet	95
Août	96
Septembre	98

Le tonnage des navires hors d'usage a été de 6,75 millions de tonnes au 1er semestre 1925

contre 5,8 millions au 2^e semestre 1924. Le nombre des vieux navires diminue. On les met hors d'usage, et on les remplace par des navires récemment construits.

La crise de la navigation mondiale pèse très lourdement sur les compagnies anglaises. Celles-ci croient pouvoir se tirer d'affaire par des réductions de salaires, qu'elles cherchent à justifier par les bas salaires des marins allemands et français. Les tentatives de réductions de salaires des compagnies anglaises ont provoqué une grève des marins qui s'est terminée par une défaite par suite de la trahison de Havelock Wilson.

Formation de cartels et de consortiums internationaux

La tendance à la cartellisation se fait de plus en plus remarquer dans le monde capitaliste. Les antagonismes du capitalisme se reflètent dans le fait que les cartels nationaux, qui se combattent âprement, cherchent à se réunir dans de vastes organisations internationales. Les intérêts capitalistes s'entremêlent. Les capitalistes des pays impérialistes participent aux entreprises des pays plus faibles. En même temps, se forment des cartels internationaux, en vue de la domination du marché mondial. Un phénomène analogue se produit dans le domaine politique. Les pays impérialistes, tout en continuant leur politique de conquêtes, font en même temps partie de la Société des Nations.

Voici les principaux cartels internationaux :

Cartel anglo-allemand des exportateurs de charbon: les négociations n'ont pas encore abouti. La principale difficulté consiste dans l'absence d'une organisation anglaise analogue à l'organisation allemande. L'intervention de l'Etat anglais dans la production charbonnière aboutira sans doute à la création d'une telle organisation.

Cartel du fer : après de laborieuses négociations, un accord a été conclu, en juillet dernier, entre l'industrie lourde française et l'industrie lourde anglaise. L'accord prévoyait l'introduction en Allemagne de 1 750 000 tonnes de fer brut, de produits semi-fabriqués et de fer laminé par an, au cas où le syndicat de l'acier allemand travaillerait à plein rendement. La quantité des produits introduits en Allemagne se réduirait au fur et à mesure que la production du syndicat allemand diminuerait. Un tiers des importations prévues proviendrait de la Sarre et serait exempt de droits de douane. Pour le fer introduit de Luxembourg et de la Lorraine, il ne sera perçu que 50% de droits d'entrée, l'autre moitié devant être payée par le cartel du fer allemand.

Cet accord devait entrer en vigueur simultanément avec le traité de commerce franco-allemand. Une exception a été faite pour la partie de l'accord, concernant les produits de la Sarre, et qui entra tout de suite en vigueur. Mais comme le traité de commerce franco-allemand se heurte toujours à des difficultés, l'accord peut être considéré pour le moment comme ayant échoué. Mais nous ne doutons pas qu'il ne redevienne actuel au cas où l'Allemagne et la France se mettront d'accord au sujet du traité de commerce.

Formation d'un cartel du fer en Europe orientale. La conclusion d'un accord entre les industriels tchécoslovaques, roumains et yougoslaves est imminente. Des négociations ont été également engagées avec les industriels polonais. Le cartel d'Europe orientale en formation est déjà en pourparlers avec les membres du futur cartel occidental en vue du règlement de la vente.

Cartel international du rail. Les négociations sont près d'aboutir entre les firmes intéressées.

Cartel international du benzol. Des pourparlers sont en cours entre les firmes anglaises et allemandes. L'absence d'organisations correspondantes en France et en Belgique rendent un accord

difficile.

Cartel international des allumettes. Ce cartel est dominé par le trust suédois des fabriques d'allumettes et *l'International Match Corporation of America*, qui lui est affiliée. Ces deux organisations ont acquis le monopole de la fabrication d'allumettes en Pologne. Elles sont intéressées à trois fabriques japonaises. La production du trust représente un tiers de la production mondiale. Il a conclu en septembre un accord avec *l'Union* allemande.

Organisation étatique des exportations de laine en Australie. Pendant la guerre, l'Australie a créé une organisation appelée à régler les exportations de laine. Par suite de la baisse de 20% du prix de la laine, le gouvernement australien songe à faire revivre cette organisation, ce qui n'est pas de nature à plaire à la bourgeoisie anglaise.

Réparations et dettes interalliées

Le 31 août a pris fin la première année des réparations. Le rapport de la Commission des réparations constate que l'Allemagne a fait honneur à ses engagements, résultat de l'accord de Londres. Elle a remis un milliard de marks-or aux agents de la Commission des réparations qui, à leur tour, ont transmis cette somme, moins 107 millions, aux Alliés.

Quant à la provenance de cette somme, 800 millions de marks-or ont été pris sur l'emprunt Dawes, et 200 millions proviennent des ressources intérieures de l'Allemagne.

Les versements effectués par l'Allemagne ont été transférés de la façon suivante:

180,3 millions ont été transmis par la voie des contributions des réparations obtenues par des déductions de 26% du prix des marchandises rendues par l'Allemagne à l'Angleterre et à la France.

195,1 millions ont été versés en marks allemands, pour couvrir les frais de l'occupation.

36,5 millions ont été versés sous forme de prestations en nature.

Le reste se compose de paiements d'intérêts de l'emprunt Dawes et de livraisons à la Yougoslavie.

La crise du Plan Dawes dont nous avons parlé dans notre dernière étude pourra éclater cette année, ou le Reich devra verser sur ses propres ressources 2,5 milliards de marks-or. Or, le déficit budgétaire n'a fait qu'augmenter ces derniers mois. Cependant, nous ne croyons pas que l'Allemagne soit hors d'état de verser ces 2,5 milliards. Il en résulterait naturellement de nouvelles charges écrasantes pour les contribuables allemands et éventuellement un énorme déficit budgétaire, qui permettrait à l'Entente d'imposer un contrôle financier à l'Allemagne.

Le transfert des sommes versées à titre des réparations se heurtera à des difficultés toujours croissantes. Les versements en marks pour les frais d'occupation et les livraisons de charbon à titre de réparations diminueront de plus en plus. L'Allemagne devrait donc prendre les sommes nécessaires sur l'excédent de ses exportations. Mais cet excédent n'existe pas. Au contraire, le déficit de la balance commerciale se chiffrait, à la fin du 3^e trimestre de l'année courante, par 3 milliards de marks-or. La question se pose maintenant de savoir comment l'Allemagne avec sa balance commerciale déficitaire, pourrait transférer 1—1,5 milliards par an ? Voilà pourquoi on est en droit de parler d'une crise du Plan Dawes, malgré les bons résultats obtenus au cours de la première année.

Les Alliés sont, du reste, convaincus que le Plan Dawes est inexécutable. C'est ce qui explique

pourquoi les pays débiteurs s'efforcent, au cours des pourparlers au sujet du règlement des dettes interalliées, de faire accepter par les pays créanciers une solution fixant le montant de leurs versements annuels proportionnellement aux versements allemands prévus par le Plan Dawes. Les pays créanciers s'y refusent naturellement, le Plan Dawes ne leur inspirant plus la moindre confiance.

Règlement des dettes interalliées

Ces derniers temps, de sérieux efforts ont été faits pour arriver à un accord concernant le règlement des dettes interalliées. Les pays débiteurs ont entamé des négociations dans l'espoir d'obtenir de nouveaux prêts des Etats-Unis d'Amérique. Le gouvernement américain ayant déclaré qu'il lui était impossible d'accorder de nouveaux prêts avant le règlement des dettes d'avant-guerre, les pays européens se virent obligés d'envoyer des commissions en Amérique pour essayer d'arriver à un accord avec cette dernière. Les négociations des Etats-Unis avec la Belgique et la France sont particulièrement intéressantes.

Les Etats-Unis se montrèrent très conciliants vis-à-vis de la Belgique. Les négociations ont abouti à un accord, en vertu duquel les dettes de la Belgique ont été divisées en deux catégories :

	<i>En millions de dollars</i>
Dettes contractées avant l'amnistie	171,78
Dettes contractées après l'amnistie	246,00

Pour la première catégorie, les Etats-Unis ont renoncé à demander le paiement des intérêts. Quant à la deuxième catégorie, la Belgique devra payer 3,5% d'intérêts.

Le montant total des dettes avec intérêts, pour la deuxième catégorie, devra être remboursé en 62 ans. Les versements prévus pour les premiers dix ans sont moins élevés que ceux prévus pour les années suivantes.

Les négociations franco-anglaises

L'action d'assainissement entreprise par M. Caillaux et à laquelle il avait fait une réclame retentissante, comprenait aussi un projet de règlement des dettes interalliées. Sans règlement de ces dettes, pas de prêts étrangers, et sans prêts extérieurs pas de stabilisation du franc. Ces projets de M. Caillaux ont été combattus par une partie de la bourgeoisie qui se déclarait en faveur d'une nouvelle inflation.

M. Caillaux, soutenu par une autre partie de la bourgeoisie, s'est mis d'abord à négocier avec l'Angleterre.

Celle-ci ne se départit pas de ses principes concernant le remboursement des dettes alliées. Elle verse 40 millions de dollars par an à l'Amérique et entend se faire rembourser à son tour par l'Allemagne et les Alliés. Elle demande à la France qu'elle lui paie comptant et ne se contente pas de la cession de droits sur les réparations allemandes.

On connaît le cours des négociations. Les dettes de la France envers l'Angleterre s'élèvent à 600 millions de livres sterling. M. Churchill voulut répartir cette somme sur 62 ans, et demanda des versements annuels s'élevant à 20 millions de livres-sterling. M. Caillaux offrit 10 millions par an. M. Churchill proposa finalement 12,5 millions, avec un moratorium partiel pour les cinq premières

années. M. Caillaux prit note de cette proposition qu'il s'engagea à soumettre aux délibérations du Conseil des Ministres.

L'accord franco-américain

Au cours des négociations avec le gouvernement américain, M. Caillaux essaya d'abord de tirer parti des accords belgo-américain et franco-anglais. Il fit également appel à cet argument, que l'Amérique a diminué les charges de l'Allemagne par l'application du Plan Dawes.

Les propositions originelles de M. Caillaux étaient les suivantes :

1) Réunion des dettes de guerre avec les dettes provenant de l'acquisition des stocks américains.

2) Annulation des intérêts arriérés des dettes de guerre.

3) Les dettes seront réparties sur 62 ans. Les versements annuels seront fixés à 25 millions de dollars pour les cinq premières années et s'élèveront à 30 millions pour une seconde période de 5 ans pour atteindre 60 millions à partir de la onzième année et 90 millions à partir de la vingt et unième année.

La commission américaine, considérant que cette proposition ne pouvait même pas servir de base à la discussion, fit les contre-propositions suivantes :

1) Fixation du montant total des dettes françaises avec les intérêts arriérés réduits de 5% à 4¹/₂% à 4 227 millions de dollars.

2) Répartition de cette somme sur 62 ans.

3) Les intérêts commençant par ¹/₂% et augmentant de ¹/₄% chaque année atteindront finalement 3¹/₂%.

Il semble qu'après de laborieuses négociations, une base d'entente fut trouvée, la commission américaine se montrant disposée à accepter la proposition française suivante :

Versement annuel d'une somme de 40 millions de dollars pendant les 5 premières années, de 60 millions pendant les 7 années suivantes, et de 100 millions pendant les 50 autres années.

La commission américaine déclara cependant que son opinion sur la capacité de paiement de la France était différente de celle de la commission française. C'est pourquoi elle proposait que la France continuât à verser 40 millions de dollars dans la première période de 5 ans prévue par la proposition française. Après l'expiration de ce terme, les deux gouvernements examineront de nouveau ensemble la capacité de paiement de la France.

Les négociations prirent fin sur la déclaration de M. Caillaux qu'il soumettrait les propositions américaines au gouvernement français.

Les résultats des négociations franco-anglaises et franco- américaines

La France a reçu deux propositions favorables auxquelles elle n'a pas encore donné une réponse définitive. La proposition américaine est favorable, parce qu'elle comprend aussi les dettes contractées par l'acquisition des stocks américains et les transforme en dettes remboursables à long terme. La France a donc obtenu un succès relatif.

D'autre part, le front unique de la France et de l'Angleterre contre les Etats-Unis n'a pu se réaliser, faute d'un règlement définitif de la question des dettes françaises. Cela peut être considéré comme un succès des Etats-Unis. L'acceptation par la commission américaine de la proposition française uniquement pour une période de 5 ans signifie que les hommes d'Etat américains poursuivent un double but :

1) Ils veulent préférer l'opinion américaine au renoncement aux 3 $\frac{1}{2}$ % d'intérêts pour les dettes de guerre;

2) Ils veulent tenir la France sous une pression constante jusqu'à ce qu'elle consente à obéir, comme l'Allemagne, à la volonté des Etats-Unis en ce qui concerne le désarmement, etc.

Au cas où la France accepterait les propositions anglaises et américaines elle devrait verser, au taux actuel du change, 1 500 millions de francs par an à ces deux pays. Charges énormes et dont il ne pourrait résulter qu'une aggravation considérable de la crise financière en France.

36. (*La CI*, 25 novembre, n°116, p. 987-988)

III.

La situation économique de la France

La vie économique en France semble florissante. Pas de chômage. Les entreprises industrielles fonctionnent normalement. La marche des affaires est meilleure qu'à la fin du premier semestre 1923. Les exportations dépassent les importations. Mais cette prospérité économique est plutôt factice que réelle. Seule, la bonne récolte a apporté une amélioration de la situation économique.

Voici les chiffres sur la récolte des céréales panifiables :

	<i>En millions de quintaux</i>		
	1925	1924	Récolte moyenne en 1923/24
Froment	89,56	66,53	68,93
Seigle	11,37	10,22	9,37

Cela signifie que la France n'importera cette année qu'une infime quantité de céréales, ce qui aura un effet favorable sur sa balance commerciale. La prospérité industrielle de la France n'est en grande partie qu'une prospérité factice. Les phénomènes que nous avons connus en Allemagne pendant la période de l'inflation, se renouvellent maintenant dans ce pays. Les paysans, les petits commerçants et les fonctionnaires sont expropriés par suite de la dépréciation de la monnaie, car les prix de détail ne baissent pas aussi rapidement que le cours du franc. La valeur des biens réels des petits commerçants, des artisans et des paysans baisse à chaque fléchissement du cours du franc, car les sommes d'argent obtenues par la vente ne suffisent plus à l'achat d'une quantité égale de marchandises. Les appointements et salaires réels des employés et des ouvriers diminuent constamment par suite de la dépréciation de la monnaie. La prospérité industrielle de la France n'est donc que la conséquence de l'appauvrissement des classes laborieuses.

La bourgeoisie française se sert plus habilement du mécanisme de l'inflation que la bourgeoisie allemande. La baisse du franc, étant entrecoupée par des périodes de stabilisation, la bourgeoisie française a été à même de continuer la politique inflationniste et de profiter de la dépréciation lente de la monnaie. A présent, le cours du franc baisse plus rapidement que dans les périodes antérieures de baisse, et il est cette fois très douteux que la bourgeoisie française puisse employer avec succès ses procédés habituels en vue de profiter de la dépréciation de la monnaie.

Cependant, la production industrielle, surtout en ce qui concerne l'industrie lourde, continue à augmenter. C'est ce qui ressort des chiffres suivants :

	Production en mille tonnes		
	Charbon	Fer	Acier
Mai	4 915	706	506
Juin	4 908	703	600
Juillet	4 928	724	625
Août	4 865	713	617

Ce sont, en ce qui concerne le fer et l'acier, des chiffres-record. La bonne conjoncture, due en

grande partie à l'augmentation des exportations industrielles, se fait également remarquer dans d'autres branches de l'industrie : industrie textile, automobile, chimique, etc. Dans une statistique concernant les exportations industrielles au cours des 7 premiers mois des années 1913, 1924 et 1925 nous relevons les chiffres suivants :

	<i>En millions de francs</i>		
	1925	1924	1913
Parfums et savons	331,7	287,3	27,4
Porcelaine et verrerie	297	200	54
Tissus de coton	1 306	1 547	213
Lainages	1 115	1 492	130
Soieries	2 257	1 788	213
Linge et vêtements	1 735	1 921	142
Machines	661	657	71
Outils et produits métallurgiques	877	677	82
Automobiles	1 182	755	135

Ces chiffres ont naturellement subi une modification, par suite de la baisse du franc. La quantité des marchandises exportées a fort augmenté par rapport aux exportations de 1913. Par contre, les exportations de produits textiles ont sensiblement diminué par rapport aux exportations de 1924.

Voici les données sur le commerce extérieur de la France dans la période de mai à septembre :

	Importations	Exportations	Excédent des exportations sur les importations
<i>En millions de francs</i>			
Mai	2 969	3 640	671
Juin	2 991	3 507	516
Juillet	3 034	3 848	814
Août	3 297	3 258	- 39
Septembre	4 317	3 850	- 467

L'excédent des importations sur les exportations, qui s'est élevé à 30 millions en août, et à 467 millions, en septembre, a été sans doute le résultat de la stabilisation du franc à cette époque.

la situation financière

Nous avons démontré, dans notre dernière étude, que les mesures préconisée par M. Caillaux en vue de stabiliser le franc, aboutiront à une nouvelle inflation. Les derniers événements ont confirmé nos prévisions. La circulation des billets de banque a considérablement augmenté. C'est ce qui ressort des chiffres suivants sur la circulation de papier-monnaie :

	<i>En millions de francs</i>
Fin mai	42 703
Fin juin	43 800
Fin juillet	44 496
Fin août	45 445
Fin septembre	46 354

Les avances de la Banque de France à l'Etat se sont élevées de 27 milliards, en juillet, à 30

milliards, en septembre.

Le franc a été coté à New-York :

Janvier (moyenne mensuelle)	5,39
Avril (moyenne mensuelle)	5,16
Juillet (moyenne mensuelle)	4,62
6 août	4,72
3 septembre	4,68
1 octobre	4,77
13 octobre	4,52
24 octobre	4,03

Après le retour d'Amérique de M. Caillaux, une nouvelle baisse du franc s'est produite, baisse que les beaux discours de M. Caillaux ne sauront guère arrêter.

Echec de la politique financière de M. Caillaux

M. Caillaux a basé sa politique financière sur un nouvel emprunt-or. Or, il est certain que la campagne en faveur de cet emprunt a piteusement échoué. Le terme des souscriptions pour l'emprunt, après avoir été plusieurs fois ajourné, fut fixé au 20 octobre. D'après des données non officielles, l'emprunt n'a donné que 6 milliards de francs au lieu des 15 - 20 milliards escomptés par le gouvernement. Les versements des souscripteurs semblent avoir suffi pour rembourser les possesseurs de bons du Trésor, à l'échéance du 25 septembre.

Dans nos études antérieures, nous avons démontré que la question financière française se compose de deux problèmes : problème du Trésor et problème du budget. Le problème du Trésor consiste en ce que l'Etat n'a pas les moyens de rembourser les possesseurs de bons du Trésor. Le problème budgétaire consiste en ce que l'Etat n'arrive pas à couvrir les dépenses par ses recettes. Il est impossible à l'Etat français de combler le déficit budgétaire et d'obtenir les sommes nécessaires au remboursement des bons du Trésor par la voie d'un emprunt intérieur.

Le problème du Trésor est devenu particulièrement aigu par suite de l'échec du nouvel emprunt. La grosse bourgeoisie française est d'accord avec la politique inflationniste de M. Caillaux, qui correspond aux intérêts des industriels français, mais elle combat les mesures par lesquelles il veut résoudre le problème budgétaire. Car, bien que M. Caillaux se soit déclaré contre un prélèvement sur le capital, il a prévu pour l'année budgétaire de 1926 des mesures fiscales (par exemple, une augmentation de l'impôt sur le revenu allant jusqu'à 40%) que la bourgeoisie a jugées très onéreuses pour elle.

La démagogie budgétaire de M Caillaux

M. Caillaux a balancé sur le papier le budget pour 1925. Mais on peut dès maintenant prévoir que, par suite de la baisse du franc et des dépenses imprévues occasionnées par la guerre du Maroc et de la Syrie, l'année budgétaire de 1925 sera également close par un gros déficit. Mais les calculs monétaires sont faits d'une telle façon que le déficit ne sera visible que dans quelques années.

M. Caillaux a déposé à la Chambre son projet de budget pour 1926. Ce « budget de la vérité » prévoit 36 039 millions de francs de dépenses contre 36 172 millions de recettes. les recettes dépassent donc de 133 millions de francs les dépenses.

Ce budget se distingue des budgets antérieurs parce qu'il ne contient pas les recettes provenant du Plan Dawes. Il a été balancé sur le papier par des prévisions de rentrées fiscales, calculées sur le rendement probable de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur les biens dits « oisifs » (bijoux, œuvres d'art, terrains libres, etc.).

Les recettes provenant du Plan Dawes doivent être versées à la Caisse d'Amortissement, destinée à amortir les dettes de la France. Ce n'est qu'une manœuvre démagogique vis-à-vis de la France, et de l'étranger. Par cette manœuvre, M. Caillaux veut faire croire au peuple français que la France pourra déjà en 1926 commencer à amortir ses dettes. Il veut, en même temps, amener l'Angleterre et l'Amérique à ne pas exiger de la France des paiements dont le montant serait supérieur aux sommes versées par l'Allemagne à titre de réparations. Nous savons déjà que l'Angleterre et l'Amérique ont refusé catégoriquement d'accepter les propositions françaises, tendant à établir un rapport entre l'amortissement des dettes de la France et le Plan Dawes.

Tout indique que l'économie française ne sera plus en état de faire face aux dépenses de l'Etat et de supporter les frais de la reconstruction des régions dévastées. La diminution catastrophique des émissions de capitaux le prouve à l'évidence. Voici les données sur les émissions de capitaux :

	<i>En millions des francs</i>		
	Actions	Obligations	Total
Moyenne mensuelle 1922	105	215	330
Moyenne mensuelle 1923	178	223	401
Moyenne mensuelle 1924	301	103	404
Moyenne des premiers 8 mois 1925	251	80	331
Août 1925	102	20	122

Si nous tenons compte de la baisse du franc, les émissions de 1925 se réduisent à une somme dérisoire.

Dans ces conditions, on ne saurait prévoir comment la France pourrait verser à l'Angleterre et aux Etats-Unis d'Amérique les sommes prévues par l'accord conclu par M. Caillaux sans augmenter le déficit budgétaire et accroître les difficultés du Trésor français. La France ne pourrait sortir de la crise financière qu'à l'aide d'un gros emprunt extérieur. Mais l'obtention d'un tel emprunt est liée aux conditions suivantes : règlement des dettes à l'Amérique, succès du pacte de Locarno et réduction des armements français. Les journaux annoncent que l'industrie française a déjà entamé en Amérique des négociations au sujet d'un emprunt de 150 millions de dollars.

En général, il paraît certain que le développement de la classe financière et économique amènera la France à accepter pour le règlement de ses dettes envers l'Angleterre et les Etats-Unis les mêmes conditions que l'Allemagne : nomination d'une commission internationale pour l'examen de la capacité de paiement de la France, emprunt extérieur en vue de la stabilisation du franc et contrôle de la gestion financière de l'Etat. En acceptant ces conditions, la France se placerait sous la tutelle de ses débiteurs anglais et américains. Asservie économiquement à l'Angleterre et aux Etats-Unis, elle serait obligée de réduire son expansion politique et militaire à la proportion de ses forces économiques, affaiblies par les conditions que lui auront imposées l'Angleterre et l'Amérique. En d'autres termes, la France serait écartée du rang des grandes puissances impérialistes.

La bourgeoisie française résiste encore. M. Caillaux et le gouvernement Painlevé seront renversés. Mais cela ne changera rien à la marche des événements.

37. (*La CI*, décembre, n°118, pp. 1005-1007)

IV.

La situation économique de l'Angleterre

La situation économique de l'Angleterre n'a pas changé au cours de ces derniers mois. Mais plus cette crise dure, plus les conséquences sociales s'en dessinent nettement, plus la bourgeoisie aura des difficultés à conserver l'esprit traditionnel de collaboration de classe du mouvement ouvrier anglais. La longue durée de la crise a pour résultat une modification profonde de l'esprit général du mouvement anglais, modification qui s'est manifestée nettement au congrès de Scarborough. Les appréciations de la bourgeoisie anglaise sur la situation économique sont invariablement pessimistes. « Pour trouver une dépression comparable à celle de l'époque actuelle, il faut remonter aux années de dépression qui suivirent la crise de 1873 ». C'est ainsi que s'exprime la *Federation of British Industries* dans sa brochure intitulée : *Quelques Causes de la Stagnation actuelle de l'Economie anglaise*.

« On ne peut constater aucune amélioration. M. Baldwin se trouve devant le 5^e hiver le plus difficile en ce qui concerne le chômage. Ce qui le menace encore beaucoup plus pendant tout l'hiver c'est le problème de l'industrie minière, qui a été ajourné, mais non résolu, par les subventions et par l'institution d'une commission d'enquête. Il ne faut pas s'attendre à des miracles de la part de cette commission. Les subventions soulèvent la menace d'un déficit budgétaire et d'un programme fiscal impopulaire pour l'année prochaine. » (*Economist*, 19 septembre 1925)

Sir George Hunter se prononce d'une façon encore beaucoup plus catégorique dans une lettre ouverte au président du Conseil :

« Le nombre de nos chômeurs, complets ou partiels, s'élève à environ 12,5% de la population ouvrière masculine, et le nombre des chômeurs augmente de jour en jour. Un fort pourcentage de notre population se déshabitude du travail, et ces ouvriers perdent partiellement leur caractère d'ouvriers qualifiés ; Des dizaines de milliers de nos jeunes gens grandissent sans avoir appris à travailler. Les subventions aux chômeurs démoralisent des centaines de milliers de personnes. Le bilan des importations et des exportations est actuellement nettement défavorable pour nous.

Les dividendes de nos chemins de fer et de la plupart de nos industries sont payés sur les réserves, ou bien ils sont inexistantes. Le capital nécessaire pour maintenir le fonctionnement de notre industrie et pour le paiement des salaires disparaît. Cette situation, si elle se prolonge ne peut nous apporter que la banqueroute et la ruine. Cette éventualité est peut-être encore très lointaine, mais nous y allons. Il n'y a pas d'amélioration en vue.» (*Economist*, du 19 septembre 1925).

Cet exposé exagérément pessimiste de la part des représentants de la grande bourgeoisie a naturellement pour but de dresser l'opinion publique anglaise contre le mouvement des salaires. On veut prouver que l'industrie anglaise ne pourra être sauvée [que ?] si l'on aggrave les conditions de salaires et de travail des ouvriers. Les nombreuses comparaisons des salaires des ouvriers anglais avec ceux des ouvriers du continent n'ont pas d'autre but. Mais c'est là une épée à deux tranchants,

car les ouvriers anglais se convainquent que, dans les cadres de la société capitaliste, une amélioration de leur niveau de vie est impossible, mais que, par contre, l'aggravation de leurs conditions d'existence est certaine.

Enquêtes et opinions sur les causes de la crise économique en Angleterre

Ces derniers temps, une série d'enquêtes sur les causes de la crise économique anglaise ont paru. La plus importante est le rapport de la Commission d'enquête sur l'industrie et le Commerce, présidée par Balfour, et instituée par le gouvernement travailliste de Macdonald. Le premier volume de ce rapport, contenant plus de 700 pages, s'occupe de l'exportation anglaise. Trois causes possibles de la diminution de l'exportation sont indiquées:

- 1) Diminution de la capacité d'achat en dehors de l'Angleterre.
- 2) Formation d'industries indigènes dans les colonies anglaises.
- 3) Remplacement de produits d'importation anglaise par des importations d'autres pays.

En ce qui concerne la première question, le rapport conclut que cette cause de la diminution des exportations anglaises est en train de disparaître, à l'exception de quelques pays. Quant à la deuxième question, il est un fait indubitable que l'importance des industries indigènes dans les colonies anglaises va croissant, quoiqu'il n'existe pas de statistiques générales. Quelques exemples intéressants sont cités :

Le nombre des fuseaux de coton au Japon, en Chine, aux Indes et au Brésil s'élevait. en 1913. à 10 millions, en 1918, le nombre s'en est élevé à près de 18 millions. Le nombre des métiers à tisser modernes aux Indes et au Japon passe, entre 1913 et 1922, de 120 000 à 200 000.

La production annuelle d'acier s'élevait au Japon, en Chine, aux Indes et en Australie, immédiatement avant la guerre, à environ 360 000 tonnes ; en 1922, elle s'élevait à 850 000 tonnes.

Malgré tout cela, le rapport exprime l'avis que ces causes ne doivent pas être surestimées, car l'industrialisation s'étend surtout sur les produits des chantiers et non sur les produits finis ; qu'enfin, une grande importation de machines est nécessaire au développement ultérieur de l'industrie, etc. La question de savoir dans quelle mesure les augmentations des droits de douane réalisés au cours des dix dernières années, ont influencé sur la situation des exportations anglaises, est d'un intérêt tout particulier.

L'enquête porte sur deux groupes : les douanes à l'intérieur de l'Empire britannique et les droits de douane des pays étrangers. En ce qui concerne la première catégorie, on examina les droits de douane introduits par les Indes, l'Australie, le Canada, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, qui absorbent tous ensemble 78% des exportations anglaises vers l'intérieur de l'Empire. Pour le 2^e groupe, une série de pays qui absorbent 71% des exportations à destination des pays étrangers furent examinés. Le calcul fut fait de telle façon que les droits de douane furent calculés proportionnellement à la valeur des marchandises. Le calcul présente le tableau très intéressant que voici :

Les marchandises anglaises furent grevées des droits de douane suivants et proportionnellement à leur valeur :

Pays de l'Empire britannique :	1914	1924
Inde	2,75	10,50
Australie	6,25	4,75
Canada	15,25	13,25
Afrique du Sud	7,50	9,0
Nouvelle Zélande	8,25	8,50

Pays étrangers :	1914	1924
Etats-Unis	19,50	32
Allemagne	17,25	10
Argentine	24	20,5
France	21,75	12,50
Japon	19,25	10,25
Chine	5	5
Hollande	2,75	2,75
Brésil	88	41
Belgique	10	8,50
Egypte	8	8
Italie	18,25	15,75
Espagne	42	37,25

De ce tableau ressort ce fait intéressant qu'à l'exception des Etats-Unis, des Indes, de l'Australie et de l'Afrique du Sud tous les autres pays avaient, en 1924, des droits de douane sur les produits d'importation anglaise inférieurs à ceux de 1914. Il est vrai que les 4 pays plus haut cités absorbent 50% des exportations anglaises à destination des pays étrangers à l'Empire. En tout cas, le résultat est surprenant, puisqu'on croit généralement que les droits de douane actuels sont de beaucoup supérieurs à ceux d'avant-guerre. Un autre fait est intéressant, à savoir que le traitement privilégié accordé aux marchandises anglaises par rapport aux marchandises d'origine étrangère est actuellement plus grand qu'avant la guerre.

	1914	1924
Australie	3,50%	11,75%
Canada	5,75 – 6%	5 – 8,25%
Afrique du Sud	2,75%	2,75%
Nouvelle Zélande	3,50%	12%

On ne peut donc pas dire que les droits de douane élevés sont la cause de la diminution des exportations anglaises au cours de ces dernières années.

Les travaux de la commission prouvent, en outre, qu'il est faux de rechercher les causes de la diminution des exportations anglaises dans la participation du commerce anglais au commerce mondial. C'est le contraire qui est vrai. Si nous supposons la totalité du commerce mondial de 157 pays égal à 100, nous obtenons les proportions ci-dessous :

	Importations		Exportations	
	1913	1923	1913	1923
Grande-Bretagne	15,10	16,81	13,02	14,03
Autres dominions britanniques	11,87	13,85	12,26	16,11
Empire britannique	26,97	30,66	25,28	30,14
Etats-Unis	8,27	14,54	12,47	16,88
France	7,65	7,55	6,76	7,58
Autres pays	57,11	47,25	55,49	45,40

Nous voyons donc que la part de l'Angleterre dans le commerce mondial a augmenté mais bien moins rapidement que celle des Etats-Unis. Les pays qui ont subi des pertes sont, comme le montre une autre statistique, surtout l'Allemagne, les pays de l'Europe centrale et orientale.

Les attaques contre l'étalon-or.

Deux camps économiques et politiques se cristallisent de plus en plus à l'intérieur de l'Angleterre, qu'on pourrait désigner grossièrement comme les partisans de l'étalon-or et ceux de l'inflation. Les banques, les milieux officiels et les grands importateurs appartiennent au premier camp. Au deuxième camp appartient une grande partie de l'industrie anglaise dirigée par la Fédération de l'Industrie britannique.

La thèse principale des inflationnistes est l'affirmation que le rétablissement de l'étalon-or a diminué la capacité de concurrence de l'industrie anglaise sur le marché mondial; que le maintien de l'étalon-or obligerait le pays à accumuler une quantité d'or considérable autant qu'inutile; que pour protéger cette masse d'or, le gouvernement a interdit d'accorder des emprunts à l'étranger et que cette interdiction a eu pour résultat la diminution de l'exportation des produits industriels.

Ces opinions et d'autres analogues sont exprimées de la façon la plus catégorique et aussi démagogique dans le discours prononcé par l'économiste Keynes à Manchester.

« Nous croyons que la prospérité est plus importante que le cours du dollar, que la prospérité, qui permet d'élever la capacité de production à son niveau maximum et d'utiliser intégralement nos forces productives, nous mettra à même de continuer à payer les salaires réels actuels et de diminuer quand même nos frais de production. »

C'est pourquoi il exige des crédits à bon marché, donc de bas intérêts bancaires, la réduction du trésor-or de la Banque d'Angleterre et, d'une façon déguisée, la dévalorisation de la livre-sterling afin qu'à l'intérieur il y ait hausse des prix et baisse à l'étranger du prix des marchandises anglaises.

Cette dernière exigence n'est pas exprimée clairement, mais elle est la conséquence logique de son exposé. Une telle politique rendrait également la possibilité à l'Angleterre d'accorder de plus grands emprunts à l'étranger, quoique, d'après les calculs du *Comité Balfour*, il ne restait en 1924 que 29 millions de livres sterling disponibles pour les emprunts étrangers. L'Angleterre, en accordant de plus grands emprunts, augmenterait par là même ses exportations. Dans le mémorandum de la Fédération, que nous avons cité plus haut, on donne différentes statistiques qui doivent démontrer les relations intimes entre les emprunts accordés à l'extérieur et les exportations dans ces pays déterminés.

En résumé, il faut dire pourtant que la bourgeoisie anglaise n'a toujours pas réussi à trouver

une issue quelconque à la crise économique actuelle.

Les changements dans l'exportation

Au cours des trois derniers mois, il n'y a pas eu d'amélioration dans le commerce extérieur.

	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
	<i>Importations en millions de livres-sterling</i>		
Denrées alimentaires	133,5	136,2	143,6
Matières premières	83,6	93,9	125,9
Produits manufacturés	69,2	94,0	80,5
Divers	1,7	1,5	1,9
Total	288,0	325,6	351,0
	<i>Exportations en millions de livres-sterling</i>		
Denrées alimentaires	21,4	19,5	22,5
Matières premières	38,2	43,1	47,2
Produits manufacturés	157,8	154,8	174,5
Divers	3,9	3,7	3,9
Total	221,3	221,1	248,1
Excédent des importations	66,7	104,5	101,5

Ce qui est concluant dans cette statistique, c'est que l'exportation de produits manufacturés anglais, comparée au trimestre précédent ne présente qu'une augmentation minimale. Le recul se manifeste surtout dans l'exportation du charbon, du fer, des navires et des machines.

Si nous considérons les différents mois, nous avons les chiffres suivants :

1925	Exportations	Importations
Juin	111,0	58,9
Juillet	98,7	64,8
Août	91,7	64,0
Septembre	97,9	60,7

Voici encore, pour terminer, les chiffres de l'émission des neuf premiers mois des différentes années, en millions de livres-sterlings :

	1925	1924	1923	1922	1921	1913	1912
<i>Angleterre</i>							
Etat	38	10	69	347	59	--	--
Entreprise privée	81	49	35	58	59	26	36
<i>Colonies</i>							
Etat	20	25	41	42	32	20	8
Entreprise privée	16	16	19	13	14	47	28
<i>Pays étrangers</i>							
Etat	--	23	25	13	6	24	10
Entreprise privée	0	12	18	38	16	44	69
Total	161	135	207	511	186	151	151

La situation des différentes branches d'industrie

La production [de charbon ?] comparée à celle de l'année précédente nous donne le tableau ci-dessous :

	Production hebdomadaire moyenne <i>en 1000 tonnes</i>	
	1925	1924
Juin	4 043	4 675
Juillet	4 727	4 846
Août	4 035	4 808
Septembre	4 302	5 108

La production relativement élevée de juillet est certainement une conséquence des préparations de grève. En août et en septembre, la production est de 20% plus petite qu'en 1924 dont la production fut déjà moins que celle de 1921.

Cette proportion est la même pour l'exportation du charbon.

	<i>En mille tonnes</i>		
	1925	1924	Diminution
Mai	4 652	5 480	827
Juin	3 734	4 882	1 148
Juillet	4 442	5 488	1 046
Août	3 272	5 075	1 803
Les huit premiers mois de l'année	33 563	41 604	8 131

Le nombre des chômeurs croît sans cesse.

La grande lutte en préparation entre les mineurs et les industriels fut ajournée au dernier moment jusqu'en avril par suite des subventions accordées par le gouvernement le danger d'une grève des mineurs soutenue par les cheminots et les ouvriers des transports, qui pourrait facilement se transformer en grève générale, a poussé, le gouvernement conservateur à céder pour le moment et instituer une commission pour examiner la situation dans l'industrie minière. La bourgeoisie anglaise doit se préparer au grand conflit.

La situation est également très difficile dans l'industrie du fer et de l'acier, dont la production baisse de mois en mois. La concurrence du fer français, belge et même allemand se fait sentir de plus en plus nettement, en Angleterre même, comme sur les marchés extérieurs. La production anglaise du fer tient actuellement la troisième place, après la France et l'Allemagne.

La situation dans les constructions navales reste mauvaise. Par contre, celle des autres branches de l'industrie métallurgique s'est quelque peu améliorée ces derniers temps.

Dans l'industrie textile, le travail reste réduit. Cependant, il faut signaler que, par suite de la diminution des matières premières, provoquée par la bonne récolte de coton en Amérique, la capacité d'absorption du marché mondial augmentera, en ce qui concerne les produits de coton anglais.

38. (*La CI*, 9 décembre, n°120, pp. 1019-1021)

V.

La situation économique de l'Allemagne

La situation économique s'est incontestablement aggravée. Mais elle n'est cependant pas aussi grave que l'affirment les manifestes officiels des organisations capitalistes et surtout celles de l'industrie lourde. On peut le mieux caractériser la situation des capitalistes industriels, si on la considère du point de vue du profit et alors leur situation est réellement mauvaise. Les commandes diminuent et, — ce qui est peut-être le plus grave — les paiements ne se réalisent pas. Il est difficile d'obtenir des emprunts. Dans ces conditions, les krachs des grands consortiums sont à l'ordre du jour. Une atmosphère pessimiste règne dans la presque totalité des entreprises industrielles.

Les statistiques de la vie économique allemande montrent qu'elle s'aggrave, mais, d'une allure lente, pour le moment.

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Mars	127	122,5	5,8	466	3042
Avril	126,1	146,5	4,3	320	2853
Mai	136,9	125,1	3,6	234	3007
Juin	132	126,6	3,5	214	2938
Juillet	119,2	154,5	3,7	198	3278
Août	115	124,7	4,3	209	3132
Septembre	120	122	—	230	—
Octobre	---	—	—	200	—

(1) Recette de l'impôt sur le salaire (en millions). (2) Impôt sur le chiffre d'affaire (en millions). (3) Pourcentage des chômeurs dans les syndicats. (4) Chômeurs soutenus, en milliers, au début du mois. (5) Circulation de wagons de marchandises (en milliers).

Le tableau montre que la situation va en s'aggravant mais qu'elle ne peut pas être caractérisée comme catastrophique.

Par contre, il y a une série de faits qui parlent contre cette opinion pessimiste :

1) La très bonne récolte.

2) La forte augmentation dans la vente de la potasse à l'agriculture allemande. Le chiffre total des ventes opérées par le syndicat de la potasse s'élève, pendant les 9 premiers mois de cette année, à 10,4 millions de doubles quintaux contre 6 millions, pendant la même époque de l'année passée.

3) L'augmentation considérable dans l'industrie du bâtiment. Le développement des nouvelles constructions se présente comme suit :

	1924	1925
Avril	1 664	5 608
Mai	2 774	4 570
Juin	2 147	4 432
Juillet	1 776	5 786

4) L'augmentation de l'épargne. Les fonds des caisses d'épargne se sont élevés de 440 millions, au début de l'année, à 845 millions à la fin du mois de juillet. soit une augmentation de 108%.

Si nous examinons les rapports des Chambres de Commerce sur la situation économique pendant les mois de juillet, août, septembre, nous avons à peu près le tableau suivant :

Dans l'industrie minière : une amélioration très lente de la situation minière dans la Ruhr, par contre, une grande amélioration dans la Haute-Silésie, à la suite de l'interdiction de l'importation du charbon polonais. Tandis qu'en août, il existait encore des stocks de 9 millions de tonnes de charbon et de coke dans la Ruhr, ceux de la Haute-Silésie sont presque épuisés.

Dans l'industrie sidérurgique : la situation s'aggrave, le consortium de l'acier a fixé la production pour septembre-octobre à 65% du chiffre de participation à la production. De nombreuses usines ont diminué leur production depuis le début d'octobre.

Dans l'industrie de transformation : la situation est en général assez mauvaise, et surtout dans la construction des navires et des wagons et, ces derniers temps, également dans l'industrie de l'automobile ; la situation dans les industries de l'électricité et de la radiophonie est un peu meilleure.

Dans l'industrie du textile : La production diminue surtout dans l'industrie de la laine. L'industrie du coton se trouve dans une situation meilleure.

L'opinion pessimiste des milieux capitalistes a sa hase non seulement dans le fait de la mauvaise marche du commerce, mais également dans les nombreuses faillites, et surtout dans les grandes difficultés financières qui conduisent à la banqueroute de nombreux consortiums. Le nombre des banqueroutes complètes ou partielles, s'élevait :

Juin	797	359
Juillet	709	308
Août	718	372
Septembre	897	430

La Gazette de Francfort, du 13 août, donne le tableau suivant sur le taux de profit de 186 sociétés par actions, cotées à la Bourse de Francfort, et qui furent fondées avant 1913 :

<i>Dividendes des actions en pourcentage-or</i>	<i>Nombre des sociétés</i>		<i>Nombre des créations d'après-guerre</i>
	1913	1924	
0	17	72	18
2 -4,5	10	10	1
5 -7,5	49	45	7
8 - 10	53	55	2
plus de 10	57	4	0
Total	186	186	28

On ne peut pas tirer des conséquences d'une trop grande portée de ces chiffres, puisqu'en transformant les bilans en marks-or, de nombreuses entreprises ont estimé trop haut leur fortune ce qui produit de bas taux de dividende. Dans ces conditions, on comprend que les cours des actions ont une forte tendance à la baisse, ce qui contribue naturellement beaucoup au pessimisme dans les milieux bourgeois. Les cours des actions des sociétés par actions cotés à la Bourse de Berlin présentent l'évolution suivante au cours du dernier semestre :

Furent cotés à la Bourse de Berlin

	Au dessous de 50	50-75	75-100	100-150	Au-dessus de 150
	Pourcentage de la parité				
Fin mars	2,1%	23,1%	38,9%	30,4%	5,5%
Fin avril	4,3%	30,1%	34,6%	26,7%	4,3%
Fin mai	10,3%	37,8%	29,1%	20,4%	2,4%
Fin juin	20,4%	37,5%	23,7%	16,5%	1,9%
Fin juillet	27,2%	34,4%	21,4%	15,0%	2,0%
Fin août	32,6%	33,3%	17,3%	13,8%	1,7%
Fin septembre	32,6%	34,8%	17,3%	13,8%	1,5%

Mais, en réalité, il n'y a pas de doute, qu'à l'exception de certaines branches commerciales, le taux de profit est extrêmement minime dans l'industrie allemande, malgré le bas niveau des salaires. Les causes en sont: un appareil de production trop développé par rapport aux débouchés, l'intérêt de l'argent trop élevé et des impôts relativement lourds.

L'effondrement des konzerns et la formation de nouveaux trusts

Ce qui est le plus caractéristique de la vie économique de l'Allemagne actuelle est, d'un côté, l'effondrement de toute une série de « Konzerns » et, de l'autre, la formation nouvelle de trusts géants. Le cas le plus caractéristique est celui du konzern Stinnes. Il est apparu que les obligations du Konzern Stinnes étaient beaucoup plus considérables qu'on ne le supposait au début, en sorte qu'après la liquidation de l'actif, il ne restera plus rien de cette fortune estimée à plusieurs centaines de millions de marks-or. Les groupes d'entreprises les plus différents, réunis dans le Konzern Stinnes, furent pour la plupart divisés et vendus séparément

Après le Konzern Stinnes, ce fut le Konzern Stumm qui devait être assaini par les grandes banques, tandis que d'autres Konzerns plus petits, tel le Sichel-Konzern sont définitivement dissous.

En face de ce processus de dissolution, on assiste à un processus formidable de nouvelles formations. Il faut citer surtout l'*Oberschlesische Montantrust* et les négociations en vue de la création d'un immense trust du fer de l'Allemagne occidentale. La création de ce trust lui assurerait la domination dans le trust de l'acier brut. Le tableau suivant donne une idée assez juste de la puissance de ce trust :

	Importance de la participation à la production en 1000 tonne	
	Trust de l'acier brut	Syndicat du charbon
Thyssen	1 660	6 593
Phœnix	1 660	8 256
Krupp	1 660	5 225
D-Luxembourg	1 057	5 874
Bochumer-Verein	493	2 235
Gelsekirchen	109	12 139
Rheinstahl	988	6 640
Total	7 627	46 962
Importance de la participation totale	15 000	157 300

La réunion de toutes les grandes fabriques de produit, chimiques dans la société par action *Communauté d'intérêts de l'industrie des couleurs* est d'une importance aussi grande que la formation du trust du fer de l'Allemagne occidentale. Ce trust comprend toute l'industrie chimique de l'Allemagne. Celui-ci est peut-être l'unique branche industrielle en Allemagne qui prospère, réalise des grands profits et ne souffre point de manque de capital circulant. La puissance de ce trust des produits chimiques doit être à peu près aussi grande que celle du trust de fer, seulement elle est mieux assise, à tout point de vue que cette dernière.

Une autre concentration s'est produite ces derniers temps dans l'industrie de la potasse, en sorte que toute l'industrie allemande de la potasse est actuellement dominée par trois konzerns.

1) Le Konzern *Wintershall*, avec une participation à la production de 379/1000.

2) Le Konzern *Salzdetfurth - Westeregein - Aschersleben* 244/1000.

3) Le Konzern nouvellement formé de *Burbach-Gumpel* 175/1000.

Certains symptômes font prévoir que la lutte qui dure depuis si longtemps dans l'industrie de la potasse, va se terminer par la réunion de ces trois grands konzerns.

L'explication de ce processus de concentration nous semble être la suivante: Pendant la période d'inflation, les capitalistes qui pouvaient se procurer des crédits en marks pouvaient acheter les entreprises les plus disparates, sans égard aux exigences de la production. Ce fut surtout le manque de charbon et de fer qui força l'industrie de transformation à se joindre à l'industrie lourde. Avec la stabilisation du change, apparut la pénurie de capitaux qui dure toujours. En même temps, une concurrence âpre pour les débouchés, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur, firent prévaloir les conditions techniques de la production. Le sens de cette transformation économique est donc le suivant : dissolution des fonctions fortuites et regroupement sur la base productive. La formation des trusts doit naturellement abolir également la concurrence, du moins sur le marché intérieur. Tandis que par les Konzerns de la période d'inflation, les capitalistes s'efforcèrent de réunir toute la production et la répartition, puisque pendant l'inflation il n'y avait point de concurrence pour les débouchés, les nouvelles formations de trust ont pour but de dominer le marché de certains produits bien définis et de rendre la production meilleur marché par la spécialisation de certaines usines pour certains produits.

Le capital bancaire et le capital industriel

Le manque de capital circulant et de moyens financiers disponibles dans l'industrie, ainsi que dans l'agriculture a changé de fond en comble le rapport entre le capital industriel et le capital bancaire. Pendant la période d'inflation, le capital bancaire fut dominé par le capital industriel. L'importance du capital bancaire diminua considérablement. Dans la période actuelle, c'est le processus inverse qui se produit. L'industrie et l'agriculture sont tout-à-fait dépendantes de la finance. Grâce à l'augmentation des épargnes, les banques reçoivent de nouveaux capitaux qu'elles mettent à la disposition de l'industrie à des taux d'intérêts usuraires, au moyen desquels elles s'assurent de nouveau la domination de l'industrie. Tandis que dans la période d'inflation, Stinnes s'emparait des grandes banques, ce sont actuellement les banques qui administrent le Konzern Stinnes en faillite et dictent leurs conditions à toutes les autres industries allemandes — à l'exception toutefois de l'industrie chimique.

Il existe pourtant une différence fondamentale entre l'état actuel et celui d'avant-guerre. Dans

la période d'avant-guerre ce fut, en général, le capital bancaire allemand qui dominait l'industrie allemande et qui prêta également les capitaux nécessaires à l'expansion impérialiste de l'industrie allemande en dehors des frontières allemandes. Actuellement, ce ne sont les banques allemandes en partie qui dominent l'industrie allemande. Pour la majeure partie ce sont les capitaux anglais et américains, soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire des banques allemandes. La dépendance de l'industrie allemande vis-à-vis du capital étranger concurrent a provoqué, ces derniers temps, une certaine opposition contre les emprunts étrangers. On redoute que les secrets de production de l'industrie allemande tombent dans les mains de l'étranger. Mais, malgré ces craintes, l'aliénation de l'industrie allemande continue sans arrêt. La société par action Phoenix, par exemple, a une série de capitalistes hollandais dans son conseil d'administration, toute une série d'autres entreprises industrielles ont fait ou font actuellement appel à des emprunts étrangers.

L'emprunt étranger à la *Rentenbank-Kreditanstalt* qui fut signé au début de septembre, a une importance particulière, parce que cet emprunt ne signifie que le début d'autres grands emprunts hypothécaires sur le sol allemand. Les conditions de l'emprunt sont très dures. L'emprunt à 7% fut émis à 93%. Les intérêts sont libérés de tout impôt allemand. La *Reichs-kreditbank* n'obtient que 88% ou même seulement 87,1%. Comme la *Rentenbank* ne transmet pas directement l'emprunt aux propriétaires fonciers, mais à des instituts intermédiaires, l'emprunteur reçoit, dans les cas les plus favorables, seulement 86% pour lesquels il doit payer 7% et pour 100 marks. La limite d'emprunt est 40% de la valeur hypothéquée pour la défense nationale et est considérée comme étant la première hypothèque sur la propriété.

« Si la dette est liée pour 25 ans à l'hypothèque américaine, alors l'argent coûte au débiteur 10% d'intérêt. Nous voyons donc que l'agriculture allemande qui, avant la guerre, recevait des emprunts hypothécaires pour 4-5%, doit actuellement, si elle a le bonheur de recevoir de l'argent américain, payer 10% et plus et, pour les crédits intérieurs, au moins 12% par an.

« De cette façon l'industrie allemande aussi bien que l'agriculture sont anémiées par le capital bancaire allemand et international » Voilà ce qu'écrivait un journal agrarien.

Les opinions divergent fortement quant à l'interprétation des effets des emprunts extérieurs. Le président de la Banque d'Empire [la *Reichsbank*], M. Schacht, est très optimiste. Il estime les crédits reçus jusqu'à présent de l'étranger, y compris l'emprunt Dawes, à 3 ou 3,5 milliards de marks. Cette somme ne serait qu'une bagatelle comparée aux sommes se trouvant aux mains des instituts financiers, des banques et des caisses d'épargne, dont les fonds se seraient élevés de 6 milliards en août 1925. Il est contre les emprunts étrangers à court terme et pour une participation au capital des entreprises allemandes des financiers étrangers.

Il y a pourtant unanimité quant à la condamnation des emprunts étrangers des villes allemandes. La situation des finances des villes allemandes est actuellement, en général, assez bonne, puisqu'elles maintiennent les hauts tarifs pour leurs fournitures : électricité, gaz, eau, moyens de transports, ont été fixés au début de la période de stabilisation. D'un autre côté, une certaine méfiance vis-à-vis des entreprises industrielles est à constater à l'étranger depuis les krachs de Stinnes et d'autres Konzerns. C'est pourquoi le capital étranger afflue en Allemagne, sous forme d'emprunts aux villes allemandes. On compte des douzaines d'emprunts de ce genre.

La situation du change et des finances

Le change allemand s'est maintenu jusqu'à présent. Il est caractéristique que les dollars ont

toujours été achetés avec 1 — 2% d'agio. La situation fut très tendue pendant tout ce temps, et ne semble s'être améliorée qu'au cours de ces dernières semaines. La réserve en devises de la Reichsbank présente une nouvelle diminution et n'a réussi à maintenir la stabilité du mark qu'en prenant des mesures restrictives très énergiques et qu'en réglementant les crédits qui avaient causé un manque constant de capitaux.

Pourtant des doutes surgirent à propos de la hausse constante des prix et on envisagea la possibilité d'une inflation intérieure. La *Reichsbank* se défend vigoureusement contre cette accusation. Le montant des billets en circulation n'a, en effet, pas augmenté considérablement.

	<i>En millions de marks</i>
31 juillet	2 530
31 août	2 595
31 septembre	2 640

Si l'on veut estimer le rapport entre la circulation fiduciaire et la circulation des marchandises, il faut remarquer qu'en dehors des billets de la *Reichsbank*, il y a encore d'autres moyens de paiement en circulation en Allemagne. La circulation fiduciaire totale s'élevait à 6 milliards en 1913, et s'élève actuellement à un peu plus de 5 milliards. Depuis la création de la nouvelle loi sur la *Reichsbank*, la somme totale des moyens de circulation a augmenté de 1,5 milliard.

Le commerce extérieur

Le commerce extérieur présente, d'après les statistiques officielles, encore toujours une forte passivité. Les chiffres les plus importants du commerce extérieur de ces derniers mois sont les suivants :

	Juin	Juillet	Août	Septembre
	<i>En millions de marks</i>			
<i>Importation</i>				
Animaux vivants	15,0	14,1	12,9	12,2
Produits alimentaires	344,5	449,6	435,6	418,3
Matières premières et produits semi-manufacturés	484,9	555,4	552,4	458,0
Produits manufacturés	164,8	157,0	159,7	185,5
	1 009,2	1 154,1	1 178,6	1 074,0
<i>Exportations</i>				
Animaux vivants ...	0,7	0,5	0,4	0,5
Produits alimentaire*	34,4	33,8	28,5	19,9
Matières premières et produits semi-manufacturés	120,2	140,4	143,4	149,5
Produits manufacturés	530,4	568,2	552,7	602,5
	685,7	742,9	725,0	772,4

Le déficit du bilan commercial était donc le suivant:

Juin	324
Juillet	411
Août	454
Septembre	289

Depuis le début de l'année, le passif du bilan du commerce extérieur dépasse 1,5 milliards de marks-or, ce qui correspond à peu près à la somme des emprunts étrangers souscrits depuis cette époque.

Les finances de l'Etat

Les finances de l'Etat allemand présentent, en général, un tableau moins satisfaisant : les conséquences de la crise économique commencent à se faire sentir sur les recettes. Mais les nouveaux droits de douane augmenteront probablement de nouveau les recettes. Celles-ci dépassent jusqu'à présent, en général, les estimations. Dans le projet pour 1925, on prévoyait une recette totale de 6 344 millions de marks-or. Depuis avril jusqu'en août, donc en 5 mois, l'Etat a reçu 3 062 millions, ce qui fait à peu près la moitié. Les douanes et les impôts de consommation ont rapporté dans les 5 premiers mois 803 millions, tandis qu'on n'avait prévu que 15-14 millions pour toute l'année. Les impôts sur le revenu ont donné plus de 1 000 millions pendant que les prévisions s'élevaient à 1 700 millions pour toute l'année. Par contre, les impôts frappant les capitalistes sont restés très en-dessous des prévisions, p. ex l'impôt sur les syndicats, estimé à 300 millions n'a donné que 90 millions jusqu'à la fin du mois d'août ; l'impôt sur la fortune dont on prévoyait une rentrée de 500 millions n'avait donné, à la fin d'août, que 80 millions, etc. Voici un tableau comparatif des recettes et des dépenses au cours des derniers mois :

	Recettes	Dépenses	Déficit ou excédent
Mai	629,7	647	- 17,3
Juin	556,9	586,3	- 29,4
Juillet	692,7	629,8*	+ 62,9
Août.	557,8	603,8	- 46

Malgré l'élévation des recettes, il y a quand même un déficit assez considérable.

En résumant, nous pouvons donc constater que la situation économique s'aggrave lentement, et qu'elle continuera à s'aggraver au cours des mois prochains. Malgré la mauvaise situation du commerce, on constate une hausse des prix, comme conséquence de la formation des monopoles dans les branches industrielles les plus importantes et de l'augmentation des droits de douane. L'augmentation du chômage s'accompagne d'une aggravation parallèle des conditions d'existence des ouvriers. Les charges fiscales provenant du plan Dawes vont en augmentant et des difficultés de plus en plus grandes se présentent quant au maintien de la stabilité du mark.

39. (*La CI*, décembre, n°121, pp. 1032-1034)

VI.

La situation économique des Etats-Unis

Par contraste avec les Etats européens, dont chacun présente une crise d'une nature particulière, la vie économique des Etats-Unis continue à faire preuve d'une santé florissante. C'est le seul pays qui possède du capital en abondance, dont la production a une tendance rapidement croissante.

La dépression qu'on pouvait constater pendant les mois du printemps paraît avoir cessé, comme l'indiquent les chiffres suivants :

		(1)	(2)	(3)	(4)
1924	Août	94	89,5	—	200
1925	Janvier	127	95,0	896	300
	Mars	120	96,4	931	491
	Juin	110	94,2	991	561
	Juillet	113	93,1	1 030	530
	Août	109	93,6	1 124	590

(1) Index de la production industrielle du Federal Reserve Board.

(2) Index du degré d'occupation des ouvriers.

(3) Wagons chargés pendant la dernière semaine du mois.

(4) Nouvelles commandes de construction en millions de dollars.

Ces derniers temps, à en croire les journaux, la situation se serait encore améliorée. Le trust de l'acier, d'après ce qu'en annonce *l'Iron Age*, travaille déjà de nouveau avec 80%, de sa capacité de production et certaines catégories (laminoirs de tôles fines) avec 90%. Le niveau de production fut en août beaucoup plus élevé que pendant l'année passée.

La production dans les différentes branches les plus importantes de l'industrie nous donne le tableau suivant :

		Lignite Millions de tonnes	Anthracite Millions de tonnes	Fer 1 000 tonnes	Acier 1 000 tonnes	Automobiles 1 000 pièces	Consommation de coton 1 000 balles
1924	Août	34,8	7,1	1887	2553	255	357
1925	Janvier	51,9	7,4	3370	4199	213	590
	Mars	37,6	7,1	3564	4199	332	582
	Juin	37,2	7,8	2673	3207	365	493
	Juillet	39,6		2664	3087	358	484
	Août	45,0	Grève	2704	3424	222	449

		Commandes du trust de l'acier <i>1 000 tonnes</i>	Hauts fourneaux en activité
1924	Août	4 798	151
1925	Janvier	5 037	251
	Mars	4 864	245
	Juin	3 710	189
	Juillet	3 539	190
	Août	3 513	192
	Septembre	3 717	200

Le commerce extérieur

Le commerce extérieur montre le tableau suivant en ce qui concerne le commerce des marchandises :

	Importations	Exportations	Actif...	
1925			...de l'importation	...de l'exportation
Avril	346	398		52
Mai	328	371		43
Juin	325	323	2,0	
Juillet	326	338		12
Août	340	372		32
Septembre	349	422		73

Le fait qu'il a existé un actif d'importation en juillet n'est pas d'une importance particulière. Ceci a été le cas à maintes reprises pendant les premiers mois de l'été des dernières années quand l'exportation des produits agricoles de la récolte passée cesse. Les chiffres des premiers huit mois sont les suivants :

	1922	1925
	<i>Millions de dollars</i>	
Exportation	2697	3083
Importation	2383	2730
Actif de l'exportation	314	353

Le grand actif de l'exportation de l'année 1924 — près de un milliard de dollars — fut surtout réalisé au cours des 4 mois d'automne avec *un* actif de 600 millions.

Les problèmes économiques

La grande ligne du développement de l'économie américaine est nette : Les Etats-Unis, de pays exportateur de produits agricoles deviennent un pays exportateur de marchandises industrielles et de capitaux. Dans la période actuelle où règne un grand manque de capitaux en Europe, en Chine, ainsi que dans les pays de l'Amérique du Sud qui sont seulement en train de se développer, l'union de l'exportation des capitaux avec celle des marchandises industrielles est encore plus importante qu'avant la guerre. En présence de l'exiguïté du marché mondial pour les produits industriels, le pays

qui est à même de fournir les produits industriels à crédit, ou qui, au lieu de recevoir de l'argent, est enclin de participer aux entreprises, doit forcément repousser les autres de la concurrence. De tous les pays exportateurs, c'est surtout l'Amérique qui est actuellement capable de faire cela. C'est pourquoi elle domine le marché mondial. En août, son exportation en machines fut la plus élevée des quatre années : son exportation en machines agricoles fut de 42% supérieure au chiffre le plus élevé atteint jusqu'alors.

L'évolution de l'exportation des Etats-Unis des matières premières vers l'exportation de produits finis et l'évolution en sens inverse quant à l'importation est prouvée par les chiffres suivants des premiers huit mois des deux dernières années.

Pourcentage du commerce extérieur total

	Exportation		Importation	
	1924	1925	1924	1925
Produits industriels	40,7	40,4	20,3	18,6
Matières premières	25,5	24,7	33,6	39,8

La répartition géographique du commerce extérieur des Etats-Unis des 7 premiers mois de l'année courante n'est pas moins intéressante. Voici la statistique :

	Importation		Exportation	
	<i>en millions de dollars</i>			
	1924	1925	1924	1925
Europe	602	688	1 183	1 427
Amérique du Nord	636	596	580	650
Amérique du Sud	272	303	171	226
Asie	535	601	302	249
Afrique	47	59	40	48

L'Europe achetait — quoiqu'elle augmentât son exportation vers l'Amérique de 15% — encore deux fois plus aux Etats Unis qu'elle n'y exportait. L'Asie toute seule a une forte balance active vis-à-vis des Etats-Unis. et ceci grâce à deux marchandises importantes : le caoutchouc et la soie. Si l'on examine les différents pays, il est intéressant de constater le passif immense de l'Angleterre et de l'Allemagne : l'Angleterre achetait au cours des 7 premiers mois pour 536 millions de dollars, mais ne vendait que pour 232 millions de dollars à l'Amérique ; l'Allemagne achetait pour 252 millions et ne vendait que pour 83 millions.

En relation avec la nécessité de l'accroissement de l'exportation des produits industriels et du règlement des dettes interalliées, une violente discussion vient de nouveau de surgir en Amérique sur l'utilité ou la non-utilité des droits de douane protectionnistes. Actuellement, on distingue nettement deux tendances : l'une d'elles met le problème du transfert au centre de la discussion, et exige qu'on abaisse le mur douanier qui empêche fortement l'afflux des marchandises étrangères afin de rendre possible le transfert des paiements des dettes interalliées. L'autre désire une politique douanière élastique, afin de favoriser l'exportation de marchandises industrielles spéciales et l'importation d'autres marchandises. Occupons-nous d'abord de cette dernière tendance.

Si l'on parle en Europe de problèmes douaniers, nous avons certains points de vue généraux schématiques, il est vrai, mais justes dans l'essentiel, qui permettent de juger le caractère de classe d'un mouvement. Ce sont les deux grandes contradictions entre le surplus de produits alimentaires récoltés par les grands propriétaires terriens, d'un côté, et les consommateurs, de l'autre, contradiction

entre l'industrie lourde et l'industrie de transformation, en termes plus généraux, entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. Au sein de l'industrie existent naturellement encore d'autres contradictions.

Aux Etats-Unis, ces formules schématiques ne suffisent pas, surtout à cause de la différenciation au sein de la paysannerie. Tandis qu'en Europe, les moyens et les grands paysans sont, en général, des producteurs de produits alimentaires, nous ne trouvons pas ces types aux Etats-Unis. Il y a des *farmers* producteurs de froment, des *farmers* éleveurs de bestiaux, des *farmers* producteurs de lait, des *farmers* éleveurs de volailles, des *farmers* cultivant les fruits et encore d'autres qui récoltent le coton, et toutes ces catégories sont assez nettement confinées sur des territoires géographiques. Le *farmer* producteur de froment consomme des conserves de viande et de fruits; le *farmer* éleveur de volaille achète son pain au boulanger, etc.

Par conséquent, on ne peut pas parler d'une économie unifiée en ce qui concerne la politique douanière des *farmers*. Les éleveurs de bestiaux exigent une augmentation des droits de douane sur les peaux brutes venant d'Argentine ; les cultivateurs de froment exigent des droits de douane plus élevés sur le froment du Canada, etc. L'extrême spécialisation dans l'industrie a comme conséquence un morcellement semblable dans les revendications douanières.

La lutte douanière actuelle se dirige contre le système douanier rigide. Les Etats-Unis n'ont jusqu'à présent conclu des traités commerciaux que sur la base de la nation la plus favorisée. Mais ils n'ont pas fait des conventions douanières spéciales. De cette façon, les Etats-Unis ne disposent d'aucun moyen d'intervenir en faveur de la diminution des douanes sur les marchandises qui les intéressent spécialement. L'une des tendances s'efforce donc à « européeniser » toute la politique douanière des Etats-Unis : elle est surtout soutenue par l'industrie exportatrice.

L'autre tendance est liée intimement aux appréhensions quant aux possibilités du transfert. Elle est surtout soutenue par les longues exportations de capitaux [sic] qui souhaitent un reflux des intérêts sous forme de marchandises.

Les craintes au sujet des difficultés du transfert deviennent plus fondées avec le règlement des dettes interalliées. Les dettes interalliées s'élèvent actuellement à 12 088 millions de dollars. Cette somme augmente automatiquement chaque année par les intérêts échus. On a réglé déjà le paiement de 5 146 millions (sans la dette française). Comme les Etats-Unis exigent un taux d'intérêt de 3,5%, les intérêts leur rapporteraient 420 millions de dollars par an. A cette somme, s'ajouteront les intérêts des emprunts placés à l'étranger (en chiffres ronds 9,5 milliards) qui s'élèveront au moins à 700 millions de dollars par an, enfin une somme indéterminée provenant des dividendes de leur participation aux capitaux et un milliard de dollars de l'excédent du bilan commercial provenant de l'exportation. Cela fait en tout la somme de 2,5 milliards de dollars par an.

Le placement des capitaux à l'étranger

La solution de ces difficultés aura comme conséquence une accentuation dans les placements des capitaux américains à l'étranger. L'actif de la balance des comptes servira probablement de nouveau aux placements à l'étranger. Les Etats-Unis dominent par leur puissance en capitaux l'économie et la politique mondiales. La dépendance américaine du caoutchouc brut anglais doit être solutionnée par l'installation de plantations immenses de caoutchouc aux Philippines et au Libéria. D'après les nouvelles des journaux américains, une fabrique américaine de roues d'automobiles y aurait acquis une grande concession. Elle veut engager pas moins de 100 millions de dollars dans les

plantations de caoutchouc dont la production couvrirait la moitié des besoins actuels des Etats-Unis.

Les ministres des finances des Etats européens ainsi que les directeurs des banques centrales font leur visite aux Etats- Unis, afin de négocier sur le règlement des dettes et de nouveaux emprunts.

Emprunts d'Etats et emprunts communaux, tous viennent chercher des capitaux aux Etats-Unis, viennent mendier la faveur de la petite clique des magnats financiers américains de la bienveillance desquels dépend l'existence économique des pays de l'Europe. Le gouvernement américain — et avec lui le président Coolidge — n'est que le pouvoir exécutif de cette petite clique.

La somme de tous les emprunts accordés par des entreprises privées à l'étranger s'élevait (sans les dettes interalliées) au 1^{er} juillet 1925 :

	Aux Etats et avec une garantie de l'Etat	Aux entreprises privées	Total
Canada	1 125	1 420	2 545
Amérique du Sud	915	3 225	4 140
Europe	1 665	450	2 115
Asie et Australie	442	280	722
[Total]	4 147	5 375	9 522

Les nouveaux placements sous forme d'emprunts étrangers s'élevaient au cours des 6 premiers mois, à 552 millions de dollars, dont l'Europe recevait un peu moins de la moitié : 237 millions et l'Amérique (Canada et l'Amérique du Sud) 291 millions.

La question de l'immigration

Le capitalisme américain s'efforce de restreindre l'afflux de nouvelles énergies ouvrières provenant de l'immigration. Le degré d'occupation des ouvriers américains fut de 94% en août, par rapport à l'année 1919. Il faut donc, si nous tenons compte de l'afflux considérable aux villes d'anciens farmers qui s'est produit au cours des dernières années, qu'il y ait eu un grand chômage en Amérique, le grand progrès technique produit des effets dans le même sens parce qu'il économise toujours de nouvelles forces ouvrières. Ceci permet au capitalisme américain de renoncer aux immigrés des Etats de l'Europe centrale et orientale.

Les derniers chiffres sur l'immigration de juillet 1924 à juillet 1925 montrent qu'en cette période 294 000 ouvriers sont venus aux Etats-Unis et que 93 000 ont quitté le pays, en sorte qu'il y a un excédent net de 200 000 contre 630 000 pour l'année passée.

Mais le fait qu'au cours de ces derniers temps il n'y a pas eu de grève économique importante démontre que, malgré la limitation de l'immigration, le marché du travail des Etats-Unis ne manque pas des forces ouvrières nécessaires.

40. (*La CI*, décembre, n°122, pp. 1037-1038)

VII.

La situation économique en Chine

Les mois qui viennent de s'écouler ont effectué dans le rapport des classes en Chine un puissant processus de clarification. Il est vrai que la tendance nationale et anti-impérialiste domine encore tout le mouvement révolutionnaire. Mais les forces révolutionnaires-bourgeoises se séparent déjà, dans la Chine méridionale, des forces révolutionnaires prolétariennes. A Canton, où les forces révolutionnaires prolétariennes ont déjà pris le pouvoir, la bourgeoisie s'est ralliée ouvertement aux impérialistes. Il n'y a plus de doute que l'équipement de l'armée contre-révolutionnaire, dirigée par Cheng-Tchu-Ming, a été effectué par la bourgeoisie anglaise de Hong-Kong. Pendant que, dans le Sud, le prolétariat lutte pour le maintien du pouvoir contre l'aile contre-révolutionnaire bourgeoise alliée aux impérialistes, dans la Chine du Nord, la lutte semble se concrétiser de plus en plus autour de la reconnaissance légale des syndicats ou de leur suppression. On peut constater qu'en général la tendance révolutionnaire prolétarienne ressort de plus en plus nettement à côté du mouvement national anti-impérialiste.

Le problème de la révolution chinoise : la paysannerie

Le développement futur de la révolution chinoise dépend de la conduite de la paysannerie. Elle constitue la majorité écrasante de la population. Celui qui saura les gagner sortira vainqueur de cette lutte. Théoriquement, les possibilités suivantes existent pour le développement futur de la situation:

1) Le mouvement national et anti-impérialiste est battu. La Chine est partagée entre les puissances impérialistes, ou bien elle devient — après une lutte antérieure entre les puissances impérialistes — la colonie d'une seule puissance impérialiste.

2) Le mouvement national triomphe sous la direction de la bourgeoisie et un Etat bourgeois indépendant se constitue, comme cela été le cas avec le Japon.

3) Le mouvement national triomphe sous la direction du prolétariat, et alors la libération nationale du peuple entier coïnciderait avec l'époque de l'émancipation sociale du prolétariat.

La première possibilité, la défaite du mouvement de libération nationale, paraît très invraisemblable. La résistance du peuple chinois qui se guérit rapidement de son pacifisme millénaire, les contradictions d'intérêt existant entre les puissances impérialistes et qui rendent impossible une action militaire commune excluent cette possibilité. Il ne reste donc plus que la question à savoir si la libération de la Chine se réalisera sous la direction de la bourgeoisie ou celle du prolétariat. Mais il semble que la lutte des classes en Chine entre le prolétariat et la bourgeoisie ait déjà pris des formes par trop aiguës pour que la bourgeoisie puisse maintenir à la longue la direction du mouvement national. Nous avons déjà dit qu'une partie de la bourgeoisie de la Chine méridionale s'est rangée du côté du plus grand adversaire de l'indépendance chinoise, l'Angleterre, afin de lutter avec elle contre le prolétariat. Dans ces conditions, il paraît très vraisemblable que, malgré la

faiblesse numérique du prolétariat chinois, la direction de la lutte libératrice incombera finalement au prolétariat.

Mais si nous voulons examiner sérieusement la possibilité de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte libératrice chinoise, il nous faut répondre à la question suivante : que peut offrir aux paysans le prolétariat chinois, en tant que classe dirigeante de la révolution ?

L'agriculture chinoise

L'opinion courante est que la Chine est surpeuplée. On sera donc surpris d'apprendre que 13% seulement de la superficie totale de la Chine proprement dite (sans les provinces extérieures : Mojdou, Mandchourie et Thibet) sont cultivés ! La Chine renferme encore des étendues immenses de territoires incultes sous forme de prairies, steppes, déserts de sables, etc. La province de Chantoung est considérée comme la seule province dont plus de la moitié de la surface et du sous-sol soit exploitée.

L'opinion de la surpopulation de la Chine provient du fait que la population est très inégalement répartie. Alors que dans les vallées des fleuves, la population atteint, dans certains districts, la densité de la Belgique ou de la Ruhr, il y a, par contre, d'autres régions qui ont une population très clairsemée.

La cause de cette différence du degré de densité des habitants dépend du mode d'exploitation de l'agriculture chinoise. Les conditions spéciales de l'agriculture chinoise ne permettent une exploitation profitable que s'il y a une irrigation artificielle.

Une conséquence de cette dépendance de l'agriculture chinoise de l'irrigation est constatée dans l'histoire de l'agriculture chinoise qui n'est qu'une longue suite d'inondations et de périodes de sécheresse meurtrière. C'est une caractéristique des fleuves chinois qu'ils doivent être, par un travail continu, endigués et maintenus dans leur lit. Si ce travail est négligé à la suite de guerres ou de troubles intérieurs, des inondations d'une étendue considérable se produisent, couvrant des milliers de kilomètres carrés et noyant des centaines de milliers de personnes. L'endiguement des fleuves et leur utilisation pour les installations d'irrigation exige, vu la technique primitive, une dépense colossale de travail humain. Le mode d'exploitation de la terre implique l'emploi d'instruments primitifs et d'un système d'irrigation extrêmement perfectionné.

« Les instruments sont extrêmement primitifs. Pour la culture des terres sablonneuses, on se sert surtout d'une houe large, massive, faite en bois et encerclée de fer, du râteau et de la pelle. Les charrues et les herses sont des plus primitives, faites également en bois et les charrues encerclées de fer, ne sillonnent la terre que dans une profondeur de 12 cm. La herse est faite essentiellement d'un tronc pourvu d'une série de dents en bois : il existe un modèle perfectionné se composant d'un cadre triangulaire muni de plusieurs rangées de dents de fer ; le paysan s'assied dessus et enfonce les dents par son propre poids. »

Il y a une grande différence entre l'agriculture du Nord et celle du Sud de la Chine. Dans les régions de la Chine du Nord et du Nord-Est, qui géographiquement appartiennent plutôt à la Sibérie, on travaille avec des bêtes de trait, tandis que dans la Chine méridionale, l'exploitation agricole utilise exclusivement le travail humain. Comme dans les régions méridionale et centrale on n'emploie pas les engrais minéraux et comme l'élevage du bétail est très peu développé, la fertilité de la terre peut seulement être entretenue par l'emploi comme engrais des déchets domestiques y

compris les matières fécales humaines.

Les conditions de la propriété

La question à savoir ce qu'une révolution sociale sous la direction du prolétariat peut offrir à la paysannerie, nous conduit à la question suivante : existe-il en Chine une rente agraire et au profit de qui ? Ou, en d'autres termes : Y a-t-il une classe en Chine qui vit de la rente agraire et dont l'expropriation pourrait amener une amélioration immédiate de la situation de la paysannerie ?

Il n'existe pas de statistique exacte ni sur la répartition des terres en Chine, ni sur les prix de la terre ou sur les salaires des ouvriers agricoles. Cependant, on peut constater ce qui suit :

Au cours de l'histoire chinoise, les empereurs procédèrent, à plusieurs reprises, après avoir vaincu les seigneurs féodaux, à des expropriations territoriales et la grande propriété fut réduite à des limites très droites. En réalité, il n'existe pas aujourd'hui de grande propriété foncière et encore moins de grande exploitation agricole, telles que nous les comprenons. Je dis : « comme nous le comprenons », car d'après les conceptions chinoises une propriété de 10 ha et irriguée est considérée comme une grande propriété. Au sens chinois, il y a donc une grande propriété agricole ; mais elle est divisée en parcelles qui sont louées aux paysans. Comme forme de bail existent le bail partiel, bail payé en nature et bail payé en argent. Le bail dure ordinairement trois ans. Le rapport social entre le propriétaire et le fermier est encore compliqué du fait que le grand propriétaire terrien qui donne ses terres à bail est, dans de nombreux cas, un employé enrichi ou un marchand : mais dans la majorité des cas, le grand propriétaire agricole n'est pas une personne unique, mais une grande famille ou un clan. Le prix du bail, vu la densité de la population, est très élevé, les impôts s'y ajoutent encore et sont supportés par les paysans. Les impôts ne sont pas perçus par le gouvernement lui-même : ils sont affermés aux gouverneurs de provinces. Si nous tenons également compte de la lourde charge des dons obligatoires dont le paysan doit s'acquitter à plusieurs reprises au cours de l'année ; si, en outre, nous tenons compte des graves dégâts que les paysans subissent de la part des potentats militaires qui se font mutuellement la guerre et qui, souvent, furent autrefois, tel Tchang Tso-Lin, des chefs de brigands, alors nous voyons qu'une révolution dirigée par le prolétariat a la possibilité d'offrir immédiatement aux paysans chinois des grands avantages que ni le capitalisme indigène, ni le capitalisme impérialiste ne peuvent leur offrir : suppression du fermage, diminution des charges fiscales, amélioration du système d'irrigation qui permettra de protéger les terres contre les inondations et la sécheresse, extension de la surface cultivée, mode d'exploitation perfectionné, etc....

Les obstacles au développement du capitalisme chinois

Dans son livre sur la Chine, Weber se pose la question suivante : Pourquoi ne s'est-il pas développé un capitalisme chinois indigène ? Les conditions préliminaires semblent avoir été données pour ce développement puisque l'évolution économique de la Chine avait déjà atteint, il y a plusieurs siècles, l'étape de l'économie marchande qui précéda le développement du capitalisme européen. Nous pouvons caractériser la situation économique de la Chine, avant la pénétration du capitalisme étranger, de la façon suivante : La séparation entre la ville et la campagne s'était déjà effectuée il y a plus de deux mille ans. Il y avait un commerce en gros important et, par conséquent, un capital commercial, non seulement indigène, mais aussi étranger.

Les commerçants chinois pénétrèrent avec leurs marchandises jusqu'aux Indes, en Asie Mineure et dans l'Asie du Nord. Cependant, le capitalisme industriel n'a pu se développer, même pas la manufacture capitaliste.

Ce fait peut s'expliquer, nous semble-t-il, de la façon suivante :

1) Il n'y eut pas d'organisation d'Etat suffisamment forte pour mettre les ouvriers au service des capitalistes.

Le pouvoir local et central de l'Etat se constitua en Chine en vue de fins exclusivement agricoles : protection contre les inondations et irrigation de la terre. Il fut constitué dans un but éminemment pacifique, contrairement à ce qui se passa en Europe, où il sortit de la lutte de la royauté contre les seigneurs féodaux et contre la bourgeoisie des villes. Comme, en outre, à cause de l'étendue immense du pays et surtout après la construction du « grand mur », de grands territoires de la Chine furent préservés, pendant de longs siècles, des guerres extérieures, le pouvoir d'Etat obtint un caractère fortement pacifique.

La conséquence en fut qu'une classe dominante, d'un type tout particulier, absolument inconnue dans les milieux de la culture européenne, se constitua : la classe des lettrés. L'écriture chinoise n'est pas une écriture alphabétique, mais une écriture d'idées. Chaque idée a son signe propre, très compliqué, en sorte que l'étude de la lecture de l'écriture seule exige au moins dix ans. La conséquence de ce système particulier est que seulement 5% des hommes et 1% des femmes savent lire et écrire, que la connaissance de la lecture et de l'écriture apparaît comme un privilège spécial de l'instruction. Vu l'étendue du pays et l'absence de bons moyens de communication, la correspondance écrite avec le gouvernement central fut absolument nécessaire. C'est ainsi que l'administration du pays tomba aux mains des lettrés et qu'un système spécifique d'examens d'Etat qui exigeait des dizaines d'années d'étude, se constitua. Puisque l'empereur ou le gouvernement central n'entretenaient des forces militaires que dans les régions frontières du pays, ils avaient tout intérêt à ce que les administrateurs des provinces n'organisent pas des forces militaires indépendantes, qui auraient pu leur permettre de se libérer du joug du gouvernement central. Pour empêcher ceci, on introduisit un système interdisant aux gouverneurs des provinces de rester en fonction pendant plus de 3 ans. La conséquence en fut qu'une organisation de l'Etat, d'après le sens européen du mot, ne put se développer en Chine.

2) Jusqu'à l'époque la plus récente, il n'y eut apparemment pas d' « ouvriers libres » en Chine. Ce fait empêcha la formation d'un prolétariat indispensable au développement du capitalisme.

3) Le fait qu'il n'existe en Chine, ni mathématique, ni physique, telles que nous le comprenons, est également d'une grande importance. Malgré la culture chinoise, vieille de quatre mille ans, il ne s'est pas développé aucune science naturelle. C'est pourquoi il manque aussi la base technique de la division du travail, de la manufacture et, encore beaucoup moins, de la production capitaliste. Ces trois causes principales : absence d'organisation d'Etat, absence d'ouvriers libres, absence de sciences naturelles, expliquent pourquoi le développement économique de la Chine s'est arrêté au cours de la période l'économie marchande.

Les conséquences de la pénétration du capitalisme étranger

La pénétration du capitalisme étranger eut des conséquences très importantes. La paysannerie chinoise n'était pas spécialisée à la production agricole. Cette spécialisation est récente, même en

Europe : il n'y a pas cent ans qu'on filait et qu'on tissait encore dans nos fermes européennes, qu'on fabriquait des vêtements, etc.... La pénétration en Chine des produits industriels européens, eut pour conséquence de supprimer, non seulement les moyens d'existence des artisans des villes, mais aussi les revenus supplémentaires des couches pauvres de la paysannerie chinoise. La possession de minimes parcelles de terre des paysans chinois et leur travail à domicile ne nourrissaient les paysans chinois que d'une façon misérable. La suppression des ressources provenant de ce travail à domicile par suite de la concurrence européenne, condamna à la famine des masses considérables de paysans et créa une armée de réserve pour les besoins de la production industrielle.

L'apparition des potentats militaires a créé cette organisation coercitive dont le capitalisme a absolument besoin en vue de l'exploitation de la classe ouvrière. Enfin, le manque de connaissances techniques et des sciences naturelles fut vaincu par l'importation de machines étrangères.

Arrivons maintenant aux événements actuels.

Le troisième trimestre de cette année-ci fut rempli par le mouvement révolutionnaire : des grèves géantes politiques et économiques, boycott des marchandises étrangères, luttes armées dans la Chine méridionale, etc....

Le fait que les puissances impérialistes en Chine qui, il y a à peine quelques dizaines d'années, envoyèrent une expédition punitive internationale en Chine, n'ont pas réussi cette fois à s'entendre, nous paraît très important.

D'où vient ce changement ?

La Chine n'est plus inerte. Elle résisterait énergiquement à toute intervention.

« Il faut comprendre, écrit le correspondant du *New York Times*, qu'une intervention en Chine n'est plus possible aujourd'hui. Elle serait interprétée comme un acte d'agression et appréciée comme telle. Il ne fait pas de doute qu'une intervention se heurterait à une résistance militaire énergique. Ceci pose la question du caractère, des frais et des conséquences probables d'une telle action. La dernière estimation que j'ai connue des forces militaires de la Chine donne le chiffre de 1 700 000 hommes... Une partie de ces troupes sont bonnes, d'autres d'une valeur moyenne et quelques-unes d'une mauvaise qualité. En général, ces troupes sont équipées à l'européenne de fusils, d'artillerie légère, de mitrailleuses, de bombes, d'aéroplanes et de tanks. On commence même à fabriquer des gaz asphyxiants.... L'Amérique devrait fournir pour sa part 100 000 hommes. Cela coûterait de 2 à 3 milliards de dollars.... La Chine pourrait bien prendre à son service des officiers russes expérimentés. Une intervention unirait tous les potentats militaires rivaux... etc. »

2) Les puissances impérialistes sont engagées dans une lutte sourde, mais aigüe pour la conquête du marché chinois. Alors que tous les pays coloniaux ou semi-coloniaux sont à peu près définitivement partagés, la Chine constitue le dernier espoir des brigands impérialistes.

« La Chine est le seul pays du monde moderne qui offre de grands débouchés pour les produits de l'industrie anglaise. Si le commerce était paisible en Chine...elle suffirait à résoudre le problème du chômage en Angleterre. »

C'est ainsi que s'exprime la revue du Ministre anglais des Affaires Etrangères, *The Round Table*, dans son numéro de septembre.

C'est ce qui explique cette concurrence hideuse de tous les brigands impérialistes pour gagner

la sympathie des Chinois tant méprisés jusqu' alors.

Ce sont les Etats-Unis qui vont le plus loin dans cette bassesse ! Ceci pour des causes bien compréhensibles. Les Etats-Unis n'ont pas « d'intérêts » spéciaux en Chine, c'est-à-dire, qu'ils n'ont pas eu l'occasion jusqu'à présent d'arracher les territoires à la Chine comme l'Angleterre, le Japon ou la France. La bourgeoisie américaine fait une politique chinoise à longue vue, elle compte avec l'effondrement de l'Empire Britannique, dont elle se considère comme l'héritier légitime. Elle compte avec une guerre contre le Japon. Elle veut donc affaiblir les positions de l'Angleterre et du Japon en Chine, abolir leurs droits spéciaux afin de pouvoir concurrencer avec eux sur un pied d'égalité. Voilà pourquoi elle est prête à permettre une augmentation des tarifs douaniers et à examiner les « traités inégaux ». Les Américains essaient de diriger la haine de l'étranger des Chinois contre l'Angleterre et le Japon. Ils s'effraient des conditions de travail terribles dans les fabriques japonaises et anglaises à Shanghai, etc.

La bourgeoisie japonaise exploite la « solidarité de la race jaune », le mot d'ordre « L'Asie aux Asiatiques » et cherche ainsi à détourner d'elle la haine des chinois et de rendre haïssables tous les concurrents de race blanche. Mais le peuple chinois, par suite de ses expériences avec les amis jaunes, sait à quoi s'en tenir : Les 21 revendications honteuses que le Japon imposa à la Chine le 9 mai 1915 sous forme d'ultimatum, et dont la réalisation aurait transformé la Chine en une colonie japonaise, ne sont pas oubliées. La phraséologie sur les intérêts communs de la race jaune ne prend plus.

La bourgeoisie anglaise se trouve dans une situation extrêmement difficile. Elle ne peut ni employer la force ni gagner des sympathies. Elle subit des pertes énormes par suite des grèves et du boycott.

3) Mais la cause la plus importante et la plus décisive de l'impossibilité d'une intervention impérialiste en Chine est la peur de « bolchéviser » le pays. La crainte d'une révolution sociale en Chine, la crainte d'une alliance entre l'Union soviétique et la Chine l'emporte sur toute autre considération. Des milliers d'articles de journaux examinent la possibilité, la probabilité ou l'in vraisemblance d'une telle évolution. Cette peur est particulièrement intense en Angleterre et au Japon, beaucoup moins aux Etats-Unis, à en juger, du moins d'après leur presse.

Il ressort de tout ceci que l'activité principale des puissances impérialistes est concentrée sur le maintien de la domination bourgeoise en Chine. L'Angleterre et le Japon arment les généraux contre-révolutionnaires afin de paralyser les forces de la révolution chinoise. Une révolution chinoise sous la direction du prolétariat est l'épouvantail des impérialistes, car ils comprennent très bien que seule une révolution dirigée par le prolétariat peut être logiquement nationale et anti-impérialiste, et qu'une révolution dirigée par des bourgeois est encline aux compromis. Les puissances impérialistes s'accorderont avec une Chine bourgeoise « indépendantes » comme ils se sont adaptés à l'existence d'un Japon bourgeois ou d'une Turquie bourgeoise.

Mais une Chine gouvernée par les ouvriers et les paysans et s'appuyant étroitement à l'Union soviétique, apparaît aux brigands impérialistes comme un scandale. Non pas seulement du fait que l'influence internationale de l'Union soviétique en serait considérablement accrue, mais à cause des répercussions sur les colonies de ces puissances : les Indes, l'Indochine, la Mandchourie, la Corée, etc. C'est pourquoi l'Angleterre ne ménage pas son argent pour organiser des armées blanches en Chine, puisqu'une intervention directe est devenue impossible non pas seulement par les causes plus haut citées, mais aussi par suite de la résistance du prolétariat anglais.

On ne peut constater les effets du mouvement révolutionnaire sur la vie économique, puisque tous les renseignements nécessaires nous manquent. Mais nous estimons que ces dégâts sont beaucoup moins élevés qu'on ne le croit généralement. Le pays est immense : les grèves révolutionnaires et la guerre civile se déroulent sur un territoire limité et, en comparaison avec les masses immenses de la paysannerie qui continue son activité productive, le nombre des hommes en guerre est minime. Mains faits prouvent que la vie économique chinoise n'a pas été troublée profondément. Le change chinois ne s'est pas dévalorisé au cours de ces derniers temps, mais il est en hausse considérable dans l'évaluation internationale.

On comptait à New-York pour un taël de Shanghai :

		Cent
1924	24 juillet	54,5
1925	29 juillet	76,6
1925	1 ^{er} octobre	78,0

La situation privilégiée de l'Angleterre est fortement menacée par le projet du gouvernement de Canton, d'aménager le port de Canton en vue de permettre l'entrée dans le port aux grands navires. La réalisation de ce projet briserait la situation privilégiée qu'occupe Hong-Kong dans le commerce extérieur de la Chine. Hong-Kong comprenait de 1921 à 1923, un quart de l'exportation totale de la Chine (1923 : une exportation d'une valeur de 248 millions de taëls et une importation de 176 millions).

On ne peut faire aucune prédiction en ce qui concerne le développement futur des événements de Chine. La question est de savoir, en définitive, avec qui iront les paysans chinois : avec la bourgeoisie ou avec le prolétariat.

41. (*La CI*, décembre, n°123, pp. 1048-1049)

VIII.

La situation économique du Japon

La dépression économique au Japon continue sans amélioration aucune. Le caractère de cette crise économique ressemble sous plus d'un point à celui des pays de l'Europe centrale : manque de capital variable, taux d'intérêt très élevé, etc.

Dans des nombreux articles de presse, on fait toujours ressortir à nouveau le fait que le Japon ne dispose sur son territoire, ni des capitaux, ni des matières premières indispensables à l'édification d'une industrie indigène : Charbon, fer, coton, bois. L'ancienne grande avance que possédait le Japon sur ses concurrents, à savoir le bon marché de la force de travail, semble avoir sensiblement disparu. D'autre côté, le mécontentement de la classe ouvrière, provoqué par la tentative des capitalistes de réduire fortement les salaires et, par conséquent, les frais de production, est assez grand.

La situation économique est actuellement encore aggravée par les troubles qui agitent la Chine centrale et méridionale, et au cours desquels les entrepreneurs japonais ont subi de graves pertes. Des différentes branches industrielles, c'est surtout celle du commerce maritime et celle de la construction des navires, extrêmement importantes toutes les deux pour le Japon, qui sont le plus durement frappées par la crise.

Le chantier naval de Nagasaki, un des plus grands du pays, vient de licencier, il y a quelque temps, 1 000 ouvriers ; cette réduction du personnel employé est déjà la quatrième depuis 1923. Plusieurs sociétés de navigation ont diminué leurs parcours et se trouvent dans de grandes difficultés financières. Plus d'un demi-million de tonnes de marchandises encombrant les docks. La presse se plaint de ce qu'une grande partie des meilleurs ouvriers qualifiés sont dispersés par le chômage qui dure depuis trop longtemps. L'industrie des allumettes, une des industries les plus importantes du Japon, vient de réduire tout récemment les salaires des ouvriers de 20 à 30%.

La plus grande difficulté est causée par la balance commerciale passive qui est seulement redevenue active depuis juillet 1925. Le passif de la balance commerciale s'élevait à la fin de juillet à 442 millions de yens. Le gouvernement soutient l'exportation par tous les moyens possibles. C'est ainsi qu'on créa des sociétés d'exportation soutenues par l'Etat, et qui reçoivent de la Banque d'Etat des crédits à un taux de 5%, ainsi qu'un certain nombre de faveurs. Le gouvernement fait, en outre, des grands efforts pour équilibrer le budget de l'Etat et pour soutenir le change. L'année fiscale clôturée le 31 mars, présente un excédent de près de 25% de la recette totale, c'est-à-dire 502 millions de yens. Cet excédent fut obtenu grâce à une augmentation des impôts et à une diminution des dépenses de 200 millions de yens. Actuellement, le gouvernement japonais s'efforce de ramener le change japonais à la parité d'or. Des quantités d'or importantes ont été envoyées dans ce but à New York, afin d'y créer un fond de soutien du change.

Les chiffres récemment publiés sur le capital japonais placé à l'étranger et le capital étranger

investi au Japon sont très intéressants. Voici, d'après la presse japonaise, le montant du capital japonais investi à l'étranger :

	Millions de yens
Chine	400
Mandchourie du Sud	300
Plantations de caoutchouc aux Indes orientales	40
Différentes entreprises étrangères	50
Titres et valeurs étrangères	70
[total]	860

Il y faut ajouter 290 millions de yens en valeurs de l'Etat russe et 260 millions de titres d'emprunts chinois, qui datent en partie de la période de guerre, et doivent être considérés comme perdus. Par contre, le capital étranger investi au Japon fut estimé, à la fin 1924, à 2 302 millions de yens. Il consiste surtout en emprunts des chemins de fer, en emprunts d'Etat, en emprunts communaux et d'entreprises d'électrification. Le capital est presque exclusivement originaire de l'Angleterre ; 10% environ proviennent de France et 20% de l'Amérique. Il en ressort que si l'on soustrait le capital japonais investi à l'étranger, il ne reste pas plus de 1 milliard de capital étranger investi au Japon.

La situation du prolétariat est extrêmement difficile et est encore aggravée par suite du chômage croissant, de la réduction des salaires et de la hausse de l'index des prix de la vie. Pour ne citer que quelques exemples, donnons l'index des prix du riz, qui constitue l'aliment essentiel du prolétariat japonais :

Juin 1924	318
Mai 1925	148
Juin 1925	302

Les prix du froment et autres céréales ont subi une hausse semblable.

Le nombre des chômeurs n'est pas connu. *Le Japan Chronicle* estime le nombre des chômeurs à 200 000 pour le mois de juillet, chiffre qui est certainement en dessous de la réalité. Le nombre total des ouvriers est estimé à moins de 10 millions dont plus de 3 millions d'ouvriers agricoles et trois quarts de millions pour chacune des catégories suivantes : transports, pêche, industrie du bois et manœuvres. Ce journal estime qu'à peu près 3,4% des ouvriers de l'industrie et du commerce sont sans travail.

Actuellement sévit au Japon une lutte violente pour la reconnaissance légale des syndicats. Un projet de loi a été soumis au Parlement à ce sujet. En même temps, vient de se constituer un nouveau parti ouvrier apparemment social-démocrate. Tout ceci semble démontrer que la bourgeoisie japonaise désespère de pouvoir réprimer à la longue le mouvement ouvrier par des moyens violents et qu'elle a recours, d'après l'exemple européen, à la corruption du mouvement ouvrier par l'intermédiaire des syndicats de la social-démocratie.